

**CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENTS
RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS**

**BSG Resources Limited, BSG Resources (Guinea) Limited et
BSG Resources (Guinea) SARL**

c.

République de Guinée

(Affaire CIRDI n° ARB/14/22)

ORDONNANCE DE PROCÉDURE N° 7

Demandes de production de documents

Professeure Gabrielle Kaufmann-Kohler, Présidente du Tribunal
Professeur Albert Jan van den Berg, Arbitre
Professeur Pierre Mayer, Arbitre

Secrétaire du Tribunal

M. Benjamin Garel

Assistant du Tribunal

Dr. Magnus Jesko Langer

5 septembre 2016

I. Les demandes de production de documents

1. Le 8 juillet 2016, les Demanderesses et la Défenderesses ont procédé à l'échange simultané de leurs demandes de production de documents. Les demandes des Demanderesses sont présentées dans un *Redfern Schedule* divisé en 44 catégories de documents, et celles de la Défenderesses dans un *Redfern Schedule* divisé en 35 catégories de documents.
2. Le 27 juillet 2016, les Parties ont produit les documents ne faisant pas l'objet d'objection ainsi que leurs objections au reste des demandes de production de documents.
3. Le 9 août 2016, chaque Partie a fourni au Tribunal son *Refern Schedule* contenant ses réponses aux objections soulevées par l'autre Partie, ainsi que les objections en question.
4. Le 11 août 2016, la Défenderesse a fait grief aux réponses des Demanderesses à ses objections consignées dans leur *Redfern Schedule* de ne pas se conformer au champ restreint prescrit pour de telles réponses prévu à l'article 16.3 de l'Ordonnance de procédure no. 1 (« OP1 »). La Défenderesse a par conséquent demandé, de manière alternative, (i) que les Demanderesses caviardent leur *Redfern Schedule* pour qu'il soit conforme à l'article 16.3 de l'OP1 dans l'hypothèse où les membres du Tribunal, le Secrétaire du Tribunal ou l'Assistant du Tribunal n'auraient pas encore pris connaissance du *Redfern Schedule* des Demanderesses ou (ii) qu'il soit octroyé à la Défenderesse une opportunité de répliquer aux réponses des Demanderesses.
5. Ayant entendu les Parties et pris note des excuses des Demanderesses dans leur correspondance du 15 août 2016, le Tribunal a décidé le 18 août 2016 d'ordonner aux Demanderesses de resoumettre leur *Redfern Schedule* en se conformant aux prescriptions de l'article 16.3 de l'OP1, au plus tard le 22 août 2016. Le Tribunal a en outre indiqué qu'il n'avait pas examiné le *Redfern Schedule* des Demanderesses de manière substantielle et que le *Redfern Schedule* non-conforme soumis par les Demanderesses le 9 août 2016 serait supprimé des dossiers du Tribunal et du CIRDI.
6. Le 22 août 2016, les Demanderesses ont resoumis leur *Redfern Schedule* selon les instructions du Tribunal. Par lettre du même jour, et à la lumière de nouvelles informations portées à leur attention le 16 août 2016, les Demanderesses ont modifié leurs demandes existantes nos. 15, 16 et 17, ont formulé quatre demandes de documents supplémentaires (nos. 45 à 48) et ont joint les pièces C-0170 à C-0175.
7. Le même jour, le Tribunal a invité la Défenderesse à soumettre, le 26 août 2016 au plus tard, ses commentaires sur l'admissibilité des demandes modifiées et des demandes supplémentaires. Le Tribunal a en outre indiqué que, dans l'intervalle, il statuerait comme convenu sur les demandes de production de documents des Parties, à l'exception des demandes des Demanderesses nos. 15 à 17.

8. Le 23 août 2016, le Tribunal a demandé aux Demanderesses d'identifier où dans le dossier de la procédure il pouvait trouver les pièces C-0161 à C-0168. Le 25 août 2016, les Demanderesses ont informé le Tribunal que ces pièces, jointes à leur communication, avaient été jointes au *Redfern Schedule* soumis à la Défenderesse le 8 juillet 2016 et qu'elles n'en avaient appris l'existence qu'après le dépôt de leur Mémoire le 29 février 2016.
9. Par correspondance séparée du même jour, les Demanderesses ont déposé les pièces C-0176 à C-0177 qui, selon elles, confirmaient la pertinence et l'importance de leur demandes nos. 16, 18, 19 et 20. Le même jour, le Tribunal a invité la Défenderesse à soumettre, le cas échéant, ses observations, sur ces nouvelles pièces le 29 août 2016 au plus tard.
10. Le 26 août 2016, la Défenderesse a soumis ses commentaires sur l'admissibilité des demandes modifiées et des demandes nouvelles, ainsi que des nouvelles pièces factuelles déposées par les Demanderesses. Également le même jour, la Défenderesse a soulevé une objection selon laquelle les demandes modifiées des Demanderesses nos. 18, 19 et 26 dans leur *Redfern Schedule*, resoumis le 22 août 2016, n'étaient toujours pas conformes à l'article 16.3 de l'OP1 et a donc demandé que les Demanderesses déposent un autre *Redfern Schedule* modifié. Compte tenu du caractère mineur des écarts en question, le Tribunal n'a pas jugé efficace ou diligent d'exiger une nouvelle version.
11. Dans la présente Ordonnance, le Tribunal traite des demandes de production de documents des Demanderesses faisant l'objet d'objections, ainsi que des demandes de production de documents de la Défenderesse faisant l'objet d'objections. Le Tribunal déterminera en premier lieu les standards applicables et rendra ensuite sa décision. Il traite également de l'admissibilité des demandes modifiées et des demandes et pièces nouvelles des Demanderesses.

II. Standards applicables

12. Cet arbitrage est régi par (i) la Convention CIRDI, (ii) le Règlement d'arbitrage du CIRDI de 2006 (« le Règlement d'arbitrage ») et (iii) les règles de procédure établies dans l'Ordonnance de procédure no. 1 (« OP1 »).
13. Dans le cadre de la Convention CIRDI et du Règlement d'arbitrage, les Parties disposent d'une grande liberté pour déterminer la procédure, y compris en ce qui concerne l'administration de la preuve. Par exemple, aux termes de l'article 16.3 de l'OP1, les Parties ont convenu de limiter le champ de leurs réponses aux objections de l'autre Partie à « répondre aux objections spécifiques relatives à (i) des obstacles juridiques, un privilège, la confidentialité ou la sensibilité d'ordre politique et/ou (ii) le caractère

Ordonnance de procédure no. 7

déraisonnable et/ou exagérément contraignant de la production et autres considérations liées à l'équité ».

14. Lorsque les Parties n'ont pas convenu de la procédure applicable, le Tribunal dispose d'une liberté tout aussi grande pour établir les règles de procédure. L'article 43 de la Convention CIRDI et l'article 34(2) du Règlement d'arbitrage octroient au Tribunal le pouvoir d'ordonner aux Parties de produire des documents dans les termes suivants :

« Sauf accord contraire des parties, le Tribunal s'il l'estime nécessaire, peut à tout moment durant les débats : (a) demander aux parties de produire tous documents ou autres moyens de preuve [...] ».

et

« Le Tribunal peut, s'il le juge nécessaire, à tout moment de l'instance : (a) requérir les parties de produire des documents, de citer des témoins ou de faire entendre des experts [...] ».

15. Le paragraphe 25 de l'OP1 prévoit que les Règles de l'IBA sur l'Administration de la Preuve dans l'Arbitrage International (2010) (« les Règles IBA ») peuvent servir de lignes directrices au Tribunal et aux Parties concernant les questions de production de documents. Aux fins de la présente Ordonnance, les dispositions suivantes des Règles IBA peuvent être pertinentes :

(i) Article 3.3:

« La Demande de production doit contenir :

(a) (i) une description de chacun des Documents dont la production est demandée qui soit suffisante pour l'identifier, ou

(ii) une description suffisamment détaillée (incluant la ou les questions auxquelles les Documents demandés se rapportent) d'une catégorie limitée et précise de Documents dont il est raisonnable de penser qu'ils existent. Pour ce qui concerne les Documents conservés sous forme électronique, la Partie sollicitant la production pourra identifier, ou le Tribunal Arbitral lui ordonner d'identifier, des fichiers électroniques, des mots-clés ou d'autres moyens permettant de rechercher les Documents demandés de façon efficace et économique ;

Ordonnance de procédure no. 7

(b) une déclaration concernant la pertinence des Documents demandés au regard des questions en litige et de la solution du différend; et

(c) (i) une déclaration précisant que les Documents demandés ne sont pas en la possession ou sous le contrôle de la Partie qui en sollicite la production, ou indiquant les raisons pour lesquelles la production de ces Documents imposerait un fardeau déraisonnable à la Partie qui sollicite la production, et

(ii) une déclaration concernant les motifs pour lesquels la Partie qui sollicite la production estime que les Documents demandés sont en la possession ou sous le contrôle d'une autre Partie ».

(ii) Article 3.4:

« Dans le délai imparti par le Tribunal Arbitral, la Partie à laquelle la Demande de production est adressée doit produire aux autres Parties, et au Tribunal Arbitral si ce dernier l'ordonne, tous les Documents demandés qui se trouvent en sa possession ou sous son contrôle, et à la production desquels elle ne formule pas d'objection ».

(iii) Article 3.5:

« Si la Partie à laquelle la Demande de production est adressée formule une objection à la Demande de production d'un ou plusieurs des Documents visés, elle doit formuler cette objection par écrit au Tribunal Arbitral et aux autres Parties dans le délai imparti par le Tribunal Arbitral. Une telle objection peut être fondée sur un des motifs énoncés à l'Article 9.2 ou sur un manquement à l'une des exigences prévues à l'Article 3.3 ».

(iv) Article 3.7:

« Toute Partie peut, dans le délai imparti par le Tribunal Arbitral, demander au Tribunal Arbitral de statuer sur l'objection ainsi soulevée. Le Tribunal Arbitral examine alors, en consultation avec les Parties et dans les meilleurs délais, la Demande de production et l'objection. Le Tribunal Arbitral peut ordonner à la Partie à qui la Demande est adressée de produire tout Document demandé se trouvant en sa possession ou sous son contrôle et à l'égard duquel le Tribunal Arbitral estime (i) que les faits que la Partie sollicitant la production souhaite prouver à l'aide de ce Document sont

Ordonnance de procédure no. 7

pertinents au regard des questions en litige et de la solution du différend; (ii) qu'aucun des motifs d'objection prévus par l'Article 9.2 n'est applicable, et (iii) que les conditions de l'Article 3.3 ont été remplies. Les Documents dont la production est ordonnée doivent être produits aux autres Parties et, si le Tribunal l'ordonne, au Tribunal Arbitral ».

(v) Article 9.2

« Le Tribunal Arbitral peut, à la demande d'une Partie ou d'office, exclure de la preuve tout témoignage, toute déclaration, tout Document ou toute constatation faite dans le cadre d'une inspection ou encore interdire leur production, pour l'une des raisons suivantes :

- (a) ils ne sont pas pertinents au regard des questions en litige ou de la solution du différend ;
- (b) existence d'une règle légale de confidentialité, de secret professionnel ou d'éthique (*legal privilege*) que le Tribunal Arbitral estime applicable ;
- (c) la production de la preuve représente un fardeau excessif ;
- (d) il a été démontré que, selon toute vraisemblance, le Document a été perdu ou détruit ;
- (e) existence de raisons tenant à des règles de confidentialité commerciale ou technique que le Tribunal Arbitral estime s'imposer avec une force particulière ;
- (f) existence de motifs politiques ou institutionnels particulièrement sensibles (notamment lorsque la preuve est classée comme secrète par un gouvernement ou une institution internationale de droit public) que le Tribunal Arbitral estime s'imposer avec une force particulière; ou
- (g) existence de considérations d'économie de procédure, de proportionnalité, d'équité ou d'égalité des Parties que le Tribunal Arbitral estime s'imposer avec une force particulière ».

16. En conséquence, le Tribunal appliquera les standards suivants pour statuer sur les demandes de production de documents :

Ordonnance de procédure no. 7

- Spécificité : la demande doit identifier chaque document ou catégorie de documents avec précision.
- Pertinence : la demande doit établir la pertinence de chaque document ou catégorie de documents pour prouver les allégations formulées dans les soumissions. Dans le cadre de cette Ordonnance, le terme « pertinence » englobe à la fois la notion de pertinence au regard du différend et celle d'importance au regard de sa solution. À ce stade de la procédure, le Tribunal n'est en position que d'évaluer la pertinence *prima facie* des documents demandés, au regard des allégations factuelles formulées par les Parties jusqu'à présent. Cette évaluation *prima facie* n'exclut pas une évaluation différente à un stade ultérieur de l'arbitrage, avec l'appui d'un dossier plus étoffé.
- Possession, garde ou contrôle : la demande doit montrer qu'il est plus probable qu'improbable que les documents demandés existent, qu'ils ne sont pas en la possession, sous la garde ou sous le contrôle de la Partie les demandant, et qu'ils sont en la possession, sous la garde ou sous le contrôle de l'autre partie.
- Équilibre des intérêts : Le cas échéant, et sur demande raisonnée, le Tribunal mettra en balance les intérêts légitimes de la partie présentant la demande et ceux de la partie la recevant, prenant en compte toutes les circonstances pertinentes, y compris tout privilège juridique applicable à certains types de communications, le besoin de préserver la confidentialité, et la proportionnalité entre l'utilité de révéler des faits potentiellement pertinents et le fardeau imposé à la partie à qui la demande est adressée.

III. Admissibilité des demandes modifiées, des demandes nouvelles et des pièces nouvelles

17. Le Tribunal examine à présent l'admissibilité des trois demandes modifiées (demandes nos. 15 à 17) et des quatre demandes supplémentaires (demandes nos. 45 à 48) des Demanderesses soumises le 22 août 2016. Il traite également la question de l'admissibilité des nouvelles pièces soumises au cours de la phase de production de documents (c'est-à-dire les pièces C-0161 à C-0177).

18. La procédure établie à l'article 16 de l'OP1 prévoit une phase unique de production de documents assortie de délais fixés de manière à encourager la bonne conduite de l'instance. Il n'est donc pas du ressort d'une Partie de rouvrir cette phase en modifiant ou en ajoutant des demandes, en particulier quand la Défenderesse a déjà soumis ses commentaires sur les demandes initiales. Dans le même sens, en vertu des articles 15.3 et 17 de l'OP1, aucune nouvelle pièce ne peut être soumise entre les deux échanges de

Ordonnance de procédure no. 7

soumissions écrites, à moins d'une autorisation du Tribunal, qui n'a été ni sollicitée ni accordée dans le cas présent.

19. Par conséquent, le Tribunal décide que les demandes modifiées et les demandes nouvelles des Demanderesses, ainsi que leurs nouvelles pièces, ne sont pas admissibles à ce stade. Les demandes nos. 15 à 17 apparaissent dans l'Annexe A dans leur rédaction originale, et les demandes nos. 45 à 48 n'apparaissent pas dans l'Annexe A. Néanmoins, le Tribunal souhaite préciser que les Demanderesses peuvent formuler, en réplique, de nouvelles allégations factuelles et de nouveaux arguments juridiques dans le cadre de leur Réplique et peuvent soumettre de nouvelles pièces venant au soutien de ceux-ci, conformément à l'article 15.3 de l'OP1. Si, en outre, les Demanderesses souhaitent demander des documents en la possession, sous la garde ou sous le contrôle de la Défenderesse, il peut demander au Tribunal d'utiliser ses pouvoirs issus de l'article 16.6 de l'OP1 et de l'article 34(2) du Règlement d'arbitrage du CIRDI, et d'ordonner à la Défenderesse de produire de tels documents.

IV. Ordonnance

A. Pour les raisons consignées dans le *Redfern Schedule* relatif aux demandes de production de documents des Demanderesses, figurant en Annexe A et faisant partie intégrante de cette Ordonnance, le Tribunal :

- (i) Prend note de ce qu'aucune décision n'est requise concernant les demandes nos. 1-2, 4-7, 9(a)-(b), 12(a), 23-24, 31(g), 32, 36(e) et 37(c).
- (ii) Accorde de manière partielle les demandes des Demanderesses nos. 3, 8, 9(c), 11(c), 13(a), 14, 15, 16, 17(a), 22, 33, 36(b)-(d), 37(a) et (d), tel que spécifié dans le *Redfern Schedule*.
- (iii) Accorde les demandes des Demanderesses nos. 10, 11(a)-(b), 12(b), 26, 27(a)-(d), 28, 31(a)-(d) et (f), tel que spécifié dans le *Redfern Schedule*.
- (iv) Rejette les autres demandes.
- (v) Ordonne à la Défenderesse de produire les documents répondant aux demandes accordées ci-dessus au plus tard le **3 octobre 2016**.

B. Pour les raisons consignées dans le *Redfern Schedule* relatif aux demandes de production de documents de la Défenderesse, figurant en Annexe B et faisant partie intégrante de cette Ordonnance, le Tribunal :

Ordonnance de procédure no. 7

- (i) Prend note de ce qu'aucune décision n'est requise concernant les demandes nos. 2-6, 9-12, 15, 19-20, 34-35.
- (ii) Accorde de manière partielle les demandes de la Défenderesse nos. 1, 7, 8, 13, 16, 18, 21, et 23, tel que spécifié dans le *Redfern Schedule*.
- (iii) Accorde les demandes de la Défenderesse nos. 14, 17, 24-27, tel que spécifié dans le *Redfern Schedule*.
- (vi) Rejette les autres demandes.
- (iv) Ordonne aux Demanderesses de produire les documents répondant aux demandes accordées ci-dessus au plus tard le **3 octobre 2016**.

C. Pour les raisons indiquées ci-dessus, le Tribunal décide que :

- (i) les demandes modifiées et les demandes nouvelles des Demanderesses ne sont pas admissibles à ce stade ;
- (ii) les pièces C-0161 to C-0177 ne sont pas admissibles à ce stade et ne font donc pas partie du dossier de la procédure.

Au nom du Tribunal

[SIGNÉ]

Prof. Gabrielle Kaufmann-Kohler

IN THE MATTER OF AN ARBITRATION

**UNDER THE RULES OF ARBITRATION OF THE INTERNATIONAL
CENTRE FOR THE SETTLEMENT OF INVESTMENT DISPUTES**

ICSID CASE No. ARB/14/22

BETWEEN:

- (1) BSG RESOURCES LIMITED**
- (2) BSG RESOURCES (GUINEA) LIMITED**
- (3) BSG RESOURCES (GUINEA) SÀRL**

Claimants

- v -

THE REPUBLIC OF GUINEA

Respondent

CLAIMANTS' DOCUMENT PRODUCTION REQUESTS

This Document Production Request ("Request") is made pursuant to paragraph 16 of Procedural Order No.1 and the Tribunal's determination that it relies on ICSID Convention Article 43(a); Arbitration Rules 24 and 33-36. In addition the Tribunal has confirmed it may seek guidance from the IBA Rules on the Taking of Evidence in International Arbitration (2010).

Claimants request that Respondent produce the documents or categories of documents identified below. Each of these requests relates to specific documents or specific categories of documents that are reasonably believed to exist and to be in the possession, custody, or control of Respondent. References to "document" in this Request have the same meaning as in the definition of "Document" in the preamble to the IBA Rules and therefore means a writing, communication, picture, drawing, programme or data of any kind, whether recorded or maintained on paper or by electronic, audio, visual or any other means, and therefore includes (but is not limited to) memoranda, communications, emails, minutes of meetings, presentations, attendance notes, reports, economic workings, calculations and agreements.

The Claimants confirm that, as far as they are aware, the documents requested are not in their possession, custody or control. Claimants assume that the documents requested are in Respondent's possession, custody or control because they will have been created or received in the ordinary course of its business and/or because Respondent's submissions suggest that they may have possession, custody or control of such documents.

Definitions:

- Allegation Letter Letter from the Technical Committee to VBG-Vale BSGR Guinea dated 30 October 2012¹
- Claimants/BSGR BSG Resources Limited; BSGR (Guinea) Limited; BSG Resources (Guinea) SARL
- Base Convention Mining and Infrastructure agreement dated 16 December 2009 between BSG Resources (Guinea) Ltd and the Respondent, providing the framework of a 2-phased project for the Zogota and Simandou Blocks 1 & 2 (the rights in relation to Blocks 1 & 2 were only for exploration). The Base Convention granted a long term licence to export iron ore from Project Zogota and Blocks 1 & 2 through Liberia. BSGR committed to build a US\$1 billion passenger railway to connect the interior of Guinea to its capital, Conakry. Production at Zogota was planned to start in last quarter of 2012, and operations were due to commence in Blocks 1 & 2 during the last quarter of 2013.²
- Blocks 1 and 2 Permit Prospecting permit granted to BSGR Guinea over Simandou Blocks 1 and 2 on 9 December 2008³
- CENI Commission Electorale Nationale Indépendante
- CM Claimants' Memorial
- CPDM Centre for Mining Promotion and Development
- CMRG Counter-Memorial of the Republic of Guinea
- Respondent/Guinea the Republic of Guinea, including but not limited to, its representatives, officers, employees, ministries, departments, committees, offices, local authorities, departments, and agencies.

¹ Exhibit C-0053.
² Exhibit C-0069.
³ Exhibit C-0010.

- JV Joint Venture between Vale and BSG Resources Limited and BSG Resources (Guinea) Limited
- LCIA proceedings Vale SA v BSG Resources Limited (LCIA Case No. 142683)
- Liberia/GoL the Government of Liberia, including but not limited to, its representatives, officers, employees, ministries, departments, committees, offices, local authorities, departments, and agencies.
- LMS Logistic and Maintenance Services SARL. Owned by Ghassan Boutros
- LTS Liberian Transport Solution
- RICO proceedings Proceedings in the United States District Court of the Southern District of New York brought by Rio Tinto against *inter alia* Vale under the Racketeer Influence and Corrupt Organisations Act
- SoC Vale's Statement of Case in the LCIA proceedings
- SoD BSG Resources Limited's Statement of Defence in the LCIA proceedings
- SoR Vale's Statement of Reply in the LCIA proceedings
- Technical Committee Technical Committee for the Review of Mining Titles and Agreements
- Trans-Guinean Project to develop a national passenger or multi-use railway
- Railway
- VBG VBG-Vale BSGR (Guernsey) Limited; VBG Vale-BSGR Guinea Sarl
- Zogota Iron Ore mining concession granted to BSGR Guinea Sarl on 19 March 2010

**REPONSES ET OBJECTIONS GENERALES DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE
SOUMISES CONFORMEMENT A L'ARTICLE 16.2 DE L'ORDONNANCE DE PROCEDURE N° 1
27 JUILLET 2016**

Conformément au paragraphe 16.2 de l'Ordonnance de procédure n° 1 (ci-après, l'« **OP n° 1** »), la Guinée présente dans le *Redfern Schedule* ci-après ses objections aux demandes de production de documents des Sociétés BSGR.

Ces objections sont fondées sur les règles relatives à la production de documents établies au paragraphe 16 de l'OP n° 1. Lorsque cela est pertinent, la Guinée se réfère également aux Règles de l'*International Bar Association* sur l'Administration de la Preuve dans l'Arbitrage International (édition 2010) (ci-après, les « **Règles IBA** »), lesquelles sont désignées en tant que lignes directrices pour les besoins de la présente procédure au paragraphe 25.1 de l'OP n° 1. Dans les cas où les termes utilisés par l'OP n° 1 et les Règles IBA diffèrent, les termes de l'OP n° 1 sont privilégiés, sans que cela ne puisse être interprété comme écartant la référence aux dispositions applicables des Règles IBA.

Request no. 1		
Document(s) or Category of Documents Requested	<p>The following Documents, including but not limited to, applications, submissions, tenders, and/or reports between 1 January 2005 and 22 December 2008 in relation to:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Iron ore mining rights and/or permits in the following geographical areas: <ul style="list-style-type: none"> • Simandou South, including four prospecting permits covering 2047 square kilometres in the prefectures of Beyla, Macenta, Nzérékoré and Yomou granted to BSGR on 6 February 2006 (the “Simandou South Permits”); • Simandou North, including three prospecting permits covering 1286 square kilometres in the prefecture of Kérouané granted to BSGR on 6 February 2006 (the “Simandou North Permits”). b) Simandou Blocks 1 and 2, including one prospecting permit over Simandou Blocks 1 and 2, covering an area of 369 square kilometres in the prefecture of Kérouané granted to BSGR on 9 December 2009 (“Simandou Blocks 1 and 2 Permits”); c) Renewal of the above prospecting permits granted by the Arrête No. A2009/1327/PR/MMEÉH/SGG, dated 10 June 2009 (C-0012); d) Bauxite mining rights and/or permits in the geographical area covering 6,422 square kilometres in the prefectures of Koumbia, Mali, Tougué and Dinguiraye, including the prospecting permits for this area, granted to BSGR on 9 May 2006; and e) Uranium mining rights and/or permits in the geographical area covering 1,076 square kilometres in the prefectures of Lola and Nzérékoré, including the prospecting permits granted to BSGR on 28 February 2007. 	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	<p>CM¶ 40-42, 44-45; 47-48; 61-62; 66-71; 194; 241 CMRG ¶ 340, 363-364, 1146 RWS-2 ¶ 18-22, 23, 27-28 C-0001; C-0002; C-0004; C-0005; C-0010; C-0012.</p>
	Comments	<p>Respondent’s position is that the Claimants acquired these mining rights through bribery and corruption. Claimants’ position is that they obtained all mining permits with respect to the geographical areas as set out in 1. (a) – (e) legally and in compliance with the relevant applicable laws and procedures.</p> <p>The requested documents are material and relevant for the outcome of this case as (i) they will prove that Claimants’ permits have been acquired in accordance with the legally required and accepted method for the granting of those permits and that (ii) Claimants have not been given and preferred treatment over its competitors applying for the same permits.</p>
Objections to Document Request	<p>La Guinée n’a pas d’objection à cette demande de production et produit les documents en sa possession qui ont pu être trouvés à ce jour</p>	
Reply to Objections to Document Request	<p>Guinea accepts this request and indicates that it has not found any responsive documents so far. As Guinea has not indicated that it is continuing its searches, BSGR assumes that Guinea’s searches are completed. If BSGR’s assumption is</p>	

	incorrect, Guinea must indicate when it will have completed its searches and produce any additional responsive documents found. In light of Guinea's response, no further decision from the Tribunal is required at this stage.
Tribunal's Decision	NO DECISION REQUIRED
Décision du Tribunal	PAS DE DÉCISION REQUISE

Request no. 2	
Document(s) or Category of Documents Requested	<p>Documents in relation to meetings between Mamadie Touré and the President Lansana Conté and/or any member of the Ministry of Mines and/or any member of the Government of Guinea involved in the granting of the Mining Permits between 1 January 2005 and 22 December 2008, and in which, BSGR and/or mining rights relating to BSGR, and/or Beny Steinmetz and/or Roy Oron and/or Marc Struik and/or Patrick Saada and/or Asher Avidan and/or Ibrahima Sory Touré, were discussed, including, but not limited to:</p> <ul style="list-style-type: none"> - The meeting held at the end of November or beginning of December 2005 at the Palais des Nations in the presence of President Conté, Mr. Souare (RWS-2 (Ahmed Tidiane Souaré) ¶ 8-9) SoR ¶ 347 - The alleged meeting which occurred sometime in early 2008 at the residence of President Conté attended by Beny Steinmetz, Marc Struik, Frederic Cilins. C-0086¶ 22, SoR¶159 - The alleged meeting held "sometimes in 2006" in the courtyard of the palace attended by President Conté, Beny Steinmetz, Cilins, Michael Noy, Ibrahima Soure Touré , Marc Struik and Patrick Saada, C-0086¶13, SoC¶145 - The alleged meeting which followed "sometimes in 2006" at the residence of President Conté attended by Beny Steinmetz, Michael Noy, Frederic Cilins, Marc Struik, Patrick Saada, Bangoura, Ibrahima Soure Touré - C-0064 p.36-41) SoC¶145 - Reception hosted by BSGR attended by Roy Oron, Asher Avidan, Marc Struik, Ibrahima Soure Touré, and Guinean officials in September 2006 (C-0064 p.36-41) SoC¶157 - The Meeting held in September 2007, at the presidential Palace in the presence of President Conté, the Prime minister Lasana Kouate, Mamadie Touré and Mr. Kante (Kante WS ¶ 31-33) - The meeting held in September 2007, at Prime Minister’s office in the presence of the Prime Minister Lasana Kouate, Mamadie Touré, Mr. Kante (Kante WS ¶ 35) - The alleged meeting which occurred sometime in early 2008 at the residence of President Conté attended by Bangoura, Asher Avidan and Ibrahima Sory Touré. (C-0064 p.36-41) SoC¶159 - The alleged meeting which occurred sometime between February and July 2008 at Brameya attended by President Conté, Beny Steinmetz, Frederic Cilins, and Marc Struik – (C-0064 p.36-41) SoC ¶163 CMRG 317 - The alleged meeting in the second part of 2008 attended by President Conté, Asher Avidan and another (white) man

		(C-0064 p.36-41) SoC¶165, SoR ¶444 CMRG ¶277 – R-35 ¶18 - The meeting regarding Simandou held in September 2008, at President Conté's office RWS-5 (Loucény Nabé) ¶ 6, (C-0064 p.36-41) SoC¶164
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	RWS-2 ¶ 8-9 SoC ¶145, 157, 159, 163-165 SoR ¶159, 347, 444 C -0086 ¶ 13; C-0064 p.36-41.
	Comments	It is Respondent's position that Mamadie Touré has been remunerated by BSGR for intervening and exerting influence on President Conté to ensure that BSGR received the Mining Permits. (CMRG ¶ 5). These allegations are wrong. Claimants have neither used nor paid Mamadie Touré to exercise any influence on President Conté. It is Respondent who bears the burden of proving that BSGR has acquired the Mining Permits by exercising undue influence or corruption. So far, Respondent has not been able to provide any evidence, apart from Mamadie Touré's statement that she had: (i) indeed participated in any meetings with President Conté in which BSGR or the granting of mining permits had been discussed; (ii) had exercised undue influence on the President Conté in order to facilitate the granting of the Mining Permits to BSGR instead of any other company participating in the tender process; and (iii) that Mamadie Touré was paid by BSGR to exercise undue influence on President Conté for the granting of the Mining Permits. The requested documents are material and relevant for the outcome of the case as they shall demonstrate whether BSGR has indeed exercised any undue influence on President Conté through Mamadie Touré. The requested documents are material and relevant to prove that Mamadie Touré has not been involved in any discussions at meetings with the relevant authorities regarding the granting of the Mining Permits to BSGR.
Objections to Document Request		La Guinée n'a pas d'objection à cette demande de production. Cependant, sur la base des recherches diligentées par l'Etat, y compris après une visite sur place par ses conseils, aucun document répondant à cette demande n'a pu être trouvé à ce jour
Reply to Objections to Document Request		Guinea accepts this request and indicates that it has not found any responsive documents so far. As Guinea has not indicated that it is continuing its searches, BSGR assumes that Guinea's searches are completed. If BSGR's assumption is incorrect, Guinea must indicate when it will have completed its searches and produce any additional responsive documents found. In light of Guinea's response, no further decision from the Tribunal is required at this stage.
Tribunal's Decision		NO DECISION REQUIRED
Décision du Tribunal		PAS DE DÉCISION REQUISE

Request no. 3		
Document(s) or Category of Documents Requested	<p>The following Documents in relation to the state of health of President Conté and whether he was able or not to exercise his presidential powers during the period between November 2008 and 9 December 2008 which confirm that President Conté:</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) did not exercise his power directly; (b) exercised his power indirectly through others; (c) had others acting on his behalf in his capacity as president; (d) was influenced by any of his wives; (e) suffered from memory loss; (f) was forced to sign official documents including decrees and counter-decrees by any of his wives and/or general-secretaries, and/or army generals; (g) was surrounded by “mafia” RWS-1 (Ousmane Sylla)¶ 13; 	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	<p>CMRG ¶ 339; RWS-1 ¶ 13</p>
	Comments	<p>Respondent’s position is that President Conté exerted influence on his government to ensure BSGR were granted the Mining Permits.</p> <p>He was allegedly suffering from memory loss and was no longer able to exercise his power without the influence of the "mafia", including his wives, the Secretary-General and army generals (CMRG ¶ 339). It is Claimants' position that President Conté was in a sound state of mind when granting BSGR the Mining Permits and that he was under no influence whatsoever when the Presidential Decree C-0092 regarding the Mining Permits was issued. The Mining Permits as such were signed by Minister Nabé on 1 December 2009.</p> <p>BSGR acquired the Mining Permits through legal means and by following the correct procedures.</p> <p>The requested documents are relevant and material to demonstrate that President Conté was in good mental health and not influenced by anyone, apart from BSGR's good reputation and experience in exploration and mining project, when the Mining Permits were granted to BSGR.</p>
Objections to Document Request	<p>Cette demande doit être rejetée car elle n’est pas suffisamment précise (para. 16.1 de l’OP n° 1, art. 3.3(a) des Règles IBA). Les Sociétés BSGR sollicitent la production de « <i>The following documents</i> », annonçant ainsi une description détaillée de documents ou de catégories de documents. Or, ce qui suit est uniquement une liste de sujets, de sorte que la demande ne contient pas de description suffisamment précise, complète et détaillée des documents et/ou catégories de documents que la Guinée devrait identifier et produire.</p>	

	<p>En tout état de cause, la République de Guinée précise que pour ce qui concerne « <i>the state of health of President Conté</i> », la République de Guinée ne dispose pas d'un accès aux rapports médicaux du Président Conté et que, s'ils existaient, ces documents seraient inmanquablement protégés par le secret médical.</p> <p>La République de Guinée a d'ores et déjà versé à la procédure les documents publics en sa possession rapportant la dégradation de l'état de santé du Président Conté au cours de ses dernières années au pouvoir (Pièce R-80, R-81, R-82, R-83 et R-84) et l'influence exercée sur lui par les membres de son entourage (R-84).</p>
<p>Reply to Objections to Document Request</p>	<p>BSGR notes Guinea's objections. Their response is, however restricted pursuant to Article 16.3 of PO 1, to address the following objections:</p> <p>Guinea objects on the basis of the confidentiality of the requested documents. However, medical confidentiality is not protected under the IBA Rules; only grounds of commercial or technical confidentiality are (Article 9(2)(e) IBA Rules). In addition, any ground of confidentiality must be compelling. This is not the case here, where President Conté deceased 8 years ago and no privacy issues are at play anymore.</p> <p>Guinea further argues that it has no access to the medical records. This is not credible taking into account that Lansana Conté was the Head of State and was most probably examined and monitored by State appointed doctors and medical services. In addition, even if the medical records themselves would not be in Guinea's possession, the scope of this request is wider in that it also applies to Government documents in which the medical condition and/or the exercise of the President's powers are discussed.</p> <p>Under these circumstances, BSGR maintains its requests and asks the Tribunal to order Guinea to produce the requested documents.</p>
<p>Tribunal's Decision</p>	<p>GRANTED AS NARROWED DOWN</p> <p>The Tribunal notes that the Respondent did not object on grounds of <i>prima facie</i> relevance. In the Tribunal's view, the request is sufficiently specific as it relates to the state of health of President Condé between November 2008 and 9 December 2008, including medical records of State appointed doctors and medical services, as well as other Government documents in which the medical condition and/or the exercise of the President's powers are discussed. With respect to confidentiality, the Tribunal accepts that the objection is not compelling to the extent it relates to medical records of State appointed doctors and medical services in the Respondent's possession, control or custody. By contrast, it accepts the confidentiality of private medical records.</p>

Décision du Tribunal	<p>ACCORDÉE DANS SA FORME RESTREINTE</p> <p>Le Tribunal note que la Défenderesse n’a pas soulevé d’objections tenant à la pertinence <i>prima facie</i>. Selon le Tribunal, la demande est suffisamment spécifique puisqu’elle concerne l’état de santé du Président Condé entre novembre 2008 et le 9 décembre 2008, y compris les dossiers médicaux des médecins désignés par l’Etat et les services médicaux, ainsi que d’autres documents du gouvernement dans lesquels il est fait mention de l’état de santé et/ou de l’exercice des pouvoirs du Président.</p> <p>En ce qui concerne la confidentialité, le Tribunal accepte que l’objection n’est pas convaincante dans la mesure où elle concerne des dossiers médicaux de médecins désignés par l’Etat et des services médicaux, en la possession, sous la garde ou sous le contrôle de la Défenderesse. Par contre, il accepte la confidentialité de dossiers médicaux privés.</p>
-----------------------------	--

Request no. 4		
Document(s) or Category of Documents Requested	The technical memorandum written by Mr Momo Sakho to President Lansana Conté in 2008 in which he updated the President about Rio Tinto's breaches of the mining law.	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	C-0008.
	Comments	<p>Respondent alleges that Claimants have acquired the Mining Permits that belonged to Simfer/Rio Tinto through illegal means.</p> <p>The reality is, as pointed out by Mr Sakho that it was Simfer/Rio Tinto’s breaches of the mining law that led to the withdrawal of its mining permits in Simandou Block 1 and Block 2.</p> <p>The production of the technical report drafted by Mr Sakho is material and relevant to demonstrate that the mining permits on Simandou Block 1 and Block 2 were first withdrawn from Simfer and were then, once they became available, issued to BSGR. The fact that they were withdrawn due to Simfer's own failures demonstrates that BSGR was not using undue influence, let alone obtained the Mining Permits through corruption in order to get the Mining Permits.</p>
Objections to Document Request	La Guinée n’a pas d’objection à cette demande de production. La République de Guinée tient seulement à préciser que, si le retrait des droits miniers de Simfer/Rio Tinto sur Simandou était bel et bien fondé compte-tenu du manquement de Simfer/Rio Tinto à certaines de leurs obligations, cela ne peut suffire à établir que les sociétés BSGR n’ont pas obtenu leurs propres droits frauduleusement.	

	Cependant, sur la base des recherches diligentées par l’Etat, y compris après une visite sur place par ses conseils, aucun document répondant à cette demande n’a pu être trouvé à ce jour. La Guinée poursuit ses recherches.
Reply to Objections to Document Request	Guinea accepts this request, indicates that it has not found any responsive documents so far and that it continues its searches. Guinea must indicate what additional searches it is conducting and when these additional searches will be completed. At this stage, no further decision from the Tribunal is required.
Tribunal's Decision	NO DECISION REQUIRED
Décision du Tribunal	PAS DE DÉCISION REQUISE

Request no. 5	
Document(s) or Category of Documents Requested	Internal and external communications, correspondence, notes, memoranda and reports to Lansana Conté or any member of the government, including the Ministry of Mines, discussing Simfer/Rio Tinto's grievances and the withdrawal of its mining rights.
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions
	Comments
Objections to Document Request	<p>CMRG ¶ 248-250; C-0008.</p> <p>Respondent alleges that the Claimants have acquired Mining Permits which belonged to Simfer/Rio Tinto and that negotiations between Simfer/Rio Tinto had been initiated at the time that they were granted to BSGR. The reality is that it was Simfer/Rio Tinto's breaches of the mining law that led to the withdrawal of its mining permits in Simandou Blocks 1 and Block 2.</p> <p>The production of these documents is material and relevant to demonstrate that the mining permits on Simandou Block 1 and Block 2 were first withdrawn from Rio Tinto and were then issued to BSGR, without BSGR using undue influence, let alone that BSGR obtained the Mining Permits through corruption.</p> <p>La Guinée n'a pas d'objection à cette demande de production. La République de Guinée tient seulement à préciser que, si le retrait des droits miniers de Simfer/Rio Tinto sur Simandou était bel et bien fondé compte-tenu du manquement de Simfer/Rio Tinto à certaines de leurs obligations, cela ne peut suffire à établir que les sociétés BSGR n'ont pas obtenu leurs propres droits frauduleusement.</p> <p>La Guinée produit les documents en sa possession qui ont pu être trouvés à ce jour. Bien qu'elle estime peu probable que d'autres documents existent, la Guinée poursuit ses recherches.</p>
Reply to Objections to Document Request	Guinea accepts this request, has produced some responsive documents and indicates that it continues its searches. Guinea must indicate what additional searches it is conducting and when these additional searches will be completed. At this stage, no further decision from the Tribunal is required.
Tribunal's Decision	NO DECISION REQUIRED
Décision du Tribunal	PAS DE DÉCISION REQUISE

Request no. 6		
Document(s) or Category of Documents Requested	Documents concerning BSGR's application for Simandou Block 1 and Block 2 created, exchanged or held by the Government of Guinea, the Ministry of Mines, the CPDM and/or any other governmental authority involved in the issuing of the Mining Permits, between 5 August 2008 and 9 December 2008.	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	CMRG¶ 93
	Comments	Respondent alleges that Claimants have acquired the Mining Permits that belonged to Simfer through illegal means. These documents are material and relevant to demonstrate that (i) BSGR, like its competitors, filed an application on 5 August 2008 in accordance with the applicable administrative procedural requirements (ii) BSGR's application and its suitability was discussed by the relevant authorities and (iii) that BSGR was granted the Mining Permits <i>inter alia</i> on the basis of its reputation and experience in exploration and mining and not due to the exercise of undue influence.
Objections to Document Request	La Guinée n'a pas d'objection à cette demande de production et produit les documents en sa possession qui ont pu être trouvés à ce jour	
Reply to Objections to Document Request	Guinea accepts this request and indicates that it has produced the documents that it has found so far. As Guinea has not indicated that it is continuing its searches, BSGR assumes that Guinea's searches are completed. If BSGR's assumption is incorrect, Guinea must indicate when it will have completed its searches and produce any additional responsive documents found. In light of Guinea's response, no further decision from the Tribunal is required at this stage.	
Tribunal's Decision	NO DECISION REQUIRED	
Décision du Tribunal	PAS DE DÉCISION REQUISE	

Request no. 7		
Document(s) or Category of Documents Requested	<p>The following Documents in relation to the marital status of Mamadie Touré, between 1 January 2000 and 31 December 2010 including:</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) any marriage registration certificate or other official document certifying Mamadie Touré to be the wife of President Conté; (b) any marriage registration certificate or other official document certifying President Conté to be the husband of Mamadie Touré; (c) any certificate or other official document certifying Mamadie Touré being the fourth wife of President Conté; (d) all internal and external documents, including communications, memoranda, notes and/or formal invitations between 2005 and 2010 in relation to the wedding of Mamadie Touré and President Conté; (e) all documents relied on for, or that confirm Mamadie Touré being the widow of President Conté; and (f) all documents and communications in relation to Mamadie Touré’s application for a diplomatic passport and/or for its renewal. 	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. Submissions	<p>CM ¶ 9 CMRG ¶ 5, 189, 776-777 CWS-2 ¶95; CWS-3 ¶137.7 RWS-1¶14; RWS-2 ¶ 9; RWS-4 ¶ 21, 35; RWS-5 ¶ 7, 17, 21 C-0064 p.24</p>
	Comments	<p>It is Respondent’s position that Mamadie Touré was President Conté’s fourth wife and, as his wife, was retained and paid by BSGR to exercise influence on President Conté to grant BSGR the Mining Permits. (CMRG ¶ 5, RWS-1 (Ousmane Sylla) ¶14). These allegations are wrong. Claimants have neither used nor paid MamadieTouré to exercise any influence on President Conté.</p> <p>Claimants' position is that MamadieTouré was not married to the President Conté, nor is she now, the widow of the deceased. Even her brother, Ibrahima Soure Touré⁴ confirms that MamadieTouré was not married to the President. The requested documents are material and relevant to demonstrate that MamadieTouré did not exercised undue influence on President Conté as his wife.</p> <p>Thus far, there has not been any evidence submitted by Respondent that proves Mamadie Touré was indeed married to the late President.</p>

⁴ Le Populaire, "reports on the BSGR affair: Mamadie's lies and the dishonesty of the Condé regime" dated 23 February 2015 [Exhibit C-XX].

<p>Objections to Document Request</p>	<p>La Guinée n’a pas d’objection à cette demande de production.</p> <p>Le Guinée se doit toutefois d’attirer l’attention du Tribunal sur le caractère inexact et particulièrement inopportun du descriptif des Sociétés BSGR. En effet, les Sociétés BSGR justifient leur demande au motif que « <i>thus far, there has not been any evidence submitted by Respondent that proves Mamadie Touré was indeed married to the late President</i> ». Or, la Guinée a amplement démontré dans son Contre-Mémoire (para. 795) la nature de la relation qui unissait Mme Touré au Président Conté (Voir, notamment, Pièces R-207, R-208, R-209, R-457, R-458, RWS-1 (Ousmane Sylla) § 14 ; RWS-2 (Ahmed Tidiane Souaré), § 9 ; RWS-4 (Ahmed Kanté) § 35 ; RWS-5 (Louncény Nabé) §§ 7, 17)).</p> <p>La Guinée produit en tout état de cause le seul document en sa possession qui a pu être trouvé à ce jour.</p>
<p>Reply to Objections to Document Request</p>	<p>Guinea accepts this request and produces the one responsive document that it has found so far. As Guinea has not indicated that it is continuing its searches, BSGR assumes that Guinea's searches are completed. If BSGR's assumption is incorrect, Guinea must indicate when it will have completed its searches and produce any additional responsive documents found. In light of Guinea's response, no further decision from the Tribunal is required at this stage.</p>
<p>Tribunal's Decision</p>	<p>NO DECISION REQUIRED</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>PAS DE DÉCISION REQUISE</p>

Request no. 8		
Document(s) or Category of Documents Requested	Documents showing all entry and exit records of Benjamin Steinmetz to and from the Republic of Guinea between 1 January 2005 and 31 December 2008.	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	CMRG¶ 277-278, 298 CWS-1 ¶39-44 C-0086 ¶13-14, 17.
	Comments	Respondent alleges that Beny Steinmetz has attended various meetings during 2005 to 2008; thereby relying on Mamadie Touré’s statements in her affidavit. The reality is that Beny Steinmetz did not attend any meetings in Guinea apart from one in 2008. The requested documents are material and relevant to prove that Beny Steinmetz did not attend any of the meetings that apparently took place between 2006 and 2007. The immigration records will demonstrate that Respondent’s allegations are unfounded and that the alleged meetings did not take place.
Objections to Document Request	<p>Cette demande doit être rejetée car elle est déraisonnable et exagérément contraignante et contreviendrait aux considérations d’économie de procédure, de proportionnalité et d’équité (para. 16.3 de l’OP n° 1, arts. 9.2(c) et (g) des Règles IBA).</p> <p>Le caractère général de la demande et la longue période visée imposeraient à la Guinée de localiser tout document relatif aux entrées et sorties du territoire guinéen de M. Steinmetz sur une période de quatre ans. Or, les services aéroportuaires et de l’immigration n’étaient pas informatisés avant 2011, de sorte que toutes les archives, lorsqu’elles n’ont pas été perdues ou détruites, sont conservées sous format papier. Pour ces raisons et compte-tenu également de leur ancienneté, la recherche et l’identification des documents demandés imposeraient ainsi un fardeau excessif à la Guinée.</p> <p>Il serait également contraire aux considérations d’économie procédurale et d’équité d’exiger de la Guinée de rechercher et d’identifier dans un délai si court les documents demandés alors que, bien que potentiellement pertinents pour comprendre le contexte factuel, ces documents n’auraient qu’une utilité discutable pour le règlement du différend.</p> <p>En tout état de cause, sur la base des recherches diligentées par l’Etat, y compris après une visite sur place par ses conseils, aucun document répondant à cette demande n’a pu être trouvé à ce jour.</p>	
Reply to Objections to Document Request	<p>BSGR notes Guinea's objections. Its response is, however, restricted pursuant to Article 16.3 of PO 1, to address the following objections:</p> <p>Guinea objects on the basis that the request would be too burdensome. BSGR disagrees. The request is limited by subject (the entry records of one single person) and by time (from 1 January 2005 to 31 December 2008). In addition, Guinea indicates that it has already undertaken some searches without providing any details as to the method and extent thereof. This alone contradicts that the request would be too burdensome.</p>	

	<p>Guinea further objects on the basis of proportionality. This argument must also fail. The request seeks the entry records of Mr Steinmetz who, on Guinea's own case, would be the spider in the web of the entire corruption case. In addition, the request goes to the reliability of Mr Steinmetz's evidence (who denies to have been in the country in the specified period) and the reliability of the evidence that Mrs Mamadie Touré has given (and on whose evidence Guinea exclusively relied to withdraw BSGR's mining rights in 2014).</p> <p>Guinea further objects on the basis of fairness. However, any consideration of fairness plays in favor of BSGR, not Guinea. It would be absolutely unfair if, on the one hand, Guinea would be allowed to claim that Mr Steinmetz was in the country during a certain period of time, in furtherance of BSGR's corruption scheme and, on the other hand, refuse to produce the documents supporting this allegation. If Guinea refuses to undertake the necessary searches, the inference should be drawn that Mr Steinmetz was not in the country during that period.</p> <p>Finally, Guinea indicates that it has made some searches but that no responsive documents have been found so far. As Guinea has not indicated that it is continuing its searches, BSGR assumes that Guinea's searches are completed. If BSGR's assumption is incorrect, Guinea must indicate when it will have completed its searches and produce any additional responsive documents found.</p> <p>Under these circumstances, BSGR maintains its requests and asks the Tribunal to order Guinea to produce the requested documents.</p>
<p>Tribunal's Decision</p>	<p>GRANTED AS NARROWED DOWN</p> <p>The Tribunal notes that the Respondent did not object on grounds of <i>prima facie</i> relevance. The Tribunal further takes note of the Respondent's objections based on excessive burden, proportionality or fairness. Since the Claimants' request is meant to prove that Mr. Steinmetz did not attend any of the meetings between 2006 and 2007, the Tribunal narrows the time period to these two years. The Tribunal further takes note the Respondent's statement that no responsive documents have been located to date. The Tribunal nonetheless invites the Respondent to continue to make best efforts to locate and produce any responsive documents.</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>ACCORDEE DANS SA FORME RESTREINTE</p> <p>Le Tribunal note que la Défenderesse n'a pas soulevé d'objections tenant à la pertinence <i>prima facie</i>. Le Tribunal note également les objections de la Défenderesse tenant le fardeau excessif, la proportionnalité, ou l'équité. Dans la mesure où la demande des Demanderesses a pour but de prouver que M. Steinmetz n'a participé à aucune des réunions entre 2006 et 2007, le Tribunal réduit la période de temps à ces deux années. De plus, le Tribunal note la déclaration faite par le Défenderesse qu'à ce jour aucun des documents en question n'a pu être localisé. Le Tribunal invite néanmoins la</p>

		Défenderesse à continuer à fournir ses meilleurs efforts pour localiser et produire tous documents pertinents.
Request no. 9		
Document(s) or Category of Documents Requested	<p>Documents submitted by the CPDM to the Ministry of Mines or any other governmental entity involved in the review of the Zogota Feasibility Study submitted on 16 November 2009 including but not limited to: Documents in relation to the negotiations of the Base Convention with the Committee and the signing of the Base Convention on 16 December 2009 and the granting of the mining concession in relation to the Zogota deposit, including but not limited to:</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) documents generated and/or received for the purpose of the review of the Feasibility Study including correspondence, agendas, minutes of meetings, presentations and reports; (b) documents in relation to the considerations and conclusions of the review of the Feasibility Study; (c) any feasibility study submitted prior to 16 November 2009: <i>“It was the first such Feasibility Study ever to be submitted to the CPDM”</i> (CM ¶72). 	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	<p>CM ¶ 72-86 CMRG ¶ 368-377 CWS-2 ¶ 84, 85; CWS-3 ¶58-59; CWS-5 ¶59-60</p>
	Comments	<p>Respondent’s position is that the review of the Feasibility Study and the negotiations by the Committee were all conducted under pressure by Mahmoud Thiam to hastily provide its conclusions and approval, while threatening to remove any member of the Committee who was not favourable to the Claimants (CMRG ¶ 369-371). This is position is wrong. The requested documents are material and relevant to prove that that the CPDM was carefully reviewing the Feasibility Study without being pressured by Mahmoud Thiam. The documents will further demonstrate that the recommendation by the CPDM to commence negotiations was taken on the basis of the quality of the Feasibility Study rather than pressure by the acting Minister of Mines, Mahmoud Thiam.</p>
Objections to Document Request	<p>La Guinée comprend que cette demande se rapporte à l’étude de faisabilité de Zogota du 6 novembre 2009 malgré l’erreur de date et la mention au second paragraphe de documents relatifs à la Convention de Base du 16 décembre 2009, lesquels font également l’objet de la demande n° 10. Sous réserve de cette précision, la Guinée n’a pas d’objection aux <u>demandes n° 9(a)-(b)</u> et produit les documents en sa possession qui ont pu être trouvés à ce jour.</p> <p>S’agissant de la <u>demande n° 9(c)</u>, cette demande doit être rejetée car les documents demandés sont des documents confidentiels (para. 16.3 de l’OP n° 1, art. 9.2(e) des Règles IBA).</p> <p>En effet, toute étude de faisabilité remise par une société minière à l’Etat comporte des informations et données à caractère commercial. Il ne serait pas opportun qu’une société minière concurrente en obtienne copie. Toutefois, la Guinée produit un document interne à l’administration guinéenne établissant la réception d’une étude de faisabilité d’une société minière</p>	

	<p>avant le 16 novembre 2009.</p>
Reply to Objections to Document Request	<p>Guinea accepts requests 9(a) and 9(b) and indicates that it has produced the responsive documents it has found so far. As Guinea has not indicated that it is continuing its searches, BSGR assumes that Guinea's searches are completed. If BSGR's assumption is incorrect, Guinea must indicate when it will have completed its searches and produce any additional responsive documents found. In light of Guinea's response, no further decision from the Tribunal is required at this stage in relation to requests 9(a) and (b).</p> <p>BSGR notes Guinea's objections. BSGR's response is, however restricted pursuant to Article 16.3 of PO 1, to address the following objections:</p> <p>Guinea objects to request 9(c) on the basis that feasibility studies filed by other companies would be confidential. Taking Guinea's confidentiality concerns on board, BSGR modifies its requests by seeking the production of the first and signatory page of each study only or, alternatively, of other Documents establishing the filing of feasibility studies prior to 6 November 2009. BSGR's modified request will suffice to establish the number of feasibility studies filed prior to 6 November 2009 while preserving the confidentiality of the content of the studies.</p> <p>BSGR maintains its request in respect of 9(c) and asks the Tribunal to order Guinea to produce the requested documents.</p>
Tribunal's Decision	<p>NO DECISION REQUIRED FOR REQUESTS 9(a) and (b); REQUEST 9(c) GRANTED AS NARROWED DOWN</p> <p>The Tribunal notes that no decision is required for requests 9(a) and (b).</p> <p>With respect to request 9(c), the Tribunal notes that the Claimants accept the Respondent's concerns regarding commercial confidentiality. On that basis, the Tribunal accepts the Claimants' modified request to seek the production of the "first and signatory page of each study only or, alternatively, of other Documents establishing the filing of feasibility studies prior to 6 November 2009".</p>
Décision du Tribunal	<p>PAS DE DÉCISIONS REQUISES POUR LES DEMANDES 9(a) et (b), LA DEMANDE 9(c) EST ACCORDÉE DANS SA FORME RESTREINTE</p> <p>Le Tribunal note qu'aucune décision n'est requise pour les demandes 9(a) et (b).</p> <p>En ce qui concerne la demande 9(c), le Tribunal note que les Demanderesses acceptent les inquiétudes de la Défenderesse concernant les informations commerciales confidentielles. Sur cette base, le Tribunal accepte la demande modifiée des Demanderesses de produire « uniquement la première page et la page de signature de chaque étude ou, de manière alternative, d'autres documents établissant le dépôt d'études de faisabilité avant le 6 novembre 2009 ».</p>

Request no. 10		
Document(s) or Category of Documents Requested	The following Documents in relation to the negotiations of the Base Convention with the Committee and the signing of the Base Convention on 16 December 2009 and the granting of the mining concession in relation to the Zogota deposit, including but not limited to: <ul style="list-style-type: none"> (a) the establishment of the Committee to conduct the negotiations for a mining and infrastructure agreement (CM ¶ 73); and (b) the negotiations of the Base Convention undertaken by the Committee, including, notes, minutes of meetings, communications, considerations. 	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	CM ¶ 73 CMRG ¶370 C-0015.
	Comments	Respondent’s position is that the review of the Feasibility Study and the negotiations by the Committee were conducted under pressure from Mahmoud Thiam to hastily provide its conclusions and approval, while threatening to remove any member of the Committee who was not favourable to Claimants. This position is mistaken. The requested documents are material and relevant to demonstrate that the (i) the Committee was constituted in accordance with applicable legal requirements and (ii) the Committee reviewed, deliberated and negotiated the Base Convention in a diligent and comprehensive manner without pressured from the Minister of Mines.
Objections to Document Request	La Guinée n’a pas d’objection à cette demande de production et produit les documents en sa possession qui ont pu être trouvés à ce jour	
Reply to Objections to Document Request	Guinea accepts this request without any reservation and indicates to have produced the responsive documents that it has found so far. However, on the face of the documents that Guinea has produced, it is clear that not all responsive documents have been produced. For example, the documents produced make reference to a memo that was prepared for the extraordinary meeting of the Council of Ministers on Friday, 18 December 2009. This memo has not been produced, nor have the minutes of the Council meeting. In these circumstances, BSGR maintains its request and urge the Tribunal to order Guinea to produce all responsive documents in its possession.	
Tribunal's Decision	GRANTED The Tribunal notes that the Respondent does not object to this request, but that the Claimants argue that not all responsive documents have been produced.	

	The Tribunal therefore orders the Respondent to continue making best efforts to locate any responsive documents.
Décision du Tribunal	ACCORDÉE Le Tribunal note que la Défenderesse ne s'oppose pas à cette demande, mais que les Demanderesses soutiennent que tous les documents pertinents n'ont pas pas été produits. Le Tribunal ordonne par conséquent à la Défenderesse de continuer à fournir ses meilleurs efforts pour localiser tous documents pertinents.

Request no. 11		
Document(s) or Category of Documents Requested	The following Documents relating to: <ul style="list-style-type: none"> (a) the remuneration or payments made by BSGR to the members of the Committee during the negotiations of the Base Convention between 1 December 2009 and 16 December 2009. (b) the expenses that were incurred in relation to the work of the Commission during the negotiations of the Base Conventions between 1 December 2009 and 16 December 2009; and (c) the daily allowance and expenses usually paid by mining companies for members of a Committee negotiating a Base Convention in Guinea during 2009. 	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	CM ¶ 75 CMRG ¶ 371- 372 CWS-3 ¶53, 58-59; CWS-2 ¶82-83
	Comments	<p>Respondent’s position is that the remuneration fee paid by BSGR to the members of the Committee was much higher than their monthly salary, and that such high payments were made to ensure the support of the members of the Committee. Claimants’ position is that the Committee was paid in accordance with the instructions of the Minister of Mines. It was not BSGR who determined the daily allowance of the members of the Committee.</p> <p>The requested documents are relevant and material to prove that (i) BSGR has paid the members of the Committee in accordance with the orders of the Minister of Mines (ii) BSGR has paid the expenses as incurred and requested by the Committee and (probably) approved by the Minister of Mines and (iii) that the payments and contributions by BSGR to the members of the Committee were not unusual for the negotiation of a Base Convention in Guinea in 2009.</p>
Objections to Document Request	<p>Cette demande doit être rejetée car elle n’est pas suffisamment précise (para. 16.1 de l’OP n° 1, art. 3.3(a) des Règles IBA). En effet, les Sociétés BSGR sollicitent la production de « <i>The following documents</i> », annonçant ainsi une description détaillée de documents ou de catégories de documents. Or, ce qui suit est uniquement une liste de sujets sans qu’aucune description de document n’apparaisse.</p> <p>Par ailleurs, les Sociétés BSGR énoncent que les paiements qu’elles ont faits aux membres du comité dont il est question (i) auraient été faits sur instruction du Ministre des Mines de l’époque (i.e. Mahmoud Thiam) et (ii) constitueraient des remboursements de frais réels du Comité.</p> <p>Pour permettre à la Guinée de rechercher un quelconque document relatif à ces faits, il conviendrait à tout le moins que les Sociétés BSGR produisent (i) les documents contenant lesdites instructions du Ministre Thiam et (ii) les justificatifs des frais réels du Comité que les Sociétés BSGR ont reçu avant de procéder à leur remboursement.</p> <p>En l’état, la demande ne contient donc pas de description suffisamment précise, complète et détaillée des documents et/ou</p>	

	catégories de documents que la Guinée devrait identifier et produire.
Reply to Objections to Document Request	<p>BSGR notes Guinea's objections.</p> <p>As BSGR is restricted to respond to these objections, BSGR requests the Tribunal to make its decision and order Guinea to produce the requested documents.</p>
Tribunal's Decision	<p>GRANTED AS NARROWED DOWN</p> <p>With respect to requests 11(a) and (b), the Tribunal is of the view that the requests are sufficiently specific. With respect to request 11(c), the Tribunal deems the request to be too broad and narrows it to documents, including regulations or guidelines, showing the level of the daily allowances and expenses paid in 2009 (as opposed to documents <i>relating to</i> daily allowances and expenses usually paid in 2009).</p>
Décision du Tribunal	<p>ACCORDEE DANS SA FORME RESTREINTE</p> <p>En ce qui concerne les demandes 11(a) et (b), le Tribunal est d'avis que les demandes sont suffisamment spécifiques. Quant à la demande 11(c), le Tribunal estime qu'elle est trop vaste et la réduit à des documents, y compris des réglementations ou des lignes directrices, montrant le niveau des allocations et frais journaliers payés en 2009 (par opposition à des documents <i>ayant trait aux</i> allocations et frais journaliers généralement payés en 2009).</p>

Request no. 12		
Document(s) or Category of Documents Requested	The following Documents in relation to the ratification of the Base Convention by Presidential Decree of 19 March 2010 (C-0016), between 1 November 2009 and 20 March 2010: (a) recording the discussions, negotiations and consideration of the Base Convention by Guinean officials, ministers or agents tasked with the role of deciding whether ratify the Base Convention; and (b) communications between the Respondent with the Government of Liberia regarding the export of iron ore from Zogota and / or Simandou Blocks 1 & 2 through Liberia.	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	CM ¶ 76-77, 102, 122 CMRG ¶1090, 1092 CWS-3 ¶ 67, 77-79, 80-81, 84, 91; CWS-2 ¶ 68 C-0052; C-0063.
	Comments	Respondent’s position is that the preparation of the Base Convention its execution and ratification were results of corruption by Claimants. The requested documents are material and relevant to prove that Claimants complied with all substantive and procedural requirements to obtain the ratification of the Base Convention. The documents will also demonstrate that government officials were discussing and deliberating the Base Convention in detail before deciding whether it should be ratified. It will demonstrate that correct procedures have been followed and undue influence was not exercised or improper payments made by Claimants to obtain ratification of the Base Convention.
Objections to Document Request	Concernant la <u>demande n° 12(a)</u> , la Guinée n’a pas d’objection à cette demande de production et produit les documents en sa possession qui ont pu être trouvés à ce jour. Concernant la <u>demande n° 12(b)</u> , cette demande doit être rejetée car les documents demandés sont des documents confidentiels (para. 16.3 de l’OP n° 1, arts. 9.2(b), (e) et (f) des Règles IBA). En effet, les documents demandés sont des correspondances entre Etats, que la République de Guinée ne pourrait en tout état de cause dévoiler sans l’autorisation du Gouvernement du Libéria.	
Reply to Objections to Document Request	Guinea accepts requests 12(a) and indicates to have produced the responsive documents that it has found so far. As Guinea has not indicated it is continuing its searches, BSGR assumes that Guinea's searches are completed. If BSGR's assumption is incorrect, Guinea must indicate when it will have completed its searches and produce any additional responsive documents found. In light of Guinea's response, no further decision from the Tribunal is required at this stage in relation to request 12(a). BSGR notes Guinea's objections. BSGR's response is, however, restricted pursuant to Article 16.3 of PO 1, to address the following objections:	

	<p>Guinea objects to request 12(b) on the ground that it seeks the production of documents exchanged between states. Without further clarification, Guinea relies on the concepts of legal privilege (Article 9(2)(b) of the IBA Rules), confidentiality (Article 9(2)(e)) and political sensitivity (Article 9(2)(f)) to resist this request. Such resistance is not justified:</p> <ul style="list-style-type: none"> - First, not only does Guinea fail to identify the nature and source of the privilege that it relies on, it also fails to establish that such privilege is recognized in international arbitration proceedings. - Second, only grounds of commercial or technical confidentiality are protected under Article 9(2)(e) of the IBA Rules. No such grounds apply to the documents requested. - Third, Guinea fails to establish the "special political sensitivity" of the documents sought, let alone that it establishes why this sensitivity would be compelling. Guinea seems to take the position that any document exchanged between states is per definition of special sensitivity. This is obviously not the case and Guinea does not provide any authority in support of its position. The documents sought are not especially sensitive as they relate to the right of a private company (BSGR) to use railway infrastructure for commercial purposes. <p>Guinea further purports that it would not be able to produce the documents without Liberia's prior consent. Again this must be rejected. Guinea does not identify the source of law or authority for Liberia's consent. Second, even if such requirement would exist, there is nothing preventing Guinea from seeking this consent and, if Guinea refuses to do so, the Tribunal should order Guinea to seek this consent.</p> <p>In these circumstances, BSGR maintains its request 12(b) and asks the Tribunal to order Guinea to produce the requested documents.</p>
<p>Tribunal's Decision</p>	<p>NO DECISION REQUIRED FOR REQUEST 12(a) ; REQUEST 12(b) GRANTED</p> <p>With respect to request 12(b), the Tribunal finds that the Respondent did not substantiate its objections based on legal privilege, confidentiality and special political sensitivity. It thus grants the request considering that it relates to the export of iron ore from Zogota and/or Simandou Blocks 1 & 2. To the extent that the production of any responsive document requires the prior consent of Liberia, the Tribunal invites the Respondent to seek Liberia's consent.</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>PAS DE DÉCISION REQUISE POUR LA DEMANDE 12(a) ; LA DEMANDE 12(b) EST ACCORDÉE</p> <p>En ce qui concerne la demande 12(a), le Tribunal estime que la Défenderesse n'a pas étayé ses objections fondées sur le secret professionnel, la confidentialité et l'existence de motifs politiques particulièrement sensibles. Il accorde donc la demande car il considère qu'elle a trait à l'exportation de minerais de fer provenant de Zogota et/ou des Blocks 1 & 2 de Simandou. Dans l'hypothèse où la production de tout document pertinent nécessitait l'approbation préalable du Libéria, le Tribunal invite la Défenderesse à solliciter le consentement du Libéria.</p>

Request no. 13		
Document(s) or Category of Documents Requested	The following Documents between 1 November 2009 and 2016 in relation to the export of iron ore from Guinea through Liberia and/or in relation to the Liberian Transport Solution: <ul style="list-style-type: none"> a) Documents exchanged between the Respondent, and the Government of Liberia in relation to the Liberian Transport Solution; b) Draft agreements and/or agreements between the Guinea and Liberia in relation to the exportation of Guinean natural resources including the exportation of iron ore via Liberia. 	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	CM ¶ 76-77, 102, 122 CMRG ¶1090, 1092 CWS-3 ¶ 67, 77-79, 80-81, 84, 91; CWS-2 ¶ 68 C-0052; C-0063.
	Comments	<p>Claimants’ position is that the LTS was an integral part of the development of Zogota and Blocks 1 & 2. Following its approval via the Base Convention, BSGR spent considerable sums and effort in working towards an Infrastructure Development Agreement to connect Guinea to Liberia to enable export from both Zogota and Blocks 1 & 2 through Liberia. The project's viability depended upon the ability to export the iron ore mined at Zogota from Liberia, rather than from Guinea. On 22 November 2010 BSGR was authorized to commence work on the first 40km of the Trans-Guinean Railway. The first 9km were built and the studies were commissioned for the following 330km. On 3 December 2010 President Alpha Condé was confirmed as new president of the Republic of Guinea.</p> <p>It was only a couple of months later, in February 2011 when Alpha Condé started his campaign against BSGR and the LTS project was suddenly under threat and BSGR was finally forced to stop any works.</p> <p>The requested documents are material and relevant to prove that Alpha Condé and his government once in power were trying to impede BSGR's investment by obstructing its efforts to continue with the construction of the LTS and to comply with the Article 4 and 10 (1) of the Base Convention.</p> <p>The fact that Alpha Condé allowed other companies, including Sable Mining Africa, to export iron ore through Liberia, confirms that Alpha Condé's decisions were arbitrary and not based on any legitimate reasons.</p>
Objections to Document Request	Cette demande doit être rejetée dans la mesure où : <ul style="list-style-type: none"> – elle n’est pas suffisamment précise (para. 16.1 de l’OP n° 1, art. 3.3(a) des Règles IBA) ; – les documents demandés sont des documents confidentiels (para. 16.3 de l’OP n° 1, arts. 9.2(b), (e) et (f) des Règles IBA), et – les documents demandés n’apparaissent en tout état de cause pas pertinents pour le règlement du différend 	

	<p>(para. 16.1 de l’OP n° 1, arts. 3.3(b) et 9.2(a) des Règles IBA).</p> <p><u>En premier lieu</u>, la demande des Sociétés BSGR n’est pas suffisamment précise dans la mesure où elle semble se référer à un terme défini (la « <i>Liberian Transport Solution</i> »), qui n’est cependant pas utilisé ni défini dans les écritures des Sociétés BSGR. Il ne peut donc être établi avec suffisamment de précision quels sont les documents ou catégories de documents recherchés par les Sociétés BSGR.</p> <p><u>En deuxième lieu</u>, la demande des Sociétés BSGR porte sur des échanges, communications et négociations entre Etats, que la République de Guinée ne saurait verser à la procédure sans l’autorisation du Gouvernement du Libéria.</p> <p><u>En troisième et dernier lieu</u>, la demande des Sociétés BSGR manque en tout état de cause de pertinence. Selon les commentaires des Sociétés BSGR, la demande concernerait le droit d’exportation du minerai de fer <i>via</i> le Libéria pour le gisement de Zogota et les Blocs 1 et 2, au sujet duquel « <i>the project was suddenly under threat and BSGR was finally forced to stop any works</i> ». Or, ce commentaire est infondé en fait.</p> <p>Comme cela est exposé dans le Contre-Mémoire de la Guinée (paras. 1089-1092), les Sociétés BSGR ont tout d’abord prétendu que l’Etat leur avait retiré un droit d’évacuer le minerai de fer <i>via</i> le Libéria alors que :</p> <ul style="list-style-type: none"> – ce droit n’avait jamais été accordé pour les Blocs 1 et 2 de Simandou et n’a donc pas pu être retiré ; et que – le droit d’exporter par le Libéria qui avait effectivement été accordé pour Zogota n’a jamais été retiré, jusqu’au retrait de la Concession de Zogota auquel ce droit d’exportation était attaché. <p>Par ailleurs, les commentaires des Sociétés BSGR reposent sur une allégation factuelle entièrement nouvelle selon laquelle l’évacuation du minerai de fer par le Libéria était « <i>an integral part of the development of [...] Blocks 1 & 2</i> » ; allégation dont les Sociétés BSGR n’ont pas apporté le moindre commencement de preuve.</p> <p>Or, conformément à l’article 3.3(b) des Règles IBA, une demande de production de documents ne peut porter que sur des éléments pertinents « <i>au regard des questions en litige et de la solution du différend</i> ». Il n’est ainsi pas permis d’entreprendre une « <i>fishing expedition</i> », c’est-à-dire de formuler une demande de production de documents de manière entièrement spéculative afin de chercher un fondement factuel à une théorie qui n’a pas été présentée dans l’affaire. En conséquence, même si la demande des Sociétés BSGR était suffisamment précise et même s’il les documents n’étaient pas par nature confidentiels, les documents demandés ne seraient pas pertinents au regard de l’affaire ni déterminants quant à son issue.</p>
<p>Reply to Objections to Document Request</p>	<p>BSGR notes Guinea's objections. Its response is, however, restricted pursuant to Article 16.3 of PO 1, to address the following objections:</p>

	<p>Guinea objects and relies on the concepts of legal privilege (Article 9(2)(b) of the IBA Rules), confidentiality (Article 9(2)(e)) and political sensitivity (Article 9(2)(f)) to resist this request. Such resistance must however be rejected:</p> <ul style="list-style-type: none"> - First, not only does Guinea fail to identify the nature and source of the privilege that it relies on, it also fails to establish that such privilege is recognized in international arbitration proceedings. - Second, only grounds of commercial or technical confidentiality are protected under Article 9(2)(e) of the IBA Rules. No such grounds apply to the documents requested. - Third, Guinea fails to establish the "special political sensitivity" of the documents sought, let alone that it establishes why this sensitivity would be compelling. Guinea seems to take the position that any document exchanged between states is per definition of special sensitivity. This is obviously not the case and Guinea does not provide any authority in support of its position. The documents sought are not of special political sensitivity as they relate to the right of a private company (BSGR) to use railway infrastructure for commercial purposes. <p>Guinea further purports that it would not be able to produce the documents without Liberia's prior consent. Again this must be rejected:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Guinea does not identify the source of law of the alleged requirement of Liberia's consent. - Even if such requirement would exist, nothing would prevent Guinea from seeking this consent and, if Guinea refuses to do so, BSGR request the Tribunal to order Guinea to seek this consent. <p>In these circumstances, BSGR maintains its request and asks the Tribunal to order Guinea to produce the requested documents.</p>
<p>Tribunal's Decision</p>	<p>REQUEST 13(a) GRANTED IN PART AND AS NARROWED DOWN; REQUEST 13(b) DENIED</p> <p>With respect to request 13(a), the Tribunal is of the view that the requested documents appear <i>prima facie</i> relevant (subject to the time period addressed below) and that the request is sufficiently specific since the Tribunal understands the expression “Liberian Transport Solution”, even if not defined in the Claimants’ Memorial, as relating to the Claimants’ plan to evacuate iron ore from Zogota and Simandou Blocks 1 & 2 through Liberia. The Tribunal nonetheless is of the view that the request is too broad and therefore limits the time period to 1 December 2009 and 2014 (the relevance of any later documents is not sufficiently established).</p> <p>The Tribunal further finds that the Respondent did not substantiate its objections based on legal privilege, confidentiality and special political sensitivity, since the requested documents relate to the export of iron ore from Zogota and/or Simandou Blocks 1 & 2 through Liberia. To the extent that the production of any responsive document requires the prior consent of Liberia, the Tribunal invites the Respondent to seek Liberia’s consent.</p>

	<p>With respect to request 13(b), the Tribunal is of the view that the request is overly broad as it relates to the exportation of Guinean natural resources through Liberia over a period of more than six years.</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>DEMANDE 13(a) ACCORDÉE EN PARTIE ET DANS SA FORME RESTREINTE ; LA DEMANDE 13(a) EST REJETÉE</p> <p>En ce qui concerne la demande 13(a), le Tribunal considère que les documents demandés semblent pertinents <i>prima facie</i> (sous réserve du champ temporel abordé ci-dessous) et que la demande est suffisamment spécifique puisque le Tribunal comprend l’expression “<i>Liberian Transport Solution</i>”, bien qu’elle ne soit pas définie dans le Mémoire des Demanderesses, comme relative au projet des Demanderesses d’évacuer des minerais de fer de Zogota et des Blocks 1 & 2 de Simandou à travers le Libéria. Le Tribunal estime toutefois que la demande est trop vaste et la réduit par conséquent à la période de temps allant du 1^{er} décembre 2009 à 2014 (la pertinence de tout autre document postérieur n’est pas suffisamment établie). Le Tribunal estime également que la Défenderesse n’a pas étayé ses objections fondées sur le secret professionnel, la confidentialité et l’existence de motifs politiques particulièrement sensibles, puisque les documents demandés sont relatifs à l’exportation de minerais de fer provenant de Zogota et/ou des Blocks 1 & 2 de Simandou à travers le Libéria. Dans l’hypothèse où la production de tout document pertinent nécessiterait l’approbation préalable du Libéria, le Tribunal invite la Défenderesse à solliciter le consentement du Libéria.</p> <p>Quant à la demande 13(b), le Tribunal estime qu’elle est trop vaste puisqu’elle est relative à l’exportation de ressources naturelles guinéennes à travers le Libéria sur une période de plus de six ans.</p>

Request no. 14		
Document(s) or Category of Documents Requested	<p>Documents including internal correspondence and memoranda, records of deliberations, minutes of meetings, analyses, reports, and other documents from November 2010 to June 2016 in relation to:</p> <p style="padding-left: 40px;">(a) the decision to grant Sable Mining Africa permission to export iron ore through Liberia; and</p> <p style="padding-left: 40px;">(b) the decision to grant other companies permission to export iron ore through Liberia;</p>	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	<p>CM ¶¶ 122, 274, 291 CMRG ¶ 1093 CWS-2 ¶¶84-85; CWS-5 ¶¶62, 64-66 C-0023; C-0052; C-0063 p. 2.</p>
	Comments	<p>As explained in detail in Request 14, the LTS was an important project and Alpha Condé and his government put the LTS under threat and later made BSGR stop to continue with the project. It, however, decided to allow Sable Mining Africa, and possibly other companies, the right to export through Liberia in breach of Article 22 of the Mining Code and its obligations in the Base Convention.</p> <p>The requested documents are material and relevant to prove that Alpha Condé and his government once in power were trying to impede BSGR's investment by obstructing its efforts to continue with the construction of the LTS and to comply with the Article 4 and 10 (1) of the Base Convention. The fact that Alpha Condé allowed other companies, including Sable Mining Africa, to export iron ore through Liberia, confirms that Alpha Condé's decisions were arbitrary and not based on any legitimate reasons.</p>
Objections to Document Request	<p>Cette demande doit être rejetée car les documents demandés ne sont pas pertinents pour le règlement du différend (para. 16.1 de l'OP n° 1, arts. 3.3(b) et 9.2(a) des Règles IBA).</p> <p>D'une part, comme évoqué relativement à la demande n° 13 ci-dessus, si l'Etat avait effectivement accordé à BSGR Guinée le droit d'évacuer le minerai de fer de Zogota par le Libéria, l'Etat n'a jamais procédé au retrait de ce droit.</p> <p>D'autre part, aucune autre société minière ne s'est vue accorder le droit d'exporter le minerai de fer des Blocs de Simandou par le Libéria.</p> <p>En conséquence, les documents demandés ne sont pas pertinents au regard de l'affaire ni déterminants quant à son issue.</p>	
Reply to Objections to Document Request	<p>BSGR notes Guinea's objections.</p>	

	As BSGR is restricted to respond to these objections under Article 16.3 of PO 1, BSGR maintains its request and asks the Tribunal to make a decision and order Guinea to produce the requested documents.
Tribunal's Decision	<p>GRANTED AS NARROWED DOWN</p> <p>The Tribunal notes that the Respondent objects on the basis of relevance, but does not argue that no responsive documents exist. In the Tribunal's view, the requested documents appear <i>prima facie</i> relevant. Taking note of the Respondent's objection that no other mining company obtained the right to export iron ore of the Simandou blocks through Liberia, the Tribunal specifies that the present order does not include Simandou Blocks 1 & 2. Further, for the same reason as in request No. 13, above, the period is limited to the end of 2014.</p>
Décision du Tribunal	<p>ACCORDÉE DANS SA FORME RESTREINTE</p> <p>Le Tribunal note que la Défenderesse soulève des objections relatives à la pertinence, mais ne soutient pas qu'aucun document pertinent n'existe. Selon le Tribunal, les documents demandés sont pertinents <i>prima facie</i>. Prenant note de l'objection de la Défenderesse selon laquelle aucune autre entreprise minière n'a obtenu le droit d'exporter de minerais de fer provenant des blocks du Simandou à travers le Libéria, le Tribunal souhaite préciser que la présente ordonnance n'inclut pas les Blocks 1 & 2 de Simandou. De plus, pour la même raison que celle concernant la demande no. 13 ci-dessus, la période de temps est limitée à fin 2014.</p>

Request no. 15		
Document(s) or Category of Documents Requested	<p>Documents including communications between June 2010 - 1 January 2011 created and/or received by Alpha Condé and/or any person involved in his presidential campaign, including but not limited to, Mohamed Alpha Condé, in relation to:</p> <ul style="list-style-type: none"> - mining rights and/or permits in the geographical areas of Simandou and Zogota, BSGR, VBG, Vale, Beny Steinmetz, Trans-Guinean Railway, export of iron ore through Liberia, corruption, bribes, payments, Mamadie Touré, which refer to: - mining rights and/or permits in the geographical areas of Simandou and Zogota; - the mining permit holders BSGR, VBG, Vale. 	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	<p>CM ¶ 148-150, 151-, 152-154; CMRG ¶ 1161-1163 C-0028 ¶ 35, 35.4.2 & 35.4.3, 35.7, 44, 48.3, 54.3 59.3, 76.1.4; R-441; R-456.</p>
	Comments	<p>Alpha Condé, assisted by his son Mohamed Aboubacar Sampil, Mohamed Lamine Fofana and Kerfala Yansane promised rights in connection with Guinea’s resources to several of his pre-election supporters (CM ¶ 148-150). The candidate Alpha Condé obtained support from several sources for his presidential campaign in Guinea. He was assisted by the South African President, the SASS, Waymark, an IT company to which Mr. van Niekerk is associated, the Walter Hennig Group to which Mr. Hennig and Mr Mebiame are related to rig the Guinean elections (C-0028 ¶ 35 ,C-0028 ¶ 35.4.2 & 35.4.3, C-0028 ¶35.7, C-0028 ¶ 44, C-0028 ¶ 48.3, C-0028 ¶54, C-0028 ¶ 50.6.)</p> <p>This operation was set with the assistance of Alpha Mohamed Condé, the president's son, and Aboubacar Sampil, who since has become a non-executive director of Sable Mining, the mining company that has recently been granted with the exclusive rights to export Iron Ore via Liberia (C-0028 ¶59.3)</p> <p>Following the new elected president, Alpha Condé sought to fulfil his pre-election commitments by nationalizing or expropriating assets. Some of those promises directly interfered with the duties the government owed to BSGR at law, and pursuant to the Base Convention.</p> <p>Furthermore, a similar affair seems to have taken place in relation to the Conakry port involving the revocation of rights belonging to GETMA, and re-allocation of those interests to the Bollore group, which supported the presidential campaign of Condé. The matter is currently being subject to arbitration. C-0028 ¶76.1.4</p> <p>Respondent denies the allegations, suggesting that the High Court considered there to be insufficient evidence regarding the allegations mentioned above. (CMRG ¶ 1161)</p>

		<p>However, the High Court to the contrary, stated that “<i>there are some disconcerting features contained in the evidence relating to events which have happened in Guinea ... It seems plain that all matters of this kind are likely to be the subject of detailed examination and detailed evidence in the course of the arbitration proceedings which I gather are extant between the claimant and the Government of Guinea with regard to the purported rescission of the agreements by the Government of Guinea.</i>” (R-441 ¶12)</p> <p>The requested documents are material and relevant to prove that Alpha Condé was conspiring with third parties during his pre-election campaign and after his election as president to strip BSGR of its investment in Zogota, Simandou Blocks 1 and 2. The documents will prove that BSGR's investment was promised to third parties in exchange for the financing and rigging of the presidential campaign. The documents will show that Alpha Condé deprived BSGR of its investment to satisfy his own interests.</p>
<p>Objections to Document Request</p>		<p>Cette demande doit être rejetée car :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les documents demandés ne sont pas pertinents pour le règlement du différend (para. 16.1 de l’OP n° 1, arts. 3.3(b) et 9.2(a) des Règles IBA), – la demande n’est pas suffisamment précise (para. 16.1 de l’OP n° 1, art. 3.3(a) des Règles IBA), – la demande est déraisonnable et exagérément contraignante et contreviendrait aux considérations d’économie de procédure, de proportionnalité et d’équité (para. 16.3 de l’OP n° 1, arts. 9.2(c) et (g) des Règles IBA), et – les documents demandés ne sont pas en possession de l’Etat (para. 16.1 de l’OP n° 1, art. 3.4 des Règles IBA). <p><u>En premier lieu</u>, les documents demandés ne sont pas pertinents pour le règlement du différend. En effet, les allégations évoquées dans les commentaires des Sociétés BSGR (selon lesquelles les Droits Miniers auraient été retirés en raison d’un complot entre le Professeur Alpha Condé et des intérêts extérieurs, dont sud-africains, au cours de sa campagne présidentielle) n’ont pas été alléguées par les Sociétés BSGR dans leurs écritures.</p> <p>Comme l’a exposé la Guinée dans son Contre-Mémoire (§§ 1161-1162), ces allégations ne ressortent que (i) du témoignage versé par M. Cramer dans une procédure contentieuse devant la <i>High Court of Justice</i> de Londres (pièce C-28), (ii) d’une liste de prétendus témoins versée par BSGR et M. Steinmetz dans la procédure contentieuse américaine contre Rio Tinto (pièce R-479) et (iii) d’un communiqué de presse de BSGR repris par les médias internationaux Pièces R-441, R-429, R-480, R-6, R-481).</p> <p>Or, bien que les Sociétés BSGR se réfèrent au témoignage de M. Cramer devant la <i>High Court of Justice</i> de Londres en note de bas de page de leur Mémoire en Demande et ont diffusé des allégations similaires dans la presse, elles n’ont jamais repris ces allégations pour elles-mêmes dans leurs écritures devant ce Tribunal. Par ailleurs, M. Cramer ne présente pas ces allégations dans le témoignage qu’il a versé devant ce Tribunal.</p>

	<p>En outre, après avoir annoncé dans les médias disposer de preuves extensives sur ce point, y compris de dizaines de témoins, les Sociétés BSGR n’ont produit aucune pièce au soutien des allégations qu’elles développent aujourd’hui dans leurs commentaires. Même le témoignage de M. Cramer devant la justice anglaise ne comporte aucun commencement de preuve des allégations qu’il contient, ce que la <i>High Court of Justice</i> de Londres a d’ailleurs noté dans sa décision de façon très critique (Contre-Mémoire paras. 706, 1156, Pièces C-28 et R-441).</p> <p>En d’autres termes, soit les Sociétés BSGR n’ont aucun élément tangible soutenant ce qu’elles avancent dans leurs commentaires, soit les Sociétés BSGR disposent d’éléments (comme elles le prétendent depuis deux ans) qu’elles étaient alors tenues (i) d’exposer dans leur Mémoire en Demande et (ii) de verser comme pièces dans la procédure, et ce conformément à l’article 15.2 de l’Ordonnance de procédure n° 1 : « <i>Lors du premier échange de soumissions de chaque phase, les Parties devront présenter tous les faits et arguments de droit sur lesquels elles ont l’intention de s’appuyer. Les allégations de fait et les arguments de droit devront être présentés de manière détaillée, spécifique et complète [...]</i> ». Dès lors qu’il n’existe aucun commencement de preuve et que les allégations factuelles dont il est question ici n’ont jamais été soumises au Tribunal au soutien des allégations des Sociétés BSGR, les documents demandés ne sont pas pertinents au regard de l’affaire ni déterminants quant à son issue. Cette demande est ainsi une fois de plus l’exemple type d’une « <i>fishing expedition</i> » contraire à l’esprit des Règles IBA. (Voir la réponse à la demande n° 13 ci-dessus).</p> <p><u>En deuxième lieu</u>, la demande n’est pas suffisamment précise. Elle est rédigée en des termes si généraux qu’elle imposerait à la Guinée de localiser et de produire de nombreux documents relatifs à des sujets dénués de toute pertinence au regard du différend, tels que, notamment, d’éventuelles communications concernant les enjeux liés aux gisements de Simandou d’intérêt stratégique national et l’ensemble des considérations politiques autour de ces sujets qui peuvent naturellement être l’objet d’échanges entre un candidat à une élection présidentielle et son équipe de campagne mais n’ont aucun impact sur le présent différend.</p> <p>Au surplus, « <i>any person involved in the presidential campaign</i> » ne permet pas d’identifier raisonnablement les personnes que les Sociétés BSGR estiment être en possession des documents demandés. En effet, l’élaboration et la conduite d’une campagne présidentielle implique nécessairement de nombreuses personnes, y compris au niveau local. En conséquence de ce qui précède, la demande ne contient pas de description suffisamment précise, complète et détaillée des documents et/ou catégories de documents que la Guinée devrait identifier et produire.</p> <p><u>En troisième lieu</u>, le caractère général de la demande et la période visée de deux ans imposeraient un fardeau excessif à la Guinée. Il serait également contraire aux considérations d’économie procédurale et d’équité d’exiger de la Guinée qu’elle recherche et identifie dans un délai si court un tel volume de documents et ce d’autant plus qu’ils n’auraient pas de pertinence pour le règlement du différend.</p>
--	--

	<p><u>En quatrième et dernier lieu</u>, en ce qu'ils auraient été créés ou reçus par le Professeur Alpha Condé avant sa prise de fonction en tant que Président de la République et par toute personne impliquée dans sa campagne présidentielle, les documents demandés n'auraient pas émané ni été reçus par les institutions de l'Etat et ses fonctionnaires. Les documents demandés ne se trouvent donc ni en la possession de la Guinée ni sous sa garde ou son contrôle.</p>
<p>Reply to Objections to Document Request</p>	<p>BSGR notes Guinea's objections. Their response is, however restricted pursuant to Article 16.3 of PO 1, to address the following objections:</p> <p>Guinea objects that the request is disproportionate. The opposite is true. The documents sought will support BSGR's case that the withdrawal of its mining rights was politically motivated, pre-planned and that the so-called investigation by the Mining Contract Review Commission was nothing but a false pretext to revoke the Claimants' rights.</p> <p>Guinea objects that the request is too burdensome and that it would require more time to do the searches. This is not credible. First, as indicated above, the request is limited in time (six months) and in subject. Second, if Guinea requires more time to produce the requested documents, the appropriate response is to request an extension of time, not the outright rejection of the request.</p> <p>Under these circumstances and the most recent developments mentioned in BSGR's letter dated 22 August 2016, BSGR maintains its request and asks the Tribunal to order Guinea to produce the requested documents.</p>
<p>Tribunal's Decision</p>	<p>GRANTED AS NARROWED DOWN</p> <p>To the extent that the request extends to the mining rights and/or permits of the BSGR, VBG, Vale, the Tribunal is of the view that the requested documents appear <i>prima facie</i> relevant. The Tribunal agrees that the reference to “any person involved in his presidential campaign” is not specific enough. It therefore narrows the request to the persons identified by the Claimants in their comments above and orders the production of any responsive documents that are in the Respondent’s possession, custody or control.</p> <p>Documents relating to other mining rights and/or permits in the geographical areas of Simandou and Zogota do not appear <i>prima facie</i> relevant.</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>ACCORDÉE DANS SA FORME RESTREINTE</p> <p>Dans la mesure où cette demande comprend les droits miniers et/ou les permis de BSGR, VBG, Vale, le Tribunal estime que les documents demandés sont pertinents <i>prima facie</i>. Le Tribunal convient que la référence à « toute personne impliquée dans sa campagne présidentielle » n'est pas assez spécifique. Il réduit donc la demande aux personnes identifiées par les Demanderesses dans leurs commentaires ci-dessus et ordonne la production de tous documents</p>

	<p>pertinents en la possession, sous la garde ou sous le contrôle de la Défenderesse. Les documents relatifs à d'autres droits miniers et/ou permis dans les zones géographiques de Simandou et Zogota ne semblent pas être pertinents <i>prima facie</i>.</p>
--	--

Request no. 16		
Document(s) or Category of Documents Requested	<p>Documents including communications June 2010 – January 2011 created and/or received by Alpha Condé and/or any person involved in his presidential campaign, including but not limited to Mohamed Alpha Condé, which refer or are addressed to:</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) George Soros or related organizations; (see section dedicated to Soros) (b) Heine Van Niekerk; (c) Walter Hennig; (d) Tokyo Sexwale; (e) South African government including President Zuma; (f) South African Secret Services (“SASS”); (g) Moe Shaik (h) Waymark; (i) CENI (j) Samuel Mebiame; (k) Aboubacar Sampil and people related to Sable Mining; (l) Vincent Bolloré and/or related companies including Havas; (m) French authorities including B. Kouchner ex MFA; (n) Palladino Capital; (o) Floras Bell; (p) Och Ziff. (q) Mohamed Lamine Fofana (r) Kerfala Yansane. 	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. Submissions	
	Comments	<p>See explanation Request 15.</p> <p>The requested documents are material and relevant to prove that Alpha Condé was conspiring with third parties during his pre-election campaign and after his election as president to strip BSGR of its investment in Zogota, Simandou Blocks 1 and 2. The documents will prove that BSGR's investment was promised to third parties in exchange for the financing and rigging of the presidential campaign. The documents will show that Alpha Condé deprived BSGR of its investment to satisfy his own interests and the interests of third parties.</p>
Objections to Document	Cette demande doit être rejetée car :	

<p>Request</p>	<ul style="list-style-type: none">- les documents demandés ne sont pas pertinents pour le règlement du différend (para. 16.1 de l’OP n° 1, arts. 3.3(b) et 9.2(a) des Règles IBA),- la demande n’est pas suffisamment précise (para. 16.1 de l’OP n° 1, art. 3.3(a) des Règles IBA),- la demande est déraisonnable et exagérément contraignante et contreviendrait aux considérations d’économie de procédure, de proportionnalité et d’équité (para. 16.3 de l’OP n° 1, arts. 9.2(c) et (g) des Règles IBA), et- car les documents demandés ne sont pas en possession de l’Etat (para. 16.1 de l’OP n° 1, art. 3.4 des Règles IBA). <p><u>En premier lieu</u>, les documents demandés ne sont pas pertinents pour le règlement du différend.</p> <p>La Guinée réitère ici sa première objection à la demande n° 15 qui est, à l’évidence, étroitement liée à la présente demande. Il importe néanmoins d’ajouter ici que, à l’exception d’Aboubacar Sampil, Sable Mining, Palladino Capital et l’ancien ministre des mines Mohamed Lamine Fofana, aucune des personnes et entités visées n’apparaît dans le Mémoire en Demande des Sociétés BSGR, ni dans le Contre-mémoire de la République de Guinée. Il s’agit de nouveau d’une véritable « <i>fishing expedition</i> » fondée sur des théories fictives dénuées de tout commencement de preuve depuis maintenant plus de deux ans. En conséquence, les documents demandés ne sont pas pertinents au regard de l’affaire ni déterminants quant à son issue.</p> <p><u>En second lieu</u>, la demande n’est pas suffisamment précise. Elle est rédigée en des termes si généraux qu’elle imposerait à la Guinée de localiser et de produire tout document échangé par le Professeur Alpha Condé et toute personne impliquée dans sa campagne présidentielle avec ou au sujet de 18 personnes et entités (y compris, pour certaines personnes, les entités qui leurs sont liées), et ce sur une période de deux ans et sans la moindre restriction quant à l’objet de ces documents.</p> <p>A titre d’exemple, à la <u>demande n° 16(m)</u>, les Sociétés BSGR sollicitent toute communication entre le candidat Alpha Condé et les « <i>autorités françaises</i> » ou au sujet de ces dernières. Cette expression est beaucoup trop imprécise pour permettre à la Guinée de mener des recherches raisonnables.</p> <p>En conséquence, la demande ne contient pas de description suffisamment précise, complète et détaillée des documents et/ou catégories de documents que la Guinée devrait identifier et produire.</p> <p><u>En troisième lieu</u>, le caractère général de la demande et la période visée de deux ans imposerait en outre un fardeau excessif à la Guinée. Il serait également contraire aux considérations d’économie procédurale d’exiger de la Guinée qu’elle recherche et identifie dans un délai si court un tel volume de documents et ce d’autant plus qu’ils n’auraient pas de pertinence pour le règlement du différend.</p>
-----------------------	--

	<p><u>En quatrième et dernier lieu</u>, en ce qu'ils auraient été créés ou reçus par le Professeur Alpha Condé avant sa prise de fonction en tant que Président de la République et toute personne impliquée dans sa campagne présidentielle, les documents demandés n'auraient pas émané ni été reçus par les institutions de l'Etat et ses fonctionnaires. Les documents demandés ne se trouvent donc ni en la possession de la Guinée ni sous sa garde ou son contrôle.</p>
<p>Reply to Objections to Document Request</p>	<p>BSGR notes Guinea's objections. Their response is, however, restricted pursuant to Article 16.3 of PO 1, to address the following objections:</p> <p>Guinea objects that the request would be too burdensome and that it would require more time to do the searches. This is not credible:</p> <ul style="list-style-type: none"> - The request is limited in time and subject. - If Guinea requires more time to produce the requested documents, the appropriate response is the request for an extension of time, not the outright rejection of the request. Guinea could also start its searches and produce the responsive documents on a rolling basis. <p>Under these circumstances and the most recent developments mentioned in BSGR's letter dated 22 August 2016, BSGR maintains its request and asks the Tribunal to order Guinea to produce the requested documents.</p>
<p>Tribunal's Decision</p>	<p>GRANTED IN PART</p> <p>The Tribunal notes the Respondent's objection that only Aboubacar Sampil, Sable Mining, Palladino Capital and Mohamed Lamine Fofana are mentioned in the Parties' written submissions. Except in respect of these four persons, the requested documents do not appear <i>prima facie</i> relevant. Limited to these four persons, the request is sufficiently specific and not too burdensome. Accordingly, the Tribunal orders the production of responsive documents in the possession, custody or control of the Respondent as just specified.</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>ACCORDÉE EN PARTIE</p> <p>Le Tribunal note l'objection de la Défenderesse selon laquelle seuls Aboubacar Sampil, Sable Mining, Palladino Capital et Mohamed Lamine Fofana sont mentionnés dans les écritures des Parties. À l'exception de ces quatre personnes, les documents demandés ne semblent pas pertinents <i>prima facie</i>. En se limitant à ces quatre personnes, la demande est suffisamment spécifique et n'est pas trop contraignante. Par conséquent, le Tribunal ordonne la production des documents pertinents en la possession, sous la garde ou sous le contrôle de la Défenderesse tel qu'il vient d'être précisé.</p>

Request no. 17		
Document(s) or Category of Documents Requested	All documents and communications, including reports, minutes of meetings and records of deliberations relating to Respondent's policy to: <ul style="list-style-type: none"> (a) receive a stake in all mining contracts existing between 9 December 2010 and 8 July 2016 and (b) the retroactive application of the Mining Code 2011. 	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	CM ¶ 105(iii) & (iv). 114 (iii); 319-322 CMRG ¶526, 528 CWS-3 ¶ 90, 94.2 C-0034; C-0035; C-0038; C-0070.
	Comments	On 10 February 2011 BSGR received from legal adviser to the Ministry of Mines, Momo Sakho a document entitled “ <i>Policy Information for the Guinean Mining Sector</i> ” which announced the shake-up of mining practices and the intention of the GoG to take profit from Guinean mining activity. (CM¶133). The requested documents are relevant and material to demonstrate that Respondent's measures were not only in violation of its commitments towards its investors, but also in breach of Article 9 of its Constitution and Article 7-2 of the African Charter on Human Rights (which applied in Guinea by virtue of the Preamble and Article 151 of the Constitution).
Objections to Document Request	<p>Cette demande doit être rejetée car</p> <ul style="list-style-type: none"> – les documents demandés ne sont pas pertinents pour le règlement du différend (para. 16.1 de l’OP n° 1, arts. 3.3(b) et 9.2(a) des Règles IBA), – la demande n’est pas suffisamment précise (para. 16.1 de l’OP n° 1, art. 3.3(a) des Règles IBA), – la demande est déraisonnable et exagérément contraignante et contreviendrait aux considérations d’économie de procédure, de proportionnalité et d’équité (para. 16.3 de l’OP n° 1, arts. 9.2(c) et (g) des Règles IBA), et – la demande couvrirait des documents confidentiels (para. 16.3 de l’OP n° 1, art. 9.2(e) des Règles IBA). <p><u>En premier lieu</u>, la demande des sociétés BSGR n’est pas pertinente dans la mesure où les Sociétés BSGR ne forment aucune demande dans cet arbitrage sur le fondement d’une prétendue violation de l’article 9 de la Constitution de la Guinée et de l’article 7-2 de la Charte de l’Union africaine sur les Droits de l’Homme.</p> <p>En effet, bien que ces textes soient mentionnés au § 320 du Mémoire en Demande, les Sociétés BSGR ne lient à aucun moment leur prétendue violation à l’un des quatre fondements invoqués de la compétence du Tribunal, à savoir le Code des Investissements, le Code Minier 1995, la Loi BOT et la Convention de Base de Zogota.</p> <p>La demande n’est par ailleurs pas pertinente dans la mesure où elle repose sur un document versé à la procédure par les Sociétés BSGR (Pièce C-35) lequel, contrairement aux allégations des Sociétés BSGR, n’émane vraisemblablement pas de</p>	

	<p>l'administration guinéenne. En effet, il suffit de noter que ce document (i) n'est pas sur papier en tête de la République de Guinée, (ii) n'est pas signé et (iii) est rédigé en anglais.</p> <p>Enfin, concernant la <u>demande n° 17(b)</u> en particulier, la Guinée note que l'application rétroactive du Code Minier 2011 est une question d'ordre purement juridique. Seul le texte du Code minier 2011 peut être pertinent pour constater une éventuelle violation de l'article 9 de la Constitution ou de la Charte africaine sur les droits de l'homme, alléguée par les Sociétés BSGR. Les rapports internes et autres documents relatifs à la politique du Gouvernement sur l'application rétroactive du Code ne sont pas pertinents à cet égard.</p> <p>En conséquence, les documents demandés ne sont donc pas pertinents au regard de l'affaire ni déterminants quant à son issue.</p> <p><u>En deuxième lieu</u>, la demande n'est pas suffisamment précise.</p> <p>La demande est rédigée en des termes si généraux qu'elle imposerait à la Guinée de localiser et de produire tous documents détenus par l'Etat relatifs à (i) la création d'une procédure administrative de revue des titres et conventions miniers et (ii) la réforme du cadre législatif minier qui avait été initiée plusieurs années avant l'adoption du nouveau Code Minier de 2011 (Contre-Mémoire, paras. 525-528). Ces deux initiatives majeures ont évidemment impliqué de nombreuses parties au sein de l'Etat et du gouvernement ainsi que des bailleurs de fonds.</p> <p>Outre ce champ matériel excessivement large, la demande vise une période temporelle de près de six ans au paragraphe (a) et ne délimite même aucune période pour le paragraphe (b).</p> <p>En conséquence de ce qui précède, la demande ne contient pas de description suffisamment précise, complète et détaillée des documents et/ou catégories de documents que la Guinée devrait identifier et produire.</p> <p><u>En troisième et dernier lieu</u>, le caractère général de la demande et les périodes temporelles insuffisamment délimitées, telles que décrites ci-avant, imposeraient un fardeau excessif à la Guinée. Le nombre de personnes consultées au sujet de la politique minière de la République de Guinée entre 2010 et 2016 pourrait atteindre plus d'une centaine. Il serait également contraire aux considérations d'économie procédurale d'exiger de la Guinée qu'elle recherche et identifie dans un délai si court un tel volume de documents et ce d'autant plus qu'ils n'auraient pas de pertinence pour le règlement du différend.</p>
--	---

<p>Reply to Objections to Document Request</p>	<p>BSGR notes Guinea's objections. Their response is, however, restricted pursuant to Article 16.3 of PO 1, to address the following objections:</p> <p>Guinea objects that the requests would constitute an unjustified burden. BSGR disagrees. Request (a) is not only specific enough as regards the time period (9 December 2010 – 8 July 2016) but also as regards the subject (Guinea's policy to receive a stake in existing mining contracts). The request extends to documents ("documents" as defined in the preamble) that deal with the "retroactive application of the Mining Code 2011". As Alpha Condé came into power on 3 December 2010 and the Mining Code 2011 entered into force on 9 September 2011 it is only this time period that is relevant for Guinea to perform the requested searches.</p> <p>Guinea objects that the request is too burdensome and that it would require more time to do the searches. This is not credible:</p> <ul style="list-style-type: none"> - First, as indicated above, the requests are limited in time and subject. - Second, Guinea argues that this request might involve more than a hundred people. BSGR does not believe that "more than hundred" could have been involved in the discussions of the "retroactive application" of the Mining Code 2011. Guinea's assumption that "more than hundred" could have been involved does not justify the rejection of BSGR's request as too burdensome. - If Guinea requires more time to produce the requested documents, the appropriate response is to apply for an extension of time, not to outright reject the request. Guinea could also start its searches and produce the responsive documents on a rolling basis. <p>Under these circumstances and the most recent developments as set out in BSGR's letter dated 22 August 2016 with respect to the drafting of the Mining Code 2011, BSGR maintains its request and asks the Tribunal to order Guinea to produce the requested documents.</p>
<p>Tribunal's Decision</p>	<p>REQUEST 17(a) GRANTED IN PART AND AS NARROWED DOWN; REQUEST 17(b) DENIED</p> <p>With respect to request 17(a), the requested documents appear <i>prima facie</i> relevant, to the extent that the time period extends from 9 December 2010 to the end of 2014. As narrowed down, the Tribunal is of the view that the request is sufficiently specific and not too burdensome. Finally, the Respondent has not substantiated its objection that responsive documents are confidential.</p> <p>With respect to request 17(b), the Tribunal is of the view that the requested documents do not appear to be <i>prima facie</i> relevant, retroactivity of laws being essentially an issue of law.</p>

Décision du Tribunal		<p>DEMANDE 17(a) ACCORDÉE EN PARTIE ET DANS SA FORME RESTREINTE ; LA DEMANDE 17(b) EST REJETÉE</p> <p>En ce qui concerne la demande 17(a), les documents demandés semblent pertinents <i>prima facie</i>, dans la mesure où la période de temps s’étend du 9 décembre 2010 à fin 2014. Dans sa forme restreinte, le Tribunal estime que la demande est suffisamment spécifique et n’est pas trop contraignante. En dernier lieu, la Défenderesse n’a pas étayé son objection selon laquelle les documents pertinents sont confidentiels.</p> <p>Quant à la demande 17(b), le Tribunal estime que les documents demandés se semblent pas être pertinents <i>prima facie</i>, la rétroactivité des lois étant essentiellement une question de droit.</p>
Request no. 18		
Document(s) or Category of Documents Requested		<p>Documents sent to or received from Soros or his foundations between November 2010 and June 2016 in relation to:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Vale, and/or VBG and/or BSGR; b) Claimants' Mining Permits, c) Guinea iron ore production or export in Simandou or Zogota; d) Trans-Guinean Railway; e) the Rio Tinto Settlement Agreement and/or Rusal Settlement Agreement and/or Mining Review.
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. Submissions to	<p>CM ¶ 114 (iv) CWS-7 ¶24-25) C-0028 ¶ 61.1- 61.2, 70.2.1- 70.2.2; C-0161; C-0165; R-444; R-456 ¶172.</p>
	Comments	<p>Respondent was closely connected with and heavily influenced by George Soros and his foundations (C-0028 ¶ 61.2) and was encouraged and supported by George Soros and his foundations, in actions which violated BSGR's investment and its mining rights. George Soros is a central figure responsible for causing and/or supporting Respondent acting in conflict with its interests and obligations to BSGR. (CWS-7 ¶24)</p> <p>In the LCIA and RICO proceedings, documents were disclosed evidencing Mr Soros’ and Open Society Foundation’s involvement in 2011 settlement discussions between Claimants and Respondent (C-0161) and Mr Soros’ hosting a dinner at his house in New York in September 2011 attended by President Condé, his son and his adviser Mr. Kouyaté, as well as representatives from Vale, Rio Tinto and other mining companies with interests in Guinea, but excluding BSGR, during which speeches were made and discussions held, including statements that the development of Simandou should continue without BSGR.</p> <p>The requested documents are material and relevant to prove Mr Soros' and his foundations’ involvement in Guinea and the undue influence he and his foundations exercised on Alpha Condé to deprive Claimants of their legitimate investment in</p>

		Guinea.
<p>Objections to Document Request</p>		<p>Cette demande doit être rejetée car :</p> <ul style="list-style-type: none"> – la demande n’est pas suffisamment précise (para. 16.1 de l’OP n° 1, art. 3.3(a) des Règles IBA), – les documents demandés ne sont pas pertinents pour le règlement du différend (para. 16.1 de l’OP n° 1, arts. 3.3(b) et 9.2(a) des Règles IBA), et – la demande est déraisonnable et exagérément contraignante et contreviendrait aux considérations d’économie de procédure, de proportionnalité et d’équité (para. 16.3 de l’OP n° 1, arts. 9.2(c) et (g) des Règles IBA). <p><u>En premier lieu</u>, la demande n’est pas suffisamment précise car elle n’indique pas quelle est l’entité ou la personne au sein de l’administration guinéenne censée avoir reçu ou envoyé des documents à M. Soros ou à l’une de ses fondations. Dans la mesure où la demande des Sociétés BSGR porterait sur des documents envoyés ou reçus par M. Soros ou l’une de ses fondations par une personne tierce à la République de Guinée, celle-ci ne peut être en possession de ces documents, à supposer qu’ils existent.</p> <p>En outre, compte-tenu de ses activités philanthropes, M. Soros est potentiellement impliqué dans le travail de plusieurs dizaines de fondations, de sorte que la demande des Sociétés BSGR se référant à « <i>his foundations</i> » est beaucoup trop vague.</p> <p><u>En deuxième lieu</u>, la demande n’est en tout état de cause pas pertinente pour le règlement du différend. D’une part, les Sociétés BSGR n’ont fait aucune allégation ni formé aucune demande dans cet arbitrage fondée sur une influence indue de M. Soros. Si ces affabulations des Sociétés BSGR ont largement été diffusées dans les médias et sont déjà connues de la Guinée, il n’en demeure pas moins que les Sociétés BSGR ne les ont pas reprises dans leurs écritures devant ce Tribunal.</p> <p>Alors que les Sociétés BSGR qualifient aujourd’hui M. Soros de « <i>central figure</i> » dans leurs commentaires, le Mémoire en Demande ne contient pas la moindre mention de M. Soros et de ses fondations. A cet égard, le seul paragraphe du Mémoire en Demande cité en référence de la présente demande de production ne mentionne qu’un courrier du Ministre des Mines du 4 octobre 2011 à BSGR Guinée concernant des travaux de construction initiés par la société Vale. Il ne comporte aucune référence à M. Soros, ses fondations et leur prétendue influence indue sur la Guinée (Mémoire en Demande, para. 114(iv)).</p> <p>D’autre part, les commentaires des Sociétés BSGR sur la pertinence des documents demandés se fondent essentiellement</p>

	<p>sur deux pièces nouvelles qu’elles n’ont jamais versées à la procédure, à savoir les pièces C-161 et C-165. Les Sociétés BSGR indiquent que ces documents proviennent de l’Arbitrage LCIA et de la procédure contentieuse américaine initiée par Rio Tinto. Ceci signifie que les Sociétés BSGR ont accès à ces documents depuis de nombreux mois déjà, voire plusieurs années, mais ont choisi de ne pas les verser au soutien de leur Mémoire en Demande.</p> <p>Or, conformément aux arts. 15.2 et 17.1 de l’Ordonnance de procédure n° 1, il appartenait aux Sociétés BSGR de développer l’ensemble de leurs arguments de fait et de droit dans leur Mémoire en Demande et de verser toutes les pièces pertinentes au soutien de leur Mémoire en Demande.</p> <p>En tout état de cause, les nouveaux documents versés par la Société BSGR ne rapportent pas la preuve de leurs allégations. Le document C-161 est un courriel échangé au sujet d’un accord entre VBG et la <i>Open Society Foundation</i>. Contrairement aux allégations des Sociétés BSGR, ce document ne prouve pas « <i>Mr Soros’ and Open Society Foundation’s involvement in 2011 settlement discussions between Claimants and Respondent</i> ».</p> <p>Au contraire, ce document rapporte la preuve de discussions entre VBG (aujourd’hui BSGR Guernesey ou BSGR Guinée) et la <i>Open Society Foundation</i>. L’Etat n’était pas concerné par ces échanges.</p> <p>Le document C-165 établit quant à lui que plusieurs sociétés minières étaient présentes au diner organisé par M. Soros, de sorte que l’implication de M. Soros et de la <i>Open Society Foundation</i> dans les discussions entre les Sociétés BSGR et la Guinée ne peuvent être présumées.</p> <p>En conséquence, les documents demandés ne sont pas pertinents au regard de l’affaire ni déterminants quant à son issue. <u>En troisième et dernier lieu</u>, le caractère général de la demande décrit ci-avant couplé à la longue période visée de près de six ans imposeraient un fardeau excessif à la Guinée. Dans la mesure où M. Soros et/ou les fondations avec lesquelles il travaille ont soutenu la transition démocratique en République de Guinée, ceux-ci ont pu interagir avec un nombre très important de personnes au sein de l’administration guinéenne. Il serait donc disproportionné de demander à chaque personne de l’administration guinéenne si elle a eu de tels échanges.</p>
<p>Reply to Objections to Document Request</p>	<p>Guinea objects on the basis that these requests are too burdensome and disproportionate to comply with. Although BSGR disagrees, it will nevertheless narrow its request as follows: "<i>Documents sent or received by Alpha Conde, his son Alpha Mohammed Conde, El Hadj Tidiane Traoré, Mohamed Lamine FOFANA, Mr. Kouyaté from George Soros and/or his Open Society Foundation and/or the Soros Fund Management between November 2010 and June 2016 in relation to</i></p> <ul style="list-style-type: none"> a) <i>Vale, and/or VBG and/or BSGR;</i> b) <i>Claimants' Mining Permits,</i> c) <i>Guinea iron ore production or export in Simandou or Zogota;</i> d) <i>Trans-Guinean Railway;</i>

	<p>e) <i>the Rio Tinto Settlement Agreement and/or Rusal Settlement Agreement and/or Mining Review.</i></p> <p>The time frame is specific enough, as are the subjects. BSGR has now identified certain individuals in order to facilitate Guinea's search. On that basis, Guinea should be required to perform the respective searches and should not be permitted to reject BSGR's requests straight away. If Guinea needs more time to run its searches, it should request an extension of time and produce responsive documents on a rolling basis.</p> <p>Under these circumstances, BSGR maintains its request and asks the Tribunal to order Guinea to produce the requested documents.</p>
Tribunal's Decision	<p>DENIED</p> <p>The Tribunal notes that the Claimants made no allegation of fact related to Mr. Soros or his foundations in their Memorial and, thus it considers the relevance of the documents insufficiently established.</p>
Décision du Tribunal	<p>REJETÉE</p> <p>Le Tribunal note que les Demanderesses n'ont présenté aucune allégation de fait relative à M. Soros ou ses fondations dans leur Mémoire et, par conséquent la pertinence de ces documents n'est pas suffisamment établie.</p>

Request no. 19		
Document(s) or Category of Documents Requested	<p>All internal documents and communications, including reports, minutes of meetings and records of deliberations between November 2010 and June 2016</p> <ul style="list-style-type: none"> a) mentioning Soros or his foundations; b) concerning Soros or his foundations’ involvement between February and May 2011 on behalf of the Respondent in achieving a settlement with Vale, VBG and/or BSGR; c) concerning the dinner hosted at Soros’ house in September 2011 attended by Alpha Condé, Mohamed Condé, Mr. Kouyate; including: <ul style="list-style-type: none"> i. documents concerning invitations, invitees and guest lists for the Dinner; ii. documents concerning speeches or presentations given at the dinner; iii. documents provided to attendees at the dinner; iv. documents circulated after the dinner in relation to the Dinner; v. documents reporting upon the dinner; vi. Documents concerning the expenses incurred by Alpha Condé, Mohamed Condé and Mr. Kouyaté in relation to their attendance at the dinner. d) concerning Soros or his foundations and the enactment of the New Mining Code; e) concerning Soros or his foundations and the establishing of the Mining Review Committee; f) concerning Soros or his foundations and the expenses related to the Mining Review Committee g) concerning Soros being a shareholder of Vale. 	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	C-0028 ¶ 61.2
	Comments	<p>Respondent was closely connected with and heavily influenced by George Soros and his foundations (C-0028 ¶ 61.2), and was encouraged and supported by George Soros and his foundations, in actions to deprive BSGR of its mining rights.</p> <p>George Soros is a central figure responsible who caused and/or supported Respondent acting in conflict with its interests and obligations to BSGR as investor.</p> <p>The requested documents are material and relevant to prove Mr Soros' and his foundations’ involvement in Guinea and the undue influence he and his foundations exercised on Alpha Condé to deprive Claimants of their legitimate investment in Guinea.</p>

<p>Objections to Document Request</p>	<p>Cette demande doit être rejetée car :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les documents demandés ne sont pas pertinents pour le règlement du différend (para. 16.1 de l’OP n° 1, arts. 3.3(b) et 9.2(a) des Règles IBA), – la demande n’est pas suffisamment précise (para. 16.1 de l’OP n° 1, art. 3.3(a) des Règles IBA), et – la demande est déraisonnable et exagérément contraignante et contreviendrait aux considérations d’économie de procédure, de proportionnalité et d’équité (para. 16.3 de l’OP n° 1, arts. 9.2(c) et (g) des Règles IBA). <p><u>En premier lieu</u>, la demande n’est pas pertinente pour le règlement du différend.</p> <p>La Guinée réitère ici sa deuxième objection à la demande n° 18 qui est, à l’évidence, étroitement liée à la présente demande tant les commentaires des Sociétés BSGR sur la pertinence des documents demandés sont identiques. En effet, d’une part, les Sociétés BSGR n’ont fait aucune allégation ni formé aucune demande dans cet arbitrage fondée sur une influence indue de M. Soros. Si ces affabulations des Sociétés BSGR ont largement été diffusées dans les médias et sont déjà connues de la Guinée, il n’en demeure pas moins que les Sociétés BSGR ne les ont pas reprises dans leurs écritures au Tribunal. Alors que les Sociétés BSGR qualifient aujourd’hui M. Soros de « <i>central figure</i> » dans leurs commentaires, le Mémoire en Demande ne contient pas la moindre mention de M. Soros et de ses fondations. Les Sociétés BSGR n’ont d’ailleurs cité aucun paragraphe de leur Mémoire en Demande en référence de leur demande de production. D’autre part, si les pièces C-161 et C-165 citées en référence de la demande n° 18 ne le sont pas ici, il est néanmoins évident que la présente demande de production est fondée essentiellement sur ces deux pièces nouvelles que les Sociétés n’ont jamais versées à la procédure. En effet, la demande porte en grande partie sur (i) d’apparentes négociations entre une fondation de M. Soros et Vale mentionné dans la pièce C-161 et (ii) sur un dîner organisé par M. Soros et objet de la pièce C-165.</p> <p>Comme indiqué précédemment s’agissant de la demande n° 18, les Sociétés BSGR ont accès à ces documents depuis de nombreux mois déjà, voire plusieurs années, mais ont choisi de ne pas les verser au soutien de leur Mémoire en Demande. Or, conformément aux articles 15.2 et 17.1 de l’Ordonnance de procédure n° 1, il appartenait aux Sociétés BSGR de développer l’ensemble de leurs arguments de fait et de droit dans leur Mémoire en Demande et de verser toutes les pièces pertinentes au soutien de leur Mémoire en Demande.</p> <p>Dès lors qu’elles n’ont pas soumis au Tribunal les allégations qu’elles diffusent dans les médias depuis plus de trois ans déjà et qu’elles ont délibérément omis de verser certaines pièces alors en leur possession lors du premier échange d’écritures, les Sociétés BSGR ne sauraient aujourd’hui prétendre que le rôle de M. Soros et de ses fondations en Guinée fait partie de ce différend.</p> <p>En conséquence, les documents demandés ne sont pas pertinents au regard de l’affaire ni déterminants quant à son issue.</p>
--	---

	<p><u>En deuxième lieu</u>, la demande n’est pas suffisamment précise.</p> <p>D’une part, il n’est pas précisé de qui émaneraient les documents demandés par les Sociétés BSGR, de sorte qu’il n’est pas possible d’identifier si la République de Guinée est en possession de ces documents. Par ailleurs, comme indiqué ci-dessus (objection à la demande n° 18), compte-tenu de ses activités philanthropes, M. Soros est potentiellement impliqué dans le travail de plusieurs dizaines de fondations, de sorte que la demande des sociétés BSGR relatives à « <i>his foundations</i> » est beaucoup trop vague.</p> <p>D’autre part, la demande vise des mots clés et sujets particulièrement larges qui exigeraient de la Guinée, par exemple, qu’elle recherche et identifie tous documents internes à l’Etat mentionnant M. Soros ou ses fondations au cours d’une période de près de six ans.</p> <p>En conséquence de ce qui précède, la demande ne contient pas de description suffisamment précise, complète et détaillée des documents et/ou catégories de documents que la Guinée devrait identifier et produire.</p> <p><u>En troisième et dernier lieu</u>, le caractère général de la demande décrit ci-avant couplé à la longue période visée de près de six ans imposeraient un fardeau excessif à la Guinée. Il serait également contraire aux considérations d’économie procédurale d’exiger de la Guinée qu’elle recherche et identifie dans un délai si court un tel volume de documents et ce d’autant plus qu’ils n’auraient pas de pertinence pour le règlement du différend.</p>
<p>Reply to Objections to Document Request</p>	<p>BSGR notes Guinea’s objections. Their response is, however restricted pursuant to Article 16.3 of PO 1, to address the following objections:</p> <p>Guinea objects on the basis that the request is too burdensome and disproportionate. Although BSGR disagrees, it will nevertheless rephrase and narrow its request as follows:</p> <p><i>"Documents exchanged between Mr Soros and the Open Society Foundation and/or Alpha Conde, Alpha Mohammed Conde, Minister of Transport El Hadj Tidiane Traoré, Mohamed Lamine FOFANA and Mr. Kouyaté between November 2010 and 17 April 2014</i></p> <ul style="list-style-type: none"> a) <i>mentioning Soros or his foundations;</i> b) <i>concerning Soros or his foundations’ involvement between February and May 2011 on behalf of the Respondent in achieving a settlement with Vale, VBG and/or BSGR;</i> c) <i>concerning the dinner hosted at Soros’ house in September 2011 attended by Alpha Condé, Mohamed Condé, Mr. Kouyate; including:</i> <ul style="list-style-type: none"> i. <i>documents concerning invitations, invitees and guest lists for the Dinner;</i>

	<ul style="list-style-type: none"> ii. <i>documents concerning speeches or presentations given at the dinner;</i> iii. <i>documents provided to attendees at the dinner;</i> iv. <i>documents circulated after the dinner in relation to the Dinner;</i> v. <i>documents reporting upon the dinner;</i> vi. <i>Documents concerning the expenses incurred by Alpha Condé, Mohamed Condé and Mr. Kouyaté in relation to their attendance at the dinner.</i> d) <i>concerning Soros or his foundations and the enactment of the New Mining Code;</i> e) <i>concerning Soros or his foundations and the establishing of the Mining Review Committee;</i> f) <i>concerning Soros or his foundations and the expenses related to the Mining Review Committee</i> g) <i>concerning Soros being a shareholder of Vale."</i> <p>Both the time frame and the subject of the request have been specified. The amended request is now limited to certain identified, specific individuals and entities in order to facilitate Guinea's search. If Guinea needs more time to run the searches, it should request an extension of time and produce responsive document on a rolling basis.</p> <p>Under these circumstances and the most recent development as set forth in BSGR's letter dated 22 August 2016 with respect to the drafting of the Mining Code 2011, BSGR maintains its request and asks the Tribunal to order Guinea to produce the requested documents.</p>
Tribunal's Decision	<p>DENIED</p> <p>The Tribunal notes that the Claimants refer to no allegation of fact in their Memorial and do not otherwise substantiate relevance of the documents sought. In addition, the request, even in its reformulated form, is too broad.</p>
Décision du Tribunal	<p>REJETÉE</p> <p>Le Tribunal note que les Demanderesses n'ont présenté aucune allégation de fait dans leur Mémoire et n'étaient pas non plus la pertinence des documents demandés. De plus, la demande, même dans sa version reformulée, est trop vaste.</p>

Request no. 20	
Document(s) or Category of Documents Requested	<p>Documents in relation to the influence exerted on the Government of Guinea by third parties between November 2010 and June 2016 in relation to Vale, and/or VBG and/or BSGR and/or the Claimant’s mining rights, and/or Beny Steinmetz, and/or Guinea iron ore production or export, and/or Simandou or Zogota and/or Trans-Guinean Railway and/or Transguinean infrastructure project and/or discussions, correspondence, reports surrounding Rio Tinto Settlement Agreement and/or Rusal Settlement Agreement and/or Mining Review, including:</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) Mohamed Condé; (b) Aboubacar Sampil; C-0028 ¶51.1 (c) Mamoudou Kouyate; (d) Tony Blair; C-0028 ¶81.2 (e) Paul Collier; C-0162 (f) Jeffrey Sachs; (g) Revenue watch; C-0028 ¶81.3 (h) Global witness; (i) Robert Stewart; (j) Denis Thirouin (R-165) (k) Michel Billard de la Motte (R-165); (l) Veracity and /or Stephen Fox (R-165); (m) Francois de Combret (CWS-1 ¶45) (n) The World Bank/IFC (RWS-2 ¶12) (o) FTI and Lord Maloch Brown (C-0028 ¶86) (p) Rio Tinto (CMRG ¶ 885); (q) Scott Horton in his capacity as advisor on PR/Communications (C-0028 ¶85.6) (r) Sable Mining or related entities (C-0028 ¶65.1) (s) The Financial times including Tom Burgis and Misha Glenny (CWS-5 ¶12), C-0028 ¶81.3 (t) President Lula (u) BTG Pactual (v) A&G (w) Chris McShane (x) Hillingdon Crewell (y) Celia Gremy

<p>Relevance and Materiality according to Requesting Party</p>	<p>Ref. to Submissions</p>	<p>CM¶148-154 CMRG ¶525, 558-561; 885 CWS-1¶ 45; CWS-5 ¶12, 112 RWS-2¶12 C-0028 ¶ 51.1, 65.1, 81.2, 81.3, 85.6; C-0163; C-0166; R-165.</p>
	<p>Comments</p>	<p>Respondent was closely connected with and heavily influenced by the people and organisations listed in this request, and was significantly advised, encouraged and/or supported by them regarding decisions which heavily impacted BSGR and its rights. Several of the listed third parties were involved in leading Respondent to act in conflict of interest with its obligations and duties to BSGR, reinforcing that “the withdrawal of [BSGR’s] mining rights was a political process orchestrated by President Condé for his own interests” (CM¶154).</p> <p>Mohamed Alpha Condé was involved in various meetings and discussions relating to BSGR’s interests in Guinea, following Alpha Condé’s election, although only becoming an official advisor by decree dated 16 April 2012. His was involved in many of the events relating to the conspiracy to award BSGR’s rights in Simandou to the Walter Hennig group in return for funds and assistance in rigging the Presidential election to ensure Alpha Condé’s win. He was involved in pre-election activities. He is close to Aboubacar Sampil.</p> <p>Aboubacar Sampil is a director of Sable Mining Africa Ltd, West Africa Exploration S.A., and president and CEO of Rio Pongo S.A. (Guinean-based). He is often referred to as Mohamed Condé’s right hand man or half-brother, who was reported in The Times as sharing an office with Alpha Condé son Mohamed in the Presidential palace (C-0028 ¶51.1). Sable Mining was granted an expedited mining permit in Mount Nimba, was excused from the provisions in the ne mining code and was granted a rare permission to export ore through Liberia, which the Respondent had previously stated was not in the national interest. It is inferred that the preferential treatment was in consideration of the logistical support and financial assistance provided by Sable during Condé’s presidential campaign. (C-0028 ¶65.1).</p> <p>Mamoudou Kouyate was one of the President Condé’s close advisors involved in matters concerning the consideration, decision and/or execution of the decision to interfere with Claimants rights and interests in Guinea, including via meetings with Mamadie Touré in 2013.</p> <p>Mahmoud Thiam explains that he received notice of the Allegations Letter for the first time via the Financial Times who had received it via Tony Blair’s office. It was sent to the Financial Times two weeks prior to the date of the letter, and date when BSGR, its addressee, received it. Tony Blair is, with his charity, the Africa Governance Initiative, an official adviser of the Respondent on matters that relate to the Claimants rights and interests in Guinea. He appears to have been involved in the consideration, decision and/or execution of the decision to interfere with their Mining rights. (C-0028 ¶81.2)</p>

	<p>Paul Collier is an official advisor to the Respondent since visiting President Condé with Mr Soros in early 2011. He is on the board of Revenue Watch, a Soros founded institute, and NRGI, and is also closely associated with Vale and George Soros via the Vale Columbia Centre on Sustainable International Investments. The Vale Columbia Centre is headed by Jeffrey Sachs. Vale consider him to be assisting them in representing Vale’s interest in Guinea.</p> <p>Global Witness is an international NGO, reporting on issues concerning natural resource exploitation, conflict, poverty, corruption, and human rights abuses worldwide. Global witness is connected with Georges Soros and his foundations. Global witness has headed a smear campaign against the Claimants, including releasing the Allegations Letter, prior to the allegations contained within, being considered as to their truth. The Allegation Letter was leaked to Financial Times. Misha Glenny, is on the advisory board of Global Witness, and is the journalist who co-signed the article about the Allegation Letter.</p> <p>Mr. Stewart, CEO of Interop S.A is an investigator and lobbyist who was working for and reported back to Vale when he attended meetings with President Condé, to whom he gave advice regarding the appointment of the Minister of mines, recommending Mohamed Lamine Fofana, who would represent Vale’s interests in Guinea favourably.</p> <p>Denis Thirouin (at various times a representative of Vale) and Michel Billard de la Motte, through the company “Strategies et Developpement” received entry permits to the Presidential Palace and participated in the investigation into corruption allegations led by Stephen Fox from Veracity. (R-165 report of Mr Cilins’ interview made by Veracity and Denis Thirouin).</p> <p>Francois de Combret is one of President Condé’s advisors who was closely involved in matters relating to the Claimant’s mining rights and interests in Guinea, including in tripartite settlement attempts between the Respondent Vale and BSGR in 2011 and 2012. (CWS-1 (Benjamin Steinmetz) ¶ 45)</p> <p>The World Bank has a strong influence over the Respondent as provider of finance for capital programs. Its promotion of foreign investment in iron ore mining in Guinea however, is at conflict with its interest in Simandou through its investment arm, the International Finance Corporation, which holds 5% of Simfer. Simfer holds Simandou blocks 3 & 4 mining rights together with Rio Tinto, and had its rights to blocks 1 & 2 revoked. The World Bank have continuously interfered to inhibit the Respondent from permitting the Claimants to have a role as foreign investors in Guinea. (RWS-2 (Ahmed Tidiane Souaré) ¶ 12, R-377)</p> <p>Lord Mallock Brown was chairman of the communications consultancy, FTI, instructed to defend the Claimants’ interests, until pressured by Mr Soros to terminate the Claimants’ retainer with FTI, which assisted the Respondent to make allegations against the Claimants and limit their ability to defend themselves, including a wholly false allegation that the</p>
--	---

		<p>Claimants were involved in an assassination attempt on Alpha Condé in 2011 (C-0028 ¶86).</p> <p>Rio Tinto were awarded exploration permits on Simandou in 1997, carried out some exploration works over the region, but in almost 20 years, have not produced iron ore from Simandou. It was forced to retrocede 50% in 2008, retaining Blocks 3&4, but having blocks 1 & 2 taken away from it. Upon Blocks 1&2 being awarded to BSGR, Rio Tinto were constantly trying to find ways, via its connections with the Respondent, to undermine the Claimants’ mining interests in Guinea, and have the blocks re-allocated to it, or at a minimum BSGR’s mining rights revoked. This included through various “investigative” reports which it commissioned and then shared with the Respondent.</p> <p>Scott Horton is George Soros’ lawyer at DLA Piper NY, and who authored the report on which the Allegations Letter is based. He also acts as public relations adviser to President Condé. He may have been involved in decision making regarding the Claimants’ mining rights, and appears to have been aware of the intention of revoke the Claimants’ mining rights in advance of the decision. In a radio interview on 5 July 2013, and an article in the New Yorker dated 8 July 2013 he made statements seeking to undermine the Claimants’ investments in Guinea and taint them with corruption, prior to the Technical Committee making findings (C-0028 ¶85.6).</p> <p>President Alpha Condé had a good relationship with Lula da Silva, as demonstrated at the official ceremony in February 2011 in Guinea (CWS-3 (Asher Avidan) ¶76), and hosted corporate delegates from Brazil, and visited Brazil several times, not always for official visit, but instead to engage in meetings with Lula da Silva, Vale, A&G and BTG Pactual. Chris Mc Shane and/or Hillingdon Creswell provided PR services to the Respondent including launching a smear campaign against the Claimants providing the press with false information about the Claimants and their Mining rights. Celia Gremy provided PR and communication strategy services to the Minister of Mines, Mohamed Lamine Fofana, including launching a smear campaign against the Claimants providing the press with false information about the Claimants and their Mining rights.</p> <p>The documents are relevant and material in demonstrating the role and pressure exerted by the individuals and entities on the Respondent, concerning matters which directly or indirectly impacted on the revocation of the Claimant’s mining rights and in demonstrating that Respondent was politically motivated to expropriate Claimants’ rights, while at the same time to keep Vale as investor in Guinea.</p>
<p>Objections to Document Request</p>		<p>Cette demande doit être rejetée car :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les documents demandés ne sont pas pertinents pour le règlement du différend (para. 16.1 de l’OP n° 1, arts. 3.3(b) et 9.2(a) des Règles IBA), – la demande n’est pas suffisamment précise (para. 16.1 de l’OP n° 1, art. 3.3(a) des Règles IBA), et – la demande est déraisonnable et exagérément contraignante et contreviendrait aux considérations d’économie de procédure, de proportionnalité et d’équité (para. 16.3 de l’OP n° 1, arts. 9.2(c) et (g) des Règles IBA).

	<p><u>En premier lieu</u>, les documents demandés ne sont pas pertinents pour le règlement du différend. Il ressort des commentaires des Sociétés BSGR que leur demande se fonde sur une énième théorie du complot selon laquelle 25 personnes et entités auraient exercé une influence indue sur l’Etat guinéen en vue de mener au retrait des Droits Miniers et au maintien de Vale en Guinée.</p> <p>Outre l’absurdité et l’incohérence de ces allégations factuelles auxquelles la Guinée se réserve le droit de répondre de manière plus détaillée dans ses écritures (si ces allégations sont reprises dans les écritures des Sociétés BSGR et admises par le Tribunal), les allégations développées par les Sociétés BSGR au soutien de leur demande de production n’ont jamais été exposées au Tribunal dans le cadre de cette procédure :</p> <ul style="list-style-type: none">– Les Sociétés BSGR n’ont formé aucune demande sur le fondement de prétendues pressions extérieures visant à forcer le retrait des Droits Miniers et à maintenir Vale en Guinée – ce qui est d’ailleurs incohérent puisque Vale tout comme BSGR ne dispose plus des Droits Miniers.– Les seuls paragraphes du Mémoire en Demande cités en référence ne comportent aucune mention d’une influence des personnes et entités visées dans la présente demande. <p>Les commentaires des Sociétés BSGR sur la pertinence des documents demandés se fondent en réalité sur deux pièces nouvelles qu’elles n’ont jamais versées à la procédure, à savoir les pièces C-163 et C-166. Outre le fait que la pièce C-163 est un document en portugais (dont les Sociétés BSGR ne fournissent pas de traduction dans l’une des langues de la procédure), il semble que ces documents proviennent de la société Vale et que les Sociétés BSGR y ont eu accès soit pendant la <i>joint-venture</i> avec Vale soit dans le cadre de la procédure LCIA. En tout état de cause, les Sociétés BSGR sont en possession de ces documents depuis de nombreux mois déjà, voire plusieurs années, mais ont choisi de ne pas les verser au soutien de leur Mémoire en Demande.</p> <p>Or, conformément aux articles 15.2 et 17.1 de l’Ordonnance de procédure n° 1, il appartenait aux Sociétés BSGR de développer l’ensemble de leurs arguments de fait et de droit dans leur Mémoire en Demande et de verser toutes les pièces pertinentes au soutien de leur Mémoire en Demande.</p> <p>Dès lors qu’elles n’ont pas soumis au Tribunal les allégations d’influence indue de parties tierces et qu’elles ont délibérément omis de verser certaines pièces alors en leur possession lors du premier échange d’écritures, les Sociétés BSGR ne sauraient aujourd’hui prétendre que les documents demandés sont pertinents pour les questions en litige et la solution du différend.</p> <p>En conséquence, les documents demandés ne sont pas pertinents au regard de l’affaire ni déterminants quant à son issue.</p>
--	---

	<p><u>En deuxième lieu</u>, la demande n’est pas suffisamment précise en ce qu’elle (i) vise des sujets particulièrement larges, (ii) vise la prétendue influence de 25 personnes ou entités sur l’Etat guinéen dans son ensemble et (iii) porte sur une période de près de six ans, de sorte que la demande ne contient pas de description suffisamment précise, complète et détaillée des documents et/ou catégories de documents que la Guinée devrait identifier et produire.</p> <p><u>En troisième et dernier lieu</u>, le caractère général de la demande décrit ci-avant couplé à la longue période visée de près de six ans imposeraient un fardeau excessif à la Guinée. Il serait également contraire aux considérations d’économie procédurale d’exiger de la Guinée qu’elle recherche et identifie dans un délai si court un tel volume de documents et ce d’autant plus qu’ils n’auraient pas de pertinence pour le règlement du différend.</p>
<p>Reply to Objections to Document Request</p>	<p>BSGR notes Guinea's objections. Its response is, however, restricted pursuant to Article 16.3 of PO 1, to address the following objections:</p> <p>Guinea objects that the request is too burdensome and that it would require more time to do the searches. This is not credible. First, the request is limited in time and subject. In addition, if Guinea requires more time to produce the requested documents, the appropriate response is a request for an extension of time, not the outright rejection of the request. Guinea could also start with its searches and produce the responsive documents on a rolling basis.</p> <p>Under these circumstances, BSGR maintain their requests and ask the Tribunal to order Guinea to produce the requested documents.</p>
<p>Tribunal's Decision</p>	<p>DENIED</p> <p>The Tribunal is of the view that the request is overly broad and not specific enough.</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>REJETÉE</p> <p>Le Tribunal estime que la demande est trop vaste et pas assez spécifique.</p>

Request no. 21		
Document(s) or Category of Documents Requested	Documents concerning the relationship between Respondent and the Government of Brazil from January 2010 until June 2016, regarding: <ul style="list-style-type: none"> a) Vale’s investment in Guinea; b) Vale’s mining rights in Guinea; c) Simandou and/or Zogota; d) BSGR; e) Mr Steinmetz; f) Guinea’s interest in investments from Brazil; g) Brazil’s interest in Brazilian companies’ implementation and involvement in Guinea; h) Brazilian debt pardoning to Guinea; i) President Lula; j) Odebrecht; and k) Construtora OAS Guinée SA 	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	CWS-3 ¶ 76 C-0028 ¶ 71.2; C-0041; C-0163; R-444.
	Comments	<p>The 4 October 2011 letter from the Ministry of Mines to VBG, is a stop work letter on the basis that BSGR’s Guinea works were unauthorised or being undertaken by “Vale” “<i>a company of which [the Respondent] was unaware.</i>” (CM; ¶ 114 (iv); C-0041)</p> <p>However that assertion was unjustified, and to the contrary, there was a positive relationship between Vale and Respondent, demonstrated by (8 months previously) the Guinea and Brazilian Presidents, attending the Trans-Guinea official opening in February 2011.</p> <p>Respondent valued the relationship with Brazil. It encouraged Brazil and/or was encouraged by Brazil to act in in a way that benefited the relationship, at times in ways that negatively impacted Claimants.</p> <p>Claimants’ position is that Respondent’s actions which led to the withdrawal of their mining rights were targeted against them only, while leaving Vale out of it so that the Respondent could keep alive the option Vale to invest in Guinea. The documents requested are relevant and material to demonstrate that Respondent was politically motivated to expropriate Claimants’ rights, while at the same time to keep Vale as investor in Guinea.</p>
Objections to Document Request	<p>Cette demande doit être rejetée car :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les documents demandés sont des documents confidentiels (para. 16.3 de l’OP n° 1 et art. 9.2(b), (e) et (f) des 	

	<p>Règles IBA) des correspondances entre Etats, que la République de Guinée ne pourrait en tout état de cause dévoiler sans l'autorisation du Gouvernement du Brésil ;</p> <ul style="list-style-type: none">- elle n'est pas suffisamment précise (para. 16.1 de l'OP n° 1, art. 3.3(a) des Règles IBA) ; et- les documents demandés ne sont en tout état de cause pas pertinents pour le règlement du différend (para. 16.1 de l'OP n° 1, arts. 3.3(b) et 9.2(a) des Règles IBA). <p><u>En premier lieu</u>, la demande des Sociétés BSGR porte sur des échanges, communications et négociations confidentielles entre Etats, que la République de Guinée ne saurait verser à la procédure sans l'autorisation du Gouvernement du Brésil.</p> <p><u>En second lieu</u>, la demande des Sociétés BSGR est beaucoup trop large et pas suffisamment précise dans la mesure où elle vise l'intérêt de la Guinée pour les investissements brésiliens en général (demande n° 21(f)), les intérêts des sociétés brésiliennes, sans précision aucune, pour leur implication en Guinée (demande n° 21(g)) et le Président Lula sans aucune précision (demande n° 21(i)).</p> <p><u>En troisième et dernier lieu</u>, les documents demandés ne sont en tout état de cause pas pertinents pour le règlement du différend dans la mesure où les Sociétés BSGR n'ont pas fait d'allégation ni formé de demande dans leur Mémoire en Demande concernant la motivation politique de l'Etat de retirer les Droits Miniers pour maintenir Vale en Guinée. A cet égard, les Sociétés BSGR ne citent en référence aucun paragraphe de leur Mémoire en Demande, et ce car leurs écritures ne mentionnent pas une seule fois le Brésil, à part pour préciser la nationalité de la société Vale.</p> <p>C'est en raison du caractère nouveau de cette théorie que les Sociétés BSGR se voient tenues de citer en référence de leur demande de production une pièce nouvelle, qu'elles n'avaient jamais versée à la procédure, à savoir la pièce C-163. Or, conformément aux articles 15.2 et 17.1 de l'Ordonnance de procédure n° 1, il appartenait aux Sociétés BSGR de développer l'ensemble de leurs arguments de fait et de droit et de verser toutes les pièces pertinentes au soutien de leur Mémoire en Demande.</p> <p>Dès lors qu'elles n'ont pas soumis au Tribunal les allégations dont elles font aujourd'hui état et qu'elles ont délibérément omis de verser certaines pièces alors en leur possession lors du premier échange d'écritures, les Sociétés BSGR ne sauraient aujourd'hui prétendre que les documents demandés sont pertinents pour les questions en litige et la solution du différend.</p> <p>Par ailleurs et en tout état de cause, la nouvelle théorie des Sociétés BSGR sur les motifs de la Décisions de Retrait des Droits Miniers n'a aucun sens : Vale et BSGR ont été traitées de la même façon relativement aux Droits Miniers puisqu'aucune des sociétés n'a conservé d'intérêt dans lesdits Droits Miniers après la Décision de Retrait. La Guinée ne conteste pas que Vale ait pu être un investisseur aidant et bienvenu au moment de son arrivée en Guinée. Malgré l'intérêt</p>
--	---

	<p>d’attirer et de conserver un tel investisseur mondial dans le pays, la Guinée a décidé de retirer les Droits Miniers de BSGR Guinée (alors VBG) et donc de mettre un terme à l’investissement de Vale, et ce car la lutte contre la corruption et la promotion de la transparence dans le secteur minier devaient primer justement sur des considérations politiques.</p> <p>Enfin, les Sociétés BSGR n’expliquent pas quelle serait l’implication des sociétés Odebrecht et Construtora OAS Guinée SA, de sorte que leur demande de production vis-à-vis de ces deux entités (demandes n° 21(j) et (k)) n’est pas davantage pertinente.</p> <p>En conséquence, l’ensemble des documents demandés par les Sociétés BSGR n’est pas pertinent au regard de l’affaire ni déterminant quant à son issue.</p>
<p>Reply to Objections to Document Request</p>	<p>BSGR note Guinea's objections. Their response is, however restricted pursuant to Article 16.3 of PO 1, to address the following objections:</p> <p>Guinea objects and relies on legal privilege (Article 9(2)(b) of the IBA Rules), confidentiality (Article 9(2)(e)) and political sensitivity (Article 9(2)(f)) to resist this request. These objections must be rejected:</p> <ul style="list-style-type: none"> - First, not only does Guinea fail to identify the nature and source of the privilege that it relies on, it also fails to establish that such privilege is recognized in international arbitration proceedings. - Second, only grounds of commercial or technical confidentiality are protected under Article 9(2)(e) of the IBA Rules. No such grounds apply to the documents requested. - Third, Guinea fails to establish the "special political sensitivity" of the documents sought, let alone that it establishes why this sensitivity is compelling. Guinea takes the position that any document exchanged between states by its definition worthy of special sensitivity. This is clearly not the case and Guinea provides no authority in support of its position. The documents sought are not of special political sensitivity as they relate to the investments of private companies (Vale and BSGR) in Guinea. <p>Guinea further purports that it would not be able to produce the documents without Brazil's prior consent. Again this must be rejected:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Guinea does not identify the source of law of the alleged requirement of Brazil's consent. - Even if such requirement would exist, nothing prevents Guinea from attempting to seek this consent and, if Guinea refuses to do so, BSGR requests the Tribunal to order Guinea to seek this consent. <p>Under these circumstances, BSGR maintains its request asks the Tribunal to order Guinea to produce the requested documents.</p>

Tribunal's Decision	DENIED In view of the fact that no mention is made in the Claimants' Memorial or other submissions of any direct or indirect involvement of the Brazilian Government in the present dispute, the requested documents do not appear to be <i>prima facie</i> relevant.
Décision du Tribunal	REJETÉE Dans la mesure où aucune mention n'est faite dans le Mémoire des Demanderesses ou d'autres écritures concernant toute implication directe ou indirecte du Gouvernement brésilien dans la présente affaire, les documents demandés ne semblent pas être pertinents <i>prima facie</i> .

Request no. 22		
Document(s) or Category of Documents Requested	All Documents passing between the Respondent and Vale between March 2010 and June 2016 in relation to: <ul style="list-style-type: none"> (a) Vale’s investment in Guinea; (b) The Feasibility study for Simandou blocks 1 and 2; (c) Respondent’s decision that VBG cease works in Guinea; (d) The export of iron ore via Liberia by VBG; (e) The decision of Respondent to evaluate the relationship with VBG Guinea; (f) The technical committee investigation; (g) Meetings with Roger Agnelli, Eduardo Ledsham, Jose Carlos Martins, Jose de Castro Alves, Clovis Torres, Pedro Rodriguez Raphael Benke or Ferreira Murillo; (h) Settlement discussions in relation to the Simandou or Zogota projects; and (i) Meeting with President Lula in his capacity as Vale’s representative. 	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	CM¶154 C-0163; C-0164; R-444.
	Comments	Claimants’ position is that shortly after Alpha Condé’s election, he was determined that Claimants’ rights in Guinea should be withdrawn, but that Vale should continue to invest in Guinea. The documents requested are relevant and material to demonstrate that Respondent was politically motivated to expropriate Claimants’ rights, while at the same time to keep Vale as investor in Guinea.
Objections to Document Request	Cette demande doit être rejetée car : <ul style="list-style-type: none"> – elle n’est pas suffisamment précise (para. 16.1 de l’OP n° 1, art. 3.3(a) des Règles IBA) ; et – les documents demandés ne sont pas pertinents pour le règlement du différend (para. 16.1 de l’OP n° 1, art. 3.3(b), 3.7 et 9.2(a) des Règles IBA). <p><u>En premier lieu</u>, la demande des Sociétés BSGR n’est pas suffisamment précise dans la mesure où elle recouvre des documents et communications échangés sur une période de plus de six ans.</p> <p><u>En second lieu</u>, les documents demandés ne sont pas pertinents pour le règlement du différend. La Guinée réitère ici sa troisième objection à la demande de production n° 21.</p> <p>D’une part, les Sociétés BSGR n’ont pas fait d’allégation ni formé de demande dans leur Mémoire en Demande concernant la motivation politique de l’Etat de retirer les Droits Miniers pour maintenir Vale en Guinée.</p>	

	<p>A cet égard les Sociétés BSGR ne citent en référence qu'un paragraphe de leur Mémoire en Demande dans lequel elles se contentent d'affirmer : « <i>In summary, the withdrawal of the Claimants' mining and infrastructure rights was a political process orchestrated by President Condé for his own interests</i> » (Mémoire en Demande, para. 154).</p> <p>C'est en raison du caractère nouveau de cette théorie que les Sociétés BSGR se voient tenues de citer en référence de leur demande de production deux pièces nouvelles, qu'elles n'avaient jamais versées à la procédure, à savoir les pièces C-163 et C-164.</p> <p>Or, conformément aux articles 15.2 et 17.1 de l'Ordonnance de procédure n° 1, il appartenait aux Sociétés BSGR de développer l'ensemble de leurs arguments de fait et de droit et de verser toutes les pièces pertinentes au soutien de leur Mémoire en Demande.</p> <p>Dès lors qu'elles n'ont pas soumis au Tribunal les allégations dont elles font aujourd'hui état et qu'elles ont délibérément omis de verser certaines pièces alors en leur possession lors du premier échange d'écritures, les Sociétés BSGR ne sauraient aujourd'hui prétendre que les documents demandés sont pertinents pour les questions en litige et la solution du différend.</p> <p>D'autre part et en tout état de cause, la nouvelle théorie des Sociétés BSGR sur les motifs de la Décision de Retrait des Droits Miniers n'a aucun sens : Vale et BSGR ont été traitées de la même façon relativement aux Droits Miniers puisqu'aucune des sociétés n'a conservé d'intérêt dans lesdits Droits Miniers après la Décision de Retrait. La Guinée ne conteste pas que Vale ait pu être un investisseur aidant et bienvenu au moment de son arrivée en Guinée. Malgré l'intérêt d'attirer et de conserver un tel investisseur mondial dans le pays, la Guinée a décidé de retirer les Droits Miniers de BSGR Guinée (alors VBG) et donc de mettre un terme à l'investissement de Vale, et ce car la lutte contre la corruption et la promotion de la transparence dans le secteur minier devaient primer.</p>
Reply to Objections to Document Request	<p>BSGR notes Guinea's objections. BSGR is, however, restricted pursuant to Article 16.3 to respond to them.</p> <p>BSGR maintains its requests and asks the Tribunal to order Guinea to produce the requested documents.</p>
Tribunal's Decision	<p>GRANTED AS NARROWED DOWN</p> <p>While the allegation in the Memorial referred to is very general, the Tribunal accepts here that relevance may be considered sufficient for <i>prima facie</i> purposes, provided the period is limited to March 2010 until the end of 2014.</p>
Décision du Tribunal	<p>ACCORDÉE DANS SA FORME RESTREINTE</p> <p>Si l'allégation à laquelle il est fait référence dans le Mémoire est très générale, le Tribunal accepte dans le cas présent que la pertinence peut être considérée comme suffisante du point de vue <i>prima facie</i>, à condition que la période de temps soit</p>

	limitée de mars 2010 à la fin 2014.
--	-------------------------------------

Request no. 23		
Document(s) or Category of Documents Requested	The following documents in relation to following meetings held in February 2011: <ul style="list-style-type: none"> (a) the meeting between inter alia, Mr. Avidan, Mr. Saad, Mr. Touré and President Condé and the Minister Ahmed Tidiane Traore; (b) the meeting between inter alia, Mr. Avidan, Mr. Saad, Mr. Touré and the Minister Ahmed Tidiane Traore and three members of Ministry of Transportation; (c) Documents created in anticipation and for the purpose of the meeting; (d) Documents created at that meeting; (e) Documents recording the discussions during the meeting; (f) Documents containing an analysis of the meeting; and (g) Documents reporting about that meeting. 	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	CM ¶ 105, 108, 154 CMRG ¶ 547-8, 558-560 CWS-3 ¶ 88-89 C-0034.
	Comments	<p>Claimants’ position is that in these meetings Alpha Condé demanded from BSGR USD 1.25 billion, threatening to halt the building of the Trans-Guinean Railway and withdraw the consent to exporting iron ore through Liberia if BSGR did not make that payment.</p> <p>Respondent’s position is that this demand of payment was legitimate and was not requested for President Alpha Condé personally but for the benefit of Guinea.</p> <p>These documents are relevant and material to demonstrating the nexus between President Condé’s demands and the impact of non-compliance.</p> <p>The documents are also relevant and material to demonstrate that Respondent’s considerations in demanding the payment of US\$1.25 was without legal justification.</p>
Objections to Document Request	<p>La Guinée comprend que la demande vise « <i>the following documents</i> » tels que décrits aux paragraphes (c)-(g) et se rapportant aux sujets énoncés aux paragraphes (a)-(b).</p> <p>Sous réserve de cette précision, la Guinée n’a pas d’objection à cette demande de production. Cependant, sur la base des recherches diligentées par l’Etat, y compris après visite de ses conseils sur place, aucun document répondant à cette demande n’a pu être trouvé à ce jour. La Guinée poursuit ses recherches.</p>	
Reply to Objections to	Guinea accepts this request, has produced some responsive documents and indicates that it continues its searches. Guinea	

Document Request	must indicate what additional searches it is conducting and when these additional searches will be completed. At this stage, no further decision from the Tribunal is required.
Tribunal's Decision	NO DECISION REQUIRED
Décision du Tribunal	PAS DE DÉCISION REQUISE

Request no. 24	
Document(s) or Category of Documents Requested	All documents between June 2011 and December 2011 in relation to the Simandou Block 1&2 Feasibility Study submitted on 14 September 2011 including: (a) the committee or persons appointed to consider the Simandou Block 1&2 Feasibility Study; (b) the considerations, deliberations and/or conclusions of the committee or persons that reviewed the Simandou Block 1&2 Feasibility Study.
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions
	Comments
Objections to Document Request	La Guinée n’a pas d’objection à cette demande de production et produit les documents en sa possession qui ont pu être trouvés à ce jour.
Reply to Objections to Document Request	Guinea accepts this request, has produced some responsive documents. Guinea does not indicate whether it continues its searches. Guinea is requested to indicate whether and if so what additional searches it is conducting and when these will be completed. At this stage, no further decision from the Tribunal is required.
Tribunal's Decision	NO DECISION REQUIRED
Décision du Tribunal	PAS DE DÉCISION REQUISE

Request no. 25		
Document(s) or Category of Documents Requested	All documents from March 2010 to 31 December 2011 in relation to the joint venture between BSGR and Vale and/or VBG	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	CM ¶ 90-91, 93, 97, 114(v), (vii)
	Comments	It is Claimants’ position that Respondent was aware of the joint venture with Vale and approved it. Respondent’s position following the submission of the Simandou Block 1&2 Feasibility Study was that VBG was not recognized as a holder of any mining title.
Objections to Document Request	<p>Cette demande doit être rejetée car :</p> <ul style="list-style-type: none"> – elle n’est pas suffisamment précise (para. 16.1 de l’OP n° 1, art. 3.3(a) des Règles IBA), – les documents demandés se trouvent déjà dans la possession des Sociétés BSGR (art. 3.3(c)(i)), – les documents demandés ne sont pas pertinents pour le règlement du différend (para. 16.1 de l’OP n° 1, arts. 3.3(b) et 9.2(a) des Règles IBA), – la demande est déraisonnable et exagérément contraignante et contreviendrait aux considérations d’économie de procédure, de proportionnalité et d’équité (para. 16.3 de l’OP n° 1, arts. 9.2(c) et (g) des Règles IBA). <p><u>En premier lieu</u>, la demande n’est pas suffisamment précise. Elle est rédigée en des termes si généraux et vise une période si longue que tout document relatif aux Blocs 1 et 2 et à Zogota de cette période pourrait être considéré comme répondant à la demande en tant que document « <i>in relation to the joint-venture and/or VBG</i> ». En conséquence, la demande ne contient pas de description suffisamment précise, complète et détaillée des documents et/ou catégories de documents que la Guinée devrait identifier et produire.</p> <p><u>En deuxième lieu</u>, étant relatifs à la demande d’approbation de la joint-venture, les documents demandés devraient avoir émané et/ou avoir été reçus par BSGR Guinée (également dénommée VBG), aujourd’hui partie à la présente procédure. En tant qu’actionnaires direct et indirect, BSGR Guernsey et BSGR ont donc nécessairement accès et/ou sont déjà en possession des documents demandés.</p> <p><u>En troisième lieu</u>, les documents demandés ne sont pas pertinents pour le règlement du différend. Comme expliqué en détail dans le Contre-Mémoire, la position de la Guinée est que la <i>joint-venture</i> entre BSGR et Vale n’a pas été valablement approuvée par l’Etat.</p>	

	<p>Cependant, le fait que la <i>joint-venture</i> ait été ou non valablement approuvée par l’Etat n’est pas un fondement de la décision de Retrait des Droits Miniers ni d’une quelconque autre décision administrative que les Sociétés BSGR contestent dans cet arbitrage.</p> <p>En conséquence, les documents demandés ne sont pas pertinents au regard de l’affaire ni déterminants quant à son issue.</p> <p><u>En quatrième et dernier lieu</u>, le caractère général de la demande et la longueur de la période visée imposeraient un fardeau excessif à la Guinée. Il serait en outre contraire aux considérations d’économie procédurale d’exiger de la Guinée qu’elle recherche et identifie dans un délai si court un tel volume de documents et ce d’autant plus qu’ils n’auraient pas de pertinence pour le règlement du différend.</p>
<p>Reply to Objections to Document Request</p>	<p>BSGR notes Guinea's objections. Their response is, however restricted pursuant to Article 16.3 of PO 1, to address the following objections:</p> <p>Guinea objects on the basis that it is too burdensome and contrary to procedural economy to run these searches in such a short period of time. This is not credible. First, the request is limited in time and subject. Second, if Guinea requires more time to produce the requested documents, the appropriate response is to request an extension of time, not the outright rejection of the request.</p> <p>In these circumstances, BSGR maintains its request and asks the Tribunal to order Guinea to produce the requested documents.</p>
<p>Tribunal's Decision</p>	<p>DENIED</p> <p>The Tribunal denies the request because, by their nature, the documents must be in the Claimants possession, custody or control, and the Claimants have not demonstrated otherwise.</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>REJETÉE</p> <p>Le Tribunal rejette la demande car, par nature, les documents doivent être en la possession, sous la garde ou le contrôle des Demanderesses, et les Demanderesses n’ont pas démontré le contraire.</p>

Request no. 26		
Document(s) or Category of Documents Requested	The following Documents in relation to the construction of the Trans-Guinean Railway: <ul style="list-style-type: none"> (a) financial and/or technical; and/or commercial analysis of the rehabilitation of the Trans-Guinean Railway between 16 December 2009 and 8 April 2011; (b) negotiation of the Protocole d'Accord between 16 December 2009 and 8 April 2011; (c) the considerations and/or grounds for deciding that BSGR and/or VBG cease works between November 2010 and 28 March 2014 (C-0039); (d) the documents generated by the interruption & cessation of railway works; (e) the considerations and decision that the execution of the Trans-Guinean Railway project will be the subject of a call for tender (C-0039); (f) the decisions after April 2011 regarding the award of Trans-Guinean Railway project. 	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	CM ¶114 (ii), 207 CWS-3 ¶ 75, 90, 94 -94.1; CWS-5 ¶ 68, 104-105 C-0039; C-0034.
	Comments	Claimants’ position is that the decision to cease works on the Trans-Guinean railway was politically motivated, as Alpha Conde wanted to strip Claimants of their mining rights and offer them to his supporters. This is demonstrated by Respondent ‘s refusal to sign the MOU for the Trans-Guinean Railway, and the decision by President Condé that the Trans-Guinean railway project would be awarded to another company. The documents are relevant and material to demonstrate that the decision to cease works on the Trans Guinean railway was taken in order to enable President Condé to allocate the project to his supporters.
Objections to Document Request	<p>Cette demande doit être rejetée car :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les documents demandés ne sont pas pertinents pour le règlement du différend (para. 16.1 de l’OP n° 1, arts. 3.3(b) et 9.2(a) des Règles IBA), – la demande n’est pas suffisamment précise (para. 16.1 de l’OP n° 1, art. 3.3(a) des Règles IBA), et – la demande est déraisonnable et exagérément contraignante et contreviendrait aux considérations d’économie de procédure, de proportionnalité et d’équité (para. 16.3 de l’OP n° 1, arts. 9.2(c) et (g) des Règles IBA). <p><u>En premier lieu</u>, les documents demandés ne sont pas pertinents pour le règlement du différend.</p> <p>Les Sociétés BSGR justifient de leur demande de production au regard d’une nouvelle théorie pour le moins incompréhensible, selon laquelle le Président Condé aurait choisi de cesser les travaux du chemin de fer du Trans-guinéen pour le transport de passagers – un projet coûteux et peu attrayant pour des investisseurs – dans le seul but d’accorder ce projet à d’autres personnes ou sociétés.</p>	

	<p>Outre les difficultés à comprendre de telles allégations et le fait que ce projet n’a été alloué à aucune autre personne ou société à ce jour, ces allégations de fait n’ont pas été exposées dans le Mémoire en Demande des Sociétés BSGR et ne fondent donc aucune de leurs demandes dans cet arbitrage.</p> <p>Or, conformément à l’article 15.2 de l’Ordonnance de procédure n° 1, il appartenait aux Sociétés BSGR de développer l’ensemble de leurs arguments de fait et de droit dans leur Mémoire en Demande.</p> <p>Dès lors qu’elles n’ont pas soumis au Tribunal les allégations qu’elles exposent aujourd’hui au soutien de leur demande de production, les Sociétés BSGR ne sauraient aujourd’hui prétendre que les documents demandés sont pertinents. En conséquence, les documents demandés ne sont pas pertinents au regard de l’affaire ni déterminants quant à son issue.</p> <p><u>En second lieu</u>, la demande n’est pas suffisamment précise en ce qu’elle couvre essentiellement tous documents relatifs au projet du chemin de fer du Trans-guinéen, soit un projet d’infrastructure impliquant nécessairement plusieurs administrations de l’Etat, et ce sur une période de plusieurs années.</p> <p>En outre, les Sociétés BSGR sollicitent la production de « <i>The following documents</i> », annonçant ainsi une description détaillée de documents ou de catégories de documents. Or, ce qui suit est uniquement une liste de sujets.</p> <p>En conséquence, la demande ne contient pas de description suffisamment précise, complète et détaillée des documents et/ou catégories de documents que la Guinée devrait identifier et produire.</p> <p><u>En troisième et dernier lieu</u>, le caractère général de la demande et la longueur de la période visée, tels qu’évoqués ci-dessus, imposeraient un fardeau excessif à la Guinée. Il serait en outre contraire aux considérations d’économie procédurale d’exiger de la Guinée qu’elle recherche et identifie dans un délai si court un tel volume de documents et ce d’autant plus qu’ils n’auraient pas de pertinence pour le règlement du différend.</p>
<p>Reply to Objections to Document Request</p>	<p>BSGR notes Guinea's objections. Their response is, however restricted pursuant to Article 16.3 of PO 1, to address the following objections:</p> <p>Guinea objects on the basis that it is too burdensome and contrary to procedural economy to run these searches in such a short period of time. This is not credible. First, the request is limited in time and subject. Second, if Guinea requires more time to produce the requested documents, the appropriate response is to request an extension of time, not the outright rejection of the request.</p> <p>BSGR maintains its request and asks the Tribunal to order Guinea to produce the requested documents.</p>

Tribunal's Decision	GRANTED The requested documents appear <i>prima facie</i> relevant. Moreover, the request is sufficiently specific and not too burdensome or unproportional. However, if necessary, the Respondent may require a reasonable time extension to produce responsive documents on a rolling basis.
Décision du Tribunal	ACCORDÉE Les documents demandés semblent être pertinents <i>prima facie</i> . De plus, la demande est suffisamment spécifique et pas excessivement contraignante ou disproportionnée. Toutefois, si nécessaire, la Défenderesse peut demander une prorogation de délai raisonnable pour produire des documents pertinents au fur et à mesure.

Request no. 27		
Document(s) or Category of Documents Requested	The following Documents from January 2011 to June 2012 in relation to the considerations and/or grounds for: <ul style="list-style-type: none"> (a) Respondent’s decision to stop all of VBG and/or BSGR Guinea’s works in Guinea; (b) Respondent’s decision to cancel the passage through Liberia for Blocs 1 & 2; (c) Respondent’s decision to award the passage through Liberia only for Zogota; (d) Respondent’s decision to award any Mining Company passage through Liberia for Guinea mining product export; (e) Respondent’s decision to award AIOG (IMIC) a 40% share in its infrastructure rights in the Rio Tinto Trans-Guinean Railway; (f) Respondent’s decision to award BTG Pactual/B & A Mineracao an interest or involvement in Trans-Guinean Railway. 	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	CM ¶114 (ii), (iv) & (vii), 302 (i) & (ii) CMRG ¶ 1110-1111 CWS-3 ¶ 94, 94.1; CWS-5 ¶ 104-105 C-0028 ¶ 71.2-71.3; C-0039; C-0041; C-0042.
	Comments	<p>In April 2011, Respondent issued notices for VBG to cease work in respect of Trans-Guinean Railway. In October 2011, and again in November 2011, Respondent issued notices for VBG to cease all work in Guinea, stating that the projects “<i>had been initiated “without authorisation” or by a company of which it was unaware named “VALE”</i>”. (CM ¶114 (iv) & (vii)).</p> <p>Respondent seeks to justify the notices to stop works (CMRG ¶ 1110) whereas Claimants consider the notices unlawful and unjustified, and demonstrative of a decision already having been taken by Respondent to revoke the mining rights of BSGR, prior to the Technical Committee process commencement (CWS-3 ¶94)</p> <p>Further, with regard to the transport line between Guinea and Liberia, Respondent considered allowing BHP Billiton and permitted Sable Mining product to be exported via Liberia.</p> <p>The documents are relevant and material to understanding why the VBG projects were halted by Respondent, whether it was a legitimate decision in each case, and how Respondent justified permitting export through Liberia to other mining companies exporting product from Guinea, including Sable Mining.</p>
Objections to Document Request	<p>Cette demande doit être rejetée car les documents demandés ne sont pas pertinents pour le règlement du différend (para. 16.1 de l’OP n° 1, art. 3.3(b), 3.7 et 9.2(a) des Règles IBA) et la demande n’est pas suffisamment précise (para. 16.1 de l’OP n° 1, art. 3.3(a) et 3.7 des Règles IBA).</p> <p><u>En premier lieu</u>, les documents ne sont pas pertinents pour le règlement du différend.</p>	

	<p>D'une part, les Sociétés BSGR justifient de leur demande de production au motif que l'Etat aurait imposé la cessation définitive de tous travaux relatifs aux Blocs 1 et 2 et Zogota. Les Sociétés BSGR détournent en réalité le contenu des courriers du Ministère des Mines.</p> <p>En effet, les trois courriers cités en référence n'opèrent aucun retrait de titre ou de droit de procéder à des travaux mais se contentent de demander un arrêt temporaire des travaux dans l'attente (i) de la communication des accords ou conventions liant VBG à l'Etat et des preuves de l'obtention des autorisations administratives nécessaires (Pièces C-41 et C-42) et (ii) de la signature d'un protocole d'accord pour fixer les modalités et le chronogramme d'exécution des travaux (Pièce C-39). Ces demandes étaient d'autant plus compréhensibles qu'elles s'inscrivaient dans un contexte de rénovation de l'administration après plusieurs dizaines d'années de régimes autoritaires sous lesquels l'administration était désorganisée et les archives avaient souvent été détruites ou perdues.</p> <p>De la même manière, l'allégation selon laquelle la Guinée aurait retiré le droit de BSGR d'évacuer le minerai de fer <i>via</i> le Libéria alors qu'elle l'aurait accordée à d'autres sociétés est fausse. Comme cela a déjà été détaillé en objection aux demandes n° 13 et 14 ci-avant, le droit d'évacuer le minerai par le Libéria n'a été accordé que pour Zogota, et non pour Simandou. Or, ce droit n'a jamais fait l'objet d'un retrait et l'Etat n'a jamais accordé à d'autres sociétés le droit d'exporter le minerai de fer des Blocs de Simandou par le Libéria. Les demandes n° 27(a)-(d) étant fondées sur des faits entièrement erronés, elles ne sauraient être considérées comme pertinentes.</p> <p>D'autre part, les sociétés visées aux demandes n° 27(e)-(f) de la demande apparaissent ici pour la première fois dans le cadre de ce différend. Leur implication, qui n'est pas démontrée par les Sociétés BSGR, n'est fondée sur aucun élément de preuve.</p> <p>Or, conformément à l'article 15.2 de l'Ordonnance de procédure n° 1, il appartenait aux Sociétés BSGR de développer l'ensemble de leurs arguments de fait et de droit dans leur Mémoire en Demande.</p> <p>Dès lors qu'elles n'ont pas soumis au Tribunal les allégations qu'elles exposent aujourd'hui au soutien de leur demande de production, les Sociétés BSGR ne sauraient aujourd'hui prétendre que les documents demandés sont pertinents. En conséquence, les documents demandés ne sont pas pertinents au regard de l'affaire ni déterminants quant à son issue.</p> <p><u>En second lieu</u>, la demande n'est pas suffisamment précise.</p> <p>Les Sociétés BSGR sollicitent la production de « <i>The following documents</i> », annonçant ainsi une description détaillée de</p>
--	--

	documents ou de catégories de documents. Or, ce qui suit est uniquement une liste de sujets, de sorte que la demande ne contient pas de description suffisamment précise, complète et détaillée des documents et/ou catégories de documents que la Guinée devrait identifier et produire.
Reply to Objections to Document Request	BSGR notes Guinea's objections. BSGR is, however, not permitted to respond pursuant to Article 16.3 of PO 1. BSGR maintains its request and asks the Tribunal to order Guinea to produce the requested documents.
Tribunal's Decision	<p>REQUESTS 27(a)-(d) GRANTED; REQUESTS 27(e)-(f) DENIED</p> <p>With respect to requests 27(a)-(d), the requested documents appear <i>prima facie</i> relevant. The requests are also sufficiently specific.</p> <p>With respect to requests 27(e)-(f), the requested documents do not appear <i>prima facie</i> relevant since there is no reference to any decision of the Respondent regarding either AIOG (IMIC) or BTG Pactual/B & A Mineracao in the submissions and exhibits referred to above.</p>
Décision du Tribunal	<p>DEMANDES 27(a)-(d) ACCORDÉES ; DEMANDES 27(e)-(f) REJETÉES</p> <p>En ce qui concerne les demandes 27(a)-(d), les documents demandés semblent être pertinents <i>prima facie</i>. Les demandes sont également suffisamment spécifiques.</p> <p>En ce qui concerne les demandes 27(e)-(f), les documents ne semblent pas être pertinents <i>prima facie</i> puisque référence n'est faite à aucune décision de la Défenderesse concernant soit AIOG (IMIC) ou BTG Pactual/B & A Mineracao dans les écritures et pièces mentionnées ci-dessus.</p>

Request no. 28		
Document(s) or Category of Documents Requested	<p>The following Documents in relation to:</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) the information received in relation to the claim regarding BSGR’s violation of the Mining Code and/or the legislation regarding commercial companies dealing with conflict of interest regulatory requirements determining the relationship between a director and a company; (b) the information received with respect to the claim that certain directors of BSGR are also sub-contractors; (c) the considerations and/or grounds for the decision (and the decision), communicated to BSGR by letter dated 31 October 2011 to suspend all sub-contracting contracts with companies in which officers or directors of BSGR hold interest; and (d) the considerations and/or grounds for the decision (and the decision) to request BSGR to provide Guinea with an account of the wage status of all the Guinean and expatriate workers, in particular the engineers. 	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	<p>CM ¶ 114(v) & (vi), 300 (i) & (ii) C-0041; C-0042</p>
	Comments	<p>Respondent accused BSGR of acting in violation of the Mining Code and “<i>legislation regarding commercial companies</i>” by letter dated 31 October 2011. Respondent alleged that certain directors of BSGR were also sub-contractors, which would “<i>entail financial consequences for the State through transfer prices.</i>” BSGR was requested “<i>to suspend all subcontracting contacts with companies in which officers or directors of [BSGR hold] interests.</i>” BSGR was also requested to provide an account of wages for all workers. (C-0042). BSGR did not understand the basis for the allegations and attempted, unsuccessfully, to resolve the issues with Respondent. The documents are relevant and material to understanding why Respondent issued the 31 October 2011 letter and whether the accusations and demands contained within were legitimate.</p>

<p>Objections to Document Request</p>	<p>Cette demande doit être rejetée car les documents demandés ne sont pas pertinents pour le règlement du différend (para. 16.1 de l’OP n° 1, art. 3.3(b), 3.7 et 9.2(a) des Règles IBA) et la demande n’est pas suffisamment précise (para. 16.1 de l’OP n° 1, art. 3.3(a)(ii) et 3.7 des Règles IBA).</p> <p><u>En premier lieu</u>, les documents demandés ne sont pas pertinents pour le règlement du différend.</p> <p>D’une part, la demande de production des Sociétés BSGR est fondée sur des allégations de fait nouvelles. Si les Sociétés BSGR citent en référence deux courriers correctement versés à la procédure comme pièces, les Sociétés BSGR invoquent ici des éléments de ces courriers qu’elles n’avaient jusqu’à lors jamais discutés dans leurs écritures. C’est en effet la première fois qu’elles contestent « <i>the accusation and demands</i> » du Ministère des Mines faites dans le courrier du 31 octobre 2011.</p> <p>Or, conformément à l’article 15.2 de l’Ordonnance de procédure n° 1, il appartenait aux Sociétés BSGR de développer l’ensemble de leurs arguments de fait et de droit dans leur Mémoire en Demande.</p> <p>Dès lors qu’elles n’ont pas soumis au Tribunal les allégations qu’elles exposent aujourd’hui au soutien de leur demande de production, les Sociétés BSGR ne sauraient aujourd’hui prétendre que les documents demandés sont pertinents pour les questions en litige et la solution du différend.</p> <p>D’autre part, le courrier du 31 octobre 2011 n’opère aucun retrait de titre ou de droit. Au contraire, il accorde un délai de trois mois à BSGR concernant les travaux dont l’arrêt temporaire avait été demandé et requiert simplement la communication d’informations afin d’assurer le respect du droit en vigueur. La question de comprendre la motivation du courrier du 31 octobre 2011 n’a aucun impact sur les demandes des Parties.</p> <p>En conséquence, les documents demandés ne sont pas pertinents au regard de l’affaire ni déterminants quant à son issue.</p> <p><u>En second lieu</u>, la demande n’est pas suffisamment précise.</p> <p>Les Sociétés BSGR sollicitent la production de « <i>The following documents</i> », annonçant ainsi une description détaillée de documents ou de catégories de documents. Or, ce qui suit est uniquement une liste de sujets, de sorte que la demande ne contient pas de description suffisamment précise, complète et détaillée des documents et/ou catégories de documents que la Guinée devrait identifier et produire.</p>
<p>Reply to Objections to Document Request</p>	<p>BSGR notes Guinea's objections. BSGR is, however, not permitted to respond pursuant to Article 16.3 of PO 1. BSGR maintains its request and asks the Tribunal to render a decision and order Guinea to produce the requested documents.</p>

Tribunal's Decision	GRANTED The Tribunal notes that the Claimants' allegations regarding the 31 October 2011 letter (Exh. C-0042) are linked to their claim that the Claimants were expropriated because they refused to accede to President Condé's demands for payment (cf., CM, ¶¶ 110-113 and 114(v)-(vi)). Accordingly, the requested documents appear <i>prima facie</i> relevant. The Tribunal further finds that the request is sufficiently specific.
Décision du Tribunal	ACCORDÉE Le Tribunal note que les allégations des Demanderesses relatives à la lettre du 31 octobre 2011 (Pièce C-0042) sont liées à leur affirmation selon laquelle elles ont été expropriées parce qu'elles ont refusé de donner suite aux demandes de paiement du Président Condé (cf., CM, ¶¶ 110-113 et 114(v)-(vi)). Par conséquent, les documents demandés semblent être pertinents <i>prima facie</i> . Le Tribunal estime également que la demande est suffisamment spécifique.

Request no. 29	
Document(s) or Category of Documents Requested	Documents created during the period 1 June 2011 to 1 December 2011 in relation to the introduction, applicability, retroactive application and enforcement of the Mining Code introduced in September 2011.
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions
	Comments
Objections to Document Request	<p>Cette demande doit être rejetée car les documents demandés ne sont pas pertinents pour le règlement du différend (para. 16.1 de l'OP n° 1, art. 3.3(b), 3.7 et 9.2(a) des Règles IBA).</p> <p>D'une part, les Sociétés BSGR justifient de leur demande au motif qu'elle permettrait de déterminer l'applicabilité rétroactive du Code Minier 2011.</p> <p>Ceci est une question entièrement juridique et non factuelle. Aucune demande de production de documents n'est pertinente ni nécessaire pour déterminer le caractère rétroactif d'une loi.</p> <p>D'autre part, les Sociétés BSGR justifient également de leur demande au motif que l'application rétroactive en question violerait la Constitution et la Charte de l'Union africaine sur les Droits de l'Homme. Or, les Sociétés BSGR n'ont formé aucune demande dans cet arbitrage sur le fondement d'une prétendue violation de l'article 9 de la Constitution de la Guinée et de l'article 7-2 de la Charte de l'Union africaine sur les Droits de l'Homme. En effet, bien que ces textes soient mentionnés au § 320 du Mémoire en Demande, les Sociétés BSGR ne forment aucune demande à cet égard sur le fondement du Code des Investissements, du Code Minier 1995, de la Loi BOT et de la Convention de Base de Zogota. Les documents demandés ne sont donc pas pertinents au regard de l'affaire et déterminants quant à son issue.</p>
Reply to Objections to Document Request	BSGR notes Guinea's objections. BSGR is, however, not permitted to respond pursuant to Article 16.3 of PO 1. BSGR maintains its request and asks the Tribunal to order Guinea to produce the requested documents.
Tribunal's Decision	DENIED

	The Tribunal tends to agree that the matters which the documents requested seek to address are legal in nature and, therefore, denies this request.
Décision du Tribunal	REJETÉE Le Tribunal est plutôt d'accord que les questions que les documents demandés cherchent à aborder sont de nature juridique et, par conséquent, rejette cette demande.

Request no. 30		
Document(s) or Category of Documents Requested	Documents in relation to attempts at achieving a settlement with the Respondent in 2011 and 2012 regarding the Simandou and Zogota iron ore projects including the involvement of: <ul style="list-style-type: none"> (a) Vale; (b) Soros, or his foundations; (c) Francois de Combret; (d) Michel Billard de la Motte; (e) Frederic Cilins; (f) Others 	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	CWS-3 ¶ 168; CWS-1 ¶ 45 C-0161; R-444.
	Comments	BSGR engaged in numerous unsuccessful settlement discussions with Respondent, Vale and third parties attempting to assist in brokering a deal, during 2011 and 2012. The documents are relevant and material to understanding whether Respondent’s engaging in settlement discussions was a bona fide intention to resolve the impasse, whether the issues were capable of resolution, the reasons for the settlement attempts failing, and what Respondent considered its alternatives to be where the matters remained unresolved.
Objections to Document Request	<p>Cette demande doit être rejetée car les documents demandés ne sont pas pertinents pour le règlement du différend (para. 16.1 de l’OP n° 1, art. 3.3(b), 3.7 et 9.2(a) des Règles IBA) et sont des documents confidentiels (para. 16.3 de l’OP n° 1, art. 9.3(b) des Règles IBA).</p> <p><u>En premier lieu</u>, les tentatives de règlement amiable du différend en 2011 et 2012, soit avant les travaux de la procédure de revue des titres et conventions miniers, n’ont aucune pertinence par rapport aux demandes des Sociétés BSGR. En effet, celles-ci n’ont soumis aucune demande relative à l’absence de bonne foi de la Guinée dans ces discussions. A cet égard, l’absence de toute référence des Sociétés BSGR à leur Mémoire en Demande est hautement parlante. En conséquence, les documents demandés ne sont pas pertinents au regard de l’affaire ni déterminants quant à son issue.</p> <p><u>En second lieu</u>, il est parfaitement établi que les documents créés dans le cadre d’une tentative de règlement amiable sont confidentiels. Selon la décision de la Cour Internationale de Justice dans l’affaire de l’Usine de Chorzów, « <i>la Cour ne saurait faire état des déclarations, admissions ou propositions qu’ont pu faire les Parties au cours des négociations directes qui ont eu lieu entre elles, lorsque ces négociations n’ont pas abouti à un accord complet</i> » (C.J.P.I. série A, n° 17, p. 51).</p>	

	<p>Cela est d'autant plus pertinent lorsque ces documents sont créés par l'intermédiaire d'avocats pour leurs clients, en raison du secret professionnel. Pour ces raisons, l'article 9.3(b) des Règles IBA dispose que dans l'appréciation des règles de confidentialité, le tribunal peut prendre en compte « <i>toute nécessité de protéger la confidentialité d'un Document ayant été créé, ou d'une déclaration ou communication orale ayant été faite, dans le contexte de négociations en vue de parvenir à un règlement amiable</i> ».</p>
<p>Reply to Objections to Document Request</p>	<p>BSGR notes Guinea's objections. BSGR's response is, however restricted pursuant to Article 16.3 of PO 1, to address the following objections:</p> <p>Guinea further objects on the basis of the confidentiality of the settlement negotiations. Article 9(3)(b) of the IBA Rules, on which Guinea relies, protects the confidentiality of a document created or statement or oral communication made in connection with settlement negotiations. This principle applies, however, only to the parties to settlement negotiations. BSGR, however, requests documents exchanged between Guinea and third parties, i.e. parties that are not part to the settlement negotiations, but discussing the settlement between BSGR and Guinea. Thus, the requested documents cannot be subject to the protection of confidentiality under Article 9(3)(b) of the IBA Rules.</p> <p>BSGR maintains its request and asks the Tribunal to order Guinea to produce the requested documents.</p>
<p>Tribunal's Decision</p>	<p>DENIED</p> <p>The Tribunal notes that the unsuccessful settlement negotiations in 2011 and 2012 are mentioned in the witness statements of Messrs. Steinmetz (CWS-1, ¶ 45) and Avidan (CWS-3, ¶ 168), but that no allegations are made in the Claimants' Memorial and no claim is raised arising from the failure of these settlement negotiations. Hence, the documents do not appear <i>prima facie</i> relevant.</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>REJETÉE</p> <p>Le Tribunal note que les négociations infructueuses en 2011 et 2012 sont mentionnées dans les déclarations de témoins de MM. Steinmetz (CWS-1, ¶ 45) et Avidan (CWS-3, ¶ 168), mais qu'aucune allégation n'est faite dans le Mémoire des Demanderesses et aucune prétention n'est formulée, découlant de l'échec de ces négociations de règlement amiable. Par conséquent, les documents ne semblent pas être pertinents <i>prima facie</i>.</p>

Request no. 31		
Document(s) or Category of Documents Requested	<p>All Documents in relation to:</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) the reasons for setting up the Technical Committee and to review and/or inquire all Mining rights holders in the Republic of Guinea; (b) the identification of rights holders whose titles or permits were reviewed; (c) the considerations and/or grounds for the decision and the decision to investigate the manner in which the Claimants obtained their mining rights; (d) the considerations and/or grounds for the decision not to review the Rio Tinto/Simfer mining permit; (e) the considerations and/or grounds for the decision not to review the Hyperdynamics concession; (f) the considerations and/or grounds for the decision not to review the Sable Mining permist following the Global Witness report into corruption; (g) the nomination of each member of the Technical Committee; (h) the envisioned source of funds for the “windfall mining revenue initially planned for 2012” (C-0167 p.12 & 13); (i) Respondent’s communications with press organisations regarding the Allegations Letter prior to it being transmitted to Claimants. 	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	CMRG ¶ 528, 533, 539, 542-543, 558-560, 1031-1032 C-0045; C-0046; C-0047; C-0167; R-444.
	Comments	<p>The Respondent asserts that the motivations, considerations and decision making in relation to review of the Claimants’ mining rights were legitimate and in accordance with the applicable legal framework. (CMRG ¶ 528, CMRG ¶558) However, the decision to review the Claimants Mining Permits was the result of Claimants’ refusal to comply with President Condé’s payment request.</p> <p>In an IMF report, the Respondent reported that an expected “<i>windfall mining revenue</i>” had not been received which had necessitated amendment to budget and monetary policies for 2012. (C-0167 p.12&13).</p> <p>The requested documents are relevant and material to prove that (i) the reasons for the constitution of the Technical Committee were simply politically motivated and not legally required (ii) the decision to review BSGR’s mining rights was arbitrary as other companies have not been subject to such review, like e.g. Sable Mining Africa, thus, resulting in an unequal treatment of Claimants and (iii) that the Committee was personally selected and controlled by the president Alpha Conde himself.</p>
Objections to Document Request	<p>Cette demande doit être rejetée car :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les documents demandés ne sont pas pertinents pour le règlement du différend (para. 16.1 de l’OP n° 1, arts. 3.3(b) et 9.2(a) des Règles IBA), 	

	<ul style="list-style-type: none">- la demande n'est pas suffisamment précise (para. 16.1 de l'OP n° 1, art. 3.3(a) des Règles IBA),- la demande est déraisonnable et exagérément contraignante et contreviendrait aux considérations d'économie de procédure, de proportionnalité et d'équité (para. 16.3 de l'OP n° 1, arts. 9.2(c) et (g) des Règles IBA) et,- de nombreux documents demandés sont confidentiels, ayant été préparés par des avocats pour le compte de leur client (para. 16.3 de l'OP n° 1, art. 9.2(e) des Règles IBA). <p><u>En premier lieu</u>, les documents demandés ne sont pas pertinents pour le règlement du différend pour les raisons suivantes.</p> <p>(a) La justification des Sociétés BSGR (selon laquelle cette demande permettrait de démontrer la motivation politique induite de la procédure de revue des titres et conventions minières ainsi que son caractère arbitraire au regard de la sélection des titres et conventions) repose sur des fondements factuels entièrement erronés :</p> <ul style="list-style-type: none">- la procédure de revue des titres et conventions minières n'est pas une création présidentielle mais, comme expliqué en détail dans le Contre-Mémoire, une procédure administrative adoptée par le législateur et mise en œuvre par le pouvoir exécutif conformément à ses attributions. La procédure de revue était prévue par le Code Minier 2011 et donc juridiquement requise (Contre-Mémoire, paras. 527-530, 1045).- la théorie des Sociétés BSGR selon laquelle les sociétés qui ont transigé avec l'Etat sur diverses questions ont été excusées de la revue est fautive puisque, comme démontré dans le Contre-Mémoire, les sociétés Rio Tinto et Rusal ont été soumises à la revue dès lors qu'elles étaient titulaires d'une convention minière (Contre-Mémoire, paras. 1076 et 1080).- l'exclusion de Sable Mining Africa de la revue des titres et conventions minières n'est encore une fois pas pertinente dès lors que la société n'avait pas conclu de convention minière avec l'Etat au moment de l'adoption du Code Minier 2011 et était donc soumise immédiatement à la nouvelle législation, contrairement aux sociétés titulaires de conventions minières pré-Code Minier 2011 (Pièce RL-18, art. 217-I). La revue ne s'appliquait pas à Sable Mining Africa pour des raisons juridiques évidentes.- outre le caractère nouveau de cet élément factuel, l'exclusion de Hyperdynamics de la revue des titres et conventions minières ne démontrerait en rien le caractère arbitraire de la revue dès lors que les droits détenus par cette société sont pétroliers et non minières – la législation minière exclut de son champ le secteur pétrolier. Ainsi, la revue ne s'appliquait pas à Hyperdynamics pour des raisons juridiques évidentes.
--	--

	<p>En d'autres termes, les justifications factuelles de cette demande de production des Sociétés BSGR sont fondées sur (i) une répétition d'éléments faux voire mensongers qu'elles n'ont toujours pas prouvé à ce stade de la procédure et qui ont même été largement démentis par la Guinée dans son Contre-Mémoire et sur le fondement de pièces justificatives concrètes, ou sur (ii) des éléments nouveaux sans aucun lien avec la procédure de revue des titres et conventions <i>miniers</i>.</p> <p>A cet égard, il convient de noter que les pièces C-45, C-46 et C-47 citées en référence n'ont aucun lien avec la procédure de revue.</p> <p>(b) D'autre part, les Sociétés BSGR se réfèrent à une pièce C-167 entièrement nouvelle pour fonder leur demande n° 31(h).</p> <p>Or, conformément aux articles 15.2 et 17.1 de l'Ordonnance de procédure n° 1, il appartenait aux Sociétés BSGR de développer l'ensemble de leurs arguments de fait et de droit dans leur Mémoire en Demande et de verser toutes les pièces pertinentes au soutien de leur Mémoire en Demande.</p> <p>Dès lors qu'elles n'ont pas soumis au Tribunal les allégations relatives à ce « <i>windfall mining revenue</i> » et qu'elles ont délibérément omis de verser le rapport du FMI alors en leur possession lors du premier échange d'écritures, les Sociétés BSGR ne sauraient aujourd'hui prétendre à la pertinence des documents demandés.</p> <p>(c) La Guinée note en outre que la demande n° 31(g) a déjà largement été traitée dans son Contre-Mémoire. Le seul document pertinent non versé à la procédure est le décret de nomination des membres <u>qui est publiquement disponible sur le site internet du Comité Technique</u>, comme de nombreux autres documents relatifs à la procédure de revue. Le fait que l'autorité de nomination du Comité Technique soit le Président de la République ne démontre en tout état de cause aucun « contrôle » de celui-ci sur les membres du Comité Technique.</p> <p>(d) La Guinée note par ailleurs que les Sociétés BSGR ne fournissent aucune explication concernant la pertinence de leur demande n° 31(i), de sorte que la Guinée n'est pas en mesure de déterminer si elle accepte cette demande ou y objecte. La Guinée se réserve donc le droit de former une objection ultérieurement dans la mesure où les Sociétés BSGR préciseraient leur demande dans leur réponse.</p> <p>En conséquence, les documents demandés ne sont pas pertinents au regard de l'affaire ni déterminants quant à son issue.</p> <p><u>En deuxième lieu</u>, la demande n'est pas suffisamment précise en ce qu'elle porte sur « <i>tous les documents</i> » relatifs à l'élaboration de la procédure de revue soit plus d'une année de travaux impliquant de nombreuses personnes au sein de l'Etat ainsi que des bailleurs de fonds qui ont soutenu la création de cette procédure.</p>
--	---

	<p>En conséquence, la demande ne contient pas de description suffisamment précise, complète et détaillée des documents et/ou catégories de documents que la Guinée devrait identifier et produire.</p> <p><u>En troisième lieu</u>, le caractère général de la demande décrit ci-avant et la longue période visée imposeraient un fardeau excessif à la Guinée. Il serait également contraire aux considérations d'économie procédurale d'exiger de la Guinée qu'elle recherche et identifie dans un délai si court un tel volume de documents et ce d'autant plus qu'ils n'auraient pas de pertinence pour le règlement du différend.</p> <p><u>En quatrième et dernier lieu</u>, la mise en place de la procédure de revue et les travaux du Comité Technique ont été appuyés par des avocats de la République de Guinée de sorte que nombre des documents demandés par les Sociétés BSGR sont couverts par le secret professionnel.</p>
<p>Reply to Objections to Document Request</p>	<p>Guinea accepts request 31(g) and indicates to have produced the responsive documents that it has found so far other than those publicly available. As Guinea has not indicated that it is continuing its searches, BSGR assumes that Guinea's searches are completed. If BSGR's assumption is incorrect, Guinea must indicate when it will have completed its searches and produce any additional responsive documents found. In the light of Guinea's response, no further decision from the Tribunal is required at this stage in relation to request 31(g).</p> <p>BSGR notes Guinea's objections. BSGR's response is, however, restricted pursuant to Article 16.3 of PO 1, to address the following objections:</p> <p>Guinea objects on the basis of the confidentiality of the requested documents asserting that “a lot of documents” were prepared by Respondents’ lawyers and are therefore, protected under the IBA Rules (Article 9(2)(e) of the IBA Rules). However, this specific IBA Rule relates to grounds of commercial or technical confidentiality (Article 9(2)(e) of the IBA Rules). Guinea fails to establish how the requested documents are subject to commercial or technical confidentiality. Thus, this objection must fail.</p> <p>Guinea also objects that the request would be too burdensome and contrary to procedural efficiency and that it would require more time to do the searches. This is not credible. First, the request is limited in time and subject. Second, if Guinea requires more time to produce the requested documents, the appropriate response is an extension of time, not the outright rejection of the request.</p> <p>BSGR maintains its request and asks the Tribunal to order Guinea to produce the requested documents.</p>
<p>Tribunal's Decision</p>	<p>NO DECISION REQUIRED FOR 31(g); DENIED FOR 31(e), (h) and (i); GRANTED FOR OTHERS</p> <p>Regarding 31(e), h, and (i), the relevance of the documents sought is not sufficiently established. As for the other requests,</p>

	<p>the Tribunal accepts that the documents sought appear to be <i>prima facie</i> relevant, that the requests are sufficiently specific and not too burdensome. To the extent documents may be protected by confidentiality, the Respondent may redact commercially confidential information as necessary and appropriate or provide a privilege log in the form of the table in Annex C.</p>
Décision du Tribunal	<p>PAS DE DÉCISION REQUISE POUR LA DEMANDE 31(g) ; LES DEMANDES 31(e), (h) ET (i) SONT REJETÉES ; LES AUTRES SONT ACCORDÉES</p> <p>En ce qui concerne les demandes 31(e), (h), et (i), la pertinence des documents demandés n'est pas suffisamment établie. Quant aux autres demandes, le Tribunal accepte que les documents demandés semblent être pertinents <i>prima facie</i>, que les demandes sont suffisamment spécifiques et pas excessivement contraignantes. Si des documents étaient protégés par la confidentialité, la Défenderesse pourra caviarder les informations commerciales de nature confidentielle lorsque cela est nécessaire et approprié ou fournir un registre confidentiel sous la forme du tableau figurant en Annexe C.</p>

Request no. 32		
Document(s) or Category of Documents Requested	Documents exchanged between the members of the Technical Committee and president Alpha Condé or any other member of Alpha Condé’s government dealing with the review of BSGR’s Mining Permits between the date of their nomination until the submission of their conclusion on BSGR’s rights, i.e. on 21 March 2014.	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	CMRG ¶540, 1028, 1032 CWS-3 ¶ 94.10; CWS-7 ¶ 26.4.10
	Comments	<p>The Technical Committee seems to be President Condé’s “legal” arm, established and controlled by him in order to ensure the revocation of Claimants’ mining rights. Respondent itself seems to admit that the Technical Committee was not an independent body (CMRG ¶ 1028).</p> <p>The requested documents are material and relevant as they will demonstrate that the Technical Committee was not established as an independent body and that its members were not impartial. The documents will demonstrate that Alpha Condé had control over the appointment of each and every member of the Committee and that the Committee was taking orders from the president and was directly reporting back to the president. The documents will further demonstrate that mandate of the Technical Committee was to make sure that the investigations led to the loss for BSGR of its Mining Permits.</p>
Objections to Document Request	<p>La Guinée comprend des commentaires des Sociétés BSGR que cette demande n’inclut pas toutes les communications officielles entre les membres du Comité Technique et le Comité Stratégique, qui représenteraient un volume important de documents contenant de nombreuses informations sans pertinence pour le présent différend.</p> <p>Sous réserve de cette précision, la Guinée n’a pas d’objection à cette demande de production.</p> <p>Cependant, sur la base des recherches diligentées par l’Etat, y compris après une visite sur place par ses conseils, aucun document répondant à cette demande n’a pu être trouvé à ce jour. La Guinée poursuit ses recherches.</p>	
Reply to Objections to Document Request	BSGR rejects Guinea’s attempt to narrow the scope of the request, and requires all responsive documents to be produced as requested. Guinea accepts this request (subject to its amendment) and indicates that it has not found any responsive documents so far and that it continues its searches. Guinea must indicate what additional searches it is conducting and when these additional searches will be completed.	
Tribunal's Decision	<p>NO DECISION REQUIRED</p> <p>The Tribunal notes that the Respondent continues its search and expects Guinea to produce any responsive documents it may retrieve. The Tribunal accepts Guinea’s proposed limitation of scope to avoid an undue burden.</p>	

Décision du Tribunal	PAS DE DECISION REQUISE Le Tribunal note que la Défenderesse poursuit ses recherches et attend de la Guinée qu'elle produise tous documents pertinents qu'elle pourra recueillir. Le Tribunal accepte la proposition de restriction du champ d'application proposée par la Guinée pour éviter un fardeau excessif.
-----------------------------	--

Request no. 33		
Document(s) or Category of Documents Requested	Documents which the Technical Committee relied upon in preparing the Allegations Letter, including the names and titles of the anonymous 15 sources coded in the DLA report on which it based its allegations against BSGR (G1 to G5, O1 to O10)	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	CM ¶7-9, 123 CMRG ¶ 623 CWS-5 ¶ 112 C-0064; C-0168; R-444.
	Comments	Respondent and the Technical Committee fail to sufficiently explain the basis for the allegations and findings against BSGR. The allegations and findings are mainly based on the unreliable evidence provided by Mamadie Touré. Her statement cannot be the sole reason to justify the revocation of BSGR’s mining rights. The documents are material and relevant to prove that the findings of the Technical Committee were based on fabricated evidence and false or non-existent witness statements. The requested documents shall prove that the findings of the Technical Committee were not justified by fact or law and that Claimants' Mining Permits have been taken illegally.
Objections to Document Request	<p>Cette demande doit être rejetée car :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les documents demandés se trouvent déjà dans la possession des Sociétés BSGR (art. 3.3(c)(i)) ; – certains des documents demandés sont confidentiels, ayant été préparés par des avocats pour le compte de leur client (para. 16.3 de l’OP n° 1, art. 9.2(e) des Règles IBA) ; et – les documents demandés ne sont en tout état de cause pas pertinents pour le règlement du différend (para. 16.1 de l’OP n° 1, art. 3.3(b), 3.7 et 9.2(a) des Règles IBA). <p><u>En premier lieu</u>, tous les documents sur lesquels le Comité Technique s’est fondé pour l’élaboration de ses conclusions (« <i>findings</i> ») sont joints à la Recommandation du Comité Technique communiquée à BSGR Guinée et non à la Lettre d’Allégations, de sorte que ces documents se trouvent déjà en la possession des Sociétés BSGR.</p> <p><u>En deuxième lieu</u>, les Sociétés BSGR se réfèrent à une nouvelle pièce C-168. Il s’agit à l’évidence d’un projet d’un rapport confidentiel préparé par DLA Piper pour son client. Ce document est couvert par le secret professionnel des avocats. A cet égard, la Guinée réitère sa demande aux Sociétés BSGR d’expliquer les circonstances dans lesquelles elles ont obtenu copie de ce document (Contre-Mémoire, para. 564 ; Demande de production de document de la Guinée, demande n° 32). Le nom et titre des quinze personnes identifiées dans ce document en tant que « sources » sont des informations protégées par le secret professionnel.</p>	

	<p><u>En troisième et dernier lieu</u>, les documents demandés ne sont pas pertinents pour le règlement du différend. En effet, comme indiqué dans le Contre-Mémoire, les Sociétés BSGR ont versé ce document comme pièce dans l'Arbitrage LCIA, de sorte qu'elles sont en possession de ce document depuis le 1^{er} juillet 2015 au moins (Contre-Mémoire, para. 563 ; Pièce R-378).</p> <p>Or, conformément aux art. 15.2 et 17.1 de l'Ordonnance de procédure n° 1, il appartenait aux Sociétés BSGR de développer l'ensemble de leurs arguments de fait et de droit dans leur Mémoire en Demande et de verser toutes les pièces pertinentes au soutien de leur Mémoire en Demande.</p> <p>Dès lors que les Sociétés BSGR n'ont pas soumis au Tribunal d'allégations détaillées ni de demandes fondées sur le rapport de DLA Piper et ont délibérément omis de verser ce rapport, qu'elles savaient être un document confidentiel protégé par le secret professionnel des avocats, dont il semble qu'elles se sont procurées une copie en rémunérant des intermédiaires (Contre-Mémoire, paras. 564 et 582 ; Pièce R-36) et dont elles étaient en possession lors du premier échange d'écritures, les Sociétés BSGR ne sauraient aujourd'hui prétendre à la pertinence des documents demandés. En conséquence, les documents demandés ne sont pas pertinents au regard de l'affaire ni déterminants quant à son issue.</p>
<p>Reply to Objections to Document Request</p>	<p>BSGR notes Guinea's objections. BSGR's response is, however restricted pursuant to Article 16.3 of PO 1, to address the following objections:</p> <p>Guinea objects on the basis that the requested documents are confidential, therewith relying on Article 9(2)(e) of the IBA Rules. This objection has to be rejected. Guinea fails to substantiate how the requested documents would be subject to commercial or technical confidentiality. Further, Guinea alleges that the 15 persons are subject to the "professional secrecy" rules without identifying the nature and source of the privilege that it relies on. It also fails to establish that such privilege is recognized in international arbitration proceedings. Guinea is requested to provide for each of the apparently 15 anonymous witnesses, the professional secrecy rule it relies on. If Guinea fails to do so, BSGR respectfully requests the Tribunal to order Guinea to release the names and titles of the 15 anonymous sources.</p> <p>In these circumstances, BSGR maintains its request and asks the Tribunal to order Guinea to produce the requested documents.</p>
<p>Tribunal's Decision</p>	<p>GRANTED IN PART</p> <p>The Tribunal takes note of the Respondent's statement that the Claimants are already in possession of documents appended to the Recommendation of the Technical Committee dated 21 March 2014. However, the Tribunal is of the view that these</p>

	<p>documents do not necessarily correspond to the documents on which the Technical Committee relied upon in preparing the Allegations Letter dated 30 October 2012. Accordingly, the Tribunal is of the view that the request is sufficiently specific and that the requested documents appear <i>prima facie</i> relevant.</p> <p>With respect to the names and titles of the anonymous 15 sources coded in the DLA report, the request is denied since Exh. C-0168 is not part of the record.</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>ACCORDÉE EN PARTIE</p> <p>Le Tribunal note la déclaration faite par la Défenderesse selon laquelle les Demanderesses sont déjà en possession des documents annexés à la Recommandation du Comité Technique en date du 21 mars 2014. Toutefois, le Tribunal estime que ces documents ne correspondent pas forcément aux documents sur lesquels le Comité Technique s’est appuyé pour préparer la Lettre d’Allégations datée du 30 octobre 2012. Par conséquent, le Tribunal conclut que la demande est suffisamment spécifique et que les documents demandés semblent être pertinents <i>prima facie</i>.</p> <p>En ce qui concerne les noms et titres des 15 sources anonymes codées dans le rapport DLA, la demande est rejetée puisque la pièce C-0168 ne fait pas partie du dossier.</p>

Request no. 34		
Document(s) or Category of Documents Requested	Documents exchanged between the government and the judicial authorities and the Guinean prosecutor between January 2013 and 31 December 2014 in relation to the arrest, detention, interrogation, indictment, prosecution and criminal proceedings of Issiaga Benjamin Bangoura and Ibrahima Sory Touré.	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	CWS-3 ¶103 CMRG ¶689, 690 R-425.
	Comments	<p>Issiaga Benjamin Bangoura and Ibrahima Sory Touré, two of BSGR’s former employees, were arrested in Guinea on 22 April 2013 for obscure reasons, held in appalling conditions for a period of 7 months and were (are still) prosecuted for passive corruption.</p> <p>Claimants' position is that their arrest and being charged with criminal offences was a politically motivated action, demonstrating Respondent’s interference in the Guinean judicial system.</p> <p>The requested documents are relevant and material to establish that the real motivation for the decision to arrest those two former BSGR’s employees was not legitimate. It was a politically motivated decision without legal basis.</p>
.Objections to Document Request	<p>Cette demande doit être rejetée car les documents demandés sont des documents confidentiels (para. 16.3 de l’OP n° 1, art. 9.2(e) des Règles IBA) et ne sont pas pertinents pour le règlement du différend (para. 16.1 de l’OP n° 1, art. 3.3(b), 3.7 et 9.2(a) des Règles IBA).</p> <p><u>En premier lieu</u>, s’il y a eu des échanges entre les autorités judiciaires et le gouvernement guinéen, ces échanges sont intervenus dans le cadre de l’instruction pénale qui est en cours. Il s’agit donc de documents confidentiels couverts par le secret de l’instruction.</p> <p><u>En second lieu</u>, les Sociétés BSGR n’ont soumis aucune demande relative à l’arrestation de deux employés dans ses écritures. A cet égard, l’absence de référence à leur Mémoire en Demande est hautement parlante.</p> <p>Or, conformément à l’article 15.2 de l’Ordonnance de procédure n° 1, il appartenait aux Sociétés BSGR de développer l’ensemble de leurs arguments de fait et de droit dans leur Mémoire en Demande.</p> <p>Dès lors qu’elles n’ont pas soumis au Tribunal d’allégations détaillées ni de demandes fondées sur ces éléments, les Sociétés BSGR ne sauraient aujourd’hui prétendre à la pertinence des documents demandés.</p>	

	<p>En conséquence, les documents demandés ne sont pas pertinents au regard de l’affaire ni déterminants quant à son issue.</p>
Reply to Objections to Document Request	<p>BSGR notes Guinea's objections. BSGR's response is, however, restricted pursuant to Article 16.3 of PO 1, to address the following objections:</p> <p>Guinea objects on the basis that the requested documents are confidential. Guinea relies on Article 16.3 of PO 1 and Article 9(2)(e) of the IBA Rules. Guinea, however, fails to explain how the requested documents are subject to technical and commercial confidentiality. Furthermore, Guinea claims confidentiality on the basis that the documents were exchanged between the government and the prosecutor. Again, Guinea does not provide any legal basis for this objection. Guinea's confidentiality claims have to be rejected.</p> <p>In these circumstances, BSGR maintains its request and asks the Tribunal to order Guinea to produce the requested documents.</p>
Tribunal's Decision	<p>DENIED</p> <p>The Claimants do not appear to have made allegations and claims based on the arrest and detention of these two employees. In addition, the Respondent invokes the secrecy of ongoing investigations.</p>
Décision du Tribunal	<p>REJETÉE</p> <p>Les Demanderesses ne semblent pas avoir formulé d’allégations et de demandes fondées sur l’arrestation et la détention de ces deux employés. De plus, la Défenderesse invoque le secret des enquêtes en cours.</p>

Request no. 35	
Document(s) or Category of Documents Requested	Documents exchanged between the government, law enforcement agencies, judicial authorities and /or the Guinean prosecutor between January 2013 and September 2013 in relation to: (a) the arrest, detention, prosecution and / or criminal proceedings of four Israeli nationals claimed to be associated with BSGR, including Mr. Kenan; (b) alleged coup against President Condé involving Israeli business men and / or BSGR.
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions
	Comments
Objections to Document Request	<p>Cette demande doit être rejetée car les documents demandés sont des documents confidentiels (para. 16.3 de l'OP n° 1, art. 9.2(e) des Règles IBA) et ne sont pas pertinents pour le règlement du différend (para. 16.1 de l'OP n° 1, arts. 3.3(b) et 9.2(a) des Règles IBA).</p> <p><u>En premier lieu</u>, dans la mesure où une enquête ou instruction aurait été ouverte et demeure en cours, tout échange et document relevant de cette enquête ou instruction sont des documents confidentiels couverts par le secret de l'instruction.</p> <p><u>En second lieu</u>, les Sociétés BSGR n'ont soumis aucune allégation ni aucune demande relative à l'arrestation d'Israéliens en Guinée dans leurs écritures. A cet égard, l'absence de référence à leur Mémoire en Demande est hautement parlante. Or, conformément à l'article 15.2 de l'Ordonnance de procédure n° 1, il appartenait aux Sociétés BSGR de développer l'ensemble de leurs arguments de fait et de droit dans leur Mémoire en Demande.</p> <p>Dès lors qu'elles n'ont pas soumis au Tribunal d'allégations détaillées ni de demandes fondées sur ces éléments, les Sociétés BSGR ne sauraient aujourd'hui prétendre à la pertinence des documents demandés.</p> <p>En conséquence, les documents demandés ne sont pas pertinents au regard de l'affaire ni déterminants quant à son issue.</p>
Reply to Objections to Document Request	BSGR notes Guinea's objections. BSGR's response is, however, restricted pursuant to Article 16.3 of PO 1, to address the following objections:

	<p>Guinea objects to this request on the basis that the requested documents are confidential. Guinea relies on Article 16.3 of PO 1 and Article 9(2)(e) of the IBA Rules. Guinea, fails to explain how the requested documents can be subject to technical and commercial confidentiality. Further, Guinea claims confidentiality on the basis that documents exchanged in an ongoing investigation are covered by confidentiality. Again, Guinea does not provide any legal basis for this objection. BSGR does not request documents in an ongoing investigation. The request refers to documents between January 2013 and September 2013. Guinea's confidentiality claim must be rejected.</p> <p>In these circumstances, BSGR maintains its request and asks the Tribunal to order Guinea to produce the requested documents.</p>
<p>Tribunal's Decision</p>	<p>DENIED</p> <p>For the same reasons as those set out in Request No. 34 above.</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>REJETÉE</p> <p>Pour les mêmes raisons que celles invoquées pour la Demande No. 34 ci-dessus.</p>

Request no. 36		
Document(s) or Category of Documents Requested	<p>Documents between January 2011 – June 2016 relating to:</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) Seeking, obtaining and considering evidence from Mamadie Touré and/or her husband A Cissé; (b) Providing direct or indirect payments to Mamadie Touré and/or her husband A Cissé; (c) meetings between Mamadie Touré and Mamoudou Kouyaté during the period 1 January 2012 and 31 December 2013; (d) transfer of funds to Mamadie Touré by Mamoudou Kouyaté; (e) Immunity from prosecution offered or provided to Mamadie Touré; (f) Decision not to prosecute or conduct criminal investigations or proceedings against Mamadie Touré; (g) Communications between Samuel Mebiame and the Respondent in relation to Mamadie Touré and/or her husband A Cissé 	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	<p>CM ¶123, 332(ii) & (iv) CMRG ¶ 623 CWS-3 ¶ 107, 123, 152 C-0028 ¶76.2, 79; C-0064; C-0074.</p>
	Comments	<p>Respondent and in particular the Technical Committee relied heavily on the allegations of Mamadie Touré set out in an affidavit, that she colluded with BSGR to obtain mining rights, yet Mamadie Touré’s evidence has not been scrutinized by cross examination and is tainted by the opacity surrounding her communications with Respondent.</p> <p>Mamadie Touré’s meetings with, and receipt of payments from Mamoudou Kouyate, President Alpha Condé’s adviser since his election in 2010 weakens the strength of her allegations and declarations.</p> <p>The requested documents are relevant and material to demonstrate that the allegations made against BSGR in Mamadie Touré’s witness statement were influenced by the president and his entourage. The documents will prove that Mamadie Touré has been in close contact with Condé’s government and has been working together with the government to find legitimate reasons to revoke BSGR’s Mining Permits. The documents will further prove that Mamadie Touré’s witness statement is unreliable and untested evidence that should not be given any credibility.</p>
Objections to Document Request	<p>La Guinée ne présente pas d’objection générale à la pertinence de la présente demande de production, estimant plus utile de répondre ci-après aux différents paragraphes de la demande.</p> <p>S’agissant de la <u>demande n° 36(a)</u>, cette demande doit être rejetée car les documents demandés sont des documents confidentiels (para. 16.3 de l’OP n° 1, art. 9.2(e) des Règles IBA) et car la demande n’est pas suffisamment précise (para. 16.1 de l’OP n° 1, art. 3.3(a) des Règles IBA). En outre, la demande est déraisonnable et exagérément contraignante et contreviendrait aux considérations d’économie de procédure, de proportionnalité et d’équité (para. 16.3 de l’OP n° 1, arts. 9.2(c) et (g) des Règles IBA).</p>	

	<p>D'une part, dans la mesure où la demande viserait les démarches des autorités judiciaires dans la recherche de preuves, les documents demandés sont confidentiels. L'instruction pénale des faits en cause est toujours en cours. Par conséquent, tous documents relatifs à l'instruction sont des documents confidentiels couverts par le secret de l'instruction.</p> <p>D'autre part, dans la mesure où la demande viserait des démarches de l'Etat dans la recherche de preuves pour les besoins de la présente procédure, la demande est insuffisamment précise car elle n'identifie aucune personne au sein de l'Etat qui aurait pu effectuer ces démarches et ne contient pas de description suffisamment précise, complète et détaillée des documents et/ou catégories de documents que la Guinée devrait identifier et produire. Dans la mesure où l'Etat a été appuyé par ses avocats dans la recherche de preuves pour les besoins de la présente procédure, ces documents sont en tout état de cause protégés par le secret professionnel.</p> <p>Le caractère général de la demande imposerait en outre un fardeau excessif à la Guinée. Il serait également contraire aux considérations d'économie procédurale d'exiger de la Guinée qu'elle recherche et identifie dans un délai si court un tel volume de documents.</p> <p>S'agissant des <u>demandes n° 36(b) et (d)</u>, cette demande doit être rejetée car les documents demandés se trouvent déjà en la possession des Sociétés BSGR (art. 3.3(c)(i)). En effet, BSGR a versé une copie des documents demandés comme pièces à l'appui de ses dernières écritures soumises en juillet 2016 dans l'Arbitrage LCIA. En tout état de cause, la Guinée poursuit ses recherches pour identifier tout document additionnel répondant à cette demande.</p> <p>S'agissant de la <u>demande n° 36(c)</u>, cette demande doit être rejetée car les documents ne sont pas pertinents pour le règlement du différend (para. 16.1 de l'OP n° 1, art. 3.3(b), 3.7 et 9.2(a) des Règles IBA) et se trouvent déjà dans la possession des Sociétés BSGR (art. 3.3(c)(i) des Règles IBA).</p> <p>En effet, les Sociétés BSGR ont, dans le cadre de la production de documents dans l'Arbitrage LCIA, produit une déclaration de Mamoudou Kouyaté concernant ses réunions avec Mme Touré. Or, elles n'ont pas versé ce document dans le présent arbitrage et n'ont fait aucune allégation concernant des réunions entre M. Kouyaté et Mme Touré de nature à affecter la crédibilité de la déclaration de Mme Touré.</p> <p>Or, conformément aux articles 15.2 et 17.1 de l'Ordonnance de procédure n° 1, il appartenait aux Sociétés BSGR de développer l'ensemble de leurs arguments de fait et de droit dans leur Mémoire en Demande et de verser toutes les pièces pertinentes au soutien de leur Mémoire en Demande.</p> <p>Dès lors que les Sociétés BSGR n'ont pas soumis au Tribunal d'allégations détaillées concernant les réunions de M.</p>
--	---

	<p>Kouyaté avec M. Touré et ont délibérément omis de verser l’attestation de M. Kouyaté alors en leur possession lors du premier échange d’écritures, les Sociétés BSGR ne sauraient aujourd’hui prétendre à la pertinence des documents demandés.</p> <p>En conséquence, les documents demandés ne sont pas pertinents au regard de l’affaire ni déterminants quant à son issue. S’agissant de la <u>demande n° 36(e)</u>, la Guinée note qu’il n’existe aucun document pertinent puisqu’il n’existe pas, en droit guinéen, de procédure d’immunité contre des poursuites pénales.</p> <p>Dans la mesure où la demande concerne de tels accords d’immunité entre Mme Touré et des autorités judiciaires étrangères, la demande doit être rejetée car les documents demandés ne sont pas en possession et sous le contrôle de la Guinée (art. 3.4 et 3.7 des Règles IBA).</p> <p>S’agissant de la <u>demande n° 36(f)</u>, la demande doit être rejetée car les documents demandés sont des documents confidentiels (para. 16.3 de l’OP n° 1, art. 9.2(e) des Règles IBA).</p> <p>L’instruction pénale des faits en cause est toujours en cours. Ainsi, tous les documents relatifs à celle-ci sont des documents confidentiels couverts par le secret de l’instruction.</p> <p>S’agissant de la <u>demande n° 36(g)</u>, la demande doit être rejetée car les documents demandés ne sont pas pertinents pour le règlement du différend (para. 16.1 de l’OP n° 1, art. 3.3(b), 3.7 et 9.2(a) des Règles IBA), car la demande n’est pas suffisamment précise (para. 16.1 de l’OP n° 1, art. 3.3(a) et 3.7 des Règles IBA). En outre, la demande est déraisonnable et exagérément contraignante et contreviendrait aux considérations d’économie de procédure, de proportionnalité et d’équité (para. 16.3 de l’OP n° 1, arts. 9.2(c) et (g) des Règles IBA).</p> <p><u>En premier lieu</u>, les documents demandés ne sont pas pertinents pour le règlement du différend car les Sociétés BSGR n’ont fait aucune allégation dans leurs écritures relatives aux liens entre Samuel Mebiame et Mme Touré et/ou son époux. A cet égard, l’absence de toute mention de M. Mebiame dans les paragraphes du Mémoire en Demande cités en référence est hautement parlante.</p> <p>Or, conformément à l’article 15.2 de l’Ordonnance de procédure n° 1, il appartenait aux Sociétés BSGR de développer l’ensemble de leurs arguments de fait et de droit dans leur Mémoire en Demande.</p> <p>Dès lors qu’elles n’ont pas soumis au Tribunal d’allégations détaillées ni de demandes fondées sur ces éléments, les Sociétés BSGR ne sauraient aujourd’hui prétendre à la pertinence des documents demandés.</p>
--	---

	<p>En conséquence, les documents demandés ne sont pas pertinents au regard de l’affaire ni déterminants quant à son issue.</p> <p><u>En deuxième lieu</u>, la demande n’est pas suffisamment précise en ce qu’elle exigerait de l’Etat qu’il recherche toutes communications entre l’Etat et Samuel Mebiame relatives à Mme Touré et/ou M. Cissé sur une période de près de six ans, alors que M. Mebiame est un homme d’affaires qui a pu entrer en relation avec des dizaines, voire des centaines, de personnes au sein de l’administration de l’Etat guinéen.</p> <p>En conséquence, la demande ne contient pas de description suffisamment précise, complète et détaillée des documents et/ou catégories de documents que la Guinée devrait identifier et produire.</p> <p><u>En troisième et dernier lieu</u>, le caractère général de la demande et la période visée de près de six ans, telles que décrites ci-avant, imposeraient un fardeau excessif à la Guinée. Il serait également contraire aux considérations d’économie procédurale d’exiger de la Guinée qu’elle recherche et identifie dans un délai si court un tel volume de documents et ce d’autant plus qu’ils n’auraient pas de pertinence pour le règlement du différend.</p>
<p>Reply to Objections to Document Request</p>	<p>BSGR notes Guinea's objections with respect to request 36(a). BSGR's response is, however, restricted pursuant to Article 16.3 of PO 1, to address the following objections:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Guinea objects on the basis of the confidentiality of the requested documents. Guinea relies on Article 16.3 of PO 1 and 9(2)(e) of the IBA Rules asserting that all the documents relating to the investigations were confidential. However, investigations by government bodies are not protected under the IBA Rules and are certainly not subject to commercial or technical confidentiality as Guinea tries to argue (Article 9(2)(e) of the IBA Rules). To the extent Guinea refers to having been supported by lawyers in relation to request 36(a), it has failed to specifically assert the nature and source of the legal privilege it relies on with respect to the requested documents; - Guinea further objects that the request would be too burdensome. BSGR disagree. The persons, who sought, obtained and considered the evidence of Mamadie Touré and / or A Cisse should be easily identifiable and any responsive documents, limited in number. If Guinea requires more time to produce the requested documents, the appropriate response is to request an extension of time, not the outright rejection of the request. - Under these circumstances, BSGR maintains its request. <p>In relation to request 36(b) and (d) BSGR notes Guinea's objections. As BSGR is restricted by Article 16.3 of PO1 to respond, the Tribunal is requested to order Guinea to produce the requested documents.</p> <p>In relation to request 36(c) BSGR notes Guinea's objections. As BSGR is restricted by Article 16.3 of PO1 to respond, the Tribunal is requested to Guinea to produce the requested documents.</p>

	<p>Guinea accepts request 36(e) but indicates that it has no responsive documents. At this stage, no further decision from the Tribunal is required.</p> <p>BSGR notes Guinea's objections with respect to request 36(f). BSGR's response is, however, restricted pursuant to Article 16.3 of PO 1, to address the following objections:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Guinea relies on Article 16.3 of PO 1 and 9(2)(e) of the IBA Rules asserting that all the documents relating to criminal investigations are confidential. However, criminal investigations are not protected under the IBA Rules and are certainly not subject to commercial or technical confidentiality as Guinea tries to argue (Article 9(2)(e) of the IBA Rules). Furthermore, Guinea does not provide the legal basis for its claim that ongoing criminal investigations are confidential. Guinea must confirm the legal basis for its claim and provide an official confirmation by the investigating authorities that Mamadie Toure is subject to ongoing criminal investigations. - Under these circumstances, BSGR maintain their request. <p>BSGR note Guinea's objections with respect to request 36(g). BSGR's response is, however, restricted pursuant to Article 16.3 of PO 1, to address the following objections:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Guinea objects that the request would be too burdensome. If Guinea requires more time to produce the requested documents, the appropriate response is an extension of time, not the outright rejection of the request. - BSGR maintains its request, in particular in the light of the recent developments explained BSGR's letter dated 22 August 2016.
<p>Tribunal's Decision</p>	<p>NO DECISION REQUIRED FOR REQUEST 36(e); DENIED FOR REQUEST 36(a), (f)-(g); GRANTED IN PART FOR REQUESTS 36(b)-(d)</p> <p>With respect to request 36(a), the Tribunal accepts the Respondent's objections based on the secrecy of criminal proceedings. It also accepts the Respondent's objection that documents prepared for the present arbitration with the help of its lawyers are covered by legal privilege. Accordingly, the Tribunal denies the request.</p> <p>With respect to requests 36(b) and (d), the Tribunal takes note of the Respondent's statements that the Claimants are already in possession of responsive documents which they filed in the LCIA arbitration. It also notes that Guinea continues its search of additional documents and invites it to submit any responsive documents which it may retrieve.</p> <p>With respect to request 36(c), the Tribunal notes that the requested documents appear <i>prima facie</i> relevant. However, the Tribunal also notes the Respondent's statement that the Claimants are in possession of the Kouyaté statement which they</p>

	<p>filed in the LCIA proceedings. Therefore, the Tribunal orders the production of responsive document, to the exception of the Kouyaté declaration.</p> <p>With respect to request 36(e), the Tribunal notes that no decision is required.</p> <p>With respect to request 36(f), the Tribunal takes note of the Respondent’s statement that the criminal investigation is still ongoing. On that basis, it accepts the Respondent’s objection that responsive documents are covered by the secrecy of criminal proceedings.</p> <p>With respect to request 36(g), the request appears insufficiently specific and is therefore denied.</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>PAS DE DÉCISION REQUISE POUR LA DEMANDE 36(e) ; LES DEMANDES 36(a), (f)-(g) SONT REJETÉES ; LES DEMANDES 36(b)-(d) SONT ACCORDÉES EN PARTIE</p> <p>En ce qui concerne la demande 36(a), le Tribunal accepte les objections soulevées par la Défenderesse fondées sur le secret des procédures pénales. Il accepte également l’objection soulevée par la Défenderesse selon laquelle les documents préparés pour les besoins du présent arbitrage avec l’aide de ses avocats sont protégés par le secret professionnel. Par conséquent, il rejette cette demande.</p> <p>En ce qui concerne les demandes 36(b) et (d), le Tribunal prend note des déclarations faites par la Défenderesse selon lesquelles les Demanderesses sont déjà en possession des documents pertinents qu’elles ont déposés dans l’arbitrage LCIA. Il note également que la Guinée poursuit sa recherche de documents supplémentaires et l’invite à soumettre tous documents pertinents qu’elle pourra localiser.</p> <p>En ce qui concerne la demande 36(c), le Tribunal note que les documents semblent être pertinents <i>prima facie</i>. Toutefois, le Tribunal note aussi l’affirmation de la Défenderesse selon laquelle les Demanderesses sont déjà en possession du témoignage de M. Kouyaté qu’elles ont déposé dans l’arbitrage LCIA. Par conséquent, le Tribunal ordonne la production de documents pertinents à l’exception du témoignage de M. Kouyaté.</p> <p>En ce qui concerne la demande 36(e), le Tribunal note qu’aucune décision n’est requise.</p> <p>En ce qui concerne la demande 36(f), le Tribunal note la déclaration faite par la Défenderesse selon laquelle l’enquête pénale est toujours en cours. Sur cette base, il accepte l’objection soulevée par la Défenderesse selon laquelle les documents pertinents sont protégés par le secret de l’enquête pénale.</p> <p>En ce qui concerne la demande 36(g), la demande apparaît comme n’étant pas suffisamment spécifique et est par</p>

	conséquent rejetée.
--	---------------------

Request no. 37		
Document(s) or Category of Documents Requested	In relation to the statement of Ghassan Boutros, all Documents between January 2011 – June 2011: <ul style="list-style-type: none"> (a) Seeking, obtaining and considering evidence from Ghassan Boutros, Adam Sidibe or LMS; (b) Providing direct or indirect payments to Ghassan Boutros, Adam Sidibe or LMS; (c) Immunity from prosecution offered or provided to Ghassan Boutros or Adam Sidibe; (d) Decision not to prosecute or conduct criminal investigations or proceedings against Ghassan Boutros, Adam Sidibe or LMS. (e) Any financial or other benefits, rewards, gifts, contracts, positions, rights or licenses granted to Boutros in 2013 - 2016. 	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	CMRG ¶ 387-389, 403-404, 405, 407, 414, 801 CWS-3 ¶ 157 R-270.
	Comments	Ghassan Boutros made a statement to the Swiss judicial authorities in relation to the criminal proceedings against BSGR. Mr Boutros alleges that he received payments from BSGR to be paid in turn, to Mamadie Touré. Claimants refute the allegations stating that “ <i>BSGR had nothing to do with the payments made to her through Ghassan Boutros. Her understanding that these payments "came from BSGR" is wrong. Mr Boutros was our main supplier in Guinea for machinery and various other equipment, including communications equipment</i> ” (CWS-3 (Asher Avidan) ¶ 157) Claimant’s position is that Mr. Boutros was put under the pressure of Respondent to state such false allegations. This statement also raises the issue of his own prosecution as he allegedly admits to have participated in a corruption scheme. The documents are relevant for clarifying whether Respondent exerted pressure on this witness to make him provide false statement.
Objections to Document Request	<p>S’agissant de la <u>demande n° 37(a)</u>, cette demande doit être rejetée car les documents demandés sont des documents confidentiels (art. 9.2(e) des Règles IBA) et car la demande n’est pas suffisamment précise (art. 3.3(a) et 3.7 des Règles IBA). En outre, la demande est déraisonnable et exagérément contraignante et contreviendrait aux considérations d’économie de procédure, de proportionnalité et d’équité (para. 16.3 de l’OP n° 1, arts. 9.2(c) et (g) des Règles IBA).</p> <p>D’une part, dans la mesure où la demande viserait les démarches des autorités judiciaires dans la recherche de preuves, les documents demandés sont confidentiels. L’instruction pénale des faits en cause est toujours en cours. Par conséquent, tous documents relatifs à l’instruction sont des documents confidentiels couverts par le secret de l’instruction.</p> <p>D’autre part, dans la mesure où la demande viserait des démarches de l’Etat dans la recherche de preuves pour les besoins de la présente procédure, la demande n’est pas suffisamment précise car elle n’identifie aucune personne au sein de l’Etat</p>	

	<p>qui aurait pu effectuer ces démarches et ne contient pas de description suffisamment précise, complète et détaillée des documents et/ou catégories de documents que la Guinée devrait identifier et produire. Dans la mesure où l’Etat a été appuyé par ses avocats dans la recherche de preuves pour les besoins de la présente procédure, ces documents sont en tout état de cause protégés par le secret professionnel.</p> <p>Le caractère général de la demande imposerait en outre un fardeau excessif à la Guinée. Il serait également contraire aux considérations d’économie procédurale d’exiger de la Guinée qu’elle recherche et identifie dans un délai si court un tel volume de documents.</p> <p>S’agissant des <u>demandes n° 37(b) et (e)</u>, ces demandes doivent être rejetées car elles ne sont pas suffisamment précises (para. 16.1 de l’OP n° 1, art. 3.3(a) et 3.7 des Règles IBA). En outre, ces demandes sont déraisonnables et exagérément contraignantes et contreviendraient aux considérations d’économie de procédure, de proportionnalité et d’équité (para. 16.3 de l’OP n° 1, arts. 9.2(c) et (g) des Règles IBA).</p> <p>M. Boutros et LMS mènent des activités en Guinée depuis de nombreuses années (Contre-Mémoire, para. 387 ; Pièce R-270) et peuvent ainsi avoir conclu des contrats et marchés avec diverses administrations guinéennes dans le cadre de leurs activités au cours des périodes visées (janvier à juin 2011 et 2013-2016). Les demandes ne contiennent pas de description suffisamment précise, complète et détaillée des documents et/ou catégories de documents que la Guinée devrait identifier et produire.</p> <p>Le caractère général de la demande et les périodes temporelles visées imposeraient en outre un fardeau excessif à la Guinée. Il serait également contraire aux considérations d’économie procédurale d’exiger de la Guinée qu’elle recherche et identifie dans un délai si court un tel volume de documents.</p> <p>S’agissant de la <u>demande n° 37(c)</u>, la Guinée note qu’il n’existe aucun document pertinent puisqu’il n’existe pas, en droit guinéen, de procédure d’immunité contre des poursuites pénales.</p> <p>Dans la mesure où la demande concerne de tels accords d’immunité entre M. Boutros et des autorités judiciaires étrangères, la demande doit être rejetée car les documents demandés ne sont pas en possession de la Guinée ni sous sa garde ou son contrôle (art. 16.3 de l’OP n° 1, art. 3.4 et 3.7 des Règles IBA).</p> <p>S’agissant de la <u>demande n° 37(d)</u>, la demande doit être rejetée car les documents demandés sont des documents confidentiels (para. 16.3 de l’OP n° 1, art. 9.2(e) des Règles IBA).</p> <p>L’instruction pénale des faits en cause est toujours en cours. Par conséquent, tous documents relatifs à l’instruction sont</p>
--	--

	des documents confidentiels couverts par le secret de l’instruction.
<p>Reply to Objections to Document Request</p>	<p>BSGR notes Guinea's objections with respect to request 37(a). BSGR's response is, however, restricted pursuant to Article 16.3 of PO 1, to address the following objections:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Guinea relies on Article 16.3 of PO 1 and 9(2)(e) of the IBA Rules asserting that all the documents relating to criminal investigations are confidential. However, criminal investigations are not protected under the IBA Rules and are certainly not subject to commercial or technical confidentiality as Guinea tries to argue (Article 9(2)(e) of the IBA Rules). Furthermore, Guinea does not provide any legal basis for its claim that ongoing criminal investigations are confidential. Guinea must confirm the legal basis for its claim and provide an official confirmation by the investigating authorities that Ghassan Boutros, Adam Sidibe or LMS are subject to ongoing criminal investigations. - Guinea further objects that the request is too burdensome. If Guinea requires more time to produce the requested documents, the appropriate response is to request an extension of time, not the outright rejection of the request. - In these circumstances, BSGR maintains its request. <p>BSGR maintains its request 37 (a) and asks the Tribunal to order Guinea to produce the requested documents.</p> <p>BSGR notes Guinea's objections with respect to requests 37(b) and (e): 36(f). BSGR's response is, however, restricted pursuant to Article 16.3 of PO 1, to address the following objections:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Guinea objects that the request is too burdensome. BSGR disagree. If Guinea requires more time to produce the requested documents, the appropriate response is an extension of time, not the outright rejection of the request. - Under these circumstances, BSGR maintain their request. <p>BSGR maintains its requests to 37(b) and 37(e) and asks the Tribunal to order Guinea to produce the requested documents.</p> <p>Guinea accepts request 37(c) and indicates that it has no responsive documents. At this stage, no further decision from the Tribunal is required.</p>
<p>Tribunal's Decision</p>	<p>NO DECISION REQUIRED FOR REQUEST 37(c); DENIED FOR REQUESTS 37(b) AND (e); GRANTED IN PART FOR REQUESTS 37(a) AND (d)</p> <p>With respect to request 37(a) and (d), the Tribunal accepts the Respondent’s objections based on the secrecy of criminal proceedings. It also accepts the Respondent’s objection that documents prepared for the present arbitration with the help of its lawyers are covered by legal privilege. Accordingly, the Tribunal denies the request, except for any responsive document not protected under these privileges.</p>

	<p>With respect to requests 37(b) and (e), the Tribunal agrees that the request is not specific enough and overly broad.</p> <p>Finally, the Tribunal notes that no decision is required in respect of request 37(c).</p>
Décision du Tribunal	<p>PAS DE DÉCISION REQUISE POUR LA DEMANDE 37(c) ; LES DEMANDES 37(b) ET (e) SONT REJETÉES ; LES DEMANDES 37(a) ET (d) SONT ACCORDÉES EN PARTIE</p> <p>En ce qui concerne les demandes 37(a) et (d), le Tribunal accepte les objections de la Défenderesse fondées sur le secret des procédures pénales. Il accepte également l'objection soulevée par la Défenderesse selon laquelle les documents préparés pour les besoins du présent arbitrage avec l'aide de ses avocats sont couverts par le secret professionnel. Par conséquent, le Tribunal rejette la demande, à l'exception de tout document non-protégé en vertu des ces privilèges.</p> <p>En ce qui concerne les demandes 37(b) et (e), le Tribunal est d'avis que la demande n'est pas assez spécifique et est trop vaste.</p> <p>En dernier lieu, le Tribunal note qu'aucune décision n'est requise concernant la demande 37(c).</p>

Request no. 38		
Document(s) or Category of Documents Requested	<p>In relation to declaration of importation:</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) legislations and regulations applicable to the importation of mining equipment into Guinea; (b) document showing that the tax can only be paid from a Guinean account; and (c) records of payment made by Mr. Boutros to the Guinean customs in relation to tax related to the importation of mining machines between January 2009 and January 2010. 	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	C-0064; R-270
	Comments	<p>Respondent relies upon the allegations of Mr Boutros to help support the Allegations of corruption by Claimants. In his statement to the Swiss judicial authorities, Mr Boutros refers to Guinean custom procedure for the importation of two caterpillars identified as 336DL and CAT D9R.</p> <p><i>“J’ai bien entendu tout fait dans les règles: je me suis tourné vers les douanes qui m’ont dit de leur présenter une demande d’importation de leurs machines de chantier, ce que j’ai fait, et de payer les taxes au moment de la livraison, ce que j’avais prévu de faire. Il fallait pour cela que je paie depuis un compte en Guinée.”</i> (R-270¶), Boutros minutes of the hearing of Ghassan Boutros, 7 July 2015)</p> <p>The documents are relevant for clarifying the importation rules of mining material to Guinea and for understanding what has to be paid “from a Guinean account”.</p> <p>The documents are also relevant to verify whether the custom taxes associated with the importations of the two caterpillars have been paid.</p>

<p>Objections to Document Request</p>	<p>S’agissant des <u>demandes n° 38(a)-(b)</u>, ces demandes les documents demandés ne sont pas pertinents pour le règlement du différend (para. 16.1 de l’OP n° 1, art. 3.3(b), 3.7 et 9.2(a) des Règles IBA).</p> <p>En effet, il ne s’agit pas de demandes de documents visant à établir des faits mais uniquement de demandes de recherches juridiques en droit guinéen. La phase de production de documents ne peut permettre aux Sociétés BSGR de comprendre la législation et la réglementation guinéenne en matière fiscale et douanière.</p> <p>En conséquence, les documents demandés ne sont pas pertinents au regard de l’affaire ni déterminants quant à son issue.</p> <p>S’agissant de la <u>demande n° 38(c)</u>, cette demande doit également être rejetée car les documents demandés ne sont pas pertinents pour le règlement du différend (para. 16.1 de l’OP n° 1, art. 3.3(b), 3.7 et 9.2(a) des Règles IBA). En outre, la demande est déraisonnable et exagérément contraignante et contreviendrait aux considérations d’économie de procédure, de proportionnalité et d’équité (para. 16.3 de l’OP n° 1, arts. 9.2(c) et (g) des Règles IBA).</p> <p>Les Sociétés BSGR justifient de cette demande au motif qu’elle leur permettrait de vérifier que les paiements de droits de douanes par M. Boutros ont été faits. Ce dernier a déclaré, dans son témoignage devant le Procureur de Genève, avoir « <i>prévu de le faire</i> ». Les machines n’ayant pas été livrées, il n’a logiquement pas procédé au dit paiement.</p> <p>Si les Sociétés BSGR souhaitent mettre en cause ces déclarations, il leur appartient de démontrer un fondement factuel permettant de douter du non-paiement par M. Boutros des droits de douane, ce qu’elles ne font pas dans leurs commentaires.</p> <p>En outre, le caractère général de la demande et la période temporelle visée imposeraient en outre un fardeau excessif à la Guinée. Il serait également contraire aux considérations d’économie procédurale d’exiger de la Guinée qu’elle recherche et identifie dans un délai si court un tel volume de documents.</p>
<p>Reply to Objections to Document Request</p>	<p>BSGR notes Guinea's objections. BSGR's response is, however restricted pursuant to Article 16.3 of PO 1, to address the following objections:</p> <p>Guinea objects that request 38(c) is too burdensome. BSGR disagrees. The request is limited in subject (record of payment made by Mr. Boutros to the Guinean customs in relation to the importation of mining machines) and in time (from 1 January 2009 to 1 January 2010). If Guinea requires more time to produce the requested documents, the appropriate response is to request an extension of time, not the outright rejection of the request.</p> <p>Guinea further objects on the basis of proportionality. This argument must fail. The request seeks the payments made by Mr. Boutros to Guinean customs, which on Guinea's own case, is one of the key elements of the corruption case. In</p>

	<p>addition, the request goes to the reliability of Mr. Boutros' evidence (who BSGR deny having dealt with for illegitimate purposes) and the reliability of the evidence that Mrs. Mamadie Touré has given (and on whose evidence Guinea relied on to revoke BSGR's mining rights in 2014, namely the invoices issued by Matinda).</p> <p>In these circumstances, BSGR maintains its request and asks the Tribunal to order Guinea to produce the requested documents.</p>
<p>Tribunal's Decision</p>	<p>DENIED</p> <p>The Tribunal deems relevance not sufficiently established. The Claimants do not refer to any allegation in their Memorial, nor do they cite allegations made by Guinea in the Counter-Memorial which they would seek to rebut in their forthcoming pleadings.</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>REJETÉE</p> <p>Le Tribunal estime que la pertinence n'a pas été suffisamment établie. Les Demanderesses ne font ni référence à des allégations dans leur Mémoire ni ne citent d'allégations faites par la Guinée dans son Contre-mémoire qu'elles chercheraient à réfuter dans leurs prochaines écritures.</p>

Request no. 39		
Document(s) or Category of Documents Requested	In relation to the Guinean criminal investigation into to BSGR: Documents passing between Respondent and the Guinean judicial authorities in relation to the criminal investigation against BSGR, its former Guinean employees or people considered to be connected to BSGR.	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	CM ¶ 12, 347 CMRG ¶ 688- 691, 692-693
	Comments	<p>Claimants are concerned that the Guinean Judicial authorities are not independent and may prejudice the criminal proceedings, under pressure from Respondent.</p> <p>“Not one of the Guinean officials who have testified under oath, either in the Guinean criminal investigations or in the Swiss criminal proceedings or in both, has acknowledged even an attempt by BSGR to bribe, let alone the existence of corruption or other unlawful practices” (CM¶ 347)</p> <p>Respondent tries to show that the criminal investigation is an independent initiative of the Prosecutor (CMRG¶ 688) The documents will assist in demonstrating whether the Guinean justice system is sufficiently independent of the government in relation to the criminal investigation against BSGR.</p>
Objections to Document Request	<p>Cette demande doit être rejetée car la demande n’est pas suffisamment précise (para. 16.1 de l’OP n° 1, art. 3.3(a) des Règles IBA). En outre, les documents demandés sont des documents confidentiels (para. 16.3 de l’OP n° 1, art. 9.2(e) des Règles IBA) et ne sont pas pertinents pour le règlement du différend (para. 16.1 de l’OP n° 1, art. 3.3(b), 3.7 et 9.2(a) des Règles IBA).</p> <p><u>En premier lieu</u>, la demande n’est pas suffisamment précise dans la mesure où elle se réfère à une « <i>criminal investigation against BSGR, its former Guinean employees or people considered to be connected to BSGR</i> ». Or, « <i>former Guinean employees or people considered to be connected to BSGR</i> » ne sont pas identifiables.</p> <p><u>En deuxième lieu</u>, s’il y a eu des échanges entre les autorités judiciaires et le gouvernement guinéen, ces échanges sont intervenus dans le cadre de l’instruction pénale en cours. Il s’agit donc de documents confidentiels couverts par le secret de l’instruction.</p> <p><u>En troisième et dernier lieu</u>, les Sociétés BSGR n’ont soumis aucune demande fondée sur le défaut d’indépendance du système judiciaire pénal guinéen. A cet égard, les références au Mémoire en Demande sont particulièrement trompeuses puisque les paragraphes 12 et 347 se contentent de mentionner l’existence d’une instruction pénale relative aux faits en cause dans cet arbitrage mais ne fait aucune allusion à l’indépendance de la justice pénale guinéenne. Il en va de même</p>	

	<p>pour les références au Contre-Mémoire qui contiennent un résumé des informations publiquement disponibles sur l’instruction pénale en cours en Guinée. La demande de production des Sociétés BSGR est donc en réalité dénuée de tout fondement factuel.</p> <p>Or, conformément à l’article 15.2 de l’Ordonnance de procédure n° 1, il appartenait aux Sociétés BSGR de développer l’ensemble de leurs arguments de fait et de droit dans leur Mémoire en Demande.</p> <p>Dès lors qu’elles n’ont pas soumis au Tribunal d’allégations détaillées ni de demandes fondées sur l’indépendance du système judiciaire pénal guinéen, les Sociétés BSGR ne sauraient aujourd’hui prétendre à la pertinence des documents demandés.</p> <p>En conséquence, les documents demandés ne sont pas pertinents au regard de l’affaire ni déterminants quant à son issue.</p>
<p>Reply to Objections to Document Request</p>	<p>BSGR notes Guinea's objections. BSGR's response is, however restricted pursuant to Article 16.3 of PO 1, to address the following objections:</p> <p>Guinea objects on the ground of confidentiality of investigations. However, only grounds of commercial or technical confidentiality are protected under Article 9(2)(e) of the IBA Rules. No such grounds apply to the documents requested.</p> <p>BSGR maintains its request and asks the Tribunal to order Guinea to produce the requested documents.</p>
<p>Tribunal's Decision</p>	<p>DENIED</p> <p>The relevance of the requested documents is not sufficiently established.</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>REJETÉE</p> <p>La pertinence des documents demandés n’est pas suffisamment établie.</p>

Request no. 40		
Document(s) or Category of Documents Requested	In relation to the documents and information obtained in the criminal investigation: <ul style="list-style-type: none"> (a) communications between the Guinean prosecutor or Judicial authority in relation to the criminal prosecution against BSGR, Mamadie Touré, and former BSGR employees and Respondent ; (b) document created or sent by Respondent to the Guinean prosecutor or Judicial authority in relation to the criminal prosecution against BSGR, Mamadie Touré, and former BSGR employees; and (c) documents transmitted by the Guinean prosecutor or judicial authorities in relation to the criminal prosecution against BSGR, Mamadie Touré, and former BSGR employees to the Respondent or their counsel for the ICSID matter. 	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	CMRG ¶ 684, 686-687, 688- 691, 692-693
	Comments	<p>Respondent seems to confuse itself with the Guinean judicial authorities.</p> <p><i>“En raison du principe du secret de l’instruction mais également de la réglementation applicable à l’entraide judiciaire, la République de Guinée ne peut révéler à ce stade que des informations très limitées sur la teneur ou l’évolution des procédures judiciaires en cours.”</i>(CMRG ¶ 684)</p> <p><i>“Par conséquent, la Guinée peut évoquer les faits contenus dans les documents issus de ces procédures et révélés par BSGR. La Guinée ne manquera pas d’informer le Tribunal des développements qui interviendraient dans l’une quelconque de ces procédures et qu’elle serait autorisée à révéler. Conformément à l’ordonnance de procédure n° 1, la République de Guinée se réserve le droit de présenter ultérieurement des pièces issues de ces procédures si cela devenait possible”</i> (CMRG¶ 687)</p> <p><i>“En outre, bien qu’ayant produit huit procès-verbaux d’audition de témoins issus de la procédure pénale suisse996, les Sociétés BSGR ont à l’évidence pris le soin de dissimuler le procès-verbal d’audition de M. Boutros, qui a néanmoins été versé par Vale à la Procédure LCIA”</i>(CMRG ¶ 879)</p> <p>The documents will assist in demonstrating whether the Guinean justice system is sufficiently independent of the government in relation to the criminal investigation against BSGR.</p>
Objections to Document Request	<p>Cette demande doit être rejetée car les documents demandés sont des documents confidentiels (para. 16.3 de l’OP n° 1, art. 9.2(e) des Règles IBA) et ne sont pas pertinents pour le règlement du différend (para. 16.1 de l’OP n° 1, art. 3.3(b), 3.7 et 9.2(a) des Règles IBA).</p> <p><u>En premier lieu</u>, s’il y a eu des échanges entre les autorités judiciaires et le gouvernement guinéen, ces échanges sont intervenus dans le cadre de l’instruction pénale en cours. Il s’agit donc de documents confidentiels couverts par le secret de l’instruction.</p>	

	<p><u>En second lieu</u>, les documents ne sont pas pertinents pour le règlement du différend.</p> <p>A cet égard, la Guinée se voit tenue de réitérer sa première objection à la demande de production n° 39. En effet, les Sociétés BSGR n’ont soumis aucune demande fondée sur le défaut d’indépendance du système judiciaire pénal guinéen. A cet égard, l’absence de référence à leur Mémoire en Demande est particulièrement parlante. Quant aux références au Contre-Mémoire, les paragraphes visés contiennent uniquement un résumé des informations publiquement disponibles sur l’instruction pénale en cours en Guinée. La demande de production des Sociétés BSGR est donc en réalité dénuée de tout fondement factuel.</p> <p>Or, conformément à l’article 15.2 de l’Ordonnance de procédure n° 1, il appartenait aux Sociétés BSGR de développer l’ensemble de leurs arguments de fait et de droit dans leur Mémoire en Demande.</p> <p>Dès lors qu’elles n’ont pas soumis au Tribunal d’allégations détaillées ni de demandes fondées sur l’indépendance du système judiciaire pénal guinéen, les Sociétés BSGR ne sauraient aujourd’hui prétendre à la pertinence des documents demandés.</p> <p>D’autre part, si les Sociétés BSGR justifient également de leur demande en évoquant une « confusion » entre l’Etat guinéen et les autorités judiciaires guinéennes, la Guinée ne comprend pas le fondement de cette allégation qui n’est aucunement étayée par les Sociétés BSGR.</p> <p>En conséquence, les documents demandés ne sont pas pertinents au regard de l’affaire ni déterminants quant à son issue.</p>
<p>Reply to Objections to Document Request</p>	<p>BSGR notes Guinea's objections. BSGR's response is, however restricted pursuant to Article 16.3 of PO 1, to address the following objections:</p> <p>Guinea objects on the ground of the confidentiality of investigations. Such resistance must however be rejected as only grounds of commercial or technical confidentiality are protected under Article 9(2)(e) of the IBA Rules. No such grounds apply to the documents requested.</p> <p>BSGR maintains its request and asks the Tribunal to order Guinea to produce the requested documents.</p>
<p>Tribunal's Decision</p>	<p>DENIED</p> <p>In relation to criminal investigations, the Tribunal takes note of the Respondent’s statement that the investigations are ongoing and thus covered by the secrecy of criminal proceedings. In addition, the relevance does not appear sufficiently established.</p>

Décision du Tribunal	REJETÉE En ce qui concerne les enquêtes pénales, le Tribunal note les dires de la Défenderesse selon lesquelles les enquêtes sont en cours et donc couvertes par le secret des enquêtes pénales. De plus, la pertinence ne semble pas être suffisamment établie.
-----------------------------	--

Request no. 41		
Document(s) or Category of Documents Requested	In relation to the assistance of foreign criminal investigation authorities: Communications between the Respondent and foreign Judicial authorities to request their assistance in relation to the criminal prosecution against BSGR, Mamadie Touré, Boutros, and / or former BSGR employees.	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	CMRG ¶ 692
	Comments	The documents will assist in demonstrating whether the Guinean justice system is sufficiently independent of the government in relation to the criminal investigation against BSGR.
Objections to Document Request	<p>Cette demande doit être rejetée car les documents demandés sont des documents confidentiels (para. 16.3 de l’OP n° 1, art. 9.2(e) des Règles IBA) et ne sont pas pertinents pour le règlement du différend (para. 16.1 de l’OP n° 1, art. 3.3(b), 3.7 et 9.2(a) des Règles IBA).</p> <p><u>En premier lieu</u>, tout échange entre l’Etat et des autorités judiciaires étrangères seraient intervenus dans le cadre de l’instruction pénale en cours. Il s’agit donc de documents confidentiels couverts par le secret de l’instruction.</p> <p><u>En second lieu</u>, les documents demandés ne sont pas pertinents pour le règlement du différend.</p> <p>Les Sociétés BSGR n’ont soumis aucune demande fondée sur le défaut d’indépendance du système judiciaire pénal guinéen. A cet égard, l’absence de référence à leur Mémoire en Demande est hautement parlante. Quant à la seule référence au Contre-Mémoire, le paragraphe visé contient uniquement un résumé des informations publiquement disponibles sur l’instruction pénale en cours en Guinée. La demande de production des Sociétés BSGR est donc en réalité dénuée de tout fondement factuel.</p> <p>Or, conformément à l’article 15.2 de l’Ordonnance de procédure n° 1, il appartenait aux Sociétés BSGR de développer l’ensemble de leurs arguments de fait et de droit dans leur Mémoire en Demande.</p> <p>Dès lors qu’elles n’ont pas soumis au Tribunal d’allégations détaillées ni de demandes fondées sur l’indépendance du système judiciaire pénal guinéen, les Sociétés BSGR ne sauraient aujourd’hui prétendre à la pertinence des documents demandés.</p> <p>En conséquence, les documents demandés ne sont pas pertinents au regard de l’affaire ni déterminants quant à son issue.</p>	
Reply to Objections to	BSGR notes Guinea's objections. BSGR's response is, however restricted pursuant to Article 16.3 of PO 1, to address the	

<p>Document Request</p>	<p>following objection: Guinea objects on the ground that BSGR seeks confidential documents (Article 9(2)(e)) as the exchange and records are covered by “confidentiality of investigations”. Such resistance must be rejected as only grounds of commercial or technical confidentiality are protected under Article 9(2)(e) of the IBA Rules. No such grounds apply to the documents requested.</p> <p>BSGR maintains its request and asks the Tribunal to order Guinea to produce the requested documents.</p>
<p>Tribunal's Decision</p>	<p>DENIED</p> <p>The requested documents do not appear <i>prima facie</i> relevant.</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>REJETÉE</p> <p>Les documents demandés ne semblent pas être pertinents <i>prima facie</i>.</p>

Request no. 42		
Document(s) or Category of Documents Requested	In relation to the LCIA proceedings: (a) communications between Cleary Gottlieb and DLA Piper and Orrick in relation to the LCIA and ICSID matters (b) documents passed between Cleary Gottlieb and DLA Piper and Orrick in relation to the LCIA and ICSID matters	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	CMRG ¶717 RWS-2 (Ahmed Tidiane Souaré) ¶2; RWS-4 (Ahmed Kanté) ¶2; RWS-5 (Loucény Nabé) ¶2 R-444
	Comments	<p>Three of Respondent’s witnesses have produced one unique statement for the purposes of both LCIA and ICSID arbitrations showing that Vale and Respondent counsels do communicate about their respective case. (RWS-5 (Loucény Nabé) ¶2); (RWS-4 (Ahmed Kanté) ¶2); (RWS-2 (Ahmed Tidiane Souaré) ¶2)</p> <p>Respondent accuses Claimant of “dilatory conduct” in the LCIA arbitration proceeding against Vale. (CMRG ¶717)</p> <p>This comment has no reason to be made by Respondent and only show their joint interest with Vale.</p> <p>The documents will assist in demonstrating the collusion between Vale and the Respondent and their common interest to revoke the Claimant’s rights.</p>

<p>Objections to Document Request</p>	<p>Cette demande doit être rejetée car les documents demandés sont des documents confidentiels (para. 16.3 de l’OP n° 1, art. 9.2(e) des Règles IBA) et ne sont pas pertinents pour le règlement du différend (para. 16.1 de l’OP n° 1, art. 3.3(b), 3.7 et 9.2(a) des Règles IBA).</p> <p><u>En premier lieu</u>, les documents demandés, en ce qu’ils sont des communications entre cabinets d’avocats, sont des documents confidentiels couverts par le secret professionnels des avocats.</p> <p><u>En second lieu</u>, les documents demandés ne sont pas pertinents pour le règlement du différend.</p> <p>Il convient tout d’abord de noter l’illogisme du commentaire des Sociétés BSGR dans la mesure où le Retrait des Droits Miniers touchait Vale autant que BSGR, voire plus compte-tenu de sa participation de 51 % dans BSGR Guinée et BSGR Guernesey.</p> <p>Il convient ensuite de remarquer qu’un intérêt commun à Vale et la Guinée a pu naître postérieurement au Retrait des Droits Miniers, pour des raisons propres à chacune, compte-tenu de leur implication dans deux procédures arbitrales parallèles dans lesquelles elles tendent chacune à démontrer l’obtention frauduleuse des Droits Miniers par les Sociétés BSGR par corruption.</p> <p>En tout état de cause, les Sociétés BSGR n’ont soumis au Tribunal aucune allégation ni demande relative à (i) une prétendue collusion entre Vale et la Guinée ou (ii) un prétendu intérêt commun à Vale et la Guinée de retirer les Droits Miniers.</p> <p>Or, conformément à l’article 15.2 de l’Ordonnance de procédure n° 1, il appartenait aux Sociétés BSGR de développer l’ensemble de leurs arguments de fait et de droit dans leur Mémoire en Demande.</p> <p>Dès lors qu’elles n’ont pas soumis au Tribunal d’allégations détaillées ni de demandes fondées sur l’indépendance du système judiciaire pénal guinéen, les Sociétés BSGR ne sauraient aujourd’hui prétendre à la pertinence des documents demandés.</p> <p>En conséquence, les documents demandés ne sont pas pertinents au regard de l’affaire ni déterminants quant à son issue.</p>
<p>Reply to Objections to Document Request</p>	<p>BSGR notes Guinea's objections. BSGR's response is, however restricted pursuant to Article 16.3 of PO 1, to address the following objection:</p> <p>Guinea objects on the basis of confidentiality under 9.2(e) of the IBA Rules and relies on “the professional secrecy of lawyers”, but does not claim legal privilege (Article 9(2)(b) of the IBA Rules), Guinea cites confidentiality under Article 9(2)(e) which only provides grounds for commercial or technical confidentiality – which does not apply to the documents</p>

	<p>requested.</p> <p>BSGR maintains its request and asks the Tribunal to order Guinea to produce the requested documents.</p>
Tribunal's Decision	<p>DENIED</p> <p>The Tribunal accepts the Respondent's objection that the requested documents are protected by legal privilege.</p>
Décision du Tribunal	<p>REJETÉE</p> <p>Le Tribunal accepte l'objection faite par la Défenderesse selon laquelle les documents demandés sont protégés par le secret professionnel.</p>

Request no. 43		
Document(s) or Category of Documents Requested	All Documents in relation to the tender process or any other procedure whereby the Respondent proposes to reallocate rights previously held by Claimants including: <ul style="list-style-type: none"> (a) material related to discussion with Chinese, Brazilian, UAE, Guinean and/or other companies to tender for either Blocs 1 &2 and / or Zogota jointly or separately; and (b) tender preparation by DLA Piper and/or Jones Day (See AMI article), including the interactions with Mohamed Condé and other Ministers and or Advisors. 	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	CMRG ¶ 1150
	Comments	Respondent seems to have already prepared the reattribution of Claimants' mining rights in Simandou and Zogota's to a third party. The documents will assist in demonstrating Respondent's intention in relation of Simandou and the implication of Vale.
Objections to Document Request	<p>Cette demande doit être rejetée car les documents demandés ne sont pas pertinents pour le règlement du différend (para. 16.1 de l'OP n° 1, art. 3.3(b), 3.7 et 9.2(a) des Règles IBA).</p> <p>Les Sociétés BSGR justifient de leur demande de production au motif qu'elle permettrait de démontrer les intentions de la Guinée concernant la réallocation de droits miniers sur les Blocs 1 et 2 de Simandou et l'implication de Vale. D'une part, les Sociétés BSGR n'ont fait aucune allégation de fait ni formé aucune demande relative à ce sujet dans ses écritures. Conformément aux articles 15.2 et 17.1 de l'Ordonnance de procédure n° 1, elles ne sauraient donc aujourd'hui prétendre à la pertinence des documents demandés.</p> <p>D'autre part, les intentions futures de l'Etat suite au Retrait légitime des Droits Miniers ne sont pas l'objet du présent différend.</p> <p>La demande de production est d'autant plus impertinente pour cette procédure que le seul fondement des Sociétés BSGR pour suggérer une prétendue implication de Vale dans la préparation d'une documentation d'appel d'offres est les faux courriels qui ont fait l'objet de la Deuxième Requête de Mesures Conservatoires de la Guinée. Il convient de noter que ces documents devaient faire l'objet d'une transaction entre les Parties en raison de leur caractère factice mais que les Sociétés BSGR n'ont toujours pas signé ladite transaction négociée depuis plusieurs mois déjà.</p>	

	<p>En conséquence, les documents demandés ne sont pas pertinents au regard de l’affaire ni déterminants quant à son issue. S’agissant plus particulièrement de la <u>demande n° 43(a)</u>, cette demande doit également être rejetée car les documents demandés contiendraient des informations commerciales sensibles et doivent donc être considérés comme des documents confidentiels (para. 16.3 de l’OP n° 1, art. 9.2(e) des Règles IBA).</p> <p>S’agissant plus particulièrement de la <u>demande n° 43(b)</u>, cette demande doit également être rejetée car les documents demandés sont des documents confidentiels (para. 16.3 de l’OP n° 1, art. 9.2(e) des Règles IBA).</p> <p>D’une part, les documents préparés et échangés par des cabinets d’avocats avec leur client sont des documents confidentiels couverts par le secret professionnel des avocats.</p> <p>D’autre part, la communication de documents relatifs à une procédure d’appel d’offres avant leur publication officielle serait de nature à conférer un avantage commercial aux Sociétés BSGR et constituerait une violation de la réglementation guinéenne applicable aux marchés publics qui repose, comme principe général, sur l’égalité de traitement des candidats (Loi L/2012/020/CNT du 11 octobre 2012, Art. 2). Pour cette raison, les documents doivent être traités comme étant protégé par la confidentialité.</p>
<p>Reply to Objections to Document Request</p>	<p>BSGR notes Guinea's objections. BSGR's response is, however restricted pursuant to Article 16.3 of PO 1, to address the following objections:</p> <p>Guinea objects to the request on the basis of confidentiality under 9.2(e) of the IBA rules which only provides grounds for commercial or technical confidentiality. Taking Guinea's confidentiality concerns on board, BSGR modifies its requests by seeking the production of the cover and signatory pages of tender documents, and permitting Guinea to redact commercially sensitive parts of responsive documents.</p> <p>Guinea also objects on grounds of “legal professional privilege” but does not substantiate its privilege claim under Article 9(2)(b) of the IBA Rules.</p> <p>BSGR maintains its request and asks the Tribunal to order Guinea to produce the requested documents.</p>
<p>Tribunal's Decision</p>	<p>DENIED</p> <p>The relevance of the requested documents does not appear sufficiently established. Moreover, for documents claimed under request 43(b), the Tribunal accepts the Respondent’s objection that the requested documents are covered by legal privilege.</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>REJETÉE</p> <p>La pertinence des documents demandés ne semble pas être suffisamment établie. De plus, pour les documents demandés dans</p>

	la demande 43(b), le Tribunal accepte l'objection faite par la Défenderesse selon laquelle les documents demandés sont couverts par le secret professionnel.
--	--

Request no. 44		
Document(s) or Category of Documents Requested	In relation to Respondent's counter claim: (a) Documents establishing the direct link between the said damages of Respondent and the non-development of Iron Ore mining industry; (b) Documents showing that Blocks 3 and 4 are already in production; (c) Documents relating to any legal and investigative expenses paid by Respondent; (d) Document attesting that foreign investors have been reluctant to invest in Guinea only because of the alleged corruption linked to that case; and (e) Documents establishing the said "Guinea prejudice moral".	
Relevance and Materiality according to Requesting Party	Ref. to Submissions	CMRG ¶ 1126, 1141, 1147
	Comments	Respondent seeks to obtain damages in relation to the revocation of BSGR's mining rights including (i) economic and moral damages (CMRG ¶1126) (ii) for loss resulting from the deprivation of the opportunity to develop and exploit the iron ore deposits (CMRG ¶1141) (iii) for the lost opportunity to have continued negotiations with Simfer/Rio Tinto following withdrawal if its concession in July 2008, whilst iron ore prices were higher, and prior to the Ebola outbreak (CMRG ¶ 1147) The documents will assist in establishing the existence of any direct prejudice suffered by Respondent.
Objections to Document Request	<p>Cette demande doit être rejetée car les documents demandés ne sont pas pertinents pour le règlement du différend (para. 16.1 de l'OP n° 1, art. 3.3(b), 3.7 et 9.2(a) des Règles IBA).</p> <p>D'une part, dans la mesure où les documents demandés visent à démontrer l'existence ou l'absence de préjudice et/ou à contester son évaluation, ils ne sont pas pertinents dans cette première phase de la procédure conformément à l'article 15.1 de l'Ordonnance de procédure n° 1. L'objet de la présente phase est limité à l'établissement de la responsabilité.</p> <p>D'autre part, la demande de production conteste le bien-fondé des Demandes Reconventionnelles de la Guinée. Or, il appartient aux Sociétés BSGR de démontrer cette absence de bien-fondé dans leur Réplique au moyen d'arguments de faits et de droit. Il appartiendra ensuite à la Guinée de répondre aux arguments des Sociétés BSGR dans la Duplique. Il n'est en tout état de cause pas opportun de plaider le fond de l'affaire dans un <i>Redfern Schedule</i>.</p> <p>En conséquence, les documents demandés ne sont pas pertinents au regard de l'affaire ni déterminants quant à son issue.</p>	
Reply to Objections to	BSGR notes Guinea's objections. BSGR is, however, not permitted to respond pursuant to Article 16.3 of PO 1. BSGR	

Document Request	maintains its request and asks the Tribunal to order Guinea to produce the requested documents.
Tribunal's Decision	<p>DENIED</p> <p>Considering Article 15.1 of PO1 and the fact that the present phase is limited to jurisdiction and liability, the requested documents are not <i>prima facie</i> relevant at this stage.</p>
Décision du Tribunal	<p>REJETÉE</p> <p>En tenant compte de l'article 15.1 de l'OP1 et du fait que la phase de la présente procédure est limitée à la compétence et à la responsabilité, les documents demandés ne sont pas pertinents <i>prima facie</i> à ce stade.</p>

**CENTRE INTERNATIONAL POUR LE REGLEMENT DES DIFFERENDS
RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS**

REQUETE EN PRODUCTION DE DOCUMENTS DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE

« REDFERN SCHEDULE »

9 août 2016

DLA Piper France LLP
27, rue Laffitte
75009 Paris, France

Orrick Herrington & Sutcliffe LLP
31, avenue Pierre I^{er} de Serbie
75016 Paris, France

INTRODUCTION

Conformément à l'article 16.1 de l'Ordonnance de procédure n° 1, la République de Guinée requiert des Sociétés BSGR qu'elles produisent les Documents ou catégories de Documents identifiés dans le tableau ci-dessous qui sont en leur possession, sous leur garde ou contrôle.

Pour les besoins des présentes, le terme « **Document** » comprend tout écrit, communication, image, dessin, programme ou donnée de tout type, qu'il soit enregistré ou conservé sur support papier ou électronique, audio, visuel ou autre. A titre d'exemple, le terme « Document » inclut tout fax, lettre ou courriel, mémorandum, document de travail, note, agenda, note de réunion, procès-verbal, transcription, tableau, rapport, étude, analyse, opinion, recommandation, présentation, soumission, enregistrement, proposition, régulation interne ou réglementation, instruction, facture, relevé bancaire, bulletin de versement, avis de virement bancaire, chèque, contrat, accord et protocole.

Sauf exception, le présent document renvoie autrement aux termes définis dans le Contre-Mémoire de la République de Guinée.

TABLE DES MATIERES

REPONSE DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE AUX OBJECTIONS DES SOCIETES BSGR.....	3
---	----------

REPONSE DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE AUX OBJECTIONS DES SOCIETES BSGR

La Guinée présente ci-après ses réponses aux objections des Sociétés BSGR à ses demandes en production de documents.

A titre liminaire, outre les réponses détaillées qui figurent dans le *Redfern Schedule* ci-après, la Guinée attire l'attention du Tribunal sur les points suivants.

Tout d'abord, il ne peut être tenu compte de la traduction anglaise des demandes en production de documents. En effet, cette traduction a été ajoutée par les Sociétés BSGR et comporte de nombreuses erreurs.

Il doit par ailleurs être précisé que les réponses de la Guinée se limitent, conformément à l'article 16.3 de l'Ordonnance de procédure n° 1, aux « *objections spécifiques concernant (i) des obstacles juridiques, un privilège, la confidentialité ou la sensibilité d'ordre politique et/ou (ii) le caractère déraisonnable et/ou exagérément contraignant de la production et autres considérations liées à l'équité* ».

L'absence de réponse dans le *Redfern Schedule* aux autres objections formulées par les Sociétés BSGR ne saurait être interprétée comme un acquiescement de la Guinée, qui rejette l'ensemble des objections des Sociétés BSGR.

La Guinée se voit néanmoins contrainte de noter que nombre des objections des Sociétés BSGR ne sont pas conformes à la lettre et à l'esprit de l'Ordonnance de procédure n° 1 et des Règles de l'IBA sur l'administration de la preuve en arbitrage international.

A titre d'exemple, les Sociétés BSGR contestent de façon récurrente le caractère pertinent et déterminant des demandes au motif que les allégations factuelles auxquelles ces demandes se rapportent ne seraient pas vraies et sont niées par les Sociétés BSGR. Ce faisant, les Sociétés BSGR ne soumettent pas des objections à la production de documents mais des arguments sur le fond du litige. Les Sociétés BSGR objectent également de manière répétée qu'elles ne seraient pas en possession des documents demandés au motif que certaines demandes visent le Groupe BSG composé de nombreuses sociétés non identifiées dans les demandes. Or, d'une part, ces demandes visent tant les Sociétés BSGR que le Groupe BSG, de sorte qu'une objection relative au Groupe BSG ne dispense pas les Sociétés BSGR de produire les documents qui sont effectivement en leur possession. D'autre part, le Groupe BSG est un terme défini dans les écritures de la Guinée et le Contre-Mémoire identifie précisément les principales sociétés qui le composent. M. Cramer, dans son témoignage versé à la procédure, définit lui-même le Groupe BSG, de sorte que les sociétés du Groupe BSG sont identifiables.

Si le Tribunal arbitral souhaite recueillir des commentaires sur l'ensemble des objections émises par les Sociétés BSGR, au-delà de celles visées à l'article 16.3 de l'Ordonnance de procédure n° 1, la Guinée demeure naturellement à son entière disposition pour soumettre des réponses complémentaires.

I. Relations des sociétés du Groupe BSG avec des personnes tierces		
Demande n° 1		
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés	<p>Tout Document établissant les prestations réalisées, à compter de janvier 2005, par :</p> <p>(a) la société Pentler ou, ensemble ou individuellement, MM. Cilins, Lev Ran ou Noy, pour :</p> <p>(b) les Sociétés BSGR ou toute société du Groupe BSG,</p> <p>en lien avec les activités des Sociétés BSGR et/ou du Groupe BSG en Guinée et, notamment, les correspondances rendant compte de l'exécution de la mission et de toute difficulté rencontrée.</p> <p><i>Any document establishing the services provided, as of January 2005, by:</i></p> <p><i>(A) the company Pentler, or together or individually, MM. Cilins Lev Ran or Noy</i></p> <p><i>for :</i></p> <p><i>(B) BSGR companies or any BSG Group Companies,</i></p> <p><i>in connection with the activities of BSGR Companies and / or BSG Group in Guinea and, in particular, correspondence reflecting the performance of the assignment and any difficulties.</i></p>	
Pertinence selon la Partie Requérante	Réf. aux Soumissions	Sections IV et V(C) du Contre-Mémoire, notamment §§ 861-868.
	Commentaires	<p>La République de Guinée a démontré que le Groupe BSG a recouru dès 2005 aux services de MM. Cilins, Lev Ran et Michael Noy - individuellement ou à travers la société <i>offshore</i> Pentler – pour la mise en œuvre du schéma de corruption.</p> <p>Les Documents requis sont pertinents afin d'établir l'étendue des prestations réalisées par MM. Cilins, Lev Ran, Noy et pour lesquelles ils ont perçu une rémunération à titre de « consultants » d'au moins 35.075.209,35 USD et 15.040 euros entre le 1er mars 2006 et le 22 mars 2011.</p> <p><i>The Republic of Guinea has shown that BSG Group has resorted in 2005 to services of MM Cilins Lev Ran and</i></p>

		<p>Michael Noy - individually or through the offshore company Pentler - for the implementation of the corruption scheme.</p> <p>The required documents are relevant to establish the extent of services provided by MM. Cilins Lev Ran, Noy and for which they received remuneration as "consultants" at least \$ 35,075,209.35 and 15,040 euros between 1 March 2006 and 22 March 2011.</p>
<p>Objections aux Documents Demandés</p>		<p>The Claimants object to the requests on the basis of the following articles of the IBA Rules:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Article 3(3)(c)(ii) (the documents requested are not in possession, custody or control of the Party to whom the request is addressed); 2. Article 3(3)(a)(ii) (the category of documents requested are insufficiently narrow and specific); 3. Article 3(3)(b) (the lack of a statement that the documents are material to the outcome of the case); 4. Article 9(2)(a) (lack of sufficient relevance to the case or materiality to its outcome); 5. Article 9(2)(c) (unreasonable burden to produce the requested evidence). <p>Respondent's request extends to the "BSGR Group of companies" without specifying which company of the BSGR Group of companies Respondent is referring to. Claimants are part of an international group of companies, consisting of numerous entities over which Claimants do not exercise control. The search requests cannot extend to third parties, even less so if they are not even sufficiently identified.</p> <p>Even if the Tribunal was to decide that the documents were in possession, custody or control of Claimants, Respondent's requests are too broad as there is no time period defined but only a commencement date as of "January 2005". Respondent fails to establish a specific time frame in which the alleged services should have been performed by Pentler and/or Mr Cilins, Mr Lev Ran and Mr Noy. Thus, the searching for documents without a specific time frame would impose an unreasonable burden on Claimants to produce the requested evidence.</p> <p>Furthermore, even if the Tribunal decided that Claimants were in possession, custody or control of the requested documents, Respondent fails to demonstrate how the requested documents are relevant and material to the outcome of the case. Claimants' firmly deny that Pentler and/or Mr Cilins, Mr Lev Ran and Mr Noy played a role in assisting BSGR to acquire the Mining Permits in dispute. In particular, there has not been any "corruption scheme" in which Pentler and/or Mr Cilins, Mr Lev Ran and Mr Noy participated as to Claimants knowledge.</p>

<p>Réponse aux Objections aux Documents Demandés</p>	<p>Conformément à l'article 16.3 de l'Ordonnance de procédure n° 1, la Guinée ne répond qu'à l'objection des Sociétés BSGR selon laquelle cette demande serait exagérément contraignante, compte-tenu du fait qu'elle n'identifierait pas une période de temps suffisamment précise.</p> <p>Si la demande de la Guinée n'identifie en effet qu'un point de départ (« à compter de janvier 2005 »), il est précisé dans la partie commentaires que « les Documents requis sont pertinents afin d'établir l'étendue des prestations réalisées par MM. Cilins, Lev Ran, Noy et pour lesquelles ils ont perçu une rémunération à titre de « consultants » d'au moins 35.075.209,35 USD et 15.040 euros entre le <u>1er mars 2006 et le 22 mars 2011</u> ».</p> <p>La période de temps visée est dès lors non seulement suffisamment précise (« entre le <u>1er mars 2006 et le 22 mars 2011</u> »), mais en outre la référence aux montants perçus par MM. Cilins, Lev Ran, Noy (dont la ventilation apparaît dans un tableau interne à BSGR, versé dans la procédure par la Guinée (Pièce R-468)) devrait permettre aux Sociétés BSGR d'identifier sans difficultés les prestations dont il s'agit.</p> <p>Pour ces raisons, l'objection des Sociétés BSGR ne saurait être admise.</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>ACCORDÉE DANS SA FORME RESTREINTE</p> <p>Les documents demandés semblent être pertinents <i>prima facie</i>. La demande est également suffisamment spécifique puisqu'elle est relative aux activités en Guinée entre le 1^{er} mars 2006 et le 22 mars 2011 comme cela est spécifié dans la pièce R-468 et n'est pas excessivement contraignante.</p> <p>Dans la mesure où les documents pertinents ne sont pas sous le contrôle direct des Demanderesses, mais sous celui d'une autre entreprise du groupe BSG, il est ordonné aux Demanderesses de fournir leurs meilleurs efforts pour obtenir et produire ces documents.</p>
<p>Tribunal's Decision</p>	<p>GRANTED AS NARROWED DOWN</p> <p>The requested documents appear <i>prima facie</i> relevant. The request is also sufficiently specific as it relates to activities in Guinea between 1 March 2006 and 22 March 2011 as specified in Exhibit R-468 and is not too burdensome.</p> <p>To the extent that responsive documents are not in the direct control of the Claimants, but of another company of the BSG Group, the Claimants are ordered to make their best efforts to obtain and produce the documents.</p>

Demande n° 2		
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés	<p>Tout contrat conclu entre :</p> <p>(a) MM. Boutros, Adama Sidibe et/ou la société Logistics Maintenance Services (« LMS »), et :</p> <p>(b) les Sociétés BSGR ou toute société du Groupe BSG,</p> <p>en lien avec les activités des Sociétés BSGR et/ou du Groupe BSG en Guinée.</p> <p><i>Any contract between:</i></p> <p><i>(A) MM. Boutros, Adama Sidibe and / or society Logistics Maintenance Services ("LMS")</i></p> <p><i>and:</i></p> <p><i>(B) BSGR company or any BSG Group Companies, in connection with the activities of BSGR Companies and / or BSG Group in Guinea.</i></p>	
Pertinence selon la Partie Requérante	Réf. aux Soumissions	Contre-Mémoire, §§ 387-416.
	Commentaires	<p>La République de Guinée a démontré que les Sociétés BSGR ont versé des sommes à hauteur de plusieurs millions de dollars à MM. Boutros, Sidibe et à LMS au titre de frais de « consultants ». La République de Guinée a démontré que M. Boutros a ensuite reversé une partie de ces sommes à Mme Touré.</p> <p>Les Documents requis sont pertinents afin d'établir précisément les arrangements contractuels entre MM. Boutros, Sidibe, LMS et les sociétés du Groupe BSG relatifs à ces versements.</p> <p><i>The Republic of Guinea has shown that BSGR companies have made payments to the tune of several million dollars to MM. Boutros, Sidibe and LMS under charges of "consultants". The Republic of Guinea has demonstrated that Mr. Boutros then donated a portion of these amounts to Toure.</i></p> <p><i>The required documents are relevant in order to accurately establish the contractual arrangements between MM. Boutros, Sidibe, LMS and BSG Group companies for these payments.</i></p>
Objections aux Documents		The Claimants object to the requests on the basis of the following articles of the IBA Rules:

<p>Demandés</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Article 3(3)(c)(ii) (the documents requested are not in possession, custody or control of the Party to whom the request is addressed); 2. Article 3(3)(a)(ii) (the category of documents requested are insufficiently narrow and specific). <p>Respondent's request extends to the "BSGR Group of companies" without specifying which company of the BSGR Group of companies Respondent is referring to. Claimants are part of an international group of companies, consisting of numerous entities over which Claimants do not exercise any control. The search requests cannot extend to third parties, even less so if they are not even sufficiently identified.</p> <p>The Claimants deny that either Messrs. Boutros, Adama Sidibe and/or LMS acted on their behalf in relation to any alleged bribery and corruption. The Claimants deny that that either Messrs. Boutros, Adama Sidibe and/or LMS made any payments to Ms. Toure on their behalf. It is also Claimants' position that all payments made to Messrs. Boutros, Adama Sidibe and/or LMS were justified by the services they provided. Claimants deny that services provided by Messrs. Boutros, Adama Sidibe and/or LMS involved any illicit activities.</p> <p>The Claimants agree, however, to produce the requested documents which exist and are in their possession, custody or control.</p>
<p>Réponse aux Objections aux Documents Demandés</p>	<p>La Guinée prend note de l'accord des Sociétés BSGR, malgré leurs objections, de produire les Documents demandés.</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>PAS DE DÉCISION REQUISE</p>
<p>Tribunal's Decision</p>	<p>NO DECISION REQUIRED</p>

Demande n° 3		
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés	<p>Tout Document établissant les prestations réalisées, à compter de janvier 2005, par :</p> <p>(a) MM. Boutros, Adama Sidibe et/ou LMS, pour :</p> <p>(b) les Sociétés BSGR ou toute société du Groupe BSG,</p> <p>en lien avec les activités des Sociétés BSGR et/ou du Groupe BSG en Guinée et, notamment, les correspondances rendant compte de l'exécution de la mission et de toute difficulté rencontrée.</p> <p><i>Any document establishing the services provided, as of January 2005, by:</i></p> <p><i>(A) MM. Boutros, Adama Sidibe and / or LMS,</i></p> <p><i>for :</i></p> <p><i>(B) BSGR company or any BSG Group Companies,</i></p> <p><i>in connection with the activities of BSGR Companies and / or BSG Group in Guinea and, in particular, correspondence reflecting the performance of the assignment and any difficulties encountered.</i></p>	
Pertinence selon la Partie Requérante	Réf. aux Soumissions	Contre-Mémoire, §§ 387-416.
	Commentaires	<p>La République de Guinée a démontré que les Sociétés BSGR ont versé des sommes à hauteur de plusieurs millions de dollars à MM. Boutros, Sidibe et à LMS au titre de frais de « consultants ». La République de Guinée a démontré que M. Boutros a ensuite reversé une partie de ces sommes à Mme Touré.</p> <p>Les Documents requis sont pertinents afin d'établir l'étendue des prestations réalisées par MM. Boutros, Sidibe et LMS en contrepartie de ces versements.</p> <p><i>The Republic of Guinea has shown that BSGR companies have made payments to the tune of several million dollars to MM. Boutros, Sidibe and LMS under charges of "consultants". The Republic of Guinea has demonstrated that Mr. Boutros then donated a portion of these amounts to Toure.</i></p> <p><i>The required documents are relevant to establish the extent of services provided by MM. Boutros, Sidibe and LMS in return for these payments.</i></p>

<p>Objections aux Documents Demandés</p>	<p>The Claimants object to the requests on the basis of the following articles of the IBA Rules:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Article 3(3)(c)(ii) (the documents requested are not in possession, custody or control of the Party to whom the request is addressed); 2. Article 3(3)(b) (the lack of a statement that the documents are material to the outcome of the case); 3. Article 9(2)(a) (lack of sufficient relevance to the case or materiality to its outcome). <p>Respondent's request extends to the "BSGR Group of companies" without specifying which company of the BSGR Group of companies Respondent is referring to. Claimants are part of an international group of companies, consisting of numerous entities over which Claimants do not exercise any control. The search requests cannot extend to third parties, even less so if they are not even sufficiently identified.</p> <p>Even if the Tribunal found that Claimants were in possession, custody or control of the requested documents, Respondent failed to show that these document are sufficiently relevant and material to the outcome of this case.</p> <p>The Claimants deny that either Messrs. Boutros, Adama Sidibe and/or LMS acted on their behalf in relation to any alleged bribery and corruption. The Claimants deny that that either Messrs. Boutros, Adama Sidibe and/or LMS made any payments to Ms. Toure on their behalf. It is also the Claimants' position that all payments made to Messrs. Boutros, Adama Sidibe and/or LMS were justified by the services they provided.</p> <p>The Claimants agree, however, to produce the requested documents which exist and are in the possession, custody or control of Claimants.</p>
<p>Réponse aux Objections aux Documents Demandés</p>	<p>La Guinée prend note de l'accord des Sociétés BSGR, malgré leurs objections, de produire les Documents demandés.</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>PAS DE DÉCISION REQUISE</p>
<p>Tribunal's Decision</p>	<p>NO DECISION REQUIRED</p>

Demande n° 4		
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés	<p>Tout contrat conclu entre :</p> <p>(a) M. Bah et/ou M. Daou, et :</p> <p>(b) les Sociétés BSGR ou toute société du Groupe BSG,</p> <p>en lien avec les activités des Sociétés BSGR et/ou du Groupe BSG en Guinée.</p> <p><i>Any contract between:</i></p> <p><i>(A) Mr. Bah and / or Mr. Daou</i></p> <p><i>and:</i></p> <p><i>(B) BSGR companies or any BSG Group Companies, in connection with the activities of BSGR Companies and / or BSG Group in Guinea.</i></p>	
Pertinence selon la Partie Requérante	Réf. aux Soumissions	<p>Contre-Mémoire, §§ 193-199, 208, 869-873.</p>
	Commentaires	<p>La République de Guinée a démontré que les Sociétés BSGR se sont engagées, par l'intermédiaire de Pentler, à verser des sommes à hauteur de plusieurs millions de dollars à M. Bah et Daou pour leur assistance dans l'obtention des Droits Miniers.</p> <p>M. Bah a effectivement perçu un montant de 425.000 USD le 20 février 2006.</p> <p>Les Documents requis sont pertinents afin d'établir précisément les arrangements contractuels entre MM. Bah et/ou Daou et les sociétés du Groupe BSG relatifs à ces versements.</p> <p><i>The Republic of Guinea has shown that BSGR Companies are committed, through Pentler, to pay sums up to several million dollars to Mr. Bah and Daou for their assistance in obtaining the Mining Rights.</i></p> <p><i>Mr. Bah actually received an amount of USD 425 000 20 February 2006.</i></p>

		The required documents are relevant in order to accurately establish the contractual arrangements between MM. Bah and / or Daou and BSG Group companies for these payments.
Objections aux Documents Demandés		<p>The Claimants object to the requests on the basis of the following article of the IBA Rules :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Article 3(3)(c)(ii) (the documents requested are not in possession, custody or control of the Party to whom the request is addressed). <p>In contrast to Respondent's assertions Pentler is and has always been a separate entity of the Claimants. Claimants do not exercise any control over the company. As Claimants will demonstrate in its upcoming submission, Claimants did not have any involvement with the Mr Bah and Mr Daou or any other individual associated with Pentler. For the avoidance of doubt, any documents held by Pentler and/or its shareholders are not within the possession, custody or control of the Claimants.</p> <p>Nevertheless, Claimants have run the relevant searches for the requested documents, but have not found any responsive document. In fact, such contracts do not exist.</p>
Réponse aux Objections aux Documents Demandés		La Guinée prend note du fait que, malgré l'objection qu'elles formulent, les Sociétés BSGR déclarent n'être en possession d'aucun Document répondant à la demande.
Décision du Tribunal		<p>PAS DE DÉCISION REQUISE</p> <p>Le Tribunal note la déclaration faite par les Demanderesses selon laquelle aucun document pertinent n'est en leur possession, sous leur garde ou leur contrôle.</p>
Tribunal's Decision		<p>NO DECISION REQUIRED</p> <p>The Tribunal takes note of the Claimants' statement that no responsive documents are in their possession, custody or control.</p>

Demande n° 5		
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés	<p>Tout Document établissant les prestations réalisées ou services rendus, à compter de janvier 2005, par :</p> <p>(a) MM. Bah et/ou Daou, pour :</p> <p>(b) les Sociétés BSGR ou toute société du Groupe BSG,</p> <p>en lien avec les activités des Sociétés BSGR et/ou du Groupe BSG en Guinée et, notamment, les correspondances rendant compte de l'exécution de la mission et de toute difficulté rencontrée.</p> <p><i>Any document establishing the services performed or services rendered, as of January 2005, by:</i></p> <p><i>(A) MM. Bah and / or Daou,</i></p> <p><i>for :</i></p> <p><i>(B) BSGR companies or any BSG Group Companies, in connection with the activities of BSGR Companies and / or BSG Group in Guinea and, in particular, correspondence reflecting the performance of the assignment and any difficulties encountered.</i></p>	
Pertinence selon la Partie Requérante	Réf. aux Soumissions	Contre-Mémoire, §§ 193-199, 208, 869-873.
	Commentaires	<p>La République de Guinée a démontré que les Sociétés BSGR se sont engagées, par l'intermédiaire de Pentler, à verser des sommes à hauteur de plusieurs millions de dollars à MM. Bah et Daou pour leur assistance dans l'obtention des Droits Miniers.</p> <p>M. Bah a effectivement perçu un montant de 425.000 USD le 20 février 2006.</p> <p>Les Documents requis sont pertinents afin d'établir l'étendue des prestations réalisées par MM. Bah et Daou en contrepartie de ces versements.</p> <p><i>The Republic of Guinea has shown that BSGR Companies are committed, through Pentler to pay money to the tune of several million dollars to MM. Bah Daou and for their assistance in obtaining the Mining Rights.</i></p>

	<p>Mr. Bah actually received an amount of USD 425 000 20 February 2006.</p> <p>The required documents are relevant to establish the extent of services provided by MM. Bah Daou and in return for these payments.</p>
<p>Objections aux Documents Demandés</p>	<p>The Claimants object to the requests on the basis of the following article of the IBA Rules :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Article 3(3)(c)(ii) (the documents requested are not in possession, custody or control of the Party to whom the request is addressed). <p>As already pointed out in objection No 4 above, Pentler is and has always been a separate entity of the Claimants. Claimants do not exercise any control over the company. As Claimants will demonstrate in its upcoming submission, Claimants did not have any involvement with the Mr Bah and Mr Daou or any other individual associated with Pentler. As a consequence, Claimants are not in possession, custody or control of any documents that would show the services, if any, rendered by Mr Bah and Mr Daou for Pentler.</p> <p>With respect to Respondent's request extending to the "BSGR Group of companies" Claimants rely on the objections raised in its prior objections (see above objections 1 – 3) that Claimants are not in possession, custody or control of the requested documents.</p> <p>Nevertheless, Claimants have run the relevant searches, but have not found any documents responsive to Respondent's request.</p>
<p>Réponse aux Objections aux Documents Demandés</p>	<p>La Guinée prend note du fait que, malgré l'objection qu'elles formulent, les Sociétés BSGR déclarent n'être en possession d'aucun Document répondant à la demande.</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>PAS DE DÉCISION REQUISE</p> <p>Le Tribunal note la déclaration faite par les Demanderesses selon laquelle aucun document pertinent n'est en leur possession, sous leur garde ou leur contrôle.</p>
<p>Tribunal's Decision</p>	<p>NO DECISION REQUIRED</p> <p>The Tribunal takes note of the Claimants' statements that no responsive documents are in their possession,</p>

	control or custody.
--	---------------------

Demande n° 6		
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés		<p>Tout contrat conclu entre :</p> <p>(a) M. Ibrahima Kassory Fofana, et :</p> <p>(b) les Sociétés BSGR ou toute société du Groupe BSG,</p> <p>en lien avec les activités des Sociétés BSGR et/ou du Groupe BSG en Guinée.</p> <p><i>Any contract between:</i></p> <p><i>(A) Mr. Ibrahima Fofana Kassory,</i></p> <p><i>and:</i></p> <p><i>(B) any BSGR companu or BSG Group Companies, in connection with the activities of BSGR Companies and / or BSG Group in Guinea.</i></p>
Pertinence selon la Partie Requérante	Réf. aux Soumissions	Contre-Mémoire, §§ 344-367, 841-846.
	Commentaires	<p>La République de Guinée a démontré que les Sociétés BSGR ont versé au moins 180.000 USD à M. Fofana à titre d'honoraires de « <i>special consulting</i> ».</p> <p>Les Documents requis sont pertinents afin d'établir les arrangements contractuels entre M. Fofana et les sociétés du Groupe BSG relatifs à ces versements.</p> <p><i>The Republic of Guinea has shown that BSGR Companies have paid at least \$ 180,000 to Mr. Fofana as fees to the "special consulting."</i></p> <p><i>The required documents are relevant to establish the contractual arrangements between Mr. Fofana and BSG Group companies for these payments.</i></p>
Objections aux Documents Demandés		<p>The Claimants object to the requests on the basis of the following articles of the IBA Rules:</p> <ol style="list-style-type: none"> Article 3(3)(c)(ii) (the documents requested are not in possession, custody or control of the Party to

	<p>whom the request is addressed);</p> <p>2. Article 9(2)(a) (lack of sufficient relevance to the case or materiality to its outcome).</p> <p>Claimants deny to have ever asked Mr Fofana’s services for any illegitimate purposes. As Claimants will explain in detail in their upcoming submission, Fofana provided high level strategic advice for a short period in 2008, for which he was paid. Claimants never concealed having Mr Fofana as a consultant. Respondent misrepresents Claimants' relationship with Mr Fofana, in an attempt to weave him into its narrative of bribery and corruption. In fact, there was nothing unusual or untoward about BSGR’s relationship with Fofana and Claimants had no need to conceal it.</p> <p>Claimants have run the relevant searches, but there are no agreements between Claimants and Mr Fofana which would be responsive to Respondent's request.</p> <p>Even if the Tribunal were to decide that Claimants were in possession, custody or control of the requested documents, Respondent failed to demonstrate the sufficient relevance and materiality of the requested document to the outcome of this case. Mr Fofana did not exercise any illegitimate influence on the government. Interestingly, the Respondent appointed Mr Fofana as minister in 2014, notwithstanding the serious allegations it now makes against Mr Fofana.</p>
<p>Réponse aux Objections aux Documents Demandés</p>	<p>La Guinée prend note du fait que, malgré les objections qu’elles formulent, les Sociétés BSGR déclarent n’être en possession d’aucun Document répondant à la demande.</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>PAS DE DÉCISION REQUISE</p>
<p>Tribunal's Decision</p>	<p>NO DECISION REQUIRED</p>

Demande n° 7		
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés	<p>Tout Document constatant l’entendue des prestations réalisées par :</p> <p>(a) M. Ibrahima Kassory Fofana,</p> <p>pour :</p> <p>(b) les Sociétés BSGR ou toute société du Groupe BSG, en lien avec les activités des Sociétés BSGR et/ou du Groupe BSG en Guinée et, notamment, les correspondances rendant compte de l’exécution de la mission et de toute difficulté rencontrée.</p> <p style="color: red;">Any document confirming the hearing of the services provided by:</p> <p style="color: red;">(A) Mr. Ibrahima Fofana Kassory,</p> <p>for :</p> <p style="color: red;">(B) any BSGR company or BSG Group Companies, in connection with the activities of BSGR Companies and / or BSG Group in Guinea and, in particular, correspondence reflecting the performance of the assignment and any difficulties encountered.</p>	
Pertinence selon la Partie Requérante	Réf. aux Soumissions	Contre-Mémoire, §§ 344-367, 841-846.
	Commentaires	<p>La République de Guinée a démontré que les Sociétés BSGR ont recouru aux services de M. Fofana pour leurs activités en Guinée, lequel a perçu des honoraires de « <i>special consulting</i> » d’au moins 180.000 USD.</p> <p>Les Documents requis sont pertinents afin d’établir l’étendue des prestations effectivement réalisées par M. Fofana en contrepartie de ces versements.</p> <p style="color: red;">The Republic of Guinea has shown that BSGR Companies have used the services of Mr. Fofana for their activities in Guinea, which has received fees for "special consulting" of at least \$ 180,000.</p> <p style="color: red;">The required documents are relevant to establish the extent of the services actually performed by Mr Fofana in return for these payments.</p>
Objections aux Documents		The Claimants object to the requests on the basis of the following articles of the IBA Rules:

<p>Demandés</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Article 3(3)(c)(ii) (the documents requested are not in possession, custody or control of the Party to whom the request is addressed); 2. Article 9(2)(a) (lack of sufficient relevance to the case or materiality to its outcome). <p>Claimants never concealed having Fofana as a consultant. Respondent misrepresents Claimants' relationship with Mr Fofana, in an attempt to weave him into its narrative of bribery and corruption. In fact, there was nothing unusual or untoward about BSGR's relationship with Mr Fofana and Claimants had no need to conceal it. Claimants deny to have ever asked Mr Fofana's services for any illegitimate purposes. Claimants did not keep any record of the services provided by Mr Fofana.</p> <p>With respect to Respondent's request extending to the "BSGR Group of companies" Claimants rely on the objections raised in its prior objections (see above objections 1 – 3). Claimants are not in possession, custody or control of the requested documents.</p> <p>Even if the Tribunal were to decide that Claimants were in possession, custody or control of the requested documents, Respondent failed to demonstrate the sufficient relevance and materiality of the requested documents to the outcome of this case. Mr Fofana did not exercise any illegitimate influence on the government. Interestingly, the Respondent appointed Mr. Fofana as minister in 2014, notwithstanding the serious allegations it now makes against Mr. Fofana.</p>
<p>Réponse aux Objections aux Documents Demandés</p>	<p>Conformément aux articles 16.3 et 16.4 de l'Ordonnance de procédure n° 1, la Guinée s'abstient de répondre aux objections des Sociétés BSGR et s'en remet à l'appréciation du Tribunal s'agissant de leur bien-fondé.</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>ACCORDÉE EN PARTIE</p> <p>Les documents demandés semblent être pertinents <i>prima facie</i>. En ce qui concerne la demande 7(a), le Tribunal note que les Demanderesses « n'ont pas conservé les archives des services fournis par M. Fofana ».</p> <p>En ce qui concerne la demande 7(b), dans la mesure où les documents pertinents ne sont pas sous le contrôle direct des Demanderesses, mais sous celui d'une autre entreprise du groupe BSG, il est ordonné aux Demanderesses de poursuivre leurs meilleurs efforts pour obtenir et produire ces documents.</p>

Tribunal's Decision	GRANTED IN PART The requested documents appear to be <i>prima facie</i> relevant. With respect to request 7(a), the Tribunal notes the Claimants' statement that they "did not keep any record of the services provided by Mr Fofana". With respect to request 7(b), to the extent that responsive documents are not in the direct control of the Claimants, but of another company of the BSG Group, the Claimants are ordered to make their best efforts to obtain and produce the documents.
----------------------------	---

Demande n° 8		
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés	<p>Tout Document établissant les raisons pour lesquelles les sociétés du Groupe BSG ont décidé de :</p> <ul style="list-style-type: none"> – procéder, le 15 janvier 2009, au remboursement en faveur du Ministre Thiam d’un billet d’avion pour le déplacement de M. Fofana à Londres, pour un montant de 8.017,60 USD ; et – financer le déplacement du Ministre Thiam au mariage de la fille de M. Steinmetz en Israël puis à Hong Kong, pour un montant de 10.746,66 USD, <p>ainsi que tout Document établissant quelle a été la mission accomplie lors de ces déplacements à Londres, en Israël et à Hong Kong.</p> <p style="color: red;">Any document stating the reasons for the BSG Group companies to have decided to:</p> <p style="color: red;"><input type="checkbox"/> carry on 15 January 2009, the reimbursement in favor of the Minister Thiam of an airline ticket for moving Fofana in London, amounting to \$ 8,017.60; and</p> <p style="color: red;"><input type="checkbox"/> fund Minister Thiam’s travel for the marriage of the daughter of Mr. Steinmetz in Israel and Hong Kong, in the amount of \$ 10,746.66,</p> <p style="color: red;">and any document establishing what was the mission accomplished during these trips to London, Israel and Hong Kong.</p>	
Pertinence selon la Partie Requérante	Réf. aux Soumissions	Contre-Mémoire, §§ 348-367, 836-840.
	Commentaires	<p>La République de Guinée a démontré que les sociétés du Groupe BSG ont procédé à divers paiements en faveur du Ministre Thiam.</p> <p>Les Documents requis sont pertinents afin d’établir la justification pour ces paiements réalisés pour le bénéfice d’un ministre en fonction, ainsi que la nature de la mission accomplie lors des déplacements financés par le Groupe BSG.</p> <p style="color: red;">The Republic of Guinea has shown that BSG Group companies have made various payments to the Minister</p>

	<p>Thiam.</p> <p>The required documents are relevant to establish the justification for the payments made for the benefit of a minister in office, and the nature of the mission accomplished during travels funded by BSG Group.</p>
<p>Objections aux Documents Demandés</p>	<p>The Claimants object to the requests on the basis of the following articles of the IBA Rules:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Article 3(3)(c)(ii) (the documents requested are not in possession, custody or control of the Party to whom the request is addressed); 2. Article 9(2)(a) (lack of sufficient relevance to the case or materiality to its outcome). <p>With respect to Respondent's request extending to the "BSGR Group of companies" Claimants rely on the objections raised in its prior objections (see above objections 1 – 3) that Claimants are not in possession, custody or control of the requested documents.</p> <p>Even if the Tribunal were to decide that Claimants were in possession, custody or control of the requested documents, Respondent failed to demonstrate the sufficient relevance and materiality of these documents to the outcome of this case. The two payments Respondent refers to have not been made with any intention of unduly promoting Claimants' interests or to engage in any illegal activities.</p> <p>There are simple explanations for these legitimate payments for which Claimants have not asked any favors in return. In fact, such documents about a "mission accomplished" do not exist.</p> <p>The reimbursement of \$ 8,017.60:</p> <p>In late 2008, when Minister Thiam became Minister of Mines, he received requests from many mining companies for introductory meetings. BSGR was among the companies that wanted to meet Minister Thiam. Mr Fofana, who was advising BSGR at the time, arranged the meeting because he had a prior acquaintance with Minister Thiam. Minister Thiam also wanted Fofana to be present at the meeting because he was unfamiliar with BSGR and wanted Mr Fofana to vouch for the company. Accordingly, Minister Thiam booked plane tickets for himself and Mr Fofana to attend the meeting (which ultimately did not happen, due to illness). He subsequently requested reimbursement from Claimants for Mr Fofana's ticket, since Mr Fofana was its adviser, but not for his own ticket. Respondent is wrong to suggest, on the basis of this reimbursement, that Mr Fofana and Minister Thiam were working together on Claimants' behalf.</p> <p>The invitation to Mr Steinmetz's daughter's wedding and the travel to Hong Kong:</p>

	<p>In respect of Mr Steinmetz's daughter's wedding, Minister Thiam did attend. However, this was not on account of any personal relationship between him and Mr Steinmetz. Mr Steinmetz invited the President of Guinea to his daughter's wedding as a courtesy. The President could not travel and instructed Minister Thiam to go to the wedding to represent him. Minister Thiam went to the wedding on the instruction of the President. As this was an invitation, Claimants paid for the tickets to Israel.</p> <p>We assume that Respondent refers to Minister Thiam's flight to Hong Kong in November 2009 for which Claimants paid. Claimants requested Minister Thiam to attend a meeting with the President in 2009 on a date when Thiam was due to be in Hong Kong. In order to facilitate Thiam's presence at the meeting, Claimants paid for his flight from Conakry to Istanbul, and onwards to Hong Kong.</p>
<p>Réponse aux Objections aux Documents Demandés</p>	<p>La Guinée prend note des explications des Sociétés BSGR. Cependant, ces explications ne peuvent dispenser les Sociétés BSGR de l'obligation de produire tous documents se rapportant à cette demande (et donc susceptibles de confirmer ou non les explications des Sociétés BSGR).</p> <p>En d'autres termes, le <i>Redfern Schedule</i> n'a pas pour objet de permettre aux Parties de fournir des « explications » quant aux faits débattus dans cet arbitrage. Si les Sociétés BSGR sont en possession d'informations sur les faits visés dans la demande de production, il leur appartient de produire les documents demandés et de détailler leurs justifications des paiements effectués au Ministre Thiam dans leur Mémoire en Réplique.</p> <p>S'agissant des objections des Sociétés BSGR, la Guinée s'abstient d'y répondre et s'en remet à l'appréciation du Tribunal s'agissant de leur bien-fondé, conformément aux articles 16.3 et 16.4 de l'Ordonnance de procédure n° 1.</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>ACCORDÉE COMME SPÉCIFIÉ</p> <p>Les documents demandés semblent être pertinents <i>prima facie</i>. Dans la mesure où les documents pertinents ne sont pas sous le contrôle direct des Demanderesses, mais sous celui d'une autre entreprise du groupe BSG, il est ordonné aux Demanderesses de poursuivre leurs meilleurs efforts pour obtenir et produire ces documents. Par conséquent, le Tribunal ordonne la production de tous documents pertinents en la possession, sous la garde ou le contrôle des Demanderesses.</p>

Tribunal's Decision	GRANTED AS SPECIFIED The requested documents appear <i>prima facie</i> relevant. To the extent that responsive documents are not in the direct control of the Claimants, but of another company of the BSG Group, the Claimants are ordered to make their best efforts to obtain and produce the documents. Accordingly, the Tribunal orders the production of any responsive document that is in possession, control or custody of the Claimants.
----------------------------	--

Demande n° 9		
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés		<p>Tout Document établissant la validation en interne des Sociétés BSGR du versement d'une indemnité de 20.000 USD aux membres de la commission interministérielle ayant négocié la Convention de Base de Zogota, et les justifications pour un tel versement.</p> <p><i>Any document establishing the internal validation of the BSGR Companies pay daily allowance of \$ 20,000 to members of the interministerial committee that negotiated the Convention Zogota Base, and the justifications for such a payment.</i></p>
Pertinence selon la Partie Requérante	Réf. aux Soumissions	Contre-Mémoire, §§ 372, 847-850.
	Commentaires	<p>Les membres de la commission interministérielle ont obtenu un versement de 1.000 USD chacun. Les Documents requis sont pertinents car ils permettront d'établir les vérifications réalisées et les procédures suivies par les Sociétés BSGR pour justifier ces versements.</p> <p><i>The members of the interdepartmental commission obtained a payment of \$ 1,000 each. The required documents are relevant because they will establish checks performed and the procedures followed by the BSGR companies to justify these payments.</i></p>
Objections aux Documents Demandés		<p>The Claimants agree to produce documents falling within this request which exist and are within its possession, custody or control.</p> <p>For the avoidance of doubt, the Claimants deny that the daily allowance paid to every member of the Committee involved any illicit activities.</p>
Réponse aux Objections aux Documents Demandés		La Guinée prend note de l'accord des Sociétés BSGR de produire les Documents demandés, ainsi que de leur courriel du 5 août 2016 dans lequel elles déclarent n'être en possession d'aucun Document répondant à la demande.
Décision du Tribunal		PAS DE DÉCISION REQUISE

Tribunal's Decision	NO DECISION REQUIRED
----------------------------	-----------------------------

Demande n° 10		
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés	<p>Toute facture émise à compter de janvier 2005, à l'attention des Sociétés BSGR, de toute société du Groupe BSG et/ou de la société Pentler, par l'une quelconque des personnes ou entités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) MM. Boutros, Adama Sidibe et/ou LMS ; (b) MM. Bah et/ou Daou ; (c) M. Ibrahima Kassory Fofana, ou (d) le Ministre Thiam. <p>All invoices issued from January 2005, to the attention of BSGR Company, any company of BSG Group and / or Pentler company, by any of the following persons or entities:</p> <ul style="list-style-type: none"> (A) MM. Boutros, Adama Sidibe and / or LMS; (B) MM. Bah and / or Daou; (C) Mr. Ibrahima Fofana Kassory or (D) the Minister Thiam. 	
Pertinence selon la Partie Requérante	Réf. aux Soumissions	<i>Ibid.</i> , points 2 à 6 ci-dessus.
	Commentaires	<p>Ces Documents requis sont pertinents afin d'établir si les prestations facturées par ces personnes et entités aux Sociétés BSGR correspondent aux accords conclus entre elles et aux prestations effectivement réalisées par ces personnes ou entités.</p> <p>Ces Documents seront également pertinents pour établir si les Sociétés BSGR ont suivi les règles juridiques et comptables applicables aux règlements financiers, l'absence de suivi de telles règles étant un des éléments indicateur de faits de corruption.</p> <p>These required documents are relevant to establish whether the services invoiced by such persons and entities to BSGR Companies correspond to agreements between them and the services actually performed by such persons or entities.</p>

		<p>These documents will also be relevant in determining whether BSGR Companies followed the legal and accounting rules applicable to financial regulations, the lack of follow such rules being one of the indicator elements of corruption.</p>
<p>Objections aux Documents Demandés</p>		<p>The Claimants object to the requests on the basis of the following articles of the IBA Rules:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Article 3(3)(c)(ii) (the documents requested are not in possession, custody or control of the Party to whom the request is addressed); 2. Article 3(3)(b) (the lack of a statement that the documents are material to the outcome of the case); 3. Article 3(3)(a)(ii)(the category of documents requested are insufficiently narrow and specific); 4. Article 9(2)(a) (lack of sufficient relevance to the case or materiality to its outcome); 5. Article 9(2)(c) (unreasonable burden to produce the requested evidence). <p>With respect to Respondent's request extending to the "BSGR Group of companies" Claimants rely on the objections raised in its prior objections (see above objections 1 – 3) that Claimants are not in possession, custody or control of the requested documents.</p> <p>Even if the Tribunal was to decide that Claimants were in possession, custody or control of the requested documents, Respondent failed to demonstrate the sufficient relevance and materiality of these invoices to the outcome of this case. Even if they might be relevant to demonstrate that Claimants have breached financial regulations, which they have not, they are certainly not able and material to demonstrate that any of these payments were illegal.</p> <p>Furthermore, Respondent's requests are too broad. They do not provide for a time period within which searches could be reasonably performed. They only ask for invoices from January 2005 but do not establish any time frame. The searching within this unspecified time period would be an unreasonable burden for Claimants to produce the requested evidence.</p> <p>In addition to the objections raised above, Claimants will address requests (a) – (d) separately as well:</p> <p>As regards request (a), it is the Claimants' position that all invoices issued to Messrs. Boutros, Adama Sidibe and/or LMS were justified by the services provided. Respondent has failed to demonstrate that invoices issued by Messrs. Boutros, Adama Sidibe and/or LMS referred to services that were not performed.</p>

	<p>Claimants agree, however, to produce the documents falling within this request which exist and are in their possession, custody or control.</p> <p>As regards request (b), no invoice has been issued to Claimants by Mr. Bah or Mr. Daou. As pointed out above in Claimants objections to request No 4 and No 5, Claimants did not have any involvement with the Mr Bah and Mr Daou or any other individual associated with Pentler. The requested documents do not exist.</p> <p>As regards request (c), Claimants deny to have ever asked Mr. Fofana’s services for any illegitimate purposes (see Claimants' objections to requests No 6 and No 7 above). Claimants have run the relevant searches and confirm that such invoices do not exist.</p> <p>As regards request (d), Claimants deny that any payments have been made to Minister Thiam to promote illegal activities on behalf of Claimants (see Claimants' objections to requests No 8 above) Claimants are not in possession, custody or control of invoices issued by Minister Thiam to Claimants. In fact, such invoices do not exist.</p>
<p>Réponse aux Objections aux Documents Demandés</p>	<p>La Guinée prend note du fait que, malgré les objections qu’elles formulent, notamment quant au caractère déraisonnable ou excessivement contraignant de la demande, les Sociétés BSGR :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit acceptent de produire les Documents demandés qui sont en leur possession, sous leur garde ou sous leur contrôle (demande n° 10(a)) ; • soit déclarent n’être en possession d’aucun Document répondant à la demande (demandes n°10(b), (c) et (d)).
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>PAS DE DÉCISION REQUISE</p>
<p>Tribunal’s Decision</p>	<p>NO DECISION REQUIRED</p>

Demande n° 11		
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés		<p>Tout Document établissant la preuve du versement de sommes d’argent par les Sociétés BSGR ou toute société du Groupe BSG et/ou la société Pentler en faveur de l’une quelconque des personnes ou entités suivantes :</p> <p>(a) MM. Boutros, Adama Sidibe et/ou LMS ;</p> <p>(b) MM. Bah et/ou Daou ;</p> <p>(c) M. Ibrahima Kassory Fofana, ou</p> <p>(d) le Ministre Thiam.</p> <p>Any document establishing proof of payment of money by BSGR companies or any company of BSG Group and / or Pentler society for any of the following persons or entities:</p> <p>(A) MM. Boutros, Adama Sidibe and / or LMS;</p> <p>(B) MM. Bah and / or Daou;</p> <p>(C) Mr. Ibrahima Fofana Kassory or</p> <p>(D) the Minister Thiam.</p>
Pertinence selon la Partie Requérante	Réf. aux Soumissions	<i>Ibid.</i> , points 2 à 6 ci-dessus.
	Commentaires	<p>Ces Documents requis sont pertinents afin d’établir si les versements réalisés par les Sociétés BSGR correspondent effectivement aux prestations réalisées par ces personnes ou entités et aux montants facturés par elles.</p> <p>These required documents are relevant to determine whether payments made by BSGR Companies actually correspond to services provided by such persons or entities and the amounts invoiced by them.</p>
Objections aux Documents Demandés		<p>The Claimants object to the requests on the basis of the following articles of the IBA Rules:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Article 3(3)(c)(ii) the documents requested are not in possession, custody or control of the Party to whom the request is addressed; 2. Article 3(3)(a)(ii)(the category of documents requested are insufficiently narrow and specific);

	<p>3. Article 9(2)(a) (lack of sufficient relevance to the case or materiality to its outcome); 4. Article 9(2)(c) (unreasonable burden to produce the requested evidence).</p> <p>With respect to Respondent's request extending to the "BSGR Group of companies" Claimants rely on the objections raised in its prior objections (see above objections 1 – 3) that Claimants are not in possession, custody or control of the requested documents.</p> <p>Respondent's requests are too broad. They do not provide for a time period within which searches could be reasonably performed. The searching within this unspecified time period would be an unreasonable burden for Claimants to produce the requested evidence.</p> <p>In addition to the objections raised above, Claimants will now address requests (a) – (d) separately:</p> <p>As regards request (a), it is the Claimants' position that all payments to Messrs. Boutros, Adama Sidibe and/or LMS were justified by the services provided.</p> <p>Claimants agree, however, to produce the documents falling within this request which exist, are in its possession, custody or control.</p> <p>As regards request (b) as pointed out above in Claimants objections to request No 4 and No 5 above, Claimants did not have any involvement with the Mr Bah and Mr Daou or any other individual associated with Pentler. The requested documents do not exist.</p> <p>As regards request (c), Claimants deny to have ever asked Mr Fofana's services for any illegitimate purposes (see Claimants' objections to requests No 6, No 7 and No 10 above).</p> <p>Claimants agree, however, to produce any documents falling within this request which exist, are within its possession, custody or control.</p> <p>As regards request (d), as Claimants have already stated above in their objections to requests No 8 and No 10 above) Claimants have not made any improper payments to Minister Thiam. Claimants are not in possession, custody or control of the requested documents.</p>
--	---

Réponse aux Objections aux Documents Demandés	<p>La Guinée prend note du fait que, malgré les objections qu'elles formulent, notamment quant au caractère déraisonnable ou excessivement contraignant de la demande, les Sociétés BSGR :</p> <ul style="list-style-type: none">• soit acceptent de produire les Documents demandés qui sont en leur possession, sous leur garde ou sous leur contrôle (demande n° 11(a) et (c)) ;• soit déclarent n'être en possession d'aucun Document répondant à la demande (demande n° 11(b)). <p>S'agissant de la demande n° 11(d), la Guinée prend par ailleurs note de la production par les Sociétés BSGR, le 5 août 2016, d'un Document répondant à la demande. L'objection des Sociétés BSGR selon laquelle elles ne seraient pas en possession des Documents demandés est par conséquent devenue sans objet.</p>
Décision du Tribunal	PAS DE DÉCISION REQUISE
Tribunal's Decision	NO DECISION REQUIRED

Demande n° 12		
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés	<p>Tout Document (en particulier, tout rapport) démontrant la réalisation d'un audit ou d'un exercice de <i>due diligence</i> par les Sociétés BSGR et/ou toute société du Groupe BSG préalablement à l'engagement de :</p> <p>(a) M. Cilins, (b) M. Lev Ran, ou (c) M. Noy,</p> <p>et relatif à cet engagement.</p> <p>Any document (in particular, report) demonstrating an audit or due diligence exercise by BSGR Companies and / or any company of the BSG Group prior to the engagement of:</p> <p>(A) Mr. Cilins, (B) Mr. Lev Ran, or (C) Mr. Noy and on this engagement.</p>	
Pertinence selon la Partie Requérante	Réf. aux Soumissions	Sections IV et V(C) du Contre-Mémoire, notamment §§ 853-856 et 861-868.
	Commentaires	<p>La République de Guinée a démontré que le Groupe BSG et, en particulier BSGR, a recouru dès 2005 aux services de MM. Cilins, Lev Ran et Michael Noy - individuellement ou à travers la société <i>offshore</i> Pentler – pour la mise en œuvre du schéma de corruption.</p> <p>Les Documents requis sont pertinents car ils permettront d'établir l'étendue des contrôles internes réalisés ou non par les Sociétés BSGR et/ou BSGR et/ou toute société du Groupe (en application de leurs règles de conformité) pour prévenir des risques de corruption liés à l'engagement de MM. Cilins, Lev Ran ou Noy.</p> <p>The Republic of Guinea has shown that BSG Group and, in particular BSGR, resorted in 2005 to services of MM. Cilins Lev Ran and Michael Noy - individually or through the offshore company Pentler - for the</p>

	<p>implementation of the corruption scheme.</p> <p>The required documents are relevant because they will establish the extent of internal controls made or not made by BSGR Companies and / or BSGR and / or any Group company (pursuant to their rules compliance) to prevent corruption risks related to commitments of MM. Cilins Lev Ran or Noy.</p>
<p>Objections aux Documents Demandés</p>	<p>The Claimants object to the requests on the basis of the following articles of the IBA Rules:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Article 3(3)(c)(ii) the documents requested are not in possession, custody or control of the Party to whom the request is addressed); 2. Article 3(3)(b) (the lack of a statement that the documents are material to the outcome of the case); 3. Article 9(2)(a) (lack of sufficient relevance to the case or materiality to its outcome). <p>With respect to Respondent's request extending to the "BSGR Group of companies" Claimants rely on the objections raised in its prior objections (see above objections 1 – 3) that Claimants are not in possession, custody or control of the requested documents.</p> <p>Even if the Tribunal was to decide that Claimants were in possession, custody or control of the requested documents, Respondent failed to demonstrate the sufficient relevance and materiality of Claimants having or not performed a due diligence exercise before engaging individuals mentioned in this request.</p> <p>Nevertheless, Claimants have run the relevant searches and confirm that they have not found any documents responsive to Respondent's request.</p>
<p>Réponse aux Objections aux Documents Demandés</p>	<p>La Guinée prend note du fait que, malgré les objections qu'elles formulent, les Sociétés BSGR déclarent n'être en possession d'aucun Document répondant à la demande.</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>PAS DE DÉCISION REQUISE</p>
<p>Tribunal's Decision</p>	<p>NO DECISION REQUIRED</p>

Demande n° 13		
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés	<p>Tout Document (en particulier, tout rapport) démontrant la réalisation d'un audit ou d'un exercice de <i>due diligence</i> par les Sociétés BSGR, toute société du Groupe BSG et/ou la société Pentler préalablement à l'engagement de :</p> <p>(a) M. Boutros, M. Adama Sidibe et/ou la société Logistics Maintenance Services (« LMS »),</p> <p>(b) M. Bah et/ou M. Daou,</p> <p>(c) M. Fofana,</p> <p>et relatif à cet engagement.</p> <p>Any document (in particular, report) demonstrating an audit or due diligence exercise by BSGR Company, any company of BSG Group and / or the company Pentler prior to engagement:</p> <p>(A) Mr. Boutros, Mr. Adama Sidibe and / or society Logistics Maintenance Services ("LMS")</p> <p>(B) Mr. Bah and / or Mr. Daou</p> <p>(C) Mr. Fofana,</p> <p>and on this commitment.</p>	
Pertinence selon la Partie Requérante	Réf. aux Soumissions	Sections IV et V(C) du Contre-Mémoire, notamment §§ 193-199, 348-367, 387-416, 417-444, 482-490, 836-850 et 869-873.
	Commentaires	<p>La République de Guinée a démontré que les Sociétés BSGR ont recouru, parfois par l'intermédiaire de la société Pentler, à un nombre important de « consultants » pour la mise en œuvre du schéma de corruption.</p> <p>Les Documents requis sont pertinents car ils permettront d'établir l'étendue des contrôles internes réalisés ou non par les Sociétés BSGR et/ou BSGR et/ou toute société du Groupe (en application de leurs règles de conformité) pour prévenir des risques de corruption liés à l'engagement de chacune de ces personnes.</p> <p>The Republic of Guinea has shown that BSGR Companies have used, sometimes through the Pentler society, a</p>

	<p>large number of "consultants" for the implementation of the corruption scheme.</p> <p>The required documents are relevant because they will establish the extent of internal controls made or not made by BSGR Companies and / or BSGR and / or any Group company (pursuant to their rules compliance) to prevent corruption risks related to the commitment of each person.</p>
<p>Objections aux Documents Demandés</p>	<p>The Claimants object to the requests on the basis of the following articles of the IBA Rules:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Article 3(3)(c)(ii) (the documents requested are not in possession, custody or control of the Party to whom the request is addressed); 2. Article 3(3)(b) (the lack of a statement that the documents are material to the outcome of the case); 3. Article 9(2)(a) (lack of sufficient relevance to the case or materiality to its outcome). <p>With respect to Respondent's request extending to the "BSGR Group of companies" Claimants rely on the objections raised in its prior objections (see above objections 1 – 3) that Claimants are not in possession, custody or control of the requested documents.</p> <p>Even if the Tribunal was to decide that Claimants were in possession, custody or control of the requested documents, Respondent failed to demonstrate the sufficient relevance and materiality of Claimants having (or not) performed a due diligence exercise before engaging individuals mentioned in this request. Furthermore, as stated already above in objections 4, 5 & 10 Claimants did not engage any of those individuals.</p> <p>In addition to the objections raised above Claimants will now address requests (a) – (c) also separately:</p> <p>As regards request (a) Claimants agree to produce the documents falling within this request which exist and are in its possession, custody or control. Claimants deny, however, that Messrs. Boutros, Adama Sidibe and/or LMS acted on behalf of BSGR in relation to alleged bribery and corrupt payments.</p> <p>As regards request (b), Claimants confirm that the requested documents do not exist, thus, are not in possession, custody or control of Claimants. As stated above in objection 4, 5 and 10, Claimants have neither entered into any agreements with Messrs. Bah and/or Daou nor have they performed any audit of these individuals.</p> <p>As regards request (c), Claimants deny to have ever asked Mr. Fofana's services for any illegitimate purposes.</p> <p>The Claimants deny that Messrs. Boutros, Adama Sidibe and/or LMS acted on behalf of BSGR in relation to alleged bribery and corrupt payments.</p>

	<p>Claimants agree, however, to produce the documents falling within this request which exist and are within its possession, custody or control.</p>
<p>Réponse aux Objections aux Documents Demandés</p>	<p>La Guinée prend note du fait que, malgré les objections qu’elles formulent, les Sociétés BSGR :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit acceptent de produire les Documents demandés qui sont en leur possession, sous leur garde ou sous leur contrôle (demandes n° 13(a) et (c)). • soit déclarent n’être en possession d’aucun Document répondant à la demande (demandes n° 13(b)). <p>La Guinée précise toutefois avoir sollicité des Sociétés BSGR, le 3 août 2016, qu’elles confirment si leur accord de produire les Documents demandés concerne la demande n° 13 dans son intégralité ou seulement l’un des points (a), (b) et/ou (c).</p> <p>Bien que les Sociétés BSGR aient confirmé que leur accord s’appliquait aux demandes n° 13(a) et (c), la Guinée n’a identifié aucun Document répondant à ces deux demandes après revue des Documents produits par les Sociétés BSGR les 27 juillet 2016 et 5 août 2016.</p> <p>Sous réserve d’éventuelles clarifications des Sociétés BSGR à cet égard, la Guinée se voit contrainte de constater le refus des Sociétés BSGR de produire l’intégralité des Documents demandés et de solliciter du Tribunal qu’il en ordonne la production.</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>ACCORDÉE DANS SA FORME RESTREINTE</p> <p>En ce qui concerne la demande No. 13(b), le Tribunal prend note de la déclaration des Demanderesses selon laquelle aucun document pertinent n’existe. Le Tribunal comprend cela comme une affirmation générale faisant référence aux documents où qu’ils se trouvent au sein du groupe BSG. Si tel n’était pas le cas, il est ordonné aux Demanderesses de fournir leurs meilleurs efforts pour obtenir et produire ces documents.</p> <p>En ce qui concerne les demandes 13(a) et (c), le Tribunal prend note de l’accord des Demanderesses pour produire les documents existants. Il note également la déclaration de la Défenderesse selon laquelle aucun document pertinent n’a été produit. Par conséquent, le Tribunal comprend qu’aucun autre document pertinent n’existe. Toutefois, si des documents pertinents existaient et ne sont pas sous le contrôle direct des Demanderesses, mais sous celui d’une autre entreprise du groupe BSG, il est ordonné aux Demanderesses de poursuivre leurs meilleurs efforts pour obtenir et produire ces documents.</p>

<p>Tribunal's Decision</p>	<p>GRANTED AS NARROWED DOWN</p> <p>With respect to request No. 13(b), the Tribunal takes note of the Claimants' statement that no responsive documents exist. The Tribunal understands this as a general statement referring to documents wherever they are located within the BSG Group. If this were not so, the Claimants are ordered to make their best efforts to obtain and produce the documents.</p> <p>With respect to requests Nos. 13(a) and (c), the Tribunal takes note of the Claimants' agreement to produce existing documents. It further takes note of the Respondent's statement that no responsive documents have been produced. Accordingly, the Tribunal understands that no further responsive documents exist. However, to the extent that responsive documents exist that are not in the direct control of the Claimants, but of another company of the BSG Group, the Claimants are ordered to make their best efforts to obtain and produce the documents.</p>
-----------------------------------	--

II. Structure et employés des sociétés du Groupe BSG		
Demande n° 14		
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés	<p>Tout Document établissant (i) la structure de l'actionnariat ainsi que (ii) l'identité des administrateurs des sociétés :</p> <p style="padding-left: 40px;">(a) Windpoint Overseas Limited, et</p> <p style="padding-left: 40px;">(b) BSGR Treasury Services,</p> <p>entre 2005 et 2012.</p> <p>En particulier, tout extrait de registre, certificat d'immatriculation ou <i>Share Certificate</i> relatif à ces deux sociétés.</p> <p style="color: #800000;">Any document stating (i) the shareholding structure and (ii) the identity of the directors of the companies:</p> <p style="color: #800000;">(A) Windpoint Overseas Limited, and</p> <p style="color: #800000;">(B) BSGR Treasury Services,</p> <p style="color: #800000;">between 2005 and 2012.</p> <p style="color: #800000;">In particular, any extract from register, registration certificate or Share Certificate relating to these two companies.</p>	
Pertinence selon la Partie Requérante	Réf. aux Soumissions	Contre-Mémoire, §§ 69, 479, 513, 517 et 801.
	Commentaires	<p>La République de Guinée a démontré que les Sociétés BSGR ont utilisé les sociétés Windpoint Overseas Limited et BSGR Treasury Services pour effectuer divers paiements, notamment en faveur de la société Pentler et de certaines des personnes identifiées au point 2 ci-dessus.</p> <p>Les documents requis sont pertinents pour clarifier le rôle des sociétés Windpoint Overseas Limited et BSGR Treasury Services dans le Groupe BSG.</p>

		<p>The Republic of Guinea has shown that BSGR Companies have used the companies Windpoint Overseas Limited and BSGR Treasury Services to make various payments, including for the Pentler company and certain individuals identified in item 2 above.</p> <p>The required documents are relevant to clarify the role of companies Windpoint Overseas Limited and BSGR Treasury Services in the BSG Group.</p>
<p>Objections aux Documents Demandés</p>		<p>The Claimants object to the requests on the basis of the following articles of the IBA Rules:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Article 3(3)(c)(ii) (the documents requested are not in possession, custody or control of the Party to whom the request is addressed); 2. Article 3(3)(b) (the lack of a statement that the documents are material to the outcome of the case) 3. Article 3(3)(a)(ii)(the category of documents requested are insufficiently narrow and specific) 4. Article 9(2)(a) (lack of sufficient relevance to the case or materiality to its outcome) 5. Article 9(2)(c) (unreasonable burden to produce the requested evidence) <p>The Claimants have, in their Claimant’s memorial explained the structure of the BSGR group.</p> <p>Even if the Tribunal were to decide that Claimants should provide the requested documents, Respondents did not demonstrate the sufficient relevance and materiality of the requested documents to the outcome of this case. In fact, Claimants cannot see how the disclosure of the shareholding structure and the identity of the directors of the Windpoint Overseas Limited or BSGR Treasury Services would be relevant and/or material to the outcome of the case.</p> <p>Furthermore, Claimants object on the basis that Respondents requests are too broad. The requests cover a time frame between 2005 and 2012. The searching of a seven year time period is too broad and would be an unreasonable burden on the Claimants, in particular, considering that Respondent fails to demonstrate the relevance of this time frame.</p>

<p>Réponse aux Objections aux Documents Demandés</p>	<p>Conformément à l'article 16.3 de l'Ordonnance de procédure n° 1, la Guinée ne répond qu'à l'objection des Sociétés BSGR selon laquelle cette demande serait exagérément contraignante, compte-tenu du fait qu'elle concerne des Documents créés sur une période de sept ans.</p> <p>Dans la mesure où la demande vise une catégorie de Documents précisément définie, la période de temps visée ne peut suffire à elle seule à établir le caractère déraisonnable ou excessivement contraignant de la demande. En effet, les Documents demandés par la Guinée sont uniquement des documents sociaux officiels. Compte-tenu de leur nature, ils ont nécessairement été classés et conservés avec soin, de sorte qu'il devrait être aisé d'en trouver une copie et de les produire.</p> <p>En outre, l'objet des Documents est précisément circonscrit et la demande ne concerne que deux sociétés, de sorte que les Documents demandés sont particulièrement limités en nombre. Les Sociétés BSGR bénéficient de suffisamment de mots-clés pour identifier les Documents demandés dans une base de données électronique. La recherche des Documents demandés n'impose donc pas de fardeau excessif aux Sociétés BSGR.</p> <p>Pour ces raisons, l'objection des Sociétés BSGR ne saurait être admise.</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>ACCORDÉE</p> <p>Les documents demandés semblent être pertinents <i>prima facie</i>. La demande est aussi suffisamment spécifique et ne semble pas représenter un fardeau excessif.</p>
<p>Tribunal's Decision</p>	<p>GRANTED</p> <p>The requested documents appear <i>prima facie</i> relevant. The request is also sufficiently specific and does not appear to amount to an unreasonable burden.</p>

Demande n° 15	
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés	<p>Tout contrat de travail ou de consultant conclu entre BSGR Guinée et Ibrahima Sory Touré.</p> <p><i>Any employment contract or consulting agreement between BSGR Guinea and Ibrahima Sory Toure.</i></p>
Pertinence selon la Partie Requérante	<p style="text-align: center;">Réf. aux Soumissions</p> <p>Contre-Mémoire, §§ 238, 477-478 et 828-830.</p>
Commentaires	<p>Il est établi et admis par les Sociétés BSGR que M. Ibrahima Sory Touré, le beau-frère du Président Conté, a été employé par BSGR Guinée, dans un premier temps en tant que directeur des relations publiques puis en tant que vice-président.</p> <p>La République de Guinée soutient qu'il n'existait aucune justification licite à l'embauche de M. I.S. Touré par BSGR Guinée dès lors que celui-ci ne disposait d'aucune compétence professionnelle dans le secteur minier ou en matière de relations publiques.</p> <p>Les documents requis sont pertinents pour établir l'étendue des prestations requises de M. Touré dans le cadre de son contrat de travail et la rémunération perçue en contrepartie.</p> <p><i>It is established and accepted by BSGR Companies that Ibrahima Sory Toure, brother in law of President Conté, was employed by BSGR Guinea, initially as director of public relations and then as vice president.</i></p> <p><i>The Republic of Guinea maintains that there was no lawful justification for hiring Mr. I.S. Toure BSGR Guinea since it had no professional expertise in mining or public relations.</i></p> <p><i>The required documents are relevant to establish the extent of the services required of Toure as part of his employment contract and the remuneration received in return.</i></p>
Objections aux Documents Demandés	<p>Claimants agree to produce documents falling within these request which exist and are within its possession, custody or control.</p> <p>For the avoidance of doubt, the Claimants deny Mr. Touré was ever the brother-in-law of President Conté. The Claimants also deny that its dealings with Mr. Touré involved any illicit activities.</p>

Réponse aux Objections aux Documents Demandés	La Guinée prend note de l'accord des Sociétés BSGR de produire les Documents demandés.
Décision du Tribunal	PAS DE DÉCISION REQUISE
Tribunal's Decision	NO DECISION REQUIRED

III. Politique interne de lutte contre la corruption des Sociétés BSGR		
Demande n° 16		
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés	<p>Tout Document relatif au programme de conformité interne aux Sociétés BSGR en vigueur entre 2006 et 2010. <i>Any document relating to internal compliance program BSGR Companies in force between 2006 and 2010.</i></p>	
Pertinence selon la Partie Requérante	Réf. aux Soumissions	Contre-Mémoire, §§ 853-856.
	Commentaires	<p>La République de Guinée soutient que le contexte de corruption endémique présent en Guinée entre 2006 et 2010 était propice aux actes de corruption commis par les Sociétés BSGR.</p> <p>Dans ces circonstances, une société désireuse d’investir sans recourir à la corruption doit normalement suivre un programme de conformité interne pour prévenir tout risque juridique.</p> <p>Les Documents requis sont pertinents pour établir le contenu du programme de conformité des Sociétés BSGR et dans quelle mesure il a été suivi.</p> <p><i>The Republic of Guinea maintains that the context of endemic corruption present in Guinea between 2006 and 2010 was conducive to acts of corruption committed by BSGR Companies.</i></p> <p><i>In these circumstances, a company willing to invest without resorting to corruption should normally follow an internal compliance program to prevent legal risk.</i></p> <p><i>The required documents are relevant to establish the contents of the compliance program BSGR Companies and to what extent it was followed.</i></p>
Objections aux Documents Demandés	<p>Claimants agree to produce internal policy documents falling within these request which exist and are within its possession, custody or control.</p>	

<p>Réponse aux Objections aux Documents Demandés</p>	<p>La Guinée prend note de l'accord des Sociétés BSGR de produire les Documents demandés.</p> <p>La Guinée précise avoir sollicité des Sociétés BSGR, le 3 août 2016, qu'elles confirment la date de création des Documents produits le 27 juillet 2016 en réponse à cette demande et qu'elles produisent tout Document attestant de ces dates.</p> <p>Si les Sociétés BSGR ont tenté de préciser la date de création des Documents produits dans leur réponse du 5 août 2016, elles n'ont cependant produit aucun Document permettant d'attester de ces dates.</p> <p>En l'absence d'une réponse complète des Sociétés BSGR au courriel de la Guinée du 3 août 2016, la Guinée se voit donc contrainte de constater le refus des Sociétés BSGR de produire l'intégralité des Documents demandés en leur possession et de solliciter du Tribunal arbitral qu'il en ordonne la production.</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>ACCORDÉE DANS SA FORME RESTREINTE</p> <p>Le Tribunal note l'accord des Demanderesses pour produire tous documents pertinents. Il note également la production par les Demanderesses de documents pertinents le 27 juillet 2016.</p> <p>Le Tribunal note que la Défenderesse a demandé le 3 août 2016 que les Demanderesses confirment les dates de création des documents produits et de fournir un document faisant preuve de ces dates.</p> <p>Les documents demandés tels que circonscrits par la Défenderesse dans sa demande du 3 août 2016 semblent être pertinents <i>prima facie</i>. Le Tribunal ordonne donc la production de tout document attestant de la date de création des documents stratégiques internes produits.</p>
<p>Tribunal's Decision</p>	<p>GRANTED AS NARROWED DOWN</p> <p>The Tribunal notes the Claimants' agreement to produce any responsive documents. It further notes the Claimants' production of responsive documents on 27 July 2016.</p> <p>The Tribunal notes that the Respondent requested on 3 August 2016 that the Claimants confirm the date of creation of the produced documents and provided a document evidencing such date.</p> <p>The requested documents as narrowed down by the Respondent in its request of 3 August 2016 appear <i>prima facie</i> relevant. The Tribunal therefore orders the production of any document attesting the date of creation of the internal policy documents produced.</p>

Demande n° 17		
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés	<p>Tout Document établissant la provenance et la valeur de la montre remise par M. Cilins au Président Lansana Conté.</p> <p><i>Any document stating the origin and value of the watch presented by Mr. Cilins to President Lansana Conté.</i></p>	
Pertinence selon la Partie Requérante	Réf. aux Soumissions	Contre-Mémoire, §§ 139 et 824.
	Commentaires	<p>La République de Guinée a établi que M. Cilins a reconnu avoir apporté une montre d'une valeur de plusieurs milliers de dollars au Président Lansana Conté.</p> <p>Les Documents requis sont pertinents pour établir la nature et la valeur réelle de cette montre.</p> <p><i>The Republic of Guinea has established that Mr. Cilins acknowledged having brought a watch worth several thousand dollars to President Lansana Conté.</i></p> <p><i>The required documents are relevant to establish the nature and the real value of this watch.</i></p>
Objections aux Documents Demandés	<p>The Claimants object to the requests on the basis of the following articles of the IBA Rules:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Article 3(3)(c)(ii) (the documents requested are not in possession, custody or control of the Party to whom the request is addressed); 2. Article 3(3)(b) (the lack of a statement that the documents are material to the outcome of the case); 3. Article 9(2)(a) (lack of sufficient relevance to the case or materiality to its outcome). <p>Mr Cilins acted independently from Claimants in this matter. Claimants do not have any control over or access to Mr Cilins' documents. Thus, Claimants are not in possession, custody and control of the requested documents.</p> <p>Even if the Tribunal was to find that Claimants were in possession, custody and control of the requested</p>	

	<p>documents, Respondent fail to demonstrate the relevance and materiality of the requested documents to the outcome of the case. The handing over of a gift at an official ceremony to a head of state was not improper and not subject to criticism at the time. A simple gift to the head of state cannot automatically lead to the conclusion that it was to bribe said official. The value of the watch does not make a difference in this respect.</p> <p>In any case, Claimants deny that they had any involvement whatsoever in the handing over of the watch to President Conté.</p>
Réponse aux Objections aux Documents Demandés	<p>Conformément aux articles 16.3 et 16.4 de l'Ordonnance de procédure n° 1, la Guinée s'abstient de répondre aux objections des Sociétés BSGR et s'en remet à l'appréciation du Tribunal s'agissant de leur bien-fondé.</p>
Décision du Tribunal	<p>ACCORDÉE</p> <p>Les documents demandés semblent être pertinents <i>prima facie</i>. Le Tribunal note l'allégation des Demanderesses selon laquelle M. Cilins est un tiers sur lequel les Demanderesses n'ont aucun contrôle. Le Tribunal note également que la Défenderesse rejette cette allégation et que la relation exacte entre BSGR, Pentler et M. Cilins fait partie du litige en cours. Cela étant, à ce stade, il est ordonné aux Demanderesses de fournir leurs meilleurs efforts pour produire des documents pertinents qui pourraient être en la possession, sous la garde ou le contrôle de tiers auxquels elles ont accès. Par conséquent, il est ordonné aux Demanderesses de fournir leurs meilleurs efforts pour produire les documents pertinents répondant à cette demande.</p>
Tribunal's Decision	<p>GRANTED</p> <p>The requested documents appear <i>prima facie</i> relevant. The Tribunal notes the Claimants' allegation that Mr. Cilins is a third party over which the Claimants have no control. The Tribunal further notes that the Respondent rejects this allegation and that the exact relationship between BSGR, Pentler and Mr. Cilins is part of the ongoing dispute. Be this as it may, at this stage, the Claimants are ordered to use their best efforts to produce responsive documents which may be in the possession, custody or control of third parties to whom they have access. Accordingly, the Claimants are ordered to use their best efforts to produce documents responsive to this request.</p>

Demande n° 18		
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés	<p>Tout Document établissant la provenance et la valeur de la voiture miniature plaquée or et incrustée de diamants offerte par les Sociétés BSGR au Président Lansana Conté.</p> <p><i>Any document stating the origin and value of the plated miniature car gold and encrusted with diamonds offered by BSGR Companies to President Lansana Conté.</i></p>	
Pertinence selon la Partie Requérante	Réf. aux Soumissions	<p>Contre-Mémoire, §§ 207, 298 et 824.</p> <p>CWS-1, § 41.</p>
	Commentaires	<p>Les Sociétés BSGR admettent avoir remis ce présent au Président Lansana Conté mais tentent d'en minimiser la valeur devant le Tribunal, arguant qu'elle ne coûterait que quelques centaines de dollars.</p> <p>Les Documents requis sont pertinents pour établir la nature et la valeur réelle de cette voiture miniature.</p> <p><i>The BSGR companies admit to having given this present to President Lansana Conté but try to minimize the value before the Tribunal, arguing that it would only cost a few hundred dollars.</i></p> <p><i>The required documents are relevant to establish the nature and the real value of this miniature car.</i></p>
Objections aux Documents Demandés	<p>The Claimants object to the requests on the basis of the following article of the IBA Rules:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Article 3(3)(c)(ii) (the documents requested are not in possession, custody or control of the Party to whom the request is addressed). <p>Claimants are not in possession, custody or control of the documents requested. Claimants are, however, able to produce an identical miniature car at the hearing or sooner if so required.</p>	
Réponse aux Objections aux Documents Demandés	<p>La Guinée peine à comprendre la position des Sociétés BSGR. Si elles ont en leur possession un modèle identique à la voiture miniature visée dans la demande, les Sociétés BSGR ont nécessairement en leur possession, garde ou contrôle des Documents relatifs à la provenance et à la valeur d'une telle voiture miniature répondant à la demande.</p> <p>En conséquence, la Guinée a sollicité des Sociétés BSGR, le 3 août 2016, la production de ces Documents. La Guinée prend note de la réponse des Sociétés BSGR du 5 août 2016, selon laquelle elles n'ont pas pu identifier</p>	

	<p>de Documents répondant à la demande.</p> <p>Ceci ne saurait toutefois constituer une réponse satisfaisante compte-tenu de la disposition des Sociétés BSGR à produire un modèle de la voiture miniature dont il est question. La Guinée se voit donc contrainte de constater le refus des Sociétés BSGR de produire l'intégralité des documents demandés en leur possession et de solliciter du Tribunal qu'il en ordonne la production.</p>
Décision du Tribunal	<p>ACCORDÉE DANS SA FORME RESTREINTE</p> <p>Les documents demandés semblent être pertinents <i>prima facie</i>. Le Tribunal prend note de la déclaration des Demanderesses selon laquelle les documents ne sont pas en leur possession, sous leur garde ou leur contrôle. Toutefois, au vue de leur disposition à produire une voiture miniature du même modèle, le Tribunal comprend que les Demanderesses pourraient être en mesure de fournir des documents indiquant la valeur de ce modèle de voiture, même si ces documents ne sont pas forcément spécifiquement liés à la voiture donnée à M. Condé.</p>
Tribunal's Decision	<p>GRANTED AS NARROWED DOWN</p> <p>The requested documents appear <i>prima facie</i> relevant. The Tribunal takes note of the Claimants' statement that the requested documents are not in their possession, control or custody. However, in light of their readiness to produce a miniature car of the same model, the Tribunal understands that the Claimants may be able to provide documents showing the value of such car model, even though such documents may not relate specifically to the car given to Mr. Condé.</p>

IV. Activités minières des Sociétés BSGR en Guinée		
Demande n° 19		
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés	<p>Tout Document relatif au dépôt par les Sociétés BSGR devant l’administration guinéenne de demande d’attribution de permis de recherches préalablement à l’obtention des permis suivants :</p> <p>(a) Permis N° A2006/706/MMG/SGG du 6 février 2006 (Pièce C-4) ;</p> <p>(b) Permis N° A2006/707/MMG/SGG du 6 février 2006 (Pièce C-5) ;</p> <p>(c) Permis N° A 2006/2425/MMG/SGG du 9 mai 2006 (Pièce R-204).</p> <p>Any document relating to the applicaton by BSGR Companies before the Guinean administration of research licensing application prior to receiving the following permits:</p> <p>(A) Permit No. A2006 / 706 / MMG / SGG of 6 February 2006 (Exhibit C-4);</p> <p>(B) Permit No. A2006 / 707 / MMG / SGG of 6 February 2006 (Exhibit C-5);</p> <p>(C) Permit No. A 2006/2425 / MMG / SGG of 9 May 2006 (Exhibit R-204).</p>	
Pertinence selon la Partie Requérante	Réf. aux Soumissions	Contre-Mémoire, §§ 147-151 et 219-223.
	Commentaires	<p>La République de Guinée soutient que les Sociétés BSGR ont obtenu ces permis par voie de corruption.</p> <p>Les documents requis sont pertinents pour déterminer dans quelles conditions et de quelle façon les Sociétés BSGR ont formulé leurs demandes relatives à l’obtention de ces permis de recherches.</p> <p>La République de Guinée précise que ces documents ne figurent pas dans les archives des autorités compétentes (notamment, le CPDM).</p> <p>The Republic of Guinea maintains that BSGR Companies have obtained these licenses through bribery.</p> <p>The required documents are relevant to determine under what conditions and how the BSGR Companies made their applications for obtaining these exploration permits.</p> <p>The Republic of Guinea states that the documents are not in the archives of the competent authorities (including</p>

		the CPDM).
Objections aux Documents Demandés	<p>The Claimants object to the requests on the basis of the following article of the IBA Rules:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Article 3(3)(c)(ii) (the documents requested are not in possession, custody or control of the Party to whom the request is addressed). <p>Claimants understand this request to be seeking disclosure of documents submitted to the CPDM in order to obtain the three permits. Claimants have no responsive documents to produce.</p> <p>For the avoidance of doubt, the Claimants assert that the permits were granted in total compliance with the applicable mining legislation.</p>	
Réponse aux Objections aux Documents Demandés	<p>La Guinée prend note du fait que, malgré l'objection qu'elles formulent, les Sociétés BSGR déclarent n'être en possession d'aucun Document répondant à la demande.</p>	
Décision du Tribunal	PAS DE DÉCISION REQUISE	
Tribunal's Decision	NO DECISION REQUIRED	

Demande n° 20	
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés	<p>Tout Document comportant un rapport d'activité des Sociétés BSGR sur les travaux d'exploration et/ou d'exploitation minière entrepris en Guinée à compter de janvier 2005 (autre que le Rapport de BSGR Guinée pour le premier trimestre 2008).</p> <p><i>Any document that include report onBSGR's activity about exploration and / or mining exploitation in Guinea from January 2005 (other than BSGR Guinea report for the first quarter 2008).</i></p>
Pertinence selon la Partie Requérante	Réf. aux Soumissions
	Commentaires
	<p>Contre-Mémoire, §§ 257-259, 315 et 446.</p> <p>Mémoire en Demande, § 101.</p> <p>CWS-4, §§ 46-47.</p> <p>La République de Guinée soutient que les Sociétés BSGR ne disposaient pas de l'expérience et des capacités techniques requises en matière de prospection de minerai de fer et n'ont en conséquence réalisé aucuns travaux d'exploration satisfaisant dans les zones minières sur lesquelles elles détenaient un permis de recherches.</p> <p>Les Sociétés BSGR indiquent avoir investi plus de 600 millions USD dans le développement des Droits Miniers.</p> <p>Les documents requis sont pertinents car ils permettront d'établir précisément l'étendue des travaux d'exploration et/ou d'exploitation minière réalisés par les Sociétés BSGR en Guinée et comment les sommes prétendument investies ont été réparties entre les différents projets des Société BSGR en Guinée.</p> <p><i>The Republic of Guinea maintains that BSGR Companies did not have the experience and technical capacity for iron ore prospecting and have accordingly made no work satisfactory exploration in mining areas over which they held a research permit.</i></p> <p><i>The BSGR Companies say they have invested more than USD 600 million in the development of the Mining Rights.</i></p> <p><i>The required documents are relevant because they help to establish precisely the extent of the exploration and / or mining companies made by BSGR Guinea and how the amounts allegedly invested were distributed between different projects of the Company BSGR Guinea.</i></p>
Objections aux Documents	The Claimants object to the requests on the basis of the following articles of the IBA Rules:

<p>Demandés</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Article 3(3)(a)(ii)(the category of documents requested are insufficiently narrow and specific) 2. Article 9(2)(c) (unreasonable burden to produce the requested evidence) 3. Article 9(2)(g) (considerations of procedural economy, proportionality, fairness or equality of the Parties that the Tribunal determines to be compelling). <p>As far as Respondent is asking for "any" report from "January 2005" on Claimants' activity about mining exploration and exploitation in Guinea, Respondent objects on the basis that these requests are too broad.</p> <p>Respondent's requests, which include the terms "Guinea", "mining" and "exploration" from "January 2005" are too broad to run an efficient and economical search. The search on the basis of these broad and unspecified terms within an unlimited time frame would impose an unreasonable burden on Claimants to produce the requested evidence and would be a disproportionate exercise, which would not be fair on Claimants.</p> <p>If Respondent's request refers to reports that have specifically been prepared for the attention of the Guinean government, the Claimants agree to produce their progress and activity reports for iron ore exploration in Guinea which exist and are within their possession, custody or control.</p>
<p>Réponse aux Objections aux Documents Demandés</p>	<p>La Guinée prend note de l'accord des Sociétés BSGR de produire tous les rapports relatifs à leurs activités de minerai de fer en Guinée qu'elles ont préparés à l'attention du gouvernement guinéen.</p> <p>La Guinée confirme que cette production répondrait convenablement à sa demande.</p> <p>La Guinée a notifié cette confirmation aux Sociétés BSGR le 3 août 2016 et a sollicité la production de l'intégralité desdits rapports. Elle prend note de la réponse des Sociétés BSGR du 5 août 2016 dans laquelle elles déclarent avoir produit tous les Documents demandés le 27 juillet 2016.</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>PAS DE DÉCISION REQUISE</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>NO DECISION REQUIRED</p>

Demande n° 21		
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés	<p>Tout Document échangé entre les Sociétés BSGR et la Société Vale relatif au calcul du prix de cession et notamment les rapports d'évaluations effectués par des professionnels.</p> <p><i>Any document exchanged between the Company and Vale BSGR Company on the calculation of the sale price including the evaluation reports carried out by professionals.</i></p>	
Pertinence selon la Partie Requérante	Réf. aux Soumissions	Contre-Mémoire, §§ 471-481.
	Commentaires	<i>Ibid.</i>
Objections aux Documents Demandés	<p>The Claimants object to the requests on the basis of the following articles of the IBA Rules:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Article 3(3)(b) (the lack of a statement that the documents are material to the outcome of the case); 2. Article 3(3)(a)(ii)(the category of documents requested are insufficiently narrow and specific); 3. Article 9(2)(a) (lack of sufficient relevance to the case or materiality to its outcome); 4. Article 9(2)(e) (grounds of commercial and technical confidentiality that the Tribunal determines to be compelling). <p>Respondent's request is too broad as it does not specify a time frame within which Claimants are to conduct the requested searches. The searching for these documents would impose an unreasonable burden on the Claimants to produce the requested evidence.</p> <p>Even if the Tribunal was to find that Claimants should produce the requested documents, Respondent failed to demonstrate how the requested documents would be relevant and material to the outcome of the case. It is Claimant's position that any documents about the calculation of the sale price and evaluation reports exchanged between Claimants and Vale are not material to the outcome of the case.</p> <p>In any case, Claimants object to the production of the requested documents as they contain confidential commercial information involving a third party (Vale) who is not part of these arbitration proceedings.</p>	

<p>Réponse aux Objections aux Documents Demandés</p>	<p>En premier lieu, la Guinée note que les Sociétés BSGR semblent s’opposer à cette demande en prétendant que la production des Documents demandés serait exagérément contraignante, sans toutefois viser de disposition pertinente de l’Ordonnance de procédure n° 1 et des Règles IBA.</p> <p>Cette mention insérée ici semble ainsi être un « copier-coller » d’une objection à une autre demande de production et ne constitue pas une objection formelle.</p> <p>En tout état de cause, la Guinée précise que, bien que cette demande n’indique pas expressément une période de temps, la demande n’est pas trop large et ne saurait en conséquence être considérée comme déraisonnable ou excessivement contraignante pour les Sociétés BSGR.</p> <p>En effet, le champ temporel de la demande est nécessairement circonscrit et limité par son objet, qui concerne le calcul du prix de cession du contrôle de BSGR Guernesey et BSGR Guinée et notamment les rapports d’évaluations effectués par des professionnels. La Guinée a exposé dans son Contre-Mémoire que le rapprochement entre Vale et BSGR en vue d’un partenariat portant sur le projet Simandou a démarré en janvier 2010 et a abouti le 30 avril 2010 avec la signature de l’accord de <i>joint-venture</i>. Les Documents demandés sont donc nécessairement intervenus durant cette courte période de 4 mois. En conséquence, la recherche des Documents demandés n’impose nullement un fardeau excessif aux Sociétés BSGR.</p> <p>En second lieu, la Guinée ne saurait admettre l’objection des Sociétés BSGR relative à la prétendue confidentialité commerciale des documents demandés et le statut de tierce-partie à la présente procédure de Vale.</p> <p>Les Sociétés BSGR n’établissent pas l’opposition de Vale à la production des documents demandés.</p> <p>Les Sociétés BSGR ne démontrent pas davantage en quoi la production de ces Documents dans le cadre de la présente procédure serait susceptible de leur causer ou de causer à Vale un préjudice commercial ou économique. La Guinée souligne que la production de ces Documents a pour seule fin d’étayer la position de la Guinée – selon laquelle BSGR est parvenue à conclure l’accord de <i>joint-venture</i> avec Vale en dissimulant les circonstances de l’obtention frauduleuse des Droits Miniers. Les documents demandés ne sauraient en conséquence être utilisés que pour servir la défense de la Guinée dans le cadre la présente procédure, à l’exclusion de toute utilisation à des fins commerciales.</p> <p>A cet égard, la Guinée rappelle que conformément à l’article 3.13 des Règles IBA, tout document produit par une Partie n’appartenant pas au domaine public « <i>doit être tenu confidentiel par le Tribunal Arbitral et les autres Parties et ne peut être utilisé qu'en lien avec l'arbitrage</i> ». La Guinée confirme qu’elle n’utilisera pas les documents qui viendraient à être produits et qui contiendraient des informations à caractère commercial sensibles, à d’autres fins que celles de la présente procédure. Dans l’hypothèse où les documents demandés et produits viendraient à être versés à la procédure, il appartiendra aux Parties d’en demander la protection</p>
---	---

	<p>conformément aux Ordonnances de procédure n° 2 et 4 sur la transparence.</p> <p>Pour ces raisons, les objections des Sociétés BSGR ne sauraient être admises.</p>
Décision du Tribunal	<p>ACCORDÉE DANS SA FORME RESTREINTE</p> <p>Les documents demandés semblent être pertinents <i>prima facie</i> et suffisamment spécifiques, à condition que la demande se limite à la période allant de janvier 2010 au 30 avril 2010. Quant à l’objection des Demandresses fondée sur la confidentialité commerciale, et prenant en compte l’article 3.13 des règles IBA et les garanties de la Défenderesse à ce sujet, le Tribunal ordonne la production de tous documents pertinents qui pourraient être caviardés, lorsque cela est approprié et nécessaire, pour protéger les informations commerciales confidentielles.</p>
Tribunal’s Decision	<p>GRANTED AS NARROWED DOWN</p> <p>The requested documents appear <i>prima facie</i> relevant and sufficiently specific, provided that the request is limited to the period from January 2010 to 30 April 2010. As regards the Claimants’ objection based on commercial confidentiality, and considering Article 3.13 of the IBA Rules and the Respondent’s assurances in this respect, the Tribunal orders the production of any responsive documents which may be redacted, as appropriate and where necessary, to protect commercially confidential information.</p>

Demande n° 22	
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés	<p>Tout rapport remis à la Fondation Balda relatif aux activités des Sociétés BSGR et/ou de toute autre société du Groupe BSG en Guinée.</p> <p><i>Any report submitted to the Balda Foundation on the activities of BSGR Companies and / or any other company BSG Group in Guinea.</i></p>
Pertinence selon la Partie Requérante	<p style="text-align: center;">Réf. aux Soumissions</p> <p>Contre-Mémoire, §§ 66-70. CWS-7, Attestation de Dag Lars Cramer, § 11.</p>
	<p style="text-align: center;">Commentaires</p> <p>La République de Guinée présente dans son Contre-Mémoire la structure nébuleuse du Groupe BSG, à la tête duquel se trouve la Fondation Balda.</p> <p>M. Cramer atteste dans son témoignage qu'il établissait un rapport bi-annuel à l'attention de la Fondation Balda sur les activités de chacune des sociétés opérationnelles du Groupe BSG.</p> <p>Les documents requis sont pertinents dans le cadre du présent différend pour apprécier les explications qui étaient apportées en interne du Groupe BSG au sujet des activités des Sociétés BSGR en Guinée.</p> <p><i>The Republic of Guinea has in its Counter-Memorial nebula structure of BSG Group, head of which is the Balda Foundation.</i></p> <p><i>Mr. Cramer testifies in his testimony that he established a bi-annual report to the attention of the Balda Foundation on the activities of each of the operating companies of BSG Group.</i></p> <p><i>The required documents are relevant to this dispute to assess the explanations were made of BSG Group internally about the activities of companies BSGR Guinea.</i></p>
Objections aux Documents Demandés	<p>The Claimants object to the requests on the basis of the following articles of the IBA Rules:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Article 3(3)(c)(ii) (the documents requested are not in possession, custody or control of the Party to whom the request is addressed); 2. Article 3(3)(a)(ii)(the category of documents requested are insufficiently narrow and specific); 3. Article 3(3)(b) (the lack of a statement that the documents are material to the outcome of the case);

	<p>4. Article 3(3)(a)(ii)(the category of documents requested are insufficiently narrow and specific); 5. Article 9(2)(a) (lack of sufficient relevance to the case or materiality to its outcome); 6. Article 9(2)(c) (unreasonable burden to produce the requested evidence).</p> <p>With respect to Respondent's request extending to the "BSGR Group of companies" Claimants rely on the objections raised in its prior objections (see above objections 1 – 3) that Claimants are not in possession, custody or control of the requested documents.</p> <p>Even if the Tribunal was to find that Claimants should produce the requested documents, it is Claimants' position that Respondent's have not demonstrated that the requested documents are sufficiently relevant and material to the outcome of the case. The Balda Foundation has not been involved in any of the issues relevant in these arbitration proceedings. Any report filed to the Balda Foundation about Claimants' activities are not material to the outcome of these arbitration proceedings.</p> <p>Furthermore, Respondent's requests are too broad. The request does not specify a time frame within which Claimants are to conduct the requested searches. The searching for these documents would impose an unreasonable burden on the Claimants to produce the requested evidence.</p> <p>For the avoidance of doubt, there is nothing nebulous about the BSGR group's corporate structure as Respondent suggests.</p>
<p>Réponse aux Objections aux Documents Demandés</p>	<p>Conformément à l'article 16.3 de l'Ordonnance de procédure n° 1, la Guinée ne répond qu'à l'objection des Sociétés BSGR selon laquelle cette demande serait exagérément contraignante, compte-tenu du fait qu'elle n'identifierait pas une période de temps suffisamment précise.</p> <p>Selon le témoignage de M. Cramer, les Documents demandés étaient établis de manière bi-annuelle. Ils n'existent ainsi qu'un nombre limité de Documents à produire, peu important la période de temps définie (CWS-7, para. 11).</p> <p>Ainsi, la demande n'est pas trop large et ne saurait en conséquence être considérée comme déraisonnable ou excessivement contraignante pour les Sociétés BSGR.</p> <p>Pour ces raisons, l'objection des Sociétés BSGR ne saurait être admise.</p> <p>Néanmoins, conformément à l'esprit de l'article 3.6 des Règles IBA, la Guinée consent à circonscrire le champ</p>

	temporel de la demande à la période 2005-2014 (soit un total de 20 rapports) correspondant à la période au cours de laquelle les Sociétés BSGR ont obtenu leurs Droits Miniers en Guinée jusqu'au prononcé du retrait et/ou de la résiliation de ces mêmes droits par la Guinée.
Décision du Tribunal	REJETÉE Le Tribunal est d'avis que la demande pour une production « en gros » de tous les rapports bi-annuels de M. Cramer à la Fondation Balda (si toutefois ces rapports écrits existaient) manque de pertinence.
Tribunal's Decision	DENIED The Tribunal is of the view that the request for a “wholesale” production of all the bi-annual reports of Mr. Cramer to the Balda Foundation (provided written reports exist) lacks sufficient relevance.

V. Conduite de la procédure de revue	
Demande n° 23	
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés	<p>Toute correspondance interne aux sociétés du groupe BSG portant sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> – la procédure de revue menée par le Comité Technique, et – la décision de BSGR de refuser d’assister à l’audition du 16 décembre 2013. <p><i>Any internal correspondence within the companies of BSG Group on:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> <i>the review process conducted by the Technical Committee, and</i> <input type="checkbox"/> <i>BSGR's decision to refuse to attend the hearing of 16 December 2013.</i>
Pertinence selon la Partie Requérante	Réf. aux Soumissions
Commentaires	<p>Contre-Mémoire, §§ 620 à 654 et 1012-1021.</p> <p>La République de Guinée a établi que la société BSGR a refusé, à de multiples reprises, d’apporter son concours à la procédure administrative de revue et qu’elle a par ailleurs cherché à obtenir la destruction des éléments de preuve dont le Comité Technique essayait d’établir l’existence.</p> <p>Les Documents requis sont pertinents pour comprendre les motivations réelles de la société BSGR qui l’ont menée à adopter une position d’obstruction vis-à-vis des travaux du Comité Technique.</p> <p><i>The Republic of Guinea has established that BSGR company refused, repeatedly, to assist in the administrative procedure for review and it has also sought the destruction of evidence before the Technical Committee was trying to establish the existence.</i></p> <p><i>The required documents are relevant to understand the real motives of the company BSGR which led her to adopt vis-à-vis obstruction position of the Technical Committee.</i></p>
Objections aux Documents Demandés	<p>The Claimants object to the requests on the basis of the following articles of the IBA Rules:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Article 3(3)(c)(ii) (the documents requested are not in possession, custody or control of the Party to whom the request is addressed);

	<ol style="list-style-type: none"> 2. Article 9(2)(b) (legal impediment or privilege under the legal or ethical rules determined by the Arbitral Tribunal to be applicable); 3. Article 9(2)(c) (unreasonable burden to produce the requested evidence) 4. Article 3(3)(a)(ii)(the category of documents requested are insufficiently narrow and specific) <p>With respect to Respondent's request extending to the "BSGR Group of companies" Claimants rely on the objections raised in its prior objections (see above objections 1 – 3) that Claimants are not in possession, custody or control of the requested documents.</p> <p>Even if the Tribunal was to find that Claimants were in possession, custody or control of the requested documents, Claimants object on the basis that the request is too broad. Respondent has not determined a specific time frame within which Claimants should conduct their searches. This unspecified time frame imposes an unreasonable burden on the Claimants to produce the requested evidence.</p> <p>Even if the Tribunal was to find that Claimants were in possession, custody or control of the requested documents, Claimants will only be able to produce any documents that are not covered by litigation privilege or any other privilege rule and legal impediment applicable under English or other applicable laws. Claimants have been advised by legal counsel during the entire review process conducted by the Technical Committee and the documents were created for the purpose of use in contemplated arbitration and/or litigation involving against the Respondent.</p>
<p>Réponse aux Objections aux Documents Demandés</p>	<p>Conformément à l'article 16.3 de l'Ordonnance de procédure n° 1, la Guinée ne répond qu'aux objections des Sociétés BSGR selon lesquelles cette demande serait exagérément contraignante et se heurterait à des obstacles juridiques et/ou éthiques.</p> <p>En premier lieu, la demande n'est pas trop large et ne saurait en conséquence être considérée comme déraisonnable ou excessivement contraignante pour les Sociétés BSGR. La période de temps visée, bien qu'elle ne soit pas expressément indiquée dans la demande, est en effet nécessairement circonscrite par la durée de la procédure de revue elle-même. Celle-ci a duré deux ans, du 29 mars 2012 (date du décret de mise en œuvre du programme global de revue des titres et conventions miniers) au 2 avril 2014 (date de l'avis du Comité Stratégique au nom de la Commission Nationale des Mines). La recherche des Documents demandés n'impose donc pas de fardeau déraisonnable aux Sociétés BSGR.</p> <p>En second lieu, la Guinée prend note de l'objection des Sociétés BSGR fondée sur des privilèges ou autres obstacles juridiques. A titre liminaire, il importe de noter que les Sociétés BSGR ne saurait invoquer « <i>any other privilege rule</i> » sans préciser la règle légale de confidentialité, de secret professionnel ou d'éthique qui</p>

	<p>empêcherait la production des Documents demandés. La Guinée souligne en outre que l’objection des Sociétés sur le fondement de l’article 9(2)(b) des Règles IBA ne saurait s’appliquer à la majorité des Documents entrant dans le champ de la demande. En effet, la demande vise « <i>toute correspondance interne aux sociétés du Groupe BSG</i> », ce qui comprend à titre principal les communications échangées entre employés et/ou consultants au sein de ces sociétés – non celles échangées entre ces sociétés et leurs avocats externes.</p> <p>Pour ces raisons, les objections des Sociétés BSGR ne sauraient être admises.</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>ACCORDÉE DANS SA FORME RESTREINTE</p> <p>Les documents demandés semblent être suffisamment spécifiques, à condition que la demande se limite à la période allant du 29 mars 2012 au 2 avril 2014.</p> <p>Si les documents pertinents n’étaient pas sous le contrôle direct des Demanderesses, mais sous celui d’une entreprise du groupe BSG, il est ordonné aux Demanderesses de fournir leurs meilleurs efforts pour obtenir et produire ces documents.</p> <p>Le Tribunal note également que les Demanderesses ont effectivement le droit de retenir des informations confidentielles protégées par un privilège. Dans l’éventualité où elles décidaient de le faire, les Demanderesses devront fournir un registre de confidentialité basé sur le modèle ci-joint en Annexe C.</p> <p>Sous réserve de ces spécifications, le Tribunal accorde cette demande.</p>
<p>Tribunal’s Decision</p>	<p>GRANTED AS NARROWED DOWN</p> <p>The requested documents appear <i>prima facie</i> relevant and sufficiently specific, provided the request is limited to the period between 29 March 2012 and 2 April 2014.</p> <p>To the extent that responsive documents are not in the direct control of the Claimants, but of another company of the BSG Group, the Claimants are ordered to make their best efforts to obtain and produce the documents.</p> <p>The Tribunal further notes that the Claimants are indeed entitled to withhold documents protected by privileges. To the extent they may do so, the Claimants shall provide a privilege log following the model attached hereto as Annex C.</p> <p>Subject to these specifications, the Tribunal grants this request.</p>

Demande n° 24	
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés	<p>Toute correspondance interne aux sociétés du Groupe BSG et toute correspondance entre les sociétés du Groupe BSG et M. Cilins relative à la tentative de destruction des originaux des éléments de preuves versés par le Comité Technique à la procédure de revue.</p> <p><i>Any internal correspondence to the companies of BSG Group and correspondence between the companies of BSG Group and Mr. Cilins on the attempted destruction of the originals of the evidence made by the Technical Committee in the review process.</i></p>
Pertinence selon la Partie Requérante	Réf. aux Soumissions
Commentaires	<p>Contre-Mémoire, §§ 598-614,</p> <p>La République de Guinée a établi que M. Cilins s’est rendu aux Etats-Unis pour le compte des Sociétés BSGR afin d’obtenir la destruction des éléments de preuves relatifs aux faits examinés dans le cadre de la procédure de revue.</p> <p>Les Documents requis sont pertinents pour connaître l’étendue des instructions données par le Groupe BSGR à M. Cilins à ce sujet.</p> <p><i>The Republic of Guinea has established that Mr. Cilins visited the United States on behalf of BSGR Companies to obtain the destruction of evidence relating to the facts examined in the review process.</i></p> <p><i>The required documents are relevant to determine the scope of instructions given by the Group to Mr. BSGR Cilins about it.</i></p>
Objections aux Documents Demandés	<p>The Claimants object to the requests on the basis of the following article of the IBA Rules:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Article 3(3)(c)(ii) (the documents requested are not in possession, custody or control of the Party to whom the request is addressed). <p>With respect to Respondent's request extending to the "BSGR Group of companies" Claimants rely on the objections raised in its prior objections (see above objections 1 – 3) that Claimants are not in possession, custody or control of the requested documents.</p>

	<p>Claimants deny that Mr Cilins acted on behalf of the Claimants when he was arrested in the US. Claimants did not request, authorize or have knowledge of the actions taken by Mr Cilins which led to his arrest. Claimants did not order the destruction of evidence that was investigated by the Technical Committee. Thus, Claimants are not able to produce the requested documents as they are not in their possession, custody and control.</p>
<p>Réponse aux Objections aux Documents Demandés</p>	<p>La Guinée peine à comprendre si la réponse des Sociétés BSGR indique (i) qu'il n'existe aucune correspondance interne aux sociétés du Groupe BSG ou entre les sociétés du Groupe BSG et M. Cilins relative à la tentative de destruction des originaux des éléments de preuves ou (ii) que ces documents existent, mais qu'ils ne sont pas en possession, sous la garde ou le contrôle des Sociétés BSGR.</p> <p>Aussi, la Guinée a demandé aux Sociétés BSGR, le 3 août 2016, de préciser leur objection. La réponse des Sociétés BSGR du 5 août 2016 maintient toutefois la confusion : « <i>In so far as the Claimants have knowledge about the issue, the documents do not exist</i> ».</p> <p>Sous réserve de cette observation et en l'absence d'une réponse suffisamment claire des Sociétés BSGR, la Guinée se voit donc contrainte de constater le refus des Sociétés BSGR de produire l'intégralité des documents demandés en leur possession et de solliciter du Tribunal qu'il en ordonne la production.</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>ACCORDÉE</p> <p>Le Tribunal prend note des affirmations des Demanderesses selon lesquelles, à leur connaissance, aucun document pertinent n'existe, et que par ailleurs ils ne sont pas en possession de documents pertinents, ni n'en ont sous leur garde ou leur contrôle. Si des documents pertinents n'étaient pas sous le contrôle direct des Demanderesses, mais sous celui d'une entreprise du groupe BSG, il est ordonné aux Demanderesses de fournir leurs meilleurs efforts pour obtenir et produire ces documents.</p> <p>Quant à M. Cilins, le Tribunal note que la relation exacte entre BSGR, Pentler et M. Cilins, fait partie du litige en cours. Cela étant, alors que les parties doivent elles-même produire tous documents pertinents en leur possession, sous leur garde ou leur contrôle, elles doivent également fournir leurs meilleurs efforts pour produire les documents pertinents en la possession, sous la garde ou le contrôle de tiers auxquels elles ont accès. Par conséquent, il est ordonné aux Demanderesses de fournir leurs meilleurs efforts pour produire les documents pertinents se rapportant à cette demande.</p>
<p>Tribunal's Decision</p>	<p>GRANTED</p> <p>The Tribunal takes note of the Claimants' statement that, to their knowledge, no responsive documents exist and that they are not otherwise in possession, control or custody of responsive documents. To the extent that</p>

	<p>responsive documents are not in the direct control of the Claimants, but of another company of the BSG Group, the Claimants are ordered to make their best efforts to obtain and produce such documents.</p> <p>With respect to Mr. Cilins, the Tribunal notes that the exact relationship between BSGR, Pentler and Mr. Cilins is part of the ongoing dispute. Be this as it may, while the Parties themselves are to produce all responsive documents that are in their possession, custody or control, they should also use their best efforts to produce responsive documents which may be in the possession, custody or control of third parties to whom they have access. Accordingly, the Claimants are ordered to use their best efforts to produce documents responsive to this request.</p>
--	--

Demande n° 25	
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés	<p>Tous les échanges entre les Sociétés BSGR et la société Vale au sujet de la procédure de revue menée par le Comité Technique.</p> <p><i>All exchanges between the companies BSGR and Vale about the review process conducted by the Technical Committee.</i></p>
Pertinence selon la Partie Requérante	Réf. aux Soumissions
	Contre-Mémoire, §§ 622-673 et 944-1061.
	Commentaires
	<p>La République de Guinée a démontré que, lors de la procédure devant le Comité Technique, BSGR Guinée qui était alors détenue majoritairement par Vale, n’a pas contesté la matérialité des faits de corruption alors que BSGR, qui était alors actionnaire minoritaire de BSGR Guinée a contesté les faits de corruption.</p> <p>Les Documents requis sont pertinents car ils permettront de savoir si BSGR a présenté les mêmes explications à Vale pour la convaincre de l’absence de corruption que celles qu’elle a présentées au Comité Technique au moment de la procédure de revue et qu’elle présente aujourd’hui au Tribunal arbitral. Ils permettront de voir si les explications de Vale sont cohérentes. Ils permettront également de savoir pourquoi ces explications n’ont pas convaincu Vale qui s’est désolidarisée de BSGR au cours de la procédure devant le Comité technique.</p> <p><i>The Republic of Guinea has shown that during the proceedings before the Technical Committee, BSGR Guinea who was majority owned by Vale, has not contested the facts of corruption while BSGR, then minority shareholder BSGR Guinea disputed the facts of corruption.</i></p> <p><i>The required documents are relevant because they will reveal whether BSGR presented the same explanations in Vale to convince the absence of corruption as it submitted to the Technical Committee at the time of the review procedure and that it has today the arbitration Tribunal. They will see if the explanation of Vale are consistent. They will also know why these explanations did not convince Vale who broke away from BSGR during the</i></p>

		proceedings before the Technical Committee.
Objections aux Documents Demandés		<p>The Claimants object to the requests on the basis of the following articles of the IBA Rules:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Article 3(3)(c)(ii) (the documents requested are not in possession, custody or control of the Party to whom the request is addressed); 2. Article 3(3)(b) (the lack of a statement that the documents are material to the outcome of the case); 3. Article 9(2)(a) (lack of sufficient relevance to the case or materiality to its outcome). <p>With respect to Respondent's request extending to the "BSGR Group of companies" Claimants rely on the objections raised in its prior objections (see above objections 1 – 3) that Claimants are not in possession, custody or control of the requested documents.</p> <p>Even if the Tribunal was to find that Claimants were in possession, custody or control of the requested documents, it is Claimants position that Respondent fails to demonstrate the relevance and materiality of the documents to the outcome of the case. Claimants have at no time admitted any wrongdoings either to Vale or to the Technical Committee. The fact that Vale turned against its joint venture partners is not relevant and material to the outcome of this case.</p>
Réponse aux Objections aux Documents Demandés		Conformément aux articles 16.3 et 16.4 de l'Ordonnance de procédure n° 1, la Guinée s'abstient de répondre aux objections des Sociétés BSGR et s'en remet à l'appréciation du Tribunal s'agissant de leur bien-fondé.
Décision du Tribunal		<p>ACCORDÉE</p> <p>Les documents demandés semblent être pertinents <i>prima facie</i>. Si des documents pertinents n'étaient pas sous le contrôle direct des Demanderesses, mais sous celui d'une autre entreprise du groupe BSG, il est ordonné aux Demanderesses de fournir leurs meilleurs efforts pour obtenir et produire ces documents.</p>
Décision du Tribunal		<p>GRANTED</p> <p>The requested documents appear <i>prima facie</i> relevant. To the extent that responsive documents are not in the direct control of the Claimants, but of another company of the BSG Group, the Claimants are ordered to make their best efforts to obtain and produce the documents.</p>

VI. Informations obtenues par BSGR sur les faits de corruption objet du présent différend		
Demande n° 26		
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés	<p>Une copie intégrale du rapport réalisé par MM. Louis J. Freeh et Joseph I. Lieberman en juillet 2015 et de ses annexes (mentionné au § 78 du Mémoire en Réplique de Vale dans l'Arbitrage LCIA).</p> <p><i>A full copy of the report by MM. Louis J. Freeh and Joseph Lieberman in July 2015 and its annexes (mentioned in § 78 of the Memory Replica of Vale in the LCIA Arbitration).</i></p>	
Pertinence selon la Partie Requérante	Réf. aux Soumissions	Contre-Mémoire, Section IV(A).
	Commentaires	<p>La République de Guinée a établi que les Sociétés BSGR ont obtenu les Droits Miniers par voie de corruption. Les faits allégués à l'encontre des Sociétés BSGR ont été portés à leur connaissance par le Comité Technique. Les Documents requis sont pertinents pour connaître les conclusions du rapport réalisé par MM. Louis J. Freeh et Joseph I. Lieberman sur ces mêmes faits et la méthodologie suivie pour confirmer ou non l'existence de faits de corruption.</p> <p><i>The Republic of Guinea has established that BSGR Companies obtained the Mining Rights by way of corruption. The facts alleged against BSGR Companies have been brought to their attention by the Technical Committee. The required documents are relevant to disseminate the findings of the report by MM. Louis J. Freeh and Joseph Lieberman on the same facts and the methodology followed to confirm or not the existence of corruption.</i></p>
Objections aux Documents Demandés	<p>Claimants agree to produce the requested document.</p> <p>For avoidance of doubt, the Claimants deny involvement to any illicit activities.</p>	

<p>Réponse aux Objections aux Documents Demandés</p>	<p>La Guinée prend note de l'accord des Sociétés BSGR de produire le Document demandé.</p> <p>Cependant, le Document produit par les Sociétés BSGR le 27 juillet 2016 n'est qu'un résumé du rapport demandé (« <i>Summary of conclusions</i> »), de sorte que le Document produit ne constitue qu'une réponse partielle à la demande n° 26.</p> <p>En effet, la demande de la Guinée visait expressément « <i>une copie intégrale du rapport réalisé par MM. Louis J. Freeh et Joseph I. Lieberman en juillet 2015 et de ses annexes</i> ». Il convient de noter que le Document produit indique clairement qu'il existe un rapport complet incluant les conclusions intégrales de l'audit : « <i>The factual findings and analysis on which the summary is based were deposited in our files on June 1, 2015</i> ».</p> <p>En réponse au courriel de la Guinée du 3 août 2016 demandant la production de la copie intégrale du rapport de MM. Freeh et Liberman et ses annexes, les Sociétés BSGR ont indiqué le 5 août 2016 que ces Documents ne seraient pas en leur possession, sous leur garde ou sous leur contrôle.</p> <p>Cette réponse ne peut être considérée comme satisfaisante. Si les Sociétés BSGR sont en possession du résumé du rapport de MM. Freeh et Lieberman réalisé à l'initiative de la Fondation Balda et que M. Steinmetz se prévaut de cette investigation dans son témoignage versé à la procédure (CWS-1, para. 37-2), elles doivent nécessairement avoir en leur possession, sous leur garde ou sous leur contrôle, les conclusions intégrales de MM. Freeh et Liberman.</p> <p>En l'absence d'une réponse satisfaisante des Sociétés BSGR à ce sujet, la Guinée se voit donc contrainte de constater le refus des Sociétés BSGR de produire les Documents demandés et de solliciter du Tribunal qu'il en ordonne la production.</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>ACCORDÉE</p> <p>Le Tribunal note que les Demanderesses ont accepté de produire le document requis, à savoir la version complète du rapport Freeh/Lieberman en date de juillet 2015, mais n'ont produit qu'un résumé des conclusions en affirmant qu'elles n'étaient pas en possession du rapport complet. Sur la base de la déclaration de M. Steinmetz que « la Fondation Balda <i>et BSGR</i> ont examiné les questions les plus vastes possibles » (Steinmetz DDT, ¶ 37-2; soulignement ajouté par le Tribunal), le Tribunal comprend que BSGR doit être en possession du document demandé, et ordonne donc sa production.</p>
<p>Tribunal's Decision</p>	<p>GRANTED</p> <p>The Tribunal notes that the Claimants agreed to produce the requested document, namely the full version of the Freeh/Lieberman report dated July 2015, but only produced a summary of conclusions by further stating that they</p>

	were not in possession of the full report. On the basis of Mr. Steinmetz’s statement that the “Balda Foundation <i>and BSGR</i> have instigated the widest possible enquiries” (Steinmetz WS, ¶ 37-2; emphasis added by the Tribunal), the Tribunal understands that BSGR must be in possession of the requested document and therefore orders its production.
--	--

Demande n° 27		
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés		<p>Tout Document relatif aux audits réalisés par les Sociétés BSGR ou toute société du Groupe BSGR au sujet des faits de corruption allégués, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. tout témoignage obtenu auprès de consultants ou employés ; b. tout rapport réalisé auprès d'enquêteurs privés. <p>Any document relating to audits by BSGR companies or any company of the Group BSGR into alleged corruption, including:</p> <ul style="list-style-type: none"> at. any testimony obtained from consultants or employees; b. any report made to private investigators.
Pertinence selon la Partie Requérante	Réf. aux Soumissions	<p>Contre-Mémoire, § 121. Note de bas de page 137.</p>
	Commentaires	<p>La République de Guinée a établi qu'au moment de son arrestation aux Etats-Unis, M. Cilins avait sur lui une attestation signée dans laquelle il expliquait l'étendue de son travail réalisé pour les Sociétés BSGR en Guinée, tout en cherchant à minimiser certains aspects illégaux.</p> <p>Les Documents requis sont pertinents afin d'établir si les Sociétés BSGR ont essayé d'obtenir des attestations semblables de la part d'autres employés ou consultants et, généralement, pour connaître le résultat des audits réalisés par ou à la demande des Sociétés BSGR sur les faits de corruption qui sont allégués.</p> <p>The Republic of Guinea has established that at the time of his arrest in the United States, Mr. Cilins had on him a signed statement in which he explained the extent of his work done for BSGR Companies in Guinea, while seeking to minimize some illegal aspects.</p> <p>The required documents are relevant to establish whether BSGR Companies have tried to obtain similar certificates from other employees or consultants, and generally to know the outcome of audits performed by or at the request of Societies on BSGR corruption offenses that are alleged.</p>

<p>Objections aux Documents Demandés</p>		<p>The Claimants object to the requests on the basis of the following articles of the IBA Rules:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Article 3(3)(c)(ii) (the documents requested are not in possession, custody or control of the Party to whom the request is addressed); 2. Article 3(3)(a)(ii)(the category of documents requested are insufficiently narrow and specific); 3. Article 3(3)(b) (the lack of a statement that the documents are material to the outcome of the case); 4. Article 3(3)(a)(ii)(the category of documents requested are insufficiently narrow and specific); 5. Article 9(2)(a) (lack of sufficient relevance to the case or materiality to its outcome); 6. Article 9(2)(b) (legal impediment or privilege under the legal or ethical rules determined by the Arbitral Tribunal to be applicable); 7. Article 9(2)(c) (unreasonable burden to produce the requested evidence). <p>In addition to the Claimants’ objections on grounds of privilege, and on the grounds that certain documents are not in the possession, custody or control of the Claimants, it is the Claimants’ position that the documents are insufficiently relevant or material to the issues arising in this arbitration.</p> <p>To the extent that any audit and/or investigation carried out by the Claimants relates to the same issues that now fall due for consideration by the Tribunal. The Tribunal will make its own determination in relation to the allegations now advanced by Respondent.</p> <p>It would also place an unreasonable burden on the Claimants to produce the requested documents, in the sense that the requested documents cannot be clearly identified without an excessive and burdensome assessment of each and every single document that may have been reviewed in the course of an audit and or investigation. To conduct that exercise would be disproportionate and not fair on the Claimants.</p>
<p>Réponse aux Objections aux Documents Demandés</p>		<p>Conformément à l’article 16.3 de l’Ordonnance de procédure n° 1, la Guinée ne répond qu’aux objections des Sociétés BSGR selon lesquelles cette demande serait exagérément contraignante et se heurterait à des obstacles juridiques et/ou éthiques.</p> <p>En premier lieu, la demande de la Guinée ne saurait être considérée comme déraisonnable ou excessivement contraignante pour les Sociétés BSGR. En effet, tout rapport d’audit ou d’enquête, même interne à une société, doit</p>

	<p>en principe lister les documents ou catégories de documents qui ont été examinés dans le cadre dudit audit ou de ladite enquête. Cela d'autant plus lorsque l'audit ou l'enquête porte sur des faits d'une particulière gravité, tels que la corruption, et concerne des sociétés d'envergure internationale telles que les Sociétés BSGR et les sociétés du Groupe BSG.</p> <p>Dans la mesure où les Documents demandés ont nécessairement été préalablement identifiés et recensés pour permettre la réalisation de ces audits et/ou enquêtes, leur recherche et leur production sont aisées et n'imposent pas de fardeau excessif aux Sociétés BSGR.</p> <p>Pour ces raisons, l'objection des Sociétés BSGR ne saurait être admise.</p> <p>En second lieu, la Guinée ne saurait admettre l'objection des Sociétés BSGR fondée sur l'article 9(2)(b) des Règles IBA dans la mesure où cette objection n'est nullement justifiée par les Sociétés BSGR.</p> <p>Les Sociétés BSGR se contentent de citer l'article 9(2)(b) des Règles IBA sans prendre la peine ni de préciser lequel des trois obstacles envisagés à cet article elles invoquent en l'espèce, ni d'exposer les circonstances constitutives d'un tel obstacle.</p> <p>En l'absence de la moindre explication des Sociétés BSGR quant à la règle légale de confidentialité, de secret professionnel ou d'éthique qui fonderait leur objection, le Tribunal ne saurait considérer cette objection comme recevable. Il ne peut d'ailleurs être raisonnablement attendu de la Guinée qu'elle y réponde.</p> <p>Afin néanmoins de lever toute ambiguïté, la Guinée n'a d'autre choix que de rejeter formellement cette objection.</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>ACCORDÉE</p> <p>Les documents demandés semblent être pertinents <i>prima facie</i> et la demande suffisamment spécifique.</p> <p>Le Tribunal rejette l'objection des Demanderesses selon laquelle la demande est excessivement contraignante. Si des documents pertinents n'étaient pas sous le contrôle direct des Demanderesses, mais sous celui d'une autre entreprise du groupe BSG, il est ordonné aux Demanderesses de fournir leurs meilleurs efforts pour obtenir et produire ces documents.</p> <p>Le Tribunal accepte également que certains documents pertinents peuvent être considérés comme confidentiels au sens de l'article 9(2)(b) des règles IBA. Si un document pertinent est confidentiel, les Demanderesses pourront en produire une version caviardée ou le retenir et fournir un registre de confidentialité basé sur le modèle en annexe C.</p>

<p>Tribunal's Decision</p>	<p>GRANTED</p> <p>The requested documents appear <i>prima facie</i> relevant and the request is sufficiently specific. The Tribunal dismisses the Claimants' objection that the request is unreasonably burdensome. To the extent that responsive documents are not in direct control of the Claimants, but of another company of the BSG Group, the Claimants are ordered to make their best efforts to obtain and produce the documents.</p> <p>The Tribunal further accepts that some responsive documents may be privileged under Article 9(2)(b) of the IBA Rules. If any responsive document is privileged, the Claimants may either produce a redacted version or withhold it and submit a privilege log in the form of Annex C.</p>
-----------------------------------	--

VII. Documents versés dans l'Arbitrage LCIA mais pas partagés avec la République de Guinée dans cette procédure		
Demande n° 28		
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés		<p>L'attestation de témoin de Monsieur Mahmoud Thiam versée par BSGR dans l'Arbitrage LCIA.</p> <p><i>The witness statement of Mr. Mahmoud Thiam produced BSGR in the LCIA Arbitration.</i></p>
Pertinence selon la Partie Requérante	Réf. aux Soumissions	Contre-Mémoire, §§ 710-720.
	Commentaires	<p>La République de Guinée a établi que les Sociétés BSGR se sont octroyées le soutien du Ministre Thiam et ont établi avec lui une relation privilégiée dans le but de l'obtention des Droits Miniers.</p> <p>L'attestation signée par le Ministre Thiam et versée dans la procédure LCIA a cependant été désignée comme étant confidentielle, de sorte qu'elle n'a pas été communiquée à la République de Guinée.</p> <p>Le Document requis est pertinent pour connaître la position exprimée par le Ministre Thiam dans le cadre de l'Arbitrage LCIA et pour identifier toute incohérence avec celle versée dans l'Arbitrage CIRDI.</p> <p><i>The Republic of Guinea has established that BSGR Companies were granted the support of the Minister Thiam and established a special relationship with him for the purpose of obtaining the Mining Rights.</i></p> <p><i>The certificate signed by the Minister Thiam and poured into the LCIA procedure has however been designated as confidential, so it was not communicated to the Republic of Guinea.</i></p> <p><i>The required document is relevant to know the position expressed by the Minister Thiam under the LCIA Arbitration and identify any inconsistencies with that paid in the ICSID Arbitration.</i></p>
Objections aux Documents Demandés		<p>Claimants object to the production of witness statement of Mr. Mahmoud Thiam produced in the LCIA Arbitration on the basis of the LCIA Tribunal's order dated 28 June 2015 which states that <i>"the Parties are authorized to provide to the Republic of Guinea and the ICSID Tribunal all pleadings, documents, evidence, transcripts, orders and awards including consent orders and awards submitted, produced or rendered in the LCIA arbitration with the exception of (i) witness statements as to which BSGR claims confidentiality, and (ii)</i></p>

	<p><i>documents as to which BSGR claims confidentiality."</i></p> <p>In Claimants' Statement of Defence dated 1 July 2015, Claimants claimed in footnote 4 that Mr Noy's, Mr Cilins' and Mr Lev Ran's and Mr Thiam's witness statements need to be treated as confidential. The confidentiality imposed on Mr Thiam's witness statement together with corresponding references remain confidential. Claimants do not have the consent of Mr Thiam to lift the confidentiality imposed.</p>
Réponse aux Objections aux Documents Demandés	<p>La Guinée prend note de l'objection formulée par les Sociétés BSGR.</p> <p>Cependant, outre le fait que les Sociétés BSGR ne fondent leur objection sur aucune disposition précise, la Guinée peine à comprendre les raisons pour lesquelles M. Thiam refuserait que son attestation de témoin versée dans l'Arbitrage LCIA soit communiquée à la Guinée dans le cadre de la présente procédure CIRDI.</p> <p>En effet, M. Thiam a d'ores et déjà accepté de témoigner sur les mêmes faits dans la présente procédure.</p> <p>En conséquence, dans l'hypothèse où le Tribunal accueillerait l'argument de confidentialité des Sociétés BSGR, la Guinée sollicite du Tribunal qu'il ordonne aux Sociétés BSGR de produire, à tout le moins, un document écrit et signé par M. Thiam attestant de son refus de lever la confidentialité de son attestation de témoin versée dans l'Arbitrage LCIA.</p>
Décision du Tribunal	<p>REJETÉE</p> <p>Le Tribunal prend note de l'Ordonnance de la LCIA du 28 juin 2015 et du fait que BSG exige la confidentialité de la déclaration de témoin de M. Thiam. Le Tribunal note également la déclaration des Demanderesses selon laquelle elles n'ont pas l'accord de M. Thiam pour lever la confidentialité. Etant donné qu'il n'existe aucune indication dans ce dossier susceptible de remettre en question cette déclaration, le Tribunal rejette cette demande. Il accepte néanmoins la demande de la Défenderesse que les Demanderesses produisent un document signé par M. Thiam attestant son refus de lever la confidentialité du document demandé en vue du présent arbitrage, conformément à l'article 3.13 du règlement IBA.</p>
Tribunal's Decision	<p>DENIED</p> <p>The Tribunal takes note of the Order of the LCIA Tribunal of 28 June 2015 and the fact that BSGR claims confidentiality for the witness statement of Mr. Thiam. The Tribunal further notes that the Claimants' statement that they do not have Mr. Thiam's consent to lift confidentiality. As there are no indications on record that put this latter statement into question, the Tribunal denies this request. It nonetheless accepts the Respondent's request that the Claimants produce a document signed by Mr. Thiam attesting his refusal to lift confidentiality of</p>

	the requested document for the purposes of the present proceedings in conformity with Article 3.13 of the IBA Rules.
--	--

Demande n° 29		
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés	<p>Les Documents versés dans l'Arbitrage LCIA et identifiés dans le Mémoire en Réplique de Vale sous les références suivantes : /</p> <p>MT011254, MT001240, MT000951, MT007190, MT007191, MT020047, MT020041, MT017670, MT017815, MT017670, MT017699, MT017815, MT017834, MT006059, MT006060, MT0115861, MT011587, MT017312, MT017313, MT017308, MT017309, MT017390, MT017391, MT010886, MT017392, MT017393, MT011254, MT010466, MT010467, MT017239, MT010911, MT010912, MT010986, MT004619, MT004620, TC000245, TC000222, TC000248, TC001303, TC001304, TC000245, RT_CB_0001010, RT_CB_0001017, RT_CB_0001019, RT_CB_0001021, RT_CB_0001024, RT_CB_0001029, RT_CB_0001030, RT_CB_0001032, RT_CB_0000011, RT_CB_0001024, RT_CB_0001034, RT_CB_0001044, RT_CB_0001047, RT_CB_0001054, RT_CB_0001063, RT_CB_0000011, RT_CB_0001330, RT_CB_0001334, RT_CB_0001342, RT_CB_0001381, RT_CB_0001390, RT_CB_0001409, RT_CB_0000121, RT_CB_0000019, RT_CB_0000024, RT_CB_0000028, RT_CB_0000049, RT_CB_0001007, RT_CB_0001009, RT_CB_0001014, RT_CB_0001016, RT_CB_0001022, RT_CB_0001025, RT_CB_0001028, RT_CB_0001035, RT_CB_0001039, RT_CB_0001041, RT_CB_0001045, RT_CB_0001004, RT_CB_0001005, RT_CB_0001013, RT_CB_0001018, RT_CB_0001023, RT_CB_0001027, RT_CB_0001033, RT_CB_0001034, RT_CB_0001036, RT_CB_0001040, RT_CB_0001042, RT_CB_0001049, RT_CB_0001051, RT_CB_0001052, RT_CB_0001053, RT_CB_0001055, RT_CB_0001056, RT_CB_0001057, RT_CB_0001059, RT_CB_0001060, RT_CB_0001061, RT_CB_0001067, RT_CB_0001072, et RT_HSBC00000001.</p> <p style="color: red;">Documents filed in the LCIA Arbitration and identified in the Vale Statement of Reply under the following references:</p>	
Pertinence selon la Partie Requérente	Réf. aux Soumissions	Contre-Mémoire, §§ 710-720.
	Commentaires	<p>La République de Guinée a établi qu'un certain nombre de documents se rapportant aux faits de corruption allégués et concernant, notamment, le rôle joué par le Ministre Thiam ont été versés en tant que pièces dans l'Arbitrage LCIA.</p> <p>Ces documents sont cependant désignés confidentiels de sorte qu'ils n'ont pas été communiqués à la République de Guinée.</p>

		<p>Les Documents requis sont pertinents dans la mesure où ils se rapportent aux faits de corruption allégués.</p> <p>Ainsi, selon les écritures de Vale dans l'Arbitrage LCIA, l'ensemble des documents désignés établirait l'étendue des efforts déployés par le Ministre Thiam pour assister les Sociétés BSGR dans leurs démarches d'obtention des Droits Miniers, puis de revente d'une participation dans ces droits à la société Vale, et les rémunérations perçues par le Ministre Thiam en échange.</p> <p>The Republic of Guinea has prepared a number of documents relating to alleged corruption and concerning, in particular, the role played by the Minister Thiam was provided as exhibits in the LCIA Arbitration.</p> <p>These documents are, however, designated as confidential so they were not communicated to the Republic of Guinea.</p> <p>The required documents are relevant to the extent they relate to the alleged corruption.</p> <p>Thus, in the Vale of entries in the LCIA Arbitration, all designated materials would establish the extent of the efforts of the Minister Thiam BSGR to assist companies in their efforts to obtain the Mining Rights and resale of participation in such rights to Vale, and the remuneration received by the Minister Thiam in exchange.</p>
	<p>Objections aux Documents Demandés</p>	<p>The Claimants object to the requests on the basis that these documents have been designated as highly confidential and cannot be disclosed in ICSID proceedings. The documents requested have been disclosed by Minister Thiam in proceedings unrelated to the LCIA arbitration proceedings ("Rico proceedings") in the US. These documents were designated as either highly confidential in the US court proceedings. Vale made an application to the US court to use some of the documents disclosed by Minister Thiam and Rio Tinto (who was the Claimant in this matter) documents in the LCIA arbitration. The US court granted the application, but limited the use of these documents to the LCIA arbitration only and did not permit the use of the documents in any other court or arbitration proceedings. This also applies to this ICSID proceedings. If Guinea seeks the disclosure of these documents it has to address the US courts directly. Vale and Claimants are not entitled to lift the confidentiality imposed on these documents by the US court or by Minister Thiam.</p>
	<p>Réponse aux Objections aux Documents Demandés</p>	<p>La Guinée prend note de l'objection formulée par les Sociétés BSGR et réitère ici sa réponse à l'objection des Sociétés BSGR à la demande n° 28.</p> <p>Outre le fait que les Sociétés BSGR ne fondent leur objection sur aucune disposition précise, la Guinée peine en effet à comprendre les raisons pour lesquelles M. Thiam refuserait de lever la confidentialité de documents</p>

	<p>relatifs à son rôle en Guinée concernant les Sociétés BSGR dans la mesure où il a déjà témoigné sur ces faits dans la présente procédure.</p> <p>En conséquence, dans l’hypothèse où le Tribunal accueillerait l’argument de confidentialité des Sociétés BSGR, la Guinée sollicite du Tribunal qu’il ordonne aux Sociétés BSGR de produire, à tout le moins, un document écrit et signé par M. Thiam attestant de son refus de lever la confidentialité des Documents demandés.</p>
Décision du Tribunal	<p>REJETÉE</p> <p>Le Tribunal rejette la demande pour les mêmes raisons que celles mentionnées dans la demande 28 ci-dessus. Le Tribunal note que les Demanderesses ne soulèvent pas d’objections fondées sur la pertinence. Par conséquent, les documents demandés, même s’ils n’ont pas été expressément identifiés, semblent pertinents <i>prima facie</i>. Le Tribunal accepte toutefois la demande de la Défenderesse que les Demanderesses produisent un document signé par M. Thiam attestant de son refus de lever la confidentialité du document demandé pour les besoins du présent arbitrage, conformément à l’article 3.13 du règlement IBA.</p>
Tribunal’s Decision	<p>DENIED</p> <p>The Tribunal denies this request for the same reasons on those set out under Request 28 above. The Tribunal notes that the Claimants do not object on the basis of relevance. Accordingly, the requested documents, although not specifically identified, appear <i>prima facie</i> relevant. The Tribunal nonetheless accepts the Respondent’s request that the Claimants produce a document signed by Mr. Thiam attesting his refusal to lift confidentiality of the requested document for the purposes of the present proceedings in conformity with Article 3.13 of the IBA Rules.</p>

Demande n° 30		
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés		<p>Une copie non-caviardée du Mémoire en Réplique de Vale dans l'Arbitrage LCIA.</p> <p><i>A non-redacted copy of Vale's Statement of Reply in LCIA Arbitration.</i></p>
Pertinence selon la Partie Requérante	Réf. aux Soumissions	Contre-Mémoire, §§ 710-720.
	Commentaires	<p>Compte-tenu du fait que les attestations de témoins et Documents identifiés aux points 16 et 17 ci-dessus sont désignés confidentiels, les paragraphes correspondants à ces attestations et Documents ont été caviardés dans la version du Mémoire en Réplique de Vale dans l'Arbitrage LCIA qui a été remise à la République de Guinée.</p> <p>La production d'une version non-caviardée de cette soumission est pertinente dans la mesure où les passages caviardés se rapportent aux faits de corruption allégués.</p> <p><i>Given the fact that the statements of witnesses and documents identified in paragraphs 16 and 17 above are designated as confidential, the corresponding paragraphs in the certificates and documents were redacted in the version of Vale Memorandum of Reply LCIA Arbitration that was given to the Republic of Guinea.</i></p> <p><i>The production of a non-redacted version of this submission is relevant to the extent that the redacted passages relate to alleged corruption.</i></p>
Objections aux Documents Demandés		<p>Claimants object to the production of the unredacted Reply from Vale on the basis of the LCIA Tribunal's order dated 28 June 2015 which states that "<i>the Parties are authorized to provide to the Republic of Guinea and the ICSID Tribunal all pleadings, documents, evidence, transcripts, orders and awards including consent orders and awards submitted, produced or rendered in the LCIA arbitration with the exception of (i) witness statements as to which BSGR claims confidentiality, and (ii) documents as to which BSGR claims confidentiality.</i>"</p> <p>In Claimants' Statement of Defence dated 1 July 2015, Claimants claimed in footnote 4 that Mr Noy's, Mr Cilins' and Mr Lev Ran's and Mr Thiam's witness statements need to be treated as confidential. As a consequence and in compliance with the Tribunal's order, Vale redacted its Reply before sharing it with Respondent. The confidentiality imposed on these witness statements together with corresponding references remain confidential. Claimants do not have the consent from the respective witnesses to lift the confidentiality imposed.</p>

<p>Réponse aux Objections aux Documents Demandés</p>	<p>La Guinée prend note de l’objection formulée par les Sociétés BSGR et réitère ici ses réponses aux objections des Sociétés BSGR aux demandes n° 28 et 29.</p> <p>Dans l’hypothèse où, malgré l’absence de fondement juridique identifié à l’objection des Sociétés BSGR, le Tribunal accueillerait l’argument de confidentialité des Sociétés BSGR, la Guinée sollicite du Tribunal qu’il ordonne aux Sociétés BSGR de produire, à tout le moins, un document écrit et signé par MM. Cilins, Noy, Lev Ran et Thiam attestant de leur refus de lever la confidentialité de leur attestation de témoin dans l’Arbitrage LCIA et des références correspondantes dans le Mémoire en Réplique de Vale.</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>REJETÉE</p> <p>Le Tribunal rejette cette demande pour les mêmes raisons que celles mentionnées dans la demande no. 28 ci-dessus.</p> <p>Le Tribunal accepte la déclaration des Demanderesses selon laquelle les déclarations de témoins de MM. Noy, Cilins, Ran et Thiam « avec les références y renvoyant » dans le Mémoire en réponse de Vale dans l’arbitrage LCIA, sont confidentiels.</p> <p>Le Tribunal ordonne donc aux Demanderesses de produire les documents signés par les individus ci-dessus, attestant de leur refus de lever la confidentialité des passages pertinents du Mémoire en réponse de Vale dans l’arbitrage LCIA.</p>
<p>Tribunal’s Decision</p>	<p>DENIED</p> <p>The Tribunal denies this request for the same reasons on those set out under Request 28 above.</p> <p>The Tribunal accepts the Claimants’ statement that the witness statements of Messrs. Noy, Cilins, Ran and Thiam “together with corresponding references” in Vale’s Reply Memorial filed in the LCIA Arbitration are confidential.</p> <p>The Tribunal therefore orders the Claimants to produce documents signed by the abovementioned individuals attesting their refusal to lift confidentiality of the relevant passages of Vale’ Reply Memorial in the LCIA Arbitration.</p>

VIII. Procédures pénales		
Demande n° 31		
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés		<p>Tout procès-verbal d’audition de Benjamin Steinmetz et Sandra Merloni-Horemans dans le cadre de la procédure pénale suisse.</p> <p><i>All minutes of Benjamin Steinmetz and Sandra Merloni-Horemans hearing in the context of the criminal procedure.</i></p>
Pertinence selon la Partie Requérante	Réf. aux Soumissions	Contre-Mémoire, §§ 698-703
	Commentaires	<p>La République de Guinée fait état dans son Contre-Mémoire des différentes procédures pénales en cours dirigées contre les Sociétés BSGR et certains de leurs dirigeants, notamment la procédure pénale ouverte en Suisse contre Benjamin Steinmetz et Sandra Merloni-Horemans.</p> <p>Les Sociétés BSGR ont produit dans la Procédure LCIA plusieurs procès-verbaux d’auditions réalisés dans le cadre de la procédure pénale ouverte en Suisse, mais pas ceux de M. Steinmetz ni de Mme Merloni-Horemans.</p> <p>Or, selon la presse, M. Steinmetz aurait été entendu par le procureur de Genève dans le cadre de cette procédure.</p> <p>Les Documents requis sont pertinents dans le cadre du présent différend pour confronter les positions de Benjamin Steinmetz et Sandra Merloni-Horemans dans le cadre de procédure pénale avec la position adoptée par les Sociétés BSGR sur les faits de corruption allégués.</p> <p><i>The Republic of Guinea reported in its Counter-Memorial of the various ongoing criminal proceedings against the BSGR companies and some of their leaders, including the criminal proceedings in Switzerland against Benjamin Steinmetz and Sandra Merloni-Horemans.</i></p> <p><i>The BSGR Companies produced in the LCIA proceedings several hearings minutes made as part of the criminal proceedings in Switzerland, but not those of Mr. Steinmetz nor Ms. Merloni-Horemans.</i></p> <p><i>Now, according to the press, Mr. Steinmetz was heard by the prosecutor of Geneva as part of this procedure.</i></p> <p><i>The required documents are relevant to this dispute to compare the positions of Benjamin Steinmetz and Sandra</i></p>

		<p>Merloni-Horemans in the framework of criminal proceedings with the position adopted by the BSGR Companies on the facts of alleged corruption.</p>
<p>Objections aux Documents Demandés</p>		<p>The Claimants object to the requests on the basis of the following article of the IBA Rules:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Article 3(3)(c)(i) (a statement that the requested documents are not in the possession, custody or control of the requesting party or a statement why it would be unreasonable burdensome for the requesting Party to produce such Documents); 2. Article 3(3)(c)(ii) (the documents requested are not in possession, custody or control of the Party to whom the request is addressed). <p>Respondent fails to state that the requested documents are not in its possession, custody or control or that it would be unreasonable burdensome for Respondent to produce the documents. In fact, Claimants objects on the basis that Respondent's should be in the possession, custody and control of the requested documents as Respondent's counsel have been present at the hearing in the criminal proceedings in the Swiss courts. After the interrogations of every individual, including Mr Steinmetz and Mrs Merloni-Horemans, the Swiss prosecutor handed over the respective minutes to the counsel present in the hearings. Respondent's counsel where present.</p>
<p>Réponse aux Objections aux Documents Demandés</p>		<p>A toutes fins utiles, la Guinée confirme qu'elle n'est pas en possession des Documents répondant à la demande.</p> <p>En outre et en tout état de cause, la Guinée souligne qu'elle s'est engagée vis-à-vis des autorités suisses à ne produire et à ne faire usage d'aucun document communiqué dans le cadre de la procédure pénale suisse dans une autre procédure, telle que le présent arbitrage.</p> <p>Les Sociétés BSGR et leurs employés et consultants n'étant pas soumis à la même limitation, ils sont en mesure de produire les Documents demandés.</p>
<p>Décision du Tribunal</p>		<p>REJETÉE</p> <p>Le Tribunal prend note de la déclaration de la Défenderesse selon laquelle elle s'est engagée à ne pas utiliser les documents de la procédure pénale suisse dans d'autres affaires. Au vue de cette restriction, le Tribunal rejette cette demande. La décision pourra être réexaminée si l'une ou l'autre des Parties démontre qu'elle est autorisée à</p>

	révéler des documents de la procédure suisse.
Tribunal's Decision	DENIED The Tribunal takes note of the Respondent's statement that it has undertaken not to use the documents from the Swiss criminal proceedings in other proceedings. In light of this restriction, the Tribunal denies the request. That decision may be reopened if any of the Parties shows that it is authorized to disclose documents from the Swiss proceedings.

IX. Autres Documents	
Demande n° 32	
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés	<p>Tout Document relatif à l'obtention par les Sociétés BSGR ou par Frédéric Cilins des deux documents suivants :</p> <p>a. le rapport du cabinet DLA Piper, et</p> <p>b. le rapport du cabinet Heenan Blaikie.</p> <p><i>Any document relating to the obtaining of by the Company or by Frédéric Cilins of the following documents:</i></p> <p><i>at. the report of the DLA Piper law firm, and</i></p> <p><i>b. the report of Heenan Blaikie.</i></p>
Pertinence selon la Partie Requérante	Réf. aux Soumissions
Commentaires	<p>Contre-Mémoire, §§ 560-561, 563 et 582.</p> <p>La République de Guinée a établi dans son Contre-Mémoire que M. Cilins et/ou les Sociétés BSGR se sont procurés illégalement (i) le rapport rédigé par le cabinet Heenan Blaikie et (ii) le rapport rédigé par le cabinet DLA Piper, nonobstant le caractère privé et confidentiel de ces rapports.</p> <p>Les Documents requis sont pertinents pour déterminer dans quelles circonstances, par quels moyens et à quelles fins les Sociétés BSGR se sont procurées une copie de ces rapports.</p> <p><i>The Republic of Guinea has established in its Counter-Memorial that Mr. Cilins and / or BSGR Societies have illegally procured (i) the report by the Heenan Blaikie and (ii) the report by the firm DLA Piper, notwithstanding the privacy and confidentiality of these reports.</i></p> <p><i>The required documents are relevant to determine in what circumstances, by what means and for what purposes BSGR Societies have procured a copy of these reports.</i></p>
Objections aux Documents Demandés	<p>The Claimants object to the requests on the basis of the following articles of the IBA Rules:</p> <p>1. Article 3(3)(c)(ii) (the documents requested are not in possession, custody or control of the Party to</p>

	<p>whom the request is addressed);</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. Article 3(3)(b) (the lack of a statement that the documents are material to the outcome of the case); 3. Article 9(2)(a) (lack of sufficient relevance to the case or materiality to its outcome); <p>With respect to Respondent's request extending to the "BSGR Group of companies" Claimants rely on the objections raised in its prior objections (see above objections 1 – 3). Claimants are not in possession, custody or control of the requested documents.</p> <p>As explained Mr. Cilins is and was independent of BSGR, contrary to the erroneous impression given by Respondent in its document production request, and documents held by Mr. Cilins are not within the possession, custody or control of the Claimants.</p> <p>It is the Claimants' position that Respondent orchestrated the revocation of the Claimants' mining rights. The Hennen Blaikie and the DLA Piper reports demonstrate that Respondent actively sought, as of 2011, just after the election of President Condé, and prior to the establishing of the Technical Committee a way to justify the revocation of the Claimants' mining rights.</p> <p>Futhermore, Respondent has failed to demonstrate how the "obtaining" of the DLA Piper and Heenan Blaikie report would be relevant and material to the outcome of this case.</p>
<p>Réponse aux Objections aux Documents Demandés</p>	<p>Conformément aux articles 16.3 et 16.4 de l'Ordonnance de procédure n° 1, la Guinée s'abstient de répondre aux objections des Sociétés BSGR et s'en remet à l'appréciation du Tribunal s'agissant de leur bien-fondé.</p>
<p>Décision du Tribunal</p>	<p>REJETÉE</p> <p>Le Tribunal n'est pas convaincu de la pertinence <i>prima facie</i> des circonstances dans lesquelles les Demanderesses ont obtenu ces deux rapports.</p>
<p>Tribunal's Decision</p>	<p>DENIED</p> <p>The Tribunal is not convinced of the <i>prima facie</i> relevance of the circumstances in which the Claimants obtained these two reports.</p>

Demande n° 33		
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés	<p>Le rapport des enquêtes commanditées par le Ministre Thiam au sujet de :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. l'obtention du Permis de Recherches des Blocs 1 et 2 par les Sociétés BSGR ; et b. des allégations de corruption formulées par Rio Tinto contre BSGR (CWS-5, Attestation de M. Thiam, § 19 ; §§ 21-22 ; §§ 49- 54). <p>The investigation report commissioned by the Minister Thiam about:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. obtaining the Exploration Licence for Blocks 1 and 2 by BSGR companies; and b. corruption allegations Rio Tinto BSGR (CWS-5, Statement of Mr. Thiam, § 19, §§ 21-22; §§ 49- 54). 	
Pertinence selon la Partie Requérante	Réf. aux Soumissions	<p>CWS-5, Attestation de Mahmoud Thiam, §§ 19, 21-22 et 49-54. Contre-Mémoire, §§ 356-357.</p>
	Commentaires	<p>Le Ministre Thiam atteste avoir commandité une « enquête » sur les conditions d'obtention du Permis de Recherches des Blocs 1 et 2 par les Sociétés BSGR et conclu à la légalité de cette obtention.</p> <p>Les Documents requis sont pertinents pour établir si les enquêtes réalisées ont montré des irrégularités ou si elles ont établi, au contraire, que la procédure avait été régulière.</p> <p>The Minister Thiam certifies having ordered an "investigation" on the requirements for the Exploration Licence Blocks 1 and 2 by BSGR companies and concluded the legality of this achievement.</p> <p>The required documents are relevant to establish whether conducted surveys showed irregularities or if they have established, however, that the procedure had been normal.</p>
Objections aux Documents Demandés	<p>The Claimants object to the requests on the basis of the following articles of the IBA Rules:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Article 3(3)(c)(i) (lack of a statement that the requested documents are not in the possession, custody or control of the requesting party or a statement why it would be unreasonable burdensome for the requesting Party to produce such documents); 2. Article 3(3)(c)(ii) (the documents requested are not in possession, custody or control of the Party to whom the request is addressed); 	

	<p>3. Article 3(3)(c)(ii) (the documents requested are not in possession, custody or control of the Party to whom the request is addressed).</p> <p>Minister Thiam is and has always been independent of the Claimants, contrary to the erroneous impression given by Respondent. As the documents have been drafted during his time as minister of the Guinean government, Respondent should be in the possession, custody and control of the requested documents. Respondent, however, does not provide a statement that the requested documents are not in its possession, custody or control nor does it provide any reasons why it would be unreasonable burdensome for the Respondent to produce such documents. As these are governmental documents and Claimants did not have any access to those documents, the requested documents are not in the possession, custody and control of Claimants.</p>
Réponse aux Objections aux Documents Demandés	<p>Conformément aux articles 16.3 et 16.4 de l'Ordonnance de procédure n° 1, la Guinée s'abstient de répondre aux objections des Sociétés BSGR et s'en remet à l'appréciation du Tribunal s'agissant de leur bien-fondé.</p> <p>Cependant, à toutes fins utiles, la Guinée confirme qu'elle n'est pas en possession des Documents demandés. Les Sociétés BSGR ne sont d'ailleurs pas sans savoir que M. Thiam a quitté le gouvernement guinéen et est retourné aux Etats-Unis avec l'ensemble de ses archives ministérielles, dont il a été ordonné de produire une partie dans le cadre de la procédure contentieuse américaine initiée par Rio Tinto.</p>
Décision du Tribunal	<p>REJETÉE</p> <p>La Tribunal accepte la déclaration des Demanderesses selon laquelle les documents demandés ne sont pas en leur possession, sous leur garde ou leur contrôle.</p>
Tribunal's Decision	<p>DENIED</p> <p>The Tribunal accepts the Claimants' statement that the requested documents are not in their possession, custody or control.</p>

Demande n° 34		
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés	<p>L'enregistrement audio des conversations entre Asher Avidan et Walter Hennig (dont la retranscription a été versée par les Sociétés BSGR sous les numéros de pièces C-107 à C-109).</p> <p><i>The audio recording of conversations between Asher Avidan and Walter Hennig (the transcript was provided by BSGR Companies under part numbers C-107 to C-109).</i></p>	
Pertinence selon la Partie Requérante	Réf. aux Soumissions	Pièces C-107 à C-109.
	Commentaires	<p>Les Sociétés BSGR ont versé une retranscription écrite de ces enregistrements sans produire l'enregistrement audio, de sorte qu'il n'est pas possible de confirmer l'exactitude de ces retranscriptions.</p> <p><i>The BSGR Companies paid a written transcript of the recordings without producing audio recording, so it is not possible to confirm the accuracy of the transcripts.</i></p>
Objections aux Documents Demandés	<p>The Claimants have thus far been unable to locate the audio recording but will continue their efforts to locate the document, and if successful, will produce the document falling within this request.</p>	
Réponse aux Objections aux Documents Demandés	<p>La Guinée prend note de l'accord des Sociétés BSGR de poursuivre les recherches du Document demandé.</p>	
Décision du Tribunal	PAS DE DÉCISION REQUISE	
Tribunal's Decision	NO DECISION REQUIRED	

Demande n° 35	
Document(s) ou Catégories de Documents Demandés	<p>L'enregistrement audio de la conversation entre Mahmoud Thiam et Sammy Mebiame (dont la retranscription a été versée par les Sociétés BSGR sous le numéro de pièce C-135).</p> <p><i>The audio recording of the conversation between Mahmoud Thiam and Sammy Mebiame (the transcript was provided by BSGR Companies under part number C-135).</i></p>
Pertinence selon la Partie Requérante	<p style="text-align: center;">Réf. aux Soumissions</p> <p>Contre-Mémoire, §§ 321 et 842. Pièce C-135.</p>
	<p style="text-align: center;">Commentaires</p> <p>Les Sociétés BSGR ont versé une retranscription écrite de cet enregistrement sans produire l'enregistrement audio, de sorte qu'il n'est pas possible de confirmer l'exactitude de cette retranscription.</p> <p>Il est également probable que la retranscription corresponde à une traduction en anglais de la conversation qui pourrait avoir eu lieu en français.</p> <p><i>The BSGR Companies paid a written transcript of that recording without producing audio recording, so it is not possible to confirm the accuracy of the transcript.</i></p> <p><i>It is also likely that the transcript corresponds to an English translation of the conversation could have taken place in French.</i></p>
Objections aux Documents Demandés	<p>The transcript exhibited at C-135 was obtained from the public media website Mediapart. The Claimants have undertaken the relevant searches, but have only found an extract of an audio recording which it obtained from the following public web addresses:</p> <p>https://soundcloud.com/guineen/samuel-mebiame-les-affaires-et/recommended</p> <p>https://www.mediapart.fr/journal/international/031013/guinee-corruption-putsch-et-eldorado-minier?onglet=full</p>

Réponse aux Objections aux Documents Demandés	La Guinée prend note de la réponse des Sociétés BSGR et de l'absence d'enregistrement audio authentifié ou authentifiable de la conversation entre Mahmoud Thiam et Sammy Mebiame (dont elles ont versé une retranscription à la présente procédure).
Décision du Tribunal	PAS DE DÉCISION REQUISE
Décision du Tribunal	NO DECISION REQUIRED

ANNEXE C A L'ORDONNANCE DE PROCEDURE NO. 7

REGISTRE DES PRIVILEGES

No.	Pièce	Date	Auteur	Destinataire (s)	Sujet
1.					